DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12472 – 4,20 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 6 MARS 1985

Les deux visiteurs de M. Gromyko

Qu'allait donc faire M. Hans-Dietrich Genscher à Moscou ? Son voyage précipité lui a certes permis de battre d'une courte tête son collègue français, qui s'y rendra du 10 au 12 mars prochains. Mais on a peine à croire que telle ait été la seule cause de la hâte manifestée par le chef de la diplomatie de Bonn...

Faut-il y voir, alors, le souci d'améliorer l'image du petit Parti libéral, actuellement en voie de marginalisation, dont il vient de quitter la présidence ? D'importantes élections régionales ont en effet lieu dimanche en Sarre et à Berlin-Ouest. M. Genscher peut avoir voulu aider ses amis à passer cette épreuve difficile, en rappelant qu'il est le continuateur d'une politique d'ouverture à l'Est à laquelle beaucoup de ses compatriotes demeurent fort attachés.

Si telle était son ambition, celle-ci risque toutefois d'avoir été déçue. M. Gromyko a bien reçu le ministre ouest-allemand, lundi 4 mars, mais il ne s'est pas privé de critiquer la ligne de conduite du gouvernement du chancelier Kohl. L'agence Tass n'avait pas, ce mardi, de mots assez durs pour l'intention de Bonn de participer aux recherches sur l'« initiative de défense stratégique » américaine, autrement dit sur la mise en place d'un réseau étanche d'antimissiles.

***Manifestement, le Kremlin* prend très au sérieux les projets de M. Reagan. Davantage même, semble-t-il, que certains Occidentaux, parmi lesquels les dirigeants français. Ceux-ci, après y avoir vu un formidable risque de découplage Europe-Etats-Unis et une menace non moins grande pour la crédibilité de leur propre force de dissuasion, se rassurent en affirmant que la réalisation d'un tel dispositif prendra plusieurs décennies et ne parviendra sans doute jamais à une étanchéité totale. Mais les Soviétiques sont bien décidés à empêcher la RFA – interdite d'armes nucléaires mais non de participation à un programme portant sur les armes à rayons – de s'embarquer sur le vaisseau spatial du président Reagan.**

De ce problème, il sera évidemment question aussi lorsque M. Dumas s'entretiendra avec M. Gromyko. D'autant plus que la *fin de son séjour* à Moscou coïncidera avec la reprise, le 12 mars à Genève, après quatorze mois d'interruption, des pourparlers stratégiques entre Américains et Soviétiques, dont *le principe avait été arrêté au* début de janvier à la suite de la rencontre Shultz-Gromyko.

Avec M. Dumas, les Soviétiques ont pris leur temps. Sa visite était prévue depuis le début de l'hiver. Elle s'inscrit dans un réchauffement global des rapports entre Paris et Moscou inauguré par le séjour de M. Mitterrand au Kremlin en juin 1984. En principe, M. Dumas doit notamment préparer avec ses interlocuteurs la venue en France, dans le courant de l'année, de M. Tchernenko. Mais l'état de santé du numéro un du Kremlin – dont on ne sait encore si le ministre français pourra le rencontrer – rend cette partie de sa mission bien théorique.

Quant aux relations bilatérales, elles sont *loin de satisfaire* Paris sur le plan commercial. Le déficit des échanges au détriment de la France demeure considérable. Sur le plan politique, en revanche, elles ont enregistré un léger mieux. La page des euromissiles de l'OTAN, en faveur desquels M. Mitterrand avait pris très clairement position, est déjà partiellement tournée. *Mais le Kremlin aurait* sans doute tort d'attendre du représentant de Paris un langage très différent de celui que l'Elysée a tenu jusqu'à présent.

(Lire nos informations page 4.)

LES PROJETS DE M. MITTERRAND

L'idée d'un référendum sur l'Europe trouble l'opposition

Référendum ou pas ? La question est sur toutes les lèvres du monde politique parisien depuis que M. Mitterrand a choisi de l'imposer la semaine dernière, lorsque, remettant à M. Cheysson les insignes de commandeur de la Légion d'honneur, il a promis de prendre « *dans les mois qui viennent* » une initiative qui « *surprendra* » pour « *transformer les institutions européennes* ». Depuis, la rumeur a été soigneusement entretenue par l'entourage du président de la République au point de rendre l'opposition extrêmement nerveuse.

Alors qu'on accuse, aussi bien au RPR qu'à l'UDF, M. Mitterrand d'avoir encouragé l'effet Le Pen et les divisions qu'il entraîne au sein de la droite, on commence à craindre que le président ne prépare un nouveau « coup » destiné lui aussi à raviver les vieux clivages européens qui séparent néo-gaullistes et centristes, même s'ils se sont sérieusement atténués depuis que M. Chirac s'est découvert une passion pour la construction de l'Europe politique. Les inquiétudes de l'opposition sont vives car ce « suspense » – agaçant pour elle – intervient alors qu'on constate dans plusieurs sondages une remontée de la cote de MM. Mitterrand et Fabius.

Comment transformer en gain politique durable ce « frémissement » constaté dans les sondages ? Telle est justement la tâche qui a été assignée à plusieurs collaborateurs du président de la République, aussi bien à l'Elysée qu'à Matignon ou au Quai d'Orsay. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas simple puisqu'il s'agit de fondre un alliage particulièrement complexe à partir d'éléments de politique étrangère et de politique intérieure. Le seul précédent n'est guère encourageant. Il remonte à 1972, lorsque Georges Pompidou eut bien du mal à sauver l'honneur lors du référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

On ne nie pas ces difficultés dans l'entourage du chef de l'Etat. On en est, disent même les plus prudents, au stade du brassage d'idées et l'organisation d'un référendum sur l'Europe peut créer, du moins à assez court terme, des problèmes insolubles.

Pour être payant, un référendum doit poser une question claire, mobilisatrice et compatible avec les règlements européens. La France n'a pas toute seule les moyens de modifier ces règles.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 4.)

L'INTERVENTION DES GENDARMES A THIO

M. Pisani donne « un coup de pouce à la normalisation »

De notre correspondant

Des incidents ont éclaté, ce mardi 5 mars vers 17 heures locales (7 heures à Paris), entre les tribus mélanésiennes *de Thio et les gendarmes* mobiles à la suite d'une opération de maintien de l'ordre. Selon les autorités, ces incidents, qui ont duré environ deux heures, n'ont pas fait de blessés. Le FLNKS a protesté contre l'opération de gendarmerie et annoncé une « *journée de mobilisation du peuple canaque* » pour le 8 mars.

Nouméa. – « *Il s'agit d'un petit ou d'un gros coup de pouce à la normalisation* », devait dire M. Edgard Pisani, lors de sa conférence de presse de ce mardi 5 mars, après l'importante opération de gendarmerie menée à Thio quelques heures auparavant. Celle-ci a commencé vers 5 h 45, lorsque deux hélicoptères Puma ont acheminé sur Thio des renforts de gendarmerie pour prêter main-forte aux deux escadrons (soit deux cents hommes) déjà sur place. Selon des membres du FLNKS, plus de quatre cents gendarmes étaient présents. Après avoir bloqué les routes, les gendarmes ont mis en place des barrages autour des tribus pour prévenir toute tentative de fuite.

Puis plusieurs détachements de gendarmes mobiles ont pénétré en force, simultanément, dans trois tribus : celles de Saint-Philippo I et II (aussi dénommée Thio-Mission) qui avaient été, dimanche 17 février, le théâtre d'incidents entre les Mélanésiens et les forces de l'ordre, et celle d'Ouroué, située plus à l'écart et moins peuplée. L'intervention s'est déroulée sans violence et, rapidement, une vingtaine de personnes ont été emmenées à la gendarmerie dans des véhicules militaires. Huit personnes ont été entendues, cinq ont été inculpées pour violences et voies de fait et placées sous contrôle judiciaire. Un Mélanésien a été transféré à Nouméa pour y être entendu par le parquet. Parmi les personnes contrôlées se trouvait Mme Marie-Françoise Machoro, la virulente sœur du « chef de guerre canaque », tué le 12 janvier, que les gendarmes ont préféré mettre à l'écart dès le début de l'opération, de peur qu'elle ne provoque une riposte violente de la part des autres membres de la tribu. Elle a été relâchée peu après.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

(Lire la suite page 8.)

La hausse du dollar reprend

L'accalmie sur le dollar n'aura pas duré longtemps : mardi 5 mars, les cours de la monnaie américaine se sont vigoureusement orientés à la hausse, passant de 3,37 DM à près de 3,42 DM et de 10,31 F à 10,46 F, en route vers les *10,50 F*. Cette nouvelle poussée, qui a été continue en Europe tout au long de la matinée, s'est effectuée de manière ordonnée et non pas précipitée, comme celle du début de la semaine précédente, qui avait vu le dollar bondir de 3,36 DM à près de 3,48 DM et de 10,34 F à 10,62 F en deux jours. Ce bond avait rendu le « billet vert » vulnérable à toute correction technique et aussi à toute intervention des banques centrales. Ces dernières avaient mis à profit l'hésitation des marchés pour les faire basculer brutalement, ce qui avait ramené le dollar à 3,36 DM et 10,26 F à la veille du week-end dernier.

Mais, de l'avis de tous les spécialistes, si l'intervention des banques centrales avait été, pour un jour, judicieuse, elle n'avait pas été suffisante pour véritablement « casser » la tendance à la hausse du dollar et *provoquer un retournement* durable.

A leurs yeux, les facteurs qui avaient provoqué la montée de la devise américaine étaient et sont toujours en place : expansion persistante aux Etats-Unis, conjuguée avec un faible taux d'inflation et un regain de tension des taux d'intérêt.

Le résultat est qu'après la très forte secousse de la semaine dernière les opérateurs, un instant *ébranlés, ont repris leurs esprits et...* leurs achats, sans fièvre mais avec constance.

Les banques centrales interviendront-elles à nouveau ? C'est leur problème, car le coût de l'opération n'est pas négligeable (4 milliards de dollars en trois jours la semaine dernière, dont la moitié à la charge de la seule Banque fédérale d'Allemagne, et pratiquement rien pour la Réserve fédérale des Etats-Unis, où le Trésor reste déterminé à ne pas contrarier vraiment la tendance). Au reste, lorsqu'une poussée s'effectue de façon « ordonnée », comme celle qui est en cours, les banques centrales ont-elles intérêt à la contrecarrer, et, surtout, *le* peuvent-elles vraiment ?

A Washington, M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, a réaffirmé que la situation créée par les énormes déficits du budget et de la balance commerciale des Etats-Unis était « *soutenable pour un temps* », mais contenait en elle-même « *les germes de sa propre destruction* ». Outre les compressions des dépenses de l'Etat, il a proposé une taxe sur les importations de pétrole, l'une des solutions « *les moins néfastes* ».

F. R.

Point de vue

La France dans la « guerre des étoiles »

par HOPLITES (*)

Depuis trois mois, les Français commencent enfin à découvrir les implications de l'initiative de défense stratégique (SDI : Strategic Defense Initiative) lancée par le président Reagan le 23 mars 1983, et popularisée sous l'appellation de « guerre des étoiles ».

Fidèle à ses habitudes, le Kremlin a aussitôt recouru aux manœuvres dilatoires qui lui avaient si bien réussi à propos de l'arme à rayonnements renforcés : cette « *bombe à neutrons* » qui était le meilleur moyen d'envoyer à la casse le corps blindé du pacte de Varsovie avant qu'il ait pu s'ébranler. Aujourd'hui, le but est analogue : il s'agit de préserver le parc de missiles balistiques soviétiques, dont la seule existence affole les opinions, mobilise les pacifistes, énerve les gouvernants.

Or l'initiative stratégique du président Reagan – qu'elle se traduise ou non par un dispositif opérationnel – aura pour effet de réduire la menace sur les cités et les forces occidentales. La crédibilité de la frappe « chirurgicale » des SS-20, destinés à désarmer l'Europe de l'Ouest, serait en effet beaucoup moindre. Pour maintenir la pression sur nous, il faudra recourir à des trajectoires sur-énergétiques, des missiles de croisière, des avions, et protéger le dispositif offensif. Tout cela coûtera du temps, des efforts, de l'argent...

Depuis vingt ans, la dissuasion nucléaire nous avait valu un confort intellectuel convenable : c'était une assurance contre le malheur pour les plus solides. La guerre de l'espace va nous obliger à revoir concepts, programmes et forces. On peut déjà constater les ravages provoqués par la conjonction de la peur et de la myopie intellectuelle. De bonne foi, certains ont voulu dire qu'il ne fallait pas s'affoler, que la dissuasion nucléaire avait de vingt à trente ans devant elle : *ils ont été aussitôt récupérés* par les partisans de la politique du lièvre, pour qui il était urgent de ne rien faire pendant que la tortue cheminait à pas lents...

« *Tout va très bien, Madame la Marquise* », chantaient les Français en 1939. Qui aurait pu penser que, six ans plus tard, des champignons nucléaires rendraient célèbres Los Alamos, Hiroshima et Nagasaki ?

Le projet Manhattan (la construction de la bombe atomique *décidée par Roosevelt sur les instances* d'Einstein) a bien montré la capacité des Américains de répondre au défi. Comme plus tard la décision de John Kennedy d'amener un homme sur la Lune : il a fallu sept ans. Bien sûr, entre les premières armes nucléaires et les forces stratégiques opérationnelles, il y a eu du temps. Mais, si nous avons aujourd'hui une force de dissuasion, c'est parce que, dès 1944, les Français ont tenté d'arrache-pied de combler leurs retards. Tout délai, tout retard pris aujourd'hui pèsera lourd dans vingt ans.

(Lire la suite page 4.)

(*) Ce pseudonyme dissimule le nom d'un officier général en activité (NDLR).

AU JOUR LE JOUR

Histoires

L'imagination en grève ! Les écrivains-scénaristes d'Hollywood ont décidé, à l'appel de leurs syndicats, de se croiser les bras. Ils n'écriront plus une ligne, jusqu'à nouvel ordre, pour appuyer des revendications financières.

Les consommateurs de films, les drogués de feuilletons télévisés, n'ont pas, pour l'instant, à s'inquiéter : il y a des stocks. Mais si cette grève dure, si les auteurs, ces mineurs de l'imaginaire, refusent pendant des mois de descendre au fond de la fantaisie, nous ne tarderons pas à voir les populations en état de manque : plus de fictions, à quoi bon la vie ?

On mesurera alors l'importance, pour la sécurité d'un pays moderne, de cette activité stratégique : la détente nationale.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

débats

LA DÉFENSE DU PATRIMOINE LINGUISTIQUE

La France voit beaucoup trop petit dans l'aide au rayonnement de sa langue. Maurice Girodias voudrait que la périphérie francophone, éparpillée sur cinq continents, vienne revitaliser le centre. Ce n'est pas le chemin que l'on prend en Chine, estime Bernard Lalande.

Décentraliser la francophonie

par MAURICE GIRODIAS (*)

COMME un papillon sortant de sa chrysalide, rêvons d'une France libérée de son carcan hexagonal. Le premier pays sans frontières : transnational, multiracial, universel. Une autre France, dont les conquêtes ne seront plus militaires mais celles de la création et des idées. Une communauté mondiale portée par une langue qui fut autrefois celle du pouvoir monarchique et impérial, mais qui peut, si vous en décidez ainsi, devenir le langage de l'avenir.

La France est devenue aujourd'hui un pays imitatif et fragile, en constante perte de vitesse, et qui tente désespérément de maintenir son image en vie dans un monde qui rajeunit sans cesse, qui s'enfle et bouillonne de vitalité autour d'elle.

Hier brute guerrière et conquérante, la France n'est plus aujourd'hui qu'une vieille plante fatiguée ; elle ne pourrait survivre en dehors de l'isolat politique où elle se trouve confinée. Alors que partout dans le monde de puissants greffons de la culture française pourraient la reféconder. Les poètes d'Afrique, des Caraïbes, du Levant, du Pacifique, du Québec et d'ailleurs aiment et servent sa langue mieux que ceux de Paris ; mais le vieux réflexe raciste et colonialiste fait qu'on persiste à les traiter en cousins de province, en parents pauvres.

Le marché du livre

L'Angleterre, la vieille rivale, connaît en tant que nation une décadence sans doute plus grave encore, mais elle a su maintenir en vie la mystique assez tiède du Commonwealth, et de ce simple fait elle bénéficie aujourd'hui du prestige d'une langue internationale en pleine expansion ; elle profite sans complexes de l'éclatement de ses anciennes colonies, devenues des nations puissantes et dynamiques. Alors que, pour sa part, la France n'a abandonné son empire que contrainte et forcée, après des guerres sanglantes dont elle est sortie meurtrie et humiliée, pleine d'amertume et de mauvaise conscience.

La France a donc raté l'occasion d'en faire autant, ou même bien mieux, par manque de souplesse et d'imagination, et de chaleur humaine. En faisant la guerre à l'Indochine et à l'Algérie, elle a perdu l'occasion idéale d'inventer une nouvelle forme de communauté internationale fondée sur les principes d'égalité et de liberté, voire même de fraternité ; une communauté qui serait adaptée aux exigences présentes de l'évolution planétaire, et à la fabuleuse dynamique de croissance du tiers-monde. Et la France, réduite à n'être plus qu'un petit bout d'Europe, promontoire touristique peuplé d'aubergistes et de fonctionnaires, se prépare à connaître le destin du Portugal, de l'Autriche, de la Hollande, de tous ces grands empires déchus.

L'Etat français se persuade trop facilement qu'il mène une politique linguistique active à travers l'Alliance française et ses diverses missions culturelles, mais ces efforts, sans doute fort dispendieux, resteront dérisoires et négatifs dans leurs effets tant qu'ils ne seront pas mis au service d'un grand projet de société : à la France de 55 millions d'habitants substituer l'« Idée France », celle de la francophonie. Faire en sorte que cette périphérie culturelle, éparpillée sur les cinq continents, vienne revitaliser le centre, lui donnant ainsi une fonction élargie, celle d'un lieu de synthèse, d'un terrain de rencontre entre tous les courants de la francophonie.

Projet ambitieux, mais qui n'a rien d'impossible. La littérature française est en voie de dessèchement, tant pour le style que pour la création imaginaire : la recette proposée peut lui donner une nouvelle vie en même temps que de nouveaux horizons. La création d'un marché du livre fort de deux cents à trois cents millions de lecteurs est une réalité potentielle mais qui, en quelques années, peut devenir fort concrète : à la seule condition de ne plus exploiter ce marché au seul profit de Paris, de ses éditeurs et de ses auteurs célèbres, et de décentraliser authentiquement la francophonie.

Il est évident que le marché ouvert par le livre pourra bénéficier au film, à la presse, à tous les moyens d'expression et de création. L'« Idée-France » pourra ainsi, tout en restant une idée, devenir un moyen de redressement économique d'une importance équivalente à ce que représentent actuellement pour la France ses rapports avec l'Europe. Et cela ne veut pas dire qu'il faudra sacrifier l'Europe pour autant ; la Grande-Bretagne s'est intégrée à l'Europe sans réduire ses échanges privilégiés avec le Commonwealth.

Mais l'intérêt majeur de ce projet sera de donner au monde le prototype d'une nouvelle formule d'association entre humains fondée exclusivement sur le langage et la culture, y compris l'éducation et les médias ; sans aucune entrave ou exclusive politique. Un tel type d'union culturelle transnationale est applicable à de nombreux cas brûlants dans le monde contemporain ; il peut résoudre les problèmes politiques insolubles que pose la juste revendication des Basques, des Kurdes, des Berbères, Kabyles et Palestiniens, des Tamouls, des Québécois et des Arméniens, des Anglais d'Irlande du Nord et des caldoches de Nouvelle-Calédonie. Bien des gens vivent aujourd'hui sous le régime de la double nationalité, politique et culturelle ; pourquoi ne pas reconnaître à des peuples entiers les droits qu'on accorde aux individus ?

Enfin, cette « Idée-France » a le mérite de s'élever au-dessus des querelles droite-gauche, et le futur gouvernement de la France qui aura le courage de la faire sienne aura rendu au pays de la Révolution le sens de sa vocation novatrice.

(*) Ecrivain.

Triste recul du français en Chine

par BERNARD LALANDE (*)

LES études de langue et de civilisation françaises en Chine sont dans un état, non pas désespéré, mais désespérant. Non qu'elles risquent d'être un jour totalement abandonnées. La France est une vénérable vieille dame aux pieds bandés pour laquelle on a des égards. D'autre part, les Chinois sont gens à conserver volontiers une bougie allumée à l'abri du vent... on ne sait jamais.

C'est ainsi que l'Université de Pékin maintiendra, pendant la décennie qui vient, une centaine d'étudiants dans la section de français, tous niveaux confondus. C'est ainsi que le français reste deuxième langue obligatoire en beaucoup d'endroits. Mais il serait trop long d'énumérer tous nos reculs. Bornons-nous à quelques-uns de ceux qui sont la conséquence de nos carences. A l'Université de Pékin, certains étudiants des départements scientifiques ont besoin de savoir un peu de français ; l'an passé il y en avait cinq cents ; c'est une Américaine de bonne volonté, recrutée par les Chinois, qui a assuré cet enseignement. Ce n'est pas la France qui a mis fin à ce petit scandale, mais les professeurs chinois de français qui ont pris ces étudiants en charge.

La France avait offert un laboratoire lourd de langues ; c'était un investissement considérable. Comment ce laboratoire sert-il à enseigner le japonais, sans aucune protestation de notre part ? C'est difficile à comprendre. Les accords ne sont même pas respectés par nous. Il était prévu l'envoi en Chine de six enseignants pour initier à notre langue les futurs boursiers scientifiques qui viendront en France ; trois postes sur six n'ont pas été pourvus. Il y a un certain nombre d'autres exemples, non pas pires, mais tout aussi remarquables.

Or les Chinois sont demandeurs sur beaucoup de points. Entre autres, ils désirent augmenter le nombre de ce qu'ils appellent les aspirants-chercheurs, qui préparent ce qui correspond à notre maîtrise ou à notre ancien doctorat de troisième cycle. Quant au nombre de jeunes scientifiques qui auront besoin du français, ils estiment qu'il ira naturellement croissant. Si étonnant que cela paraisse à certains, ils veulent pousser très loin leur connaissance de la littérature et de la civilisation françaises. Surtout, ils souhaitent, et les enseignants français en Chine souhaitent avec eux, qu'il y ait un glissement vers le haut de l'intervention française dans les études littéraires, car les Chinois sont maintenant capables d'amener eux-mêmes leurs étudiants à une bonne connaissance de la langue.

Sans entrer dans le détail, disons qu'il s'agit d'organiser en Chine, sous la direction de membres de l'enseignement supérieur français dûment habilités et envoyés en mission, la préparation de Diplômes d'études approfondies, première étape vers le doctorat. L'enveloppe des crédits ne serait pas augmentée, on déplacerait l'emploi des fonds.

Ces souhaits sont hélas au point mort. En face des demandes chinoises, nous trouvons des services français persuadés qu'ils savent mieux que les Chinois ce dont les Chinois ont besoin. C'est une prétention suicidaire dans un pays qu'effarouche l'ombre d'un néocolonialisme. Le ministère de l'éducation à Pékin veut conserver la haute main sur l'organisation des études des langues étrangères en Chine. Nous avons proposé des sciences humaines, dont les autorités se méfient parce que cela risque d'être imprégné de l'esprit « bourgeois ». Nous voudrions leur imposer l'étude de français fonctionnels qui ne les intéressent guère au niveau de la formation de leurs futurs professeurs d'université.

Revenons sur le cas de la littérature française. Le malentendu à ce propos est patent entre les Chinois et un service culturel français convaincu que ce qui s'est écrit en France, de la *Chanson de Roland* à *l'Amant*, de Mme Duras, relève de la pure galéjade. Si l'on suggère timidement qu'en Chine, semble-t-il, on attache un certain prix à la connaissance de notre civilisation et de notre littérature, le fonctionnaire responsable répond que, puisque ça intéresse les Chinois, ils n'ont qu'à se le payer eux-mêmes. La France n'a pas un sou à dépenser dans un domaine qui marche tout seul.

La mainmise — qui s'appesantit — des relations extérieures sur les échanges interuniversitaires n'est pas bénéfique. Non seulement les services n'ont pas toujours une vue claire des problèmes d'enseignement, mais le principe même est pernicieux. Il fait dépendre les rapports culturels des à-coups de la politique générale.

Un beau jeu à jouer

Nous avions un beau jeu à jouer auprès de tous les peuples qu'effraie l'envahissement anglo-saxon. Nous avions pensé en mai 1981 que le temps des avarices et des vues à court terme était fini. Il n'en a rien été. Choix politique du gouvernement ? Résistance des services attachés à leurs habitudes et à leur mépris pour tout ce qu'ils classent dans le tiers-monde ? Là-dessus est venue la rigueur, ou l'austérité, de quelque nom qu'on la nomme, et cela s'appelle quelquefois « redéploiement des crédits ».

Tout contribue à dégrader l'état des choses. Le ministère de l'intérieur décide de filtrer l'entrée en France des ressortissants chinois qui risqueraient d'aller peupler Chinatown à la porte de Choisy. On examine à la loupe les demandes de visas, quand il s'agit du tout-venant des candidats au voyage. Comme ce tout-venant, à Pékin, est constitué par les professeurs et les étudiants qui ont obtenu une bourse pour venir fréquenter nos universités, ils arrivent en France deux mois après le début des cours, ayant attendu tout ce temps-là l'autorisation de venir. Leur année d'étude est gâchée : ils n'avaient qu'à apprendre l'anglais ou l'allemand.

Il n'y a probablement pas d'issue. Un « redéploiement des crédits » qui ne serait pas en fait une coupe claire est inimaginable dans l'avenir prévisible. Il n'est pas facile de réformer l'état d'un service, ni sa manière de travailler. On ne peut que souhaiter l'apparition d'une volonté politique plus ouverte et plus ferme de sauvegarder notre présence culturelle en Chine.

(*) Lecteur de littérature française à l'Université de Pékin.

COURRIER DES LECTEURS

Colossale finesse

Dans *le Monde* daté 24-25 février 1985, page 14, dans l'encadré « Impôts », vous indiquez que, pour satisfaire à la demande de la commission « Informatique et libertés », la direction générale des impôts a supprimé le numéro de Sécurité sociale des formulaires de « déclaration de revenus de l'année 1984 ».

S'il est exact que la ligne 5 de la première page de cette déclaration a bien été supprimée, on constate, en revanche, que, sur la ligne 4 ont été précisés, par l'administration elle-même, le numéro du département et celui de la commune de naissance. Or chacun sait que ces deux renseignements, joints à ceux de la ligne 3 donnant la date de naissance, permettent de reconstituer instantanément les dix premiers chiffres du numéro de Sécurité sociale.

MAURICE DESCHAMPS
(Paris).

Politique-fiction

Extraits de *l'Humanité* du 14 octobre *1988*, rendant compte de la dernière journée du vingt-sixième Congrès du PCF :

« Dans son discours de clôture, le camarade Georges Marchais *s'est* livré à une franche autocritique des erreurs accumulées dans le passé, et, en particulier, sur les retards pris au cours du vingt-cinquième congrès de février 1985 : à cette époque-là, nous aurions dû nous renouveler, et nous n'avons pas su le faire ; nous avons sacrifié l'union de la gauche à une stratégie électoraliste à court terme. Cette erreur d'analyse, a indiqué le camarade Marchais, explique le faible score qu'il a obtenu lors de l'élection présidentielle de mai 1988 (7,33 %).

» Georges Marchais, qui a été triomphalement réélu secrétaire général du parti, a demandé *qu'à* l'avenir les candidats à une élection présidentielle obtenant plus de 5 % des voix au premier tour puissent se maintenir au deuxième tour.

» Dans sa résolution finale, le congrès a voté une motion de soutien à la politique de défense de la paix et de recherche du dialogue pratiquée par le PC de l'Union soviétique, et au juste combat des troupes soviétiques en Afghanistan ; ce passage a été particulièrement applaudi par M. Ponomarev représentant le PCUS, en remplacement de M. Gorbatchev, secrétaire général de ce parti, qui n'a pu se déplacer à Paris et qui, en raison d'une grippe, n'a pas été vu en public depuis quatorze mois. »

ELIE ARIÉ
(Paris).

● PRÉCISION. — M. Jacques Bruneau, ancien préfet, dont nous avons publié une lettre dans *le Monde* du 28 février, nous demande de signaler qu'il n'est plus président de l'Association des médaillés de la Résistance, comme nous l'écrivions, mais *ancien* président *délégué*.

Injustices dans le traitement de l'insuffisance rénale

Environ treize mille insuffisants rénaux chroniques sont actuellement dialysés en France. Les quatre cinquièmes d'entre eux sont dialysés dans des centres publics ou privés. Le cinquième restant bénéficie de techniques de dialyse dites extra-hospitalières (dialyse à domicile, autodialyse, dialyse péritonéale continue ambulatoire). Deux mille cinq cents malades supplémentaires, arrivés au terme de leur insuffisance rénale chronique, doivent être pris en charge chaque année et traités par dialyse ou transplantation. La prise en charge des insuffisants rénaux chroniques en France souffre de deux insuffisances persistantes : l'absence de développement des techniques de dialyse extra-hospitalières (à peine 20 % des malades traités), le nombre trop faible des transplantations rénales (moins de 1 000 par an).

L'implantation des centres d'hémodialyse s'est faite de manière relativement anarchique, ce qui a abouti à des différences considérables en moyens et en modalités de traitement, et bien sûr en nombre de malades traités à l'intérieur de certaines régions. Ainsi, dans la région Ile-de-France, l'indice des besoins pour le traitement par l'hémodialyse en centre de l'insuffisance rénale chronique des adultes est globalement atteint : il existe 46 postes par million d'habitants. En revanche, on relève environ 85 postes d'hémodialyse par million d'habitants à Paris intra-muros, 36 postes par million d'habitants dans le département des Yvelines, et seulement 12 postes d'hémodialyse par million d'habitants (ce qui correspond à un seul centre) dans le département de l'Essonne. L'entraînement à la dialyse à domicile est pratiquement inexistant dans ce département et il n'y a, jusqu'à présent, aucun centre d'autodialyse.

Or il existe dans l'Essonne près de 200 malades traités par épuration extra-rénale. Cela signifie que deux sur trois d'entre eux doivent se soumettre à des déplacements pénibles, longs et souvent coûteux, deux ou trois fois par semaine, jusqu'à des centres de la région parisienne, de Seine-et-Marne ou même du Loiret et d'Eure-et-Loir, à moins qu'ils n'aient eu la chance de bénéficier d'un entraînement à la dialyse à domicile, dans la plupart des cas hors de l'Essonne. Situation aberrante pour un département de cette importance.

Docteur OLIVIER KOURILSKY,
ancien chef de clinique-assistant des hôpitaux de Paris, médecin du centre hospitalier Louise-Michel d'Evry, néphrologue.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. — SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 330 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 330 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

ASIE

Cambodge

La situation se détériore à nouveau sur la frontière thaïlandaise

Correspondance

Bangkok. – Alors que le ministre des affaires étrangères d'Australie se prépare à transmettre à son collègue vietnamien les dernières propositions du prince Norodom Sihanouk pour un règlement pacifique du problème cambodgien, la situation s'est à nouveau détériorée le long de la frontière thaïlando-khmère.

C'est lors de son récent voyage officieux en Australie que le prince Sihanouk a fait part à M. Bill Hayden de son idée d'une conférence internationale informelle sans aucune condition. Les protagonistes du drame cambodgien y mettraient au point l'agenda d'une nouvelle conférence, officielle, celle-ci, où serait alors réglé politiquement et en tenant compte des intérêts de chacun, ce conflit vieux de plus de six ans. *« Ce que mon père a proposé, c'est une sorte de colloque où pourraient être abordés librement tous les problèmes. Ce genre de rencontre ne peut réussir que si chacun accepte la présence de tous les autres »*, nous a expliqué le prince Norodom Ranariddh, qui a accompagné l'ancien souverain en Australie.

Le ministre australien s'est montré favorablement impressionné par les arguments de son interlocuteur, mais un point important de désaccord subsiste à propos du rôle *réservé* au Parti du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges). Pour le prince Sihanouk, il est inconcevable de les écarter purement et simplement. La Chine ne l'accepterait jamais et, sans elle, il n'y aura pas de solution globale et durable au conflit.

M. Hayden avait proposé que son pays reçoive cet éventuel colloque préparatoire à une conférence du type de celle qui, à Genève en 1954, régla le problème de l'Indochine française. Mais il a ajouté que la présence de Khmers rouges en Australie n'était en aucun cas acceptable. Une telle conférence informelle devrait donc se dérouler dans un pays neutre, peut-être la Suisse.

Après une visite de trois jours en Malaisie, le ministre australien devait arriver mardi soir 5 mars à Vientiane et se rendre à Hanoï le lendemain. Le 9 mars, de passage à Bangkok, il rencontrera son collègue thaïlandais, le maréchal Siddhi Savetsila, pour lui faire part de ses entretiens avec M. Nguyen Co Thach, le ministre vietnamien des affaires étrangères. Enfin, le 14 mars, M. Hayden rencontrera le vice-ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Mikhaïl Kapitsa.

Bien que les pays de l'ASEAN jugent favorablement la proposition du prince Sihanouk, on se fait en général peu d'illusions sur la réponse positive que pourrait y apporter Hanoï, qui, jusqu'à présent, a toujours considéré l'élimination politique et militaire des Khmers rouges comme une condition *sine qua non* à toute discussion sur le problème cambodgien. Le prince Sihanouk a, par ailleurs, expliqué à M. Hayden qu'il était partisan d'un gouvernement intérimaire de réconciliation nationale, dont la tâche serait de préparer des élections générales au Cambodge. Un tel gouvernement devrait rassembler outre les nationalistes, le Parti communiste de M. Heng Samrin et le Parti du Kampuchéa démocratique (prochinois).

Sur le plan militaire, on constate depuis deux jours une brusque dégradation de la situation au long de la frontière séparant la Thaïlande et le Cambodge. Des renforts d'artillerie appartenant à la 9e division de l'armée populaire du Vietnam sont arrivés dans la région de Tatum-Green-Hill, siège du quartier général de l'armée nationale sihanoukiste (ANS). On signale depuis quelques jours des combats dans la région du camp, et mardi matin, vers 4 h 30, des accrochages ont eu lieu à hauteur de la première ligne de défense de l'ANS, à une dizaine de kilomètres de Tatum. Une demi-douzaine de combattants nationalistes ont été *depuis dimanche admis à l'hôpital* de la Croix-Rouge internationale à Kap-Choeun.

« Pour l'instant nous avons surtout vu arriver près de Tatum du matériel lourd, en provenance du front central (région de Aranyaprathet) *et de celui du Phnom-Malai »*, nous a confirmé une source militaire occidentale, ajoutant qu'il suffirait ensuite d'un jour ou deux pour dépêcher sur place des renforts d'infanterie. *La 302e division de l'APVN se* trouve déjà sur place depuis des mois.

Cent mille civils déplacés

La population civile de Tatum vit depuis près d'un an à Green-Hill (ex-camp David), un camp situé près de 6 km à l'intérieur du territoire thaïlandais. Cependant, devant les menaces qui pèsent sur la région, des autorités thaïes ont accepté que l'UNBRO, l'organisation des Nations unies chargée de ces opérations, déplace les quelque 37 000 personnes du camp plus à l'intérieur du pays.

Selon le CICR, les 15 000 civils du site d'évacuation de Sam-Pee-Ka, où avaient été rassemblées les populations de divers camps khmers rouges du Nord-Est (Paet- Um, Samronk-Kiet et Ban-Charat), ont, aussi, été évacués vers l'intérieur de la Thaïlande, la région étant à nouveau bombardée par l'artillerie vietnamienne.

Sur le front central, enfin, on signale que deux sites d'évacuation, l'un où se trouvaient les 3 500 Vietnamiens et les 17 500 Cambodgiens de Dong-Ruk et l'autre où avaient été rassemblés les civils d'Ampil et de San-Ro, soit au total 32 000 personnes, ont commencé à être déplacés vers un nouvel emplacement plus sûr. De nombreux obus sont tombés dans la région depuis mardi matin.

C'est donc au total plus de 100 000 civils khmers, surtout des femmes et des enfants, qui doivent une fois de plus se replier pour éviter les tirs de l'artillerie vietnamienne. Il est encore trop tôt pour décider si les forces vietnamiennes, parfois soutenues par des éléments de l'armée de la République populaire du Kampuchéa, vont lancer un nouvel assaut contre les quelques bases frontalières encore aux mains de la résistance ou si les opérations dans la région de Tatum (qu'a rejointe mardi matin le prince Ranariddh) ont avant tout pour but de mettre un frein aux infiltrations de l'ANS, devenue plus agressive ces derniers mois.

JACQUES BEKAERT.

Japon

Commotion dans la majorité : le « parrain » est malade

De notre correspondant

Tokyo. – L'annonce, lundi 4 mars dans la soirée, que l'état de santé de l'ancien premier ministre japonais Kakuei Tanaka, hospitalisé la semaine dernière à la suite d'un *« infarctus cérébral »*, est plus grave que prévu a provoqué une véritable commotion dans les milieux politiques dirigeants. Leur inquiétude est attestée par le défilé des hommes politiques qui, premier ministre en tête, sont allés faire antichambre par centaines dans les couloirs du Teishin, hôpital de Tokyo, non pas tant dans l'espoir d'être reçu que pour marquer leur déférence à l'égard de celui qui passe pour le *« parrain »* de la majorité.

Selon les médecins, *M. Tanaka, qui est partiellement* paralysé et sous perfusion, ne saurait reprendre des activités normales avant deux ou trois mois, et cela dans l'hypothèse la plus favorable. Or il n'est pas impossible qu'une aussi longue absence pose de sérieux problèmes au Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir, et tout particulièrement au premier ministre. La force du parti conservateur face à l'opposition et la position de M. Nakasone dépendent étroitement, en effet, de la puissance et de la cohésion de la faction Tanaka, la plus nombreuse et la mieux financée.

Un « bulldozer » épuisé

C'est l'une des particularités de la majorité parlementaire japonaise (et des institutions avec lesquelles elle se confond depuis quarante ans) que d'être, en sous-main, contrôlée et financée par le premier ministre qui l'a le plus discréditée. Impliqué dans plusieurs scandales politico-financiers dans les années 70, M. Tanaka avait dû démissionner de son poste de premier ministre et du parti conservateur, dont il était le président.

A la suite d'une longue bataille judiciaire, il avait été reconnu coupable de concussion dans l'affaire des pots-de-vin Lockheed, et condamné à quatre années de prison en octobre 1983. Il a fait appel, et son procès doit reprendre à l'automne prochain devant la Haute Cour de justice de Tokyo.

Ce sont probablement ces vicissitudes, plus, semble-t-il, un usage immodéré du tabac et de l'alcool et un rythme de travail épuisant, qui ont fini par faire craquer celui que l'on appelle ici, *avec un mélange de respect et* de frayeur, le « bulldozer ». Obsédés par une volonté de revanche politique, notamment pour contrebalancer le verdict de la justice, M. Tanaka et sa fac*tion se sont énormément* dépensés.

Les trois plus récents chefs de gouvernement (MM. Ohira, Suzuki et Nakasone) n'auraient pas été élus sans l'appui de *M. Tanaka. Compte tenu de ce* rapport de forces, son clan se taille régulièrement la part du lion dans les gouvernements. Mais la contrepartie de cette situation est que la stabilité du premier ministre et *l'application de sa* politique dépendent plus de M. Tanaka que de considérations d'ordre parlementaire ou international. Son écrasante présence ou son absence font toute la *différence*.

La situation paraît d'autant plus compliquée que les principaux lieutenants de M. Tanaka, MM. Susumu Nikaido (vice-président du PLD) et Noboru *Takeshita (ministre des* finances), se sont récemment manifestés par des gestes d'indépendance spectaculaires, montrant leur impatience de voir leur « patron », vieillissant et *empêtré dans des démêlés judiciaires* interminables, passer la main à un successeur. Leurs ambitions à remplacer M. Nakasone sont claires.

M. Tanaka avait réagi et semblait, ces temps derniers, avoir calmé le jeu pour son plus grand profit et pour celui de l'actuel premier ministre. Depuis la semaine dernière, pour la première fois depuis des années, il n'est plus en mesure de contrôler le jeu politique. Il serait surprenant que certains ne cherchent pas à en profiter.

R.-P. PARINGAUX.

Philippines

M. MARCOS A DESTITUÉ SON MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Manille *(Reuter-AFP-AP-UPI)*. – Le président Marcos a destitué, lundi 4 mars, le ministre des affaires étrangères, M. Arturo Tolentino, lui reprochant ses prises de position *« incompatibles avec celles du parti et du gouvernement »*. Agé de soixante-quatorze ans, M. Tolentino avait été nommé à ce poste en juin 1984 en remplacement de M. Carlos Romulo, qui avait pris sa retraite. Il avait, à plusieurs reprises, exprimé des critiques sur certains aspects de la politique gouvernementale et disputé en particulier le droit du président Marcos de maintenir en vigueur les pouvoirs spéciaux au-delà de la durée de la loi martiale (1972-1981). Il estimait également qu'il appartenait au ministre des affaires étrangères de désigner à leur poste des ambassadeurs, consuls et vice-consuls, même si le chef de l'Etat avait constitutionnellement le droit de les nommer.

M. Marcos a également demandé à un autre membre du gouvernement, M. Blas Opole, ministre du travail, des explications sur des propos qu'il a tenus récemment critiquant le système politique philippin.

Inde

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Le Parti du Congrès a pratiqué parmi ses candidats une « épuration » sans précédent

De notre correspondant

New-Delhi. – Pour la seconde fois en moins de dix semaines, 280 millions d'électeurs indiens (sur 380 millions d'inscrits) ont été appelés, les 2 et 5 mars, à se rendre aux urnes. *Il s'agissait, cette fois*, d'élire les représentants des assemblées régionales dans onze Etats sur vingt-deux (1) et dans un territoire fédéral, celui de Pondichéry, dans le sud du pays. Il y avait au total deux mille cinq cent trente-deux sièges à pourvoir et près de vingt-cinq mille candidats en lice.

La campagne a été rude. Plusieurs candidats, dont une personnalité de l'opposition, très célèbre dans l'Etat du Rajasthan, M. Man Singh, un fils de maharadjah, et deux de ses militants ont été tués, ces trois derniers par la police et les autres par des adversaires politiques.

Dans l'Etat du Bihar, le plus arriéré et en proie au brigandage, *vingt-neuf personnes ont été tuées*, samedi, au cours d'affrontements armés ou d'opérations de vols d'urnes électorales (2). Il y est en effet assez courant, de même que dans l'Uttar et le Madhya-Pradesh, de s'emparer des urnes par la force afin de les « bourrer » ou de provoquer l'annulation et le report du scrutin.

Dans l'Orissa un candidat mécontent de la date de l'élection avait même « embauché », à son insu, un vieillard à l'article de la mort. Quelqu'un s'est d'abord fait passer pour l'agonisant et s'est inscrit comme candidat indépendant. Le vieillard, comateux au moment de sa prétendue inscription, rendit l'âme quelques dizaines d'heures avant le scrutin. Comme le règlement l'exige, la consultation fut reportée. La découverte de la supercherie n'a pas entraîné celle du coupable, mais des voix s'élèvent pour accuser un candidat du Congrès.

Brebis galeuse dans un troupeau angélique ? Près de la moitié des candidats portant l'étiquette du Congrès sont en tout cas des nouveaux venus, choisis selon des critères de « probité » et de « crédibilité » mis au point par le chef du parti, M. Rajiv Gandhi lui-même.

Beaucoup ont moins de quarante-cinq ans, les dents longues, une bonne famille et une solide éducation. Quelques escrocs plus ou moins notoires sont encore passés à travers les mailles resserrées du filet, mais entre six et huit cents députés provinciaux précédemment élus sur les listes du Congrès ont été éliminés. Parmi eux, soixante-trois ministres locaux en exercice trop marqués par la corruption ou l'inefficacité.

Les outrances de M. Gandhi

Après ce coup de balai sans précédent, M. Rajiv Gandhi a repris son bâton de pèlerin et visité des dizaines de circonscriptions, prononcé une bonne centaine de discours et parcouru des milliers de kilomètres pour soutenir ses candidats. Enjeu de la bataille : le contrôle des gouvernements provinciaux, donc la maîtrise totale du développement économique et politique des Etats et territoires fédérés.

Outre le gouvernement central, le Congrès-Indira commande déjà aux destinées de neuf des onze provinces en course. L'opposition n'étant toujours pas remise de l'écrasante défaite subie il y a trois mois, il est très improbable que le parti du premier ministre perde les élections. En revanche, la position du gouvernement de coalition Janata (droite), dans le Karnataka (trente-sept millions *d'habitants*), est, *à en juger par* les résultats parlementaires de décembre, assez fragile.

Pour ce qui concerne l'Andhra Pradesh (cinquante-cinq millions d'habitants), sanctuaire de l'opposition conduite par l'ancien acteur M. N.T. Rama Rao, doté d'une majorité imprenable, les ambitions du Congrès consistent essentiellement à bien résister. Là plus qu'ailleurs, le premier ministre a fait une campagne active souvent marquée – *trait nouvellement revélé de son* tempérament – par des propos très excessifs à l'égard de l'opposition, accusée de *« collusion avec le terrorisme »*, et une multiplication des promesses en tout genre qui tranchait sur la dignité de sa première campagne.

Partout cependant des foules nombreuses et enthousiastes se sont pressées aux rendez-vous de « M. Propre » pour entendre de sa bouche répéter à l'infini la promesse d'une Inde moderne, conquérante, et surtout débarrassée de la corruption et de l'incompétence. Les résultats définitifs de la consultation seront en principe connus à partir de mercredi soir 6 mars.

PATRICE CLAUDE.

(1) Maharashtra, Madhya-Pradesh, Gujerat, Rajsthan, Uttar-Pradesh, Himachal-Pradesh, Bihar, Sikkim, Orissa, Andhra-Pradesh et Karnataka.

(2) La consultation a été annulée dans cent vingt-huit bureaux de vote du Bihar et s'est déroulée dans le calme, le 4 mars.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

• LA COUR SUPRÊME SE PRONONCE EN FAVEUR DES INDIENS ONEIDAS. – La Cour suprême des Etats-Unis a décidé, lundi 4 mars, que les 349 hectares vendus en 1795 par la tribu des Oneidas à l'Etat de New-York étaient occupés illégalement. En conséquence, la tribu indienne pourrait recevoir des compensations financières supplémentaires pour ces terres. Cette décision ouvre la voie à une possible multiplication d'actions en justice des Indiens américains.

• PROCHAINE RENCONTRE ENTRE M. REAGAN ET UN HAUT DIRIGEANT SOVIÉTIQUE. – Le président Reagan recevra, jeudi 7 mars, M. Vladimir Chtcherbitsky, membre du bureau politique du Parti communiste soviétique, à l'occasion d'une visite de dix jours effectuée par ce dernier aux Etats-Unis, à l'invitation du speaker de la Chambre des représentants, M. Thomas O'Neil. M. Chtcherbitsky sera, après M. Gromyko en septembre dernier, le second haut responsable soviétique à s'entretenir avec M. Reagan depuis son arrivée au pouvoir en 1981. – *(AFP.)*

Maroc

• COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LA LIBYE ?. – Le roi Hassan II, interrogé lundi 4 mars par la chaîne de télévision américaine NBC, a affirmé qu'il était possible que la Libye et le Maroc établissent des liens militaires dans l'avenir mais que les deux pays n'envisageaient pas, pour l'instant, de développer une telle collaboration à partir du traité d'union signé en août dernier. *« Notre traité est pacifique*, a-t-il dit, *les principales clauses concernent la coopération culturelle, économique et l'assistance mutuelle. »* Il a cependant ajouté : *« la Libye et le Maroc sont libres de décider quand ils devront collaborer dans le domaine militaire »*. Alors qu'on lui demandait s'il avait signé le traité d'Oujda pour stopper les fournitures d'armes libyennes au Front Polisario, le roi Hassan II a répondu : *« Oui, mais le colonel Kadhafi avait arrêté de fournir des armes à nos ennemis un an avant le traité. »* – *(AP)*.

Suisse

• ATTENTATS A GENÈVE. – Un groupe non identifié se désignant sous le nom de « cellules autonomes » a commis lundi 4 mars son septième attentat à Genève en moins de trois semaines. Un camion militaire stationné dans la cour d'une caserne a été détruit. Les attentats précédents, qui n'ont fait que des dégâts matériels, avaient visé le siège du Parti du travail (communiste), un poste de police, un wagon de marchandises, la salle d'un dancing louée pour recevoir M. Le Pen, plusieurs wagons stationnés à la gare Cornavin et une voiture parquée dans un garage public souterrain. – *(Corresp.)*

Tchad

• LIBÉRATION D'UNE CENTAINE DE PRISONNIERS POLITIQUES. – Par décret présidentiel de M. Hissène Habré, une centaine de prisonniers politiques ont été libérés, a annoncé, dimanche 3 mars, Radio-Tchad, en se bornant à préciser que cette *« mesure de clémence »* entre dans le cadre de la *« politique de la main tendue du gouvernement tchadien »*. D'autre part, le représentant du GUNT de M. Goukouni Oueddeï, à Bruxelles, a affirmé, lundi, que la ville de Biltine (à 700 kilomètres à l'est de N'Djamena) *« est tombée aux mains du GUNT après un combat très meurtrier »*. Selon un communiqué du GUNT, les soldats gouvernementaux ont été poursuivis *par les partisans de M. Goukouni* Oueddeï *« jusqu'à la frontière avec le Soudan »*.

En outre, toujours selon le GUNT, la ville d'Abéché (90 kilomètres au sud de Biltine) *« est en train d'être évacuée par les troupes de N'Djamena »*. Les autorités tchadiennes ont démenti, mardi 5 mars, que les rebelles se soient emparés de Biltine. L'agence officielle ATP a précisé que toutes les autres villes de la région sont *« fermement tenues par les forces gouvernementales »*. – *(AFP, Reuter.)*

DIPLOMATIE

LES PROJETS DE M. MITTERRAND

L'idée d'un référendum sur l'Europe trouble l'opposition

(Suite de la première page.)

Il faut donc aussi que cette initiative s'inscrive dans un mouvement bien plus large, qui englobe d'autres pays européens, notamment l'Allemagne et l'Italie. Ces impératifs excluent, semble-t-il, plusieurs thèmes qui sont pourtant mentionnés ici et là depuis quelques jours. Citons la consécration de l'ECU comme monnaie européenne ou le retour au compromis de Luxembourg, c'est-à-dire l'abandon de la règle de l'unanimité pour toutes les décisions qui ne touchent pas au fondement même de la CEE. C'est un proche de M. Mitterrand qui reconnaissait lundi en privé qu'on n'arriverait *« jamais à mobiliser les Français »* sur des sujets aussi peu porteurs et aussi techniques. Le même collaborateur du président se prononçait également et pour les mêmes raisons contre un référendum « saupoudrage », qui reprendrait plusieurs des recommandations non révolutionnaires contenues dans le rapport que M. Maurice Faure présentera bientôt aux Dix pour renforcer la construction européenne.

Que reste-t-il dans ces conditions ? Deux idées paraissent exploitables si l'intention du président de la République est bien de monter un « coup » à court terme et pas seulement de semer la perturbation dans les rangs d'en face. La première consiste à faire ratifier l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE par référendum et non par le Parlement. La seconde, de demander aux Français de se prononcer sur l'élection d'un président de l'Europe au suffrage universel. Mais cette dernière idée, outre qu'elle fut d'abord lancée par M. Giscard d'Estaing – ce qui peut être un avantage de politique intérieure, – présente elle aussi l'inconvénient d'exiger un large consensus parmi les neuf partenaires de la France.

Un tel tour d'horizon, de quelque façon qu'on l'entreprenne, met surtout en relief les difficultés d'une opération référendaire dans un délai de quelques mois. D'autant plus qu'une telle initiative prendrait fatalement un aspect « gadget », pas nécessairement favorable à la progression d'une idée européenne, déjà bien malade, en France.

M. Mitterrand, dont on connaît l'attachement profond et sincère à l'Europe, se contentera-t-il de grandes manœuvres sans passer à l'action référendaire sur ce terrain ? Lui seul peut répondre, comme lui seul pourrait nous éclairer sur le système électoral qui sera finalement retenu pour les législatives. Fidèle à sa tactique, le président de la République va sans doute laisser la spéculation aller encore bon train, attendre le résultat des cantonales, revoir le chancelier Kohl, le 25 mars. Car une autre voie lui est ouverte s'il veut, de concert avec la majorité des Dix, favoriser une réelle avancée européenne : œuvrer pour la convocation d'une conférence des ministres des affaires étrangères du genre de celle de Messine, en 1955, qui pose enfin les questions fondamentales qu'on a trop tendance à éviter et que l'entrée de l'Espagne et du Portugal, après celle de la Grèce, ne rendront que plus aiguës.

JACQUES AMALRIC.

RECEVANT M. GENSCHER A MOSCOU

M. Gromyko a sévèrement critiqué l'attitude de Bonn envers les projets américains d'armements dans l'espace

Moscou. – M. Hans-Dietrich Genscher vient d'effectuer une visite précipitée à Moscou qui a laissé tout le monde perplexe, y compris ses interlocuteurs soviétiques. Arrivé dimanche soir, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères a eu, lundi 4 mars, un entretien de trois heures avec M. Gromyko, suivi d'un déjeuner. M. Genscher a tenu immédiatement après une conférence de presse et s'est aussitôt envolé pour Helsinki.

Tass n'avait annoncé cette visite que dimanche, ce qui est un délai anormalement bref. Visiblement, Bonn a demandé et obtenu en un temps record ce rendez-vous avec M. Gromyko. Les alliés de la RFA au sein de l'OTAN ont, d'autre part, été mis au courant très peu de temps avant le départ de M. Genscher pour Moscou. Répondant lundi à une question relative à ce sujet, le chef de la diplomatie ouest-allemande a tenu à préciser qu'il avait été *« encouragé »* dans son initiative par M. Roland Dumas. Le ministre français des relations extérieures est attendu, pour sa part, dimanche 10 mars dans la capitale soviétique, où il devrait rester jusqu'au 12 mars.

De notre correspondant

Les Soviétiques font toujours payer à leurs visiteurs leur précipitation. Celle-ci est, en effet, perçue ici comme un signe de faiblesse, et M. Genscher apparaissait nécessairement à leurs yeux en position de demandeur. M. Gromyko n'a pas manqué à cette vieille tradition et a tenu des propos particulièrement acerbes au chef de la diplomatie ouest-allemande.

Le ministre soviétique a surtout durci le ton à propos de l'attitude de Bonn face à la « guerre des étoiles ». En mai 1984, lors de la précédente visite à Moscou de M. Genscher – qui avait pu alors être reçu par M. Tchernenko, – M. Gromyko s'était montré beaucoup moins tranchant à ce sujet, appelant seulement la RFA à *« évaluer lucidement les conséquences »* de l'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan.

« Surmonter la méfiance »

L'inamovible ministre soviétique des affaires étrangères est, lundi, allé beaucoup plus loin. *« La participation de la RFA aux travaux de recherche* [américains] *en vue de créer des armes offensives dans l'espace la rendrait complice de la violation du traité ABM* [de 1972] *et du torpillage du processus de limitation et de réduction des armes nucléaires »*, a déclaré, selon Tass, M. Gromyko. L'agence soviétique a d'autre part affirmé qu'au cours de l'entretien M. Genscher avait *« tenté de donner une interprétation fausse des actions américaines dans l'espace »*. L'adjectif employé n'est guère amical et relativement inhabituel pour qualifier un exposé fait, dans cette circonstance, par un visiteur du rang de M. Gensher.

M. Gromyko a réitéré d'autre part, mais en termes modérés, les griefs soviétiques contre *« certains milieux de la RFA qui tentent de remettre en question les frontières européennes consacrées par les accords de Yalta et par toute une série de traités internationaux, notamment ceux entre la RFA et les pays socialistes, ainsi que par l'acte final de la conférence d'Helsinki »*. Certes, ces tentatives sont *« inacceptables »*, mais le mot de *« revanchisme »*, utilisé presque quotidiennement par la presse soviétique depuis plusieurs mois, et encore lundi soir par les *Izvestia*, n'apparaît nulle part dans le compte rendu de Tass.

En vieil habitué de la capitale soviétique, M. Genscher a fait bonne figure devant la diatribe de M. Gromyko. Il a répété que le but de la démocratie ouest-allemande restait de *« surmonter la méfiance »* dans les rapports Est-Ouest. Il a rappelé qu'on célébrait en 1985 non seulement le quarantième anniversaire de la chute du nazisme, mais aussi celui de la naissance d'une *« Allemagne libre et démocratique »*, ainsi que le dixième anniversaire des accords d'Helsinki. Le chef de la diplomatie ouest-allemande a, au total, jugé *« utile »* son entretien avec M. Gromyko. Les échanges économiques sont par ailleurs plutôt actifs entre la RFA et l'URSS, et les deux ministres ont exprimé leur *« satisfaction »* à ce sujet.

Aucun élément vraiment nouveau n'ayant été apporté par le ministre ouest-allemand à propos des grands dossiers internationaux, force est donc de s'interroger sur les raisons de cette visite éclair. Peut-être M. Genscher a-t-il obéi à des motivations de politique intérieure, des élections devant, en effet, avoir lieu dimanche prochain en Sarre et à Berlin-Ouest. Les Soviétiques, pour leur part, ont été quelque peu surpris de l'initiative du ministre ouest-allemand et n'ont pas manqué de le faire savoir officieusement à d'autres interlocuteurs occidentaux.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La France dans la « guerre des étoiles »

(Suite de la première page.)

Faut-il penser que des accords de désarmement nous permettront de faire l'économie des efforts nécessaires pour rester dans la course de la guerre de l'espace ?

Ne nous y trompons pas : toute négociation sur le désarmement ou le contrôle des armements renforcera le condominium soviéto-américain. Nous n'en retirerons rien. Les Soviétiques ne signent un accord que lorsqu'ils en tirent d'incontestables avantages. Les accords de contrôle des armements, les SALT en particulier, n'ont fait qu'entériner les plafonds de la panoplie que les Etats-Unis et l'Union soviétique étaient disposés à s'offrir.

Si nous attendons ce qui sortira des futures négociations sur le désarmement spatial, nous perdrons encore cinq ans, et la porte débouchant sur les technologies de l'avenir se fermera irrémédiablement devant notre nez. De toute façon, d'ici à l'an 2010, d'autres Etats parviendront à se doter d'armes nucléaires et de forces stratégiques au moins élémentaires. Plutôt que de risquer un échange d'armes atomiques, ne vaudrait-il pas mieux disposer de moyens permettant de protéger nos quatre ou cinq plus grandes villes et notre arsenal nucléaire ?

Comme pour toute innovation, ce qui est cher, c'est la recherche et les premiers pas. Dès aujourd'hui, il nous faut mobiliser nos capacités de réflexion, d'innovation et nos services de renseignement pour rester dans le coup de la guerre spatiale. L'Europe suivra si la France, la Grande-Bretagne, la RFA ne baissent pas les bras. Comme dans toutes les constructions européennes réelles, c'est à nous de faire les premiers pas... Le temps se couvre et se couvrira de plus en plus.

Le Commissariat à l'énergie atomique a rempli sa tâche. Il nous faut aujourd'hui un Commissariat aux techniques spatiales. Demain, la puissance et l'autonomie dépendront de notre maîtrise des technologies de l'espace – qu'il s'agisse de télécommunication, de renseignement, de défense. Nous avons déjà trop tardé. Par rapport aux Russes et aux Américains, nous ne sommes que des tortues : il nous faut nous mettre en route aujourd'hui.

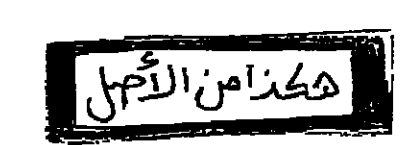
HOPLITES.

M. Reagan appelle le Congrès à voter les crédits du missile stratégique MX

Washington *(AFP, UPI)*. – A la veille d'importants votes au Congrès sur la production du missile stratégique intercontinental MX, le président Reagan a appelé lundi 4 mars les législateurs à voter les crédits nécessaires. Un vote négatif à ce sujet, dit M. Reagan, indiquerait clairement à l'URSS que *« nous n'avons pas la détermination nécessaire de maintenir une triade stratégique viable et la politique de dissuasion qu'elle représente »*. Les conséquences d'un refus *« pourraient ne pas être limitées à l'échec des négociations* [de Genève], *mais affecter l'ensemble des relations Est-Ouest »*, dit encore le président, avant d'ajouter que les Etats-Unis *« doivent faire preuve de la même détermination et de la même volonté que celles des alliés dans le cas des missiles de portée intermédiaire »* actuellement déployés par l'OTAN en Europe.

C'est aux environs du 20 mars – soit une semaine après le début des conversations soviéto-américaines de Genève – que les deux Chambres du Congrès doivent se prononcer sur une demande de crédits de 1,5 milliard de dollars destinés à la production de vingt et un nouveaux missiles MX, équipés de dix ogives nucléaires et baptisés Gardiens de la paix (Peacekeeper) par le gouvernement. Pour le moment, seule une première tranche de vingt et un engins a été approuvée, sur un total de cent qui devraient être opérationnels en 1989.

Faisant allusion au long débat qui s'est déroulé depuis des années sur le MX et son mode de déploiement, M. Reagan ajoute : *« Le moment est venu de tourner la page sur ce problème. Tandis que nous discutions des mérites de ce programme, les Soviétiques ont déployé plus de six cents missiles du type Gardiens de la paix. Si nous voulons progresser à Genève vers un traité équitable, la production des cent Gardiens de la paix doit continuer. »*



PROCHE-ORIENT

Liban

L'ATTENTAT CONTRE LA MOSQUÉE CHIITE DE MAARAKÉ

Deux des principaux chefs du mouvement Amal ont été tués

Beyrouth. – Quelques heures après l'attentat à l'explosif contre la mosquée chiite de Maaraké (nos dernières éditions du 5 mars) qui a fait quinze morts et quarante-cinq blessés, la milice du mouvement Amal a assuré avoir *« mis à exécution »* la menace de son chef, M. Nabih Berri, de riposter en Galilée à toute attaque contre un village du Liban du Sud. A en croire Amal, la localité frontalière de Kyriat-Shmoné, dans le nord d'Israël – connu pour avoir été la cible préférée des Palestiniens du temps où ils opéraient à partir du Liban – aurait été bombardée aux missiles Grad. La résistance libanaise dit avoir intensifié le harcèlement de l'armée israélienne dans les territoires encore sous occupation et fait état de dix opérations lundi, le jour de l'attentat de Maaraké.

Les Libanais imputent l'attentat aux services spéciaux israéliens. A qui d'autre pourrait-on l'attribuer, disent-ils, alors que, en dehors des victimes, seuls les Israéliens et leurs agents ont eu accès au village ? Même les Forces libanaises (milices chrétiennes), alliées d'hier de l'Etat hébreu, n'auraient pas eu la possibilité de commettre l'attentat, à supposer qu'elles en aient eu la volonté. D'ailleurs, personne ne les a mises en cause.

L'ensemble de la population chrétienne est devenue foncièrement hostile à l'Etat hébreu, redoutant ses intrigues mettant en péril la sécurité des chrétiens du Sud après que leurs coreligionnaires du Chouf en aient été les victimes en septembre 1983. Aussi les chrétiens jugent-ils de façon positive – et non sans admiration – la résistance qu'opposent les « sudistes » à Israël ; leurs chefs, le président de la République en tête, se sont associés vigoureusement à la condamnation de l'attentat de Maaraké.

Les Libanais ont pu voir, à la télévision, les images de corps disloqués sur lesquels s'attardait la caméra et le geste vengeur d'un homme brandissant le portrait de l'imam Khomeiny.

Une évacuation tambour battant

Le mouvement Amal n'est toutefois pas « khomeiniste », et ses rapports avec l'Iran sont plutôt mauvais ; il a maille à partir aussi bien avec les « Hezbollahis » du « parti de Dieu », adeptes de la République islamique, qu'avec l'aile modérée du Conseil supérieur chiite présidé par le cheikh Mohamed Mehdi Chamseddihe. Mais, dans la conjoncture présente, c'est l'union sacrée parmi les chiites, et d'ailleurs, si au sommet options et objectifs ne sont pas les mêmes, la base est plutôt homogène.

Le cheikh Mohamed Mehdi Chamseddihe a lancé un appel au « Jihad », et à une guerre sainte défensive contre Israël.

De notre correspondant

Parmi les morts de Maaraké, Amal a perdu deux de ses chefs parmi les plus importants : Mohamed Saad, responsable du mouvement pour le Liban du Sud, et Khalil Jeradi, en charge de Maaraké, ceux-là mêmes qui narguaient l'armée israélienne dimanche après son retrait de la localité. L'opération *« main de fer »* menée par les Israéliens semble bien difficile à concilier avec la recherche à long terme d'une *« bonne frontière »* ou en tout cas une *« frontière tranquille »*. A moins que l'intention de Jérusalem ne soit, en fait, d'éloigner les chiites de la bande frontalière et d'y provoquer un reflux des chrétiens du sud. En tout cas, les « représailles » en cours n'ont suscité que l'exacerbation de la volonté des chiites de croiser le fer avec Israël. Les chiites libanais estiment qu'ils donnent une leçon à l'ensemble du monde arabe, ce qui accroît leur détermination de poursuivre la lutte.

Par ailleurs, l'armée israélienne donne l'impression de mener, tambour battant, la deuxième phase de son repli. Au lendemain de la décision gouvernementale, trois positions avancées – Sarba, Houmine et Kfar-Fila, – dont deux tenues par ses auxiliaires de l'armée du Liban du Sud, ont déjà été évacuées. L'armée libanaise les a aussitôt occupées.

LUCIEN GEORGE.

Les Israéliens rejettent toute responsabilité

De notre correspondant

Jérusalem. – L'armée israélienne a catégoriquement démenti, lundi 4 mars, être impliquée de près ou de loin dans l'attentat qui a fait douze morts et vingt-cinq blessés à la mosquée de Maaraké. Le coordinateur des activités israéliennes au Liban, M. Uri Lubrani, a mis l'explosion sur le compte des *« rivalités internes au mouvement Amal »*.

Le porte-parole de l'armée a également qualifié de *« fausses et vindicatives »* les informations selon lesquelles les soldats israéliens auraient tenté d'empêcher l'arrivée sur place des secours médicaux. L'armée a offert de transporter par hélicoptère les blessés vers l'hôpital Ramban de Haïfa, mais les « casques bleus » de la FINUL ont refusé cette offre.

Le sentiment prévaut néanmoins ici qu'aucun démenti n'empêchera la population chiite du sud du Liban, violemment hostile à l'armée d'occupation, de tenir Israël pour responsable de l'explosion de Maaraké. Jérusalem s'attend donc à une nouvelle escalade de la guérilla. L'armée israélienne a subi huit attaques – mais n'a déploré aucune victime – dans la seule journée de lundi. La plupart d'entre elles ont été lancées autour de Tyr, dans une région où l'armée a pourtant mené récemment une série de perquisitions. Selon M. Lubrani, Israël n'a aucune raison de *« cesser ou de restreindre »* ses opérations de *« ratissage »* au Liban, *« essentielles à la sécurité de ses soldats »*.

Pour sa part, le ministre de la défense, M. Yitzhak Rabin, visitant lundi la localité frontalière de Metulla, s'est adressé indirectement aux chiites libanais. *« Ou bien*, a-t-il dit, *vous choisissez de vivre en paix avec nous ou bien vous ne jouirez d'aucune tranquillité. Nous n'avons pas l'intention de jouer les policiers au Liban ou de dicter notre loi aux divers groupes ethniques. Mais si nous n'avons pas la paix, personne ne l'aura. »*

M. Pérès critique M. Gemayel

Selon M. Rabin, neuf attaques anti-israéliennes sur dix sont perpétrées par des chiites ou d'autres groupes non palestiniens. Le ministre de la défense a précisé que l'armée serait rentrée au pays avant le Nouvel An juif (15 septembre), ajoutant que l'Etat hébreu tiendrait pour un *« casus belli »* toute tentative de l'armée syrienne de *« ramper »* jusqu'à la frontière internationale pendant les opérations d'évacuation du front oriental.

Le premier ministre, M. Shimon Pérès, a également défendu la politique de *« la main de fer »* mise en œuvre par Israël au Liban, tout en reconnaissant qu' *« elle pourrait avoir un effet néfaste à long terme »*. *« Mais une armée a pour devoir de se défendre, et les chiites savent que nous nous retirons de leur pays »*.

M. Pérès a surtout critiqué, sur un mode sarcastique, le président Amine Gemayel. *« J'ai été très choqué en l'entendant appeler au meurtre contre nos soldats, lui dont le père et le frère nous ont demandé de les aider lorsqu'ils étaient en difficulté, lorsqu'ils avaient besoin d'argent, d'armes et d'entraînement militaire. Quel grand héros ! Quel incroyable courage ! »*

J.-P. LANGELLIER.

APRÈS AVOIR MISÉ SUR SON ACCORD AVEC LES PALESTINIENS

La Jordanie voit ses plans contrariés par l' « initiative » du président Moubarak et les demandes d'amendements de l'OLP

Correspondance

Amman. – Après le bruit fait autour de l'accord jordano-palestinien du 11 février, puis de ce que l'on a appelé, peut-être un peu vite, l' *« initiative du président Moubarak »*, voici venu, semble-t-il, le temps des mises au point. Entre l'OLP et la Jordanie, où M. Yasser Arafat a dépêché, lundi 4 mars, deux de ses pairs, MM. Abou Iyad et Abou Mazen, mais également entre Amman et Le Caire, le roi Hussein devant rencontrer ce mercredi 6 mars le président Moubarak dans la station balnéaire égyptienne de Hourghada.

L'appel du chef d'Etat égyptien à des négociations directes jordano-palestino-israéliennes sous les auspices des Etats-Unis et le ballet diplomatique qui a suivi entre Le Caire et Jérusalem ont, de toute évidence, vivement indisposé les dirigeants jordaniens, lesquels n'avaient visiblement pas été consultés. S'ils ont observé jusqu'à présent un silence embarrassé, les commentaires négatifs de la presse jordanienne tout au long de la semaine dernière ne laissent guère de doute sur leur état d'esprit.

On a pu lire ainsi dans le quotidien *Saout Al Chaab* que l'appel du chef d'Etat égyptien était *« en totale contradiction avec l'esprit de l'accord jordano-palestinien »*. *Al Rai* et *Al Destour* affirmaient pour leur part, tout en affectant de ne pas mettre en doute la bonne foi du président Moubarak, que l'initiative égyptienne avait déclenché une controverse inutile et alimenté les critiques des factions de l'OLP et des pays arabes hostiles à l'accord du 11 février.

« Il n'y a pas d'initiative égyptienne : le président Moubarak a simplement émis des idées personnelles. Nous nous en tenons, pour notre part, à l'accord conclu avec l'OLP », nous a déclaré, de son côté, un conseiller du roi Hussein. C'est également la thèse soutenue, en privé, par d'autres dirigeants jordaniens. Quant aux réactions du premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, aux propositions du président Moubarak, notre interlocuteur les a qualifiées de *« diversion destinée à détourner l'attention de l'accord jordano-palestinien »*.

De fait, c'est bien là un des reproches essentiels que les Jordaniens font à M. Moubarak. A leurs yeux, en effet, l'initiative égyptienne torpille virtuellement la démarche laborieusement mise au point par la Jordanie et l'OLP – avec d'ailleurs la participation active du Caire – avant même d'avoir essayé de convaincre les Etats-Unis de son bien-fondé. A quoi s'ajoute une divergence fondamentale sur la question d'une conférence internationale de la paix : le président Moubarak ne la conçoit que comme l'étape ultime d'un processus de paix au Proche-Orient, alors que Jordaniens et Palestiniens considèrent qu'un règlement de la question palestinienne ne peut être envisagé que dans le cadre d'une telle conférence.

Les Jordaniens n'ont pas manqué de faire savoir au président égyptien qu'ils n'étaient pas d'accord avec son initiative. C'est sans doute là une des raisons d'être du voyage éclair du ministre jordanien de la cour, M. Adnan Abou Odeh, samedi dernier au Caire. Depuis lors, le président égyptien semble d'ailleurs avoir commencé à faire marche arrière.

Lundi 4 mars, il déclarait en effet que la participation de l'OLP à toute négociation au Proche-Orient était indispensable. La veille, il avait appelé la communauté internationale à « soutenir » l'accord jordano-palestinien, qu'il qualifiait d' *« occasion historique »* à ne pas manquer.

L'initiative égyptienne n'en a pas moins singulièrement compliqué la tâche du roi Hussein, qui a fort à faire actuellement pour sauver un accord jordano-palestinien ayant du plomb dans l'aile. Immédiatement *après l'avoir accepté le 20 février*, le comité exécutif de l'OLP a en effet demandé aux Jordaniens d'y apporter deux amendements :

- Ils voudraient d'abord réécrire le point deux de l'accord en y spécifiant que les Palestiniens exerceront leur droit à l'autodétermination *« après le retrait total des Israéliens des territoires occupés »* ;
- Ils entendent d'autre part modifier le point cinq en y précisant que l'OLP participerait à des négociations de paix dans le cadre d'une *« délégation arabe commune »* sur un pied d'égalité avec les autres participants.

Ce dernier point est l'un des plus controversés par les Jordaniens ayant jusqu'à présent soutenu qu'il s'agissait d'une délégation commune jordano-palestinienne.

C'est précisément pour discuter de ces amendements avec le roi Hussein que MM. Abou Iyad et Abou Mazen ont effectué, lundi, leur visite à Amman. Les dirigeants de l'OLP reprochent surtout à la Jordanie d'avoir rendu public l'accord jordano-palestinien avant que ces amendements y soient débattus. Les responsables jordaniens reconnaissent d'ailleurs en privé que cette publication a *« sans doute été une erreur »*. *« Il est grand temps de revenir à une diplomatie moins bruyante »*, estime-t-on aujourd'hui dans les milieux gouvernementaux d'Amman.

EMMANUEL JARRY.

AMÉRIQUES

Bolivie

Les syndicats réclament la démission du président Siles Zuazo

Plus de cinquante mille manifestants, dont environ quinze mille mineurs, ont participé lundi 4 mars à La Paz à la plus importante manifestation de rue depuis trois ans. M. Juan Lechin, le leader de la Confédération des ouvriers boliviens (COB), qui avait appelé à la manifestation, a réclamé la démission du président Siles Zuazo. De violentes déflagrations, provoquées par des bâtons de dynamite lancés par les mineurs, ont rythmé la manifestation, brisant plusieurs vitres et provoquant la mise en alerte de la garde du palais présidentiel. M. Siles Zuazo a déjà annoncé qu'il se retirerait un an avant l'expiration normale de son mandat.

Un pays à la dérive

Contraint de naviguer à vue pour parer au plus pressé, le président Hernan Siles Zuazo parviendra-t-il à tenir jusqu'aux élections générales anticipées fixées en principe au 16 juin prochain ? Compte tenu des innombrables obstacles qui se sont dressés sur son chemin depuis son installation au palais présidentiel en octobre 1982, c'est déjà presque un miracle qu'il ait réussi à se maintenir en place.

A voir l'état de décomposition de l'économie et l'ampleur de l'effervescence sociale, le chef de l'Etat bolivien en est constamment réduit à faire de l'équilibre pour gérer les affaires courantes. A défaut de pouvoir réellement gouverner, le principal objectif assigné au nouveau cabinet monocolore formé en janvier est d'assurer le déroulement du scrutin et de préserver tant que faire se peut les apparences d'une démocratie mise à rude épreuve.

Confronté à d'inextricables difficultés, la majorité de la population a multiplié les mouvements de protestation pour réclamer l'application de mesures que le gouvernement ne parvient pas à faire respecter, faute de moyens financiers. A la mi-janvier, des mineurs ont fait sauter des bâtons de dynamite sur la place centrale d'Oruro pour exiger que la banque de l'Etat leur verse les salaires en retard. Le 4 février, une nouvelle grève générale a paralysé le pays. Motif : la défense du pouvoir d'achat. Jugeant insuffisante une hausse des salaires de 650 % perçue en décembre, les syndicats exigeaient des employeurs le paiement d'une augmentation supplémentaire de 200 % octroyée par le gouvernement. Puis les propriétaires de taxis, d'autobus et de camions se sont, à leur tour, mis en grève, pour obtenir l'autorisation de réajuster leurs tarifs de plus de 300 %.

Dépassé par les événements et incapable d'enrayer cet engrenage, le gouvernement assiste impuissant à l'effondrement de l'économie. Les caisses de l'Etat sont vides, et seul le recours à la planche à billets peut faire illusion. Alors que les prix s'emballent, la spéculation fleurit, les produits de première nécessité font cruellement défaut, et l'approvisionnement de la population est problématique. Autre fléau, le trafic de drogue alimente la corruption et gangrène l'ensemble de la société.

Baromètre implacable de cette course à l'abîme, la monnaie nationale a perdu toute valeur par rapport au dollar. En vingt-huit mois, la devise américaine est passée de 44 pesos à 45 000 pesos au cours officiel et s'échangeait 170 000 pesos au marché noir après la nouvelle dévaluation décidée samedi 9 février. En 1984, l'inflation a atteint le chiffre astronomique de 2 177 %. Loin de ralentir, cette flambée se poursuit. Le déficit budgétaire se situe autour de 60 % du PIB, soit 2 milliards de dollars ou près de trois fois le montant total des exportations. De 1 milliard de dollars en 1980, la valeur des exportations est tombée à moins de 700 millions de dollars. Déjà précaire, le revenu par habitant a encore diminué de 30 % au cours des quatre dernières années.

La course électorale

Autre handicap, le poids d'une dette extérieure supérieure à 5 milliards de dollars. En mai 1984, cédant aux injonctions de la puissante centrale syndicale COB, le gouvernement avait décidé de suspendre indéfiniment le paiement de sa dette contractée auprès des banques privées étrangères. Des déclarations doivent reprendre avec les créanciers, mais l'obstruction de la COB est un handicap sérieux.

Alors que le pays est à la dérive, il n'est pas étonnant que les principaux partenaires du président Siles aient préféré quitter le navire avant qu'il ne sombre. Tour à tour, les démocrates-chrétiens, puis les communistes et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) de tendance social-démocrate, se sont retirés du gouvernement. Le vice-président lui-même, M. Jaime Paz Zamora, qui est aussi le chef de file du MIR, a démissionné pour pouvoir se présenter aux prochaines élections. Ces départs en cascade ont sonné le glas de l'Union démocratique et populaire, la coalition de gauche victorieuse aux dernières élections.

En fait, l'UDP n'était déjà plus que l'ombre d'elle-même. De replâtrage en nouvelle crise, elle aura été victime autant de ses propres contradictions que du chaos qui s'est développé. Il est vrai que les régimes militaires qui l'avaient précédée lui ont légué un héritage particulièrement lourd. Mais après l'euphorie de la démocratie retrouvée, les vieilles habitudes de la classe politique bolivienne n'ont pas tardé à reprendre le dessus. Querelles intestines et rivalités personnelles ont sapé les bonnes volontés, paralysant progressivement l'action gouvernementale.

De remaniement ministériel en velléités de rébellion militaire, le président Siles a dû déployer des trésors d'habileté pour sauvegarder son pouvoir, menacé de toutes parts. Tiraillé entre les programmes antagonistes du FMI et de la COB, sommé de se retirer par l'opposition de droite, majoritaire au Congrès, sa position est devenue intenable. A force de céder aux multiples pressions dont il est l'objet, il est de plus en plus isolé. Lors de la grève générale de novembre, toutes les conditions paraissaient réunies pour inciter les militaires à précipiter les événements. Le président a cependant réussi à obtenir un nouveau sursis en se résignant à se retirer une année avant la fin normale de son mandat et à organiser des élections en juin 1985. En échange, ses adversaires ont accepté d'observer une nouvelle trêve.

En fait, personne, aussi bien l'opposition de droite que les ultras de l'armée, n'a eu jusqu'ici intérêt à reprendre le pouvoir. Il suffisait de le laisser se désintégrer. Laissant le chef de l'Etat seul face aux difficultés quotidiennes, les principaux acteurs de la politique bolivienne se sont lancés tête baissée dans la course électorale. Elément nouveau, les deux leaders rivaux du Mouvement nationaliste révolutionnaire, l'ancien président Victor Paz Estenssoro de la tendance dite « historique », et l'actuel chef de l'Etat, M. Siles Zuazo du MNR de gauche, ont annoncé qu'ils ne seraient pas candidats.

Cette décision a ravivé la lutte pour la succession, accentuant du même coup les dissensions au sein du gouvernement. La prétention du vice-président démissionnaire, M. Paz Zamora, de briguer la charge suprême a également provoqué de sérieuses frictions au sein du MIR, déjà affaibli par le départ de son secteur dit « populaire ». Le Parti communiste a, lui aussi, souffert de son passage au gouvernement, et plusieurs de ses membres ont été évincés de la direction de la COB.

Premier candidat officiellement sur les rangs, le général Hugo Banzer, qui a déjà occupé la présidence de 1971 à 1978, et qui dirige la très conservatrice Action démocratique nationaliste. Il espère bien canaliser à son profit le mécontentement. Signe révélateur, des candidats de droite soutenus par M. Banzer ont remporté de récentes élections syndicales à la mine de Huanuni. Un autre vieux routier de la politique bolivienne, M. Juan Lechin, secrétaire exécutif de la COB depuis 1952, prépare lui aussi son retour à la tête d'une coalition de partis de gauche et des syndicats. M. Lechin n'a jamais ménagé le président Siles. Pourtant, malgré ses critiques, la COB s'est toujours mobilisée pour défendre le processus démocratique, car, comme aime à le répéter M. Lechin, *« mieux vaut un mauvais gouvernement civil qu'une bonne dictature militaire »*.

Si des bruits de bottes se font régulièrement entendre dans les casernes, le commandant en chef des forces armées, le général Simon Sejas, a toujours fait cause commune avec le président Siles, et, à la faveur de récentes promotions, les principaux postes de commandement ont été confiés à des généraux réputés « légalistes ». A moins qu'une subite aggravation du climat social ne leur fournisse un prétexte, les militaires ne devraient donc pas perturber la campagne électorale. Mais les élections de juin se présentent un peu comme la tentative de la dernière chance de trouver une issue institutionnelle à la très grave crise bolivienne.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Nicaragua

Certains dirigeants de la « contra » adressent un « ultimatum » à Managua

Les dirigeants des différentes organisations antisandinistes politiques et militaires n'ont pas encore réussi à constituer un front commun souhaité par Washington. Après un mois de pourparlers, leur « déclaration d'unité » rédigée au début de février à l'issue d'une réunion secrète à Miami n'a pas été approuvée par tous les leaders de la « contra ». Une simple « proposition de dialogue national » a été adoptée le samedi 3 mars à San-José de Costa-Rica, où une vingtaine de dirigeants antisandinistes s'étaient réunis et avaient l'intention de donner une conférence de presse; mais celle-ci a été interdite par le gouvernement de San-José, soucieux d'améliorer ses relations, un peu tendues, avec le Nicaragua (1).

Le texte adopté à San-José, présenté sous forme d'« ultimatum » au gouvernement de Managua, « sommé » de répondre d'ici au 20 mars, réclame de nouvelles élections générales au Nicaragua et propose l'ouverture d'un « dialogue national » qui serait arbitré par la conférence épiscopale nicaraguayenne. Ce document précise que si aucune réponse n'était donnée par les dirigeants sandinistes d'ici au 20 avril, toute possibilité de « solution politique » à la crise serait alors écartée. La déclaration de San-José a été signée par MM. Arturo Cruz, dirigeant de la Coordination démocratique (un rassemblement de petites formations d'opposition n'ayant pas participé aux élections générales du 4 novembre 1984), Adolfo Calero, principal dirigeant politique de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN, basée au Honduras, et dont le chef d'état-major militaire est le colonel Bermudez, ancien officier de la garde nationale de Somoza), Alfonso Robelo, leader de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE, basée à San-José), Pedro Joaquin Chamorro (le fils de l'ancien directeur du journal *la Prensa*, assassiné par le clan Somoza), Fernando « Negro » Chamorro, nouveau patron des commandos de l'ARDE de Robelo, et un représentant du mouvement des indiens Miskitos du sud du Nicaragua.

En revanche, M. Eden Pastora (2), qui continue à se réclamer de l'ARDE et dirige un groupe de guérilla dans le sud-est du Nicaragua, a refusé d'approuver ce texte. M. Pastora se trouve actuellement aux Etats-Unis pour recueillir des fonds. De bonne source, il aurait obtenu à Miami une somme de 50 000 dollars pour son propre mouvement. L'ancien « commandant Zero », qui fut adjoint à Managua de M. Tomas Borge, estime qu'il pourrait venir à bout du gouvernement sandiniste *« avec 1 million de dollars et cent mille fusils »*. Il est donc encore loin du compte. Il affirme que les *« dissensions entre les différents groupes de la contra pourraient déboucher sur des affrontements armés »*. M. Brooklyn Rivera, leader de la Misurasata (l'organisation des Miskitos en révolte contre Managua), n'a pas davantage approuvé la déclaration de San-José. Il espère renouer un dialogue direct avec les autorités sandinistes pour tenter de mettre au point un statut d'« autonomie » pour les populations miskitos de la côte atlantique.

Les dirigeants de la Coordination démocratique (CDN) restés à Managua, et qui étudiaient depuis deux semaines la « déclaration d'unité » de Miami, n'ont pas davantage approuvé le texte de San-José. Il semble qu'ils soient eux-mêmes très divisés, et que le Parti social-chrétien envisage en particulier de quitter la Coordination. Ces dissensions et ces incertitudes affaiblissent un peu plus la position personnelle de M. Arturo Cruz, qui s'est maintenant rallié sans réserve aux positions défendues par la FDN.

Le général Gorman, commandant en chef des troupes américaines de la zone du canal de Panama, a estimé que les forces de la contra n'étaient pas en mesure de *« renverser dans un avenir proche »* le gouvernement de Managua. Il juge que des « pressions militaires et diplomatiques » renouvelées contre les sandinistes pourraient inciter ces derniers à composer. Pour le moment, le gouvernement de Managua ne paraît pas disposé à répondre favorablement à l'offre de « dialogue » de la contra. Une offre qui prévoit la dissolution des comités de défense sandinistes (CDS) et celle de l'assemblée élue le 4 novembre.

M. N.

(1) L'annonce de la prochaine libération, en Colombie, du jeune déserteur nicaraguayen réfugié à l'ambassade de Costa-Rica à Managua et arrêté par les autorités sandinistes (*le Monde* daté 3-4 mars) a détendu le climat entre San Jose et Managua et permet d'espérer une reprise des travaux du groupe de Contadora.

(2) M. Eden Pastora a lui-même annoncé, le lundi 4 mars à San-José, la création d'un « bloc d'opposition du Sud », et il a lancé un appel aux autres groupes antisandinistes en faveur d'une « unité véritable, militaire et politique ». M. Pastora accuse les dirigeants et la plupart des combattants de la FDN d'être d'anciens membres de la Garde nationale de Somoza, renversé en juillet 1979 par les sandinistes. Et il a, pour cette raison, refusé jusqu'à présent toute alliance avec la FDN.

● *Cuba confirme le retrait de certains de ses conseillers militaires du Nicaragua à partir de mai.* — Un communiqué officiel du gouvernement de La Havane a confirmé le mardi 5 mars la décision de Managua de renvoyer un premier groupe d'une centaine de conseillers militaires cubains en mai. Le communiqué précise que le « niveau actuel » des conseillers sera maintenu en mars et en avril, sans toutefois en préciser le nombre exact. Selon Washington, il y a au moins 2 000 conseillers cubains au Nicaragua. — *(AFP.)*

● *M. Reagan : le gouvernement de Managua n'est qu'une « faction qui a pris le pouvoir ».* — M. Reagan a affirmé lundi 4 mars que la *« gauche au pouvoir à Managua n'était pas un gouvernement mais une faction qui a renversé Somoza et a pris le pouvoir »*. Dans ces conditions, a ajouté M. Reagan, il *« est juste que les Etats-Unis aident les contras à chasser les sandinistes »*, car *« les contras veulent le triomphe des véritables objectifs de la révolution »*. — *(Reuter)*

● *Occupation, à Paris, des locaux de l'*American Express. — Une cinquantaine de militants du Comité de solidarité avec le Nicaragua ont occupé pacifiquement, pendant une heure, lundi 4 mars, les locaux de l'*American Express*, à Paris, pour protester contre l'*« escalade nord-américaine au Nicaragua »*. Les manifestants avaient déployé des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : *« Halte aux assassins américains. »* Dans un communiqué, le Comité de solidarité avec le Nicaragua, en appelle *« aux opinions publiques européenne et nord-américaine pour qu'elles s'opposent à l'engrenage de la guerre et qu'elles exigent du gouvernement américain la reprise des pourparlers interrompus le mois dernier, l'acceptation de solutions négociées aux problèmes de la région et l'arrêt de toutes interventions officielles ou clandestines contre le gouvernement légitime d'un pays souverain »*. — *(AFP.)*

Canada

Les dissidents du Parti québécois créent le Rassemblement démocratique pour l'indépendance

De notre correspondant

Montréal. — Les indépendantistes « orthodoxes », qui avaient rompu avec le Parti québécois lors du congrès extraordinaire du 19 janvier, ont annoncé, le lundi 4 mars à Montréal, la création d'une nouvelle organisation, le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI).

Le porte-parole des orthodoxes, M. Camille Laurin, a indiqué que le programme du RDI serait connu lors du premier congrès le 30 mars. Le RDI doit d'abord être un « mouvement » et non un parti politique, un peu comme le Mouvement souveraineté-association créé en 1967 par l'actuel premier ministre, M. René Lévesque, et qui devint, un an plus tard, le Parti québécois (PQ) (au pouvoir depuis 1976). *« L'important pour nous*, a déclaré M. Laurin, *c'est de sauver une idée essentielle qui a quand même rallié, au cours des quinze dernières années, des centaines de milliers de sympathisants. »* M. Laurin, comme l'ancien ministre des finances, M. Jacques Parizeau — qui a accordé un appui discret au RDI, — a quitté le gouvernement en novembre pour protester contre la nouvelle orientation du Parti québécois.

Les orthodoxes sont prudents en décidant de ne pas créer un véritable parti politique. Ils savent que M. Lévesque a réussi à rétablir son autorité sur le Parti québécois, après avoir imposé aux militants un important virage idéologique qui suspend l'objectif de l'indépendance du Québec. Le congrès du 19 janvier a vu la victoire des « révisionnistes », et donc du premier ministre, les orthodoxes réussissant malgré tout à entraîner avec eux 35 % des délégués (*le Monde* du 22 janvier).

Les orthodoxes savent aussi que M. Lévesque est un adversaire redoutable, toujours capable de se tirer des plus mauvais pas. Les sondages lui sont de nouveau favorables, et plus personne ne parle de sa démission. Mais peut-il remporter les élections qui doivent avoir lieu cette année ou, au plus tard, en avril 1986 ? L'opposition libérale estime que les jeux ne sont pas faits. Quant aux orthodoxes, ils savent qu'ils n'ont guère de chance de reprendre le contrôle du Parti québécois à court terme. En créant un mouvement qui ne présentera sans doute pas de candidats aux élections, ils se donnent la possibilité de défendre l'idée d'indépendance sur la place publique, sans prendre le risque de la soumettre aux électeurs.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Venezuela

Le président du syndicat procommuniste a été assassiné

Caracas *(AFP)*. — Le président de la centrale unique des travailleurs du Venezuela (CUTV, communiste), M. Hemmy Croes, a été tué par balles dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 mars à Caracas, a-t-on appris de source policière.

Alors qu'il rentrait chez lui, dans un quartier ouvrier de la capitale, affirme la police, des inconnus qui se trouvaient à bord d'une automobile ont tiré une rafale de mitraillette sur M. Croes, âgé de cinquante-quatre ans. Selon le Parti communiste vénézuelien (PCV), qui estime qu'il s'agit d'un *« crime politique »*, M. Croes a été blessé par des inconnus qui l'ont ensuite traîné jusqu'à son appartement où il a été achevé.

Le fait que le portefeuille de la victime ait été retrouvé sur son corps semble écarter en tout cas l'hypothèse d'un crime crapuleux. Les membres du bureau politique du PCV se sont entretenus avec le ministre vénézuelien de l'intérieur, M. Octavio Lepage, pour réclamer une enquête.

M. Croes militait au Parti communiste depuis 1951. Avant d'entrer à la CUTV, il avait été secrétaire général du syndicat des travailleurs de la société General Motors à Caracas.

EUROPE

Italie

L'homme le plus recherché du pays arrêté aux Etats-Unis

De notre correspondant

Rome. — L'homme d'affaires Francesco Pazienza, personnage que l'on retrouve dans les principaux scandales qui ont secoué l'Italie au cours de ces dernières années, a été arrêté lundi 4 mars à New-York par la police américaine. Il pourrait être extradé en Italie, comme ce fut le cas il y a quelques mois pour le banquier Sindona, lié entre autres à la Mafia.

Pazienza — aventurier, espion, éminence grise, intermédiaire ? — est mêlé à toutes les affaires obscures. Les quatre mandats d'arrêt lancés par Rome sont révélateurs : faillite frauduleuse, participation à association criminelle à caractère mafieux, extorsion et détention d'armes et de drogue. En Italie, d'autres chefs d'accusation l'attendent : espionnage et divulgation de secrets d'Etat.

Quarante ans, portant beau, Pazienza est né à Tarente, mais il a surtout évolué dans les milieux romains et milanais, jouissant d'autre part d'appuis, en particulier en Amérique et en Suisse. Ce fut l'un des manœuvriers de la Loge P 2 avec Umberto Ortolani et Gelli. On le disait lié au général Haig, ancien secrétaire d'Etat américain, et il accompagna, il y a quelques années, M. Piccoli, président de la démocratie chrétienne, dans son voyage aux Etats-Unis. Il était aussi proche de Roberto Calvi (et il est d'ailleurs recherché pour l'affaire de la faillite du Banco Ambrosiano) et directement lié au Vatican par Mgr Marcinkus, mais aussi aux services secrets (en particulier au général Santovito, membre de la P 2 et ancien chef des renseignements militaires) dont il obtint plusieurs centaines de millions de lires en échange d'*« informations »*. Il a également fréquenté des criminels de droit commun comme Cutolo, le chef de la nouvelle Camorra napolitaine. Depuis quelques années, Pazienza avait établi ses activités à New-York.

PHILIPPE PONS.

UNESCO

LES REPRÉSENTANTS DE DOUZE PAYS OCCIDENTAUX VONT RÉFLÉCHIR A LA RÉFORME DE L'ORGANISATION

Tokyo *(AFP)*. — Les représentants de douze pays industrialisés occidentaux se réuniront le 20 mars prochain à Genève pour débattre d'une éventuelle réforme de l'UNESCO, a-t-on appris à Tokyo. Cette rencontre, indique-t-on dans la capitale japonaise, a été décidée en raison du fait que le récent conseil exécutif n'a pas réussi à adopter des mesures concrètes destinées à modifier la gestion actuelle de l'organisation.

Les douze pays représentés à Genève seront les Etats-Unis (qui se sont retirés de l'UNESCO le 31 décembre dernier), la Grande-Bretagne, la RFA, la France, le Canada — qui s'interroge sur son maintien au sein de l'organisation, — l'Italie, l'Australie, la Belgique, l'Espagne, la Suisse, les Pays-Bas et le Japon.

AFRIQUE

La Mauritanie, pauvre mais digne

II. – L'assainissement douloureux

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

La Mauritanie est décidée à faire respecter sa souveraineté quelle que soit l'évolution du conflit saharien, dans lequel elle se veut neutre (*le Monde* du 5 mars). Face à une situation économique difficile, le président Taya, porté au pouvoir le 12 décembre dernier, doit prendre des mesures de première urgence.

Nouakchott. – La Mauritanie n'est pas un de ces pays où les observateurs doivent déchiffrer les intentions du pouvoir à travers les éditoriaux énigmatiques et fuyants de la presse officielle. Quand elle a un projet ou un problème, elle l'expose sans arrière-pensées et sans complexes aux diplomates des nations amies.

Ainsi, récemment, un ministre a expliqué à plusieurs ambassadeurs qu'il allait falloir administrer aux Mauritaniens la médecine difficile à avaler prescrite par le FMI à tout pays pauvre et endetté désireux de redresser la situation. Le prix des produits alimentaires de base sera augmenté, décision nécessaire mais peu agréable à annoncer au peuple pour une équipe qui vient de s'installer au pouvoir. Aussi le ministre exprimait-il l'espoir que les pays donateurs augmenteraient leur aide distribuée gratuitement par un commissariat mauritanien pour le secours aux plus nécessiteux.

Peu après, les limousines battant pavillons ouest-allemand, américain, etc., débarquaient les excellences à l'ambassade de France pour une réunion de concertation. L'Américain est réservé sur le principe de l'aide gratuite, mais les ambassadeurs européens, français en tête, ont transmis la demande à leur gouvernement avec avis favorable.

La fin des nomades

« Dites bien que nous remercions les pays frères et amis, occidentaux ou arabes, pour leur aide généreuse », nous a déclaré le président Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, avec une simplicité de grand seigneur, ou plutôt de *« grande tente »*, comme on dit dans ce pays de nomades. Peu après son accession au pouvoir, il dépêchait à Paris « le numéro deux » du régime, porteur d'un message remis tardivement au président Mitterrand, parti brusquement en Nouvelle-Calédonie le jour prévu pour la rencontre. Malgré ce contretemps, la réponse présidentielle à une demande de coopération accrue a été *« claire et satisfaisante »* dans tous les domaines.

Les 12 et 13 mars se tiendra à Paris, sous l'égide de la Banque mondiale, une réunion des créanciers de la Mauritanie pour une consolidation et un rééchelonnement de la dette. La Mauritanie n'a pas répondu définitivement à la demande de dévaluation de la monnaie nationale formulée par le FMI, mais elle a commencé à la laisser flotter, premier pas vers le réalisme. Les capitaux saoudiens, moins nombreux ces derniers temps – probablement à l'instigation du Maroc mécontent du précédent régime – vont revenir. Les Occidentaux sont prêts à passer l'éponge sur certains comptes dès lors que la rigueur, même impopulaire, sera à l'ordre du jour.

Sur la route empruntée pour aller à Rosso, sur le fleuve Sénégal, le lever du jour, quand les vents de sable ne transforment pas la région en enfer, est admirable. Les dromadaires se profilent entre les grandes tentes carrées aux motifs géométriques bleus des nomades. Harmonie des gestes, des formes et des couleurs ; aurions-nous enfin trouvé dans le tiers-monde un peuple pauvre, certes, mais qui ne se clochardise pas dans les bidonvilles ? Le ministre de l'information, M. Ghnahalla, nous enlève toute illusion : *« La population nomade est en voie de disparition, hélas ! Chassés par la sécheresse, les gens descendent vers le Sud. Il y a déjà une demi-fixation visible au bord des routes, là où les secours peuvent arriver. Les tentes sont toujours là, mais elles ne bougent plus. On s'installe. Ce n'est pas encore l'urbanisation, mais ce n'est plus la vraie vie nomade. Bientôt les tentes feront place à la tôle ondulée et au parpaing. »*

Aujourd'hui, plus de 80 % de la population est fixée, au mieux dans quelques oasis, au pire, et c'est la règle, à la périphérie des « grandes villes ». Près du tiers des quelque 1 800 000 Mauritaniens vivent dans la région de Nouakchott. A quelques dizaines de kilomètres de la capitale, sur la route de Néma, des bulldozers effectuent un travail de Sisyphe pour repousser les *« dunes vives »*, expression évocatrice pour désigner des dunes que le vent reconstitue en quelques heures sur la chaussée.

Le responsable tunisien d'une mission de la FAO, qui mène sur le terrain des études visant à la fixation de ces dunes, nous expose avec conviction ce qu'il sera peut-être possible de faire grâce à une sorte de barrage formé de panneaux de fibre de verre. Nous sommes au sommet du site d'expérimentation ; face à nous, les dunes sont comme les vagues d'un océan déchaîné. On voudrait pouvoir partager l'optimisme de la FAO, mais le spectacle donne à réfléchir. *« On ne lutte pas contre le désert avec les moyens dont dispose la Mauritanie,* constate un autre étranger, bien au fait de la question. *La vérité, malgré le discours officiel, qui ne peut pas être autre, c'est que le nord du pays se vide irréversiblement de sa population pour aller vers la steppe au centre ou la savane au sud. »*

La sécheresse qui sévit depuis dix ans a joué son rôle dans cet exode. De mémoire d'homme, ici, on n'en a *pas connu d'aussi longue et générale*. Les esprits réalistes considèrent que cette succession d'années sans eau a montré que le nomadisme, pour séduisant qu'il soit à bien des égards, contribue au désastre. Quand la végétation ne se renouvelle pas selon le cycle naturel, les troupeaux dévastent tout de façon irréversible, « cassant » définitivement la maigre végétation avant d'aller faire des ravages ailleurs.

La langouste ou le chameau ?

Les troupeaux sont décimés, la production céréalière est passée de 120 000 tonnes au début des années 60 à 20 000 tonnes en 1984. Les réalisations présentées comme exemplaires, telle la ferme de M'Pourié avec ses rizières irriguées par le *fleuve Sénégal, ne sont* guère impressionnantes. Elles relèvent du vœu pieu, du thème abstrait pour alimenter les thèses universitaires ou les articles sur papier glacé des revues des institutions internationales.

Le paradoxe est que cette population qui a tant de mal à produire sa nourriture dispose d'eaux territoriales parmi les plus poissonneuses du monde, sans profiter de cette richesse. *« Le Maure n'aime pas la mer, ni le poisson,* constate un responsable du ministère de la pêche. *L'étranger en profite. Il y a actuellement un pillage de nos eaux dont le seul autre équivalent dans le monde se trouve au large de la Namibie. La flotte soviétique se distingue particulièrement dans ce véritable vol. Il faudra bien dénoncer un jour ce scandale à l'ONU. En attendant, puisqu'on nous parle de Grand Maghreb, pourquoi pas une convention du droit de la mer entre Etats d'Afrique du Nord ? »*

Les pêcheurs bretons sont nombreux au large de la Mauritanie, chargeant thon et langouste, mais dans le respect des conventions passées avec le pays. La France forme la petite marine de guerre, qui s'efforce de faire respecter le littoral national, mais les moyens ne sont pas à la mesure de la tâche devant le cynisme tranquille des intrus.

En 1975, la Mauritanie a cru qu'elle pourrait trouver dans la cession des licences de pêche un complément à ses ressources en devises, constituées essentiellement par les mines de fer et de cuivre. L'expérience s'est révélée peu concluante, et elle cherche maintenant des ressources fiscales dans la commercialisation du poisson qui, en principe, est débarqué à Nouadhibou. Pour que la pêche constitue plus de 20 % du PIB, chiffre officiel actuel, il faudrait, à l'évidence, développer les conserveries et modifier les habitudes alimentaires.

Une « danseuse » de Paris ?

Chaque 11 novembre, l'ambassadeur de France assiste à Nouakchott à une prise d'armes en l'honneur des morts de toutes les guerres tombés pour le drapeau tricolore, en présence des nombreux Mauritaniens qui touchent une pension d'anciens combattants. Le diplomate passe en revue les troupes mauritaniennes dans les rangs desquelles il a des compatriotes coopérant sous un uniforme d'emprunt. La Marseillaise est jouée en même temps que l'hymne national.

Les Américains présents en Mauritanie ne comprennent pas cette forme de *« paternalisme »*. Si on les presse un peu, ils livrent le fond de leur pensée : la Mauritanie héritée de la colonisation n'est pas visible économiquement, elle n'est qu'une des *« danseuses »* de la France en Afrique.

Immense, avec ses frontières comme tracées à la règle sur la carte des administrateurs coloniaux, la Mauritanie part effectivement avec un handicap. Si elle a du mal à maîtriser les problèmes économiques, elle administre du moins la preuve que, pour les problèmes humains, le pire n'est pas toujours sûr. Selon les chiffres officiels, la population comprend deux tiers de Maures et un tiers de négro-africains. En fait, les « minoritaires » se multiplient plus vite et l'on n'est pas loin d'un partage à égalité. Une situation qui pourrait devenir explosive, en tout cas un sujet tabou, on le constate à une légère crispation de l'hôte le plus amical quand on aborde la question. Pour le moment, néanmoins, les drames ont été évités grâce à un équilibre adroit dans l'administration et l'armée ainsi qu'à un esprit de tolérance mutuel.

La chance a fait que toute la population est musulmane, sans communauté catholique nationale, même au sud. Les relations avec le Sénégal sont bonnes, le trafic est incessant à Rosso, sur les bacs qui passent le fleuve. Les soupçons que la Mauritanie pouvait nourrir à l'égard du « puissant » voisin ont disparu depuis que le président Diouf a succédé à M. Senghor, dont la « négritude » militante agaçait parfois.

L'islam est le ciment de populations qui diffèrent par la couleur et par les modes de vie. Le français sert de langue de communication entre un Nord et un Centre arabophones et un Sud où règne le ouolof, la langue du Sénégal. Apparemment, à Nouakchott, aucun dirigeant n'en fait un complexe.

FIN

LA FIN DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OUA

Le « plan de sauvetage économique » pour l'Afrique est ajourné

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. – Les ministres des affaires étrangères et du plan de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) se sont séparés, le lundi 4 mars, après une semaine de délibérations à Addis-Abeba, sans avoir réussi à approuver les grandes lignes d'un « plan de sauvetage économique » pour l'Afrique que leur avait proposé un comité *ad hoc*. Ils ont demandé à la Commission économique pour l'Afrique (ECA) et à la Banque africaine de développement (ADB) de remodeler ce plan avant de le soumettre à la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, qui se réunira du 18 au 21 juillet prochain.

Dans un discours de bienvenue très politique, le colonel Mengistu Hailé Mariam, chef de l'Etat éthiopien, avait dénoncé l'action *« scandaleuse et funeste »* de certaines nations africaines – la Somalie entre autres – qui coopèrent avec l'Afrique du Sud, en dépit des mises en garde de l'OUA.

La conférence est sortie, elle aussi, du cadre de ses préoccupations pour exiger notamment *« la libération immédiate et sans conditions »* de Nelson Mandela, le nationaliste sud-africain, et *« la fin de l'occupation illégale du sud du Liban par Israël »*, condamner le régime de Pretoria *« et ses alliés »*, qui bloquent l'application de la résolution des Nations unies sur l'indépendance de la Namibie.

Les ministres ont, d'autre part, proposé la candidature de M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien chargé des affaires étrangères, à la succession de M. Poul Hartling, ancien premier ministre danois, au poste de haut commissaire pour les réfugiés. *« Il est temps que ce poste revienne à un Africain »*, ont-ils souligné, *« puisque près de la moitié des réfugiés dans le monde sont africains »*.

Le prochain sommet économique sera-t-il à la hauteur des circonstances ? Pourra-t-il, par la seule vertu de quelques initiatives et d'abondantes résolutions, briser le cercle vicieux de la pauvreté et enrayer une tendance au déclin qui paraît irréversible ?

Les chiffres sont accablants : entre 1981 et 1983, le taux de croissance annuel a globalement baissé de 3,30 % à 0,20 %. De 1980 à 1982, le montant annuel des crédits extérieurs est tombé de 3,9 milliards à 1,7 milliard de dollars. Entre 1984 et 1985, les besoins en aide alimentaire – un Africain sur deux souffre de la faim à des degrés divers – vont passer de 3,3 millions à 6 millions de tonnes. *« Chaque fois que les taux d'intérêt montent d'un point,* a indiqué M. Adebayo Adedeji, secrétaire exécutif de l'ECA, *le service de la dette s'alourdit de 1 à 1,5 milliard de dollars par an... »*

A court d'argent

Le « plan d'action » de Lagos, adopté en avril 1980, est resté presque lettre morte. Il avait mis l'accent sur la création d'un marché commun africain et, d'une manière générale, sur le renforcement de la coopération régionale. Mais celle-ci a buté – sans parler des divergences idéologiques – sur l'absence de moyens financiers propres à soutenir cet effort. Même l'OUA est à court d'argent. M. Peter Onu, son secrétaire général par intérim, a précisé que les Etats membres avaient réglé 26,4 % des cotisations pour l'exercice budgétaire en cours et que le montant de leurs impayés depuis 1965 s'élevait à 39 millions de dollars.

Quant au fonds spécial de lutte contre la sécheresse, créé en novembre dernier, qui sera géré par l'ADB et *« immédiatement opérationnel »*, il n'a été alimenté, jusqu'à maintenant, que par l'Algérie, son promoteur, la Libye et le Nigéria, à hauteur de 25 millions de dollars. C'est dire que l'Afrique est plus dépendante que jamais des pays riches pour assurer sa survie.

JACQUES DE BARRIN.

politique

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Grève de la faim de détenus mélanésiens

Le capitaine de gendarmerie Jean-Yves Saffray, sanctionné après les incidents consécutifs au pique-nique de Thio, dimanche 17 février, a quitté mardi la Nouvelle-Calédonie par un avion de l'aéronavale qui l'a laissé à Sydney, où l'officier et sa famille ont rejoint le vol régulier d'UTA pour Paris. « *Il n'était*, a expliqué M. Pisani, *ni de l'intérêt du capitaine, ni de personne, que ce départ soit l'occasion de manifestation inutile.* » Le capitaine Saffray commandait le secteur le plus sensible du territoire, comprenant les communes de La Foa (centre européen important de la côte ouest), Canala, Kouaoua et Thio.

Dans la nuit de lundi à mardi, les quatre-vingt-treize détenus mélanésiens du camp Est – la maison d'arrêt de Nouméa, sur l'île Nou –, dont quatre-vingts sont membres du FLNKS, ont commencé une grève de la faim qui se poursuivait mardi après-midi bien que le délégué du gouvernement se soit déclaré prêt à donner une suite favorable à leurs revendications sur l'aménagement de leurs conditions de détention.

Une opération « ville morte » s'est déroulée mardi matin à Canala, sur la côte est de la Grande Terre. Un cahier de revendications a été déposé à la gendarmerie. Le comité local du FLNKS de Canala y dénonce « *le refus par les autorités du statut de prisonnier politiques pour les détenus indépendantistes, le comportement raciste de certains gardiens du camp Est et l'arrestation de certains chefs coutumiers* ». Le FLNKS demande, en outre, la libération des prisonniers du camp Est qui sont en détention préventive.

La police et la gendarmerie continuent toujours à rechercher les quatre membres du Front calédonien (extrême droite locale) interdits de séjour en Nouvelle-Calédonie depuis le 26 février. « *Nous les chercherons jusqu'à ce que nous les trouvions* », a indiqué M. Pisani.

Le FLNKS EN APPELLE A AMNESTY INTERNATIONAL

(De notre correspondant.)

Nouméa. – En réaction aux opérations de gendarmerie de ce mardi matin contre les tribus de Thio le FLNKS a déclaré : « *En Pologne on appellerait cela une normalisation et en Algérie une pacification.* » Selon le porte-parole du « gouvernement provisoire de Kanaky », M. Yeweiné Yeweiné, un appel a été lancé à Amnesty International, aux Eglises et aux parlementaires de gauche pour qu'ils organisent des missions en Nouvelle-Calédonie.

Par ailleurs, les avocats du FLNKS, Mᵉˢ Antoinette Mallia et Gustave Tehio, ont publié une déclaration pour « *protester contre la discrimination dont sont l'objet les détenus du FLNKS à Nouméa et pour obtenir leur libération ainsi que la libération de leur camarade Théophile Katé, qui subit en cellule d'isolement une sanction supplémentaire incompatible avec son état asthmatique, et totalement inhumaine (puisqu'il est réduit à dormir sans le moindre matelas à même le sol en ciment). Ces détenus, au nombre de cent quatre-vingt-treize, se sont mis en grève illimitée de la faim lundi 4 mars 1983 à minuit. Ils entendent aussi donner un sens spirituel à leur action non violente en rythmant leur journée de grève par des chants religieux en communion avec tout leur peuple.* »

L'intervention des gendarmes à Thio

(Suite de la première page.)

Outre une « normalisation », cette opération avait pour but d'appréhender les assassins présumés du jeune Yves Tual, tué le 11 janvier dernier à Bouloupari. Sa mort avait été à l'origine d'émeutes qui avaient entraîné l'instauration de l'état d'urgence. Depuis plusieurs jours, la justice s'était montrée impatiente de voir la gendarmerie procéder à l'arrestation des Mélanésiens accusés du meurtre d'Yves Tual, qui s'étaient réfugiés dans les tribus de Saint-Philippo. Mais, par crainte de compromettre une hypothétique reprise de l'activité à la mine de Thio par une opération de gendarmerie trop musclée, les autorités avaient préféré différer de quelques jours l'intervention.

Depuis était survenu le pique-nique du 17 février. En réponse à la « *bavure* » de la tribu de Saint-Philippo, des sanctions avaient été prises contre le capitaine Saffray et des mesures d'expulsion prononcées contre les membres du Front calédonien. Malgré tout, les incidents se multipliaient à Thio : jets de pierre quotidiens sur les voitures, incendies volontaires d'habitations, tentatives de dynamitage... C'est ce regain de tension à Thio, allié à une rentrée scolaire largement boycottée par le FLNKS, qui a incité M. Pisani à déclencher cette opération programmée depuis plusieurs jours.

Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le délégué du gouvernement a justifié l'opération de mardi : « *Est-ce que l'évolution à laquelle on assistait n'était pas capable elle-même d'alourdir davantage les choses? Ensuite, il n'y a pas sur ce territoire de portions qui doivent être interdites aux forces de l'ordre.* »

Il reste maintenant à savoir si l'intervention dans les tribus de Thio ne va pas compromettre la tenue d'une réunion tripartite prévue pour jeudi 7 mars entre les autorités administratives, la Société Le Nickel et le Comité local du FLNKS. Le haut-commissaire pense qu'elle devrait être maintenue, estimant que l'agitation de ces derniers jours ne faisait pas l'unanimité. « *L'opération de ce matin*, a-t-il souligné, *n'avait pas le désaveu de tout le monde. Il y a des gens dans les tribus qui souhaitaient que la vie se normalise (...). Le poids pèse maintenant en faveur de la normalisation.* »

Toutefois, en fin d'après-midi mardi (heure de Nouméa), la normalisation n'était pas de rigueur à Thio où les affrontements ont repris de plus belle entre les Canaques de la tribu de Saint-Philippo II et les gendarmes mobiles. Ceux-ci ont dû riposter à des jets de pierres sur leurs véhicules en tirant des grenades lacrymogènes et offensives. Les forces de l'ordre auraient même été obligées, selon le FLNKS, de dégager le passage à coup de grenades face à la tribu de Thio-Mission, pour permettre le retour chez eux d'employés de la Société Le Nikel.

A propos des quatre-vingt-treize détenus, qui ont commencé lundi soir une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention, assimilés au droit commun – ils demandent le statut de prisonniers politiques, *(voir ci-contre)*, – le délégué du gouvernement a indiqué qu'« *en leur nom, une démarche a été faite auprès du garde des sceaux pour qu'un aménagement de leur statut soit effectué. J'ai l'intention*, a souligné M. Pisani, *de dire au garde des sceaux que je suis favorable à cette mesure* ».

Une alternative

Antre question abordée au cours de cette rencontre avec la presse : où en est le plan Pisani, compte-tenu du fait que le haut-commissaire n'a pas rencontré de nouveaux interlocuteurs, tant du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) que du FLNKS, depuis une semaine, même si ces derniers ont transmis à l'administration divers « *documents d'analyse* » qui sont étudiés attentivement ? « *Un territoire comme la Nouvelle-Calédonie*, a dit M. Pisani, *ne s'exprime pas seulement par la voix de ses leaders politiques. Mon rapport final se distinguera des précédents en ce sens qu'il comportera des propositions précises de solutions et, très vraisemblablement, une alternative, sur l'un des termes de laquelle je m'engagerai, mais après avoir analysé objectivement l'autre. Je fais un travail de rapporteur objectif et aussi celui d'un homme politique qui fait son choix.* » M. Pisani a concédé que le terme sur lequel il ne s'engagerait pas serait plus clairement développé qu'il ne l'avait été dans le plan présenté le 7 janvier. Ce jour-là, M. Pisani avait brièvement évoqué le retour à l'actuel statut d'autonomie interne pour le considérer comme inapplicable. M. Pisani a indiqué que, dans l'option qu'il opposera à l'indépendance-association, il reprendra le statut Lemoine « *pour ce qu'il vaut* ». Cette seconde option devrait, conformément aux instructions du gouvernement, être influencée par le projet d'autonomie élargie de M. Dick Ukeiwé, dont M. Pisani n'a nullement parlé cette fois, contrairement à la semaine précédente.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Saint-Pierre-et-Miquelon

UNE MISSION DE CONCILIATION S'EFFORCE DE RÉGLER LE CONFLIT ENTRE OUVRIERS ET DOCKERS

La mission de conciliation constituée par le gouvernement et qui est chargée de trouver une solution au conflit qui oppose les dockers et les ouvriers de l'usine de poisson de Saint-Pierre-et-Miquelon est arrivée lundi 4 mars à Saint-Pierre.

Le conflit a éclaté à la suite d'un problème de déchargement du navire-usine *La Bretagne* d'Interpêche. Irrités, les ouvriers de l'usine avaient obligé le commissaire de la République de l'archipel à reprendre la mer, mercredi 27 février (*le Monde* du 1ᵉʳ mars).

Les membres de la mission de conciliation (un chargé de mission du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, deux inspecteurs généraux du secrétariat d'Etat chargé de la mer ont commencé à consulter les intéressés. Le PDG d'Interpêche s'est également rendu sur place.

Le commissaire de la République rappelé en consultation à Paris, M. Gérard Lefèvre, devrait retourner à Saint-Pierre à la fin de la semaine.

NOUVELLE-CALÉDONIE

APPEL DES 31

LA SITUATION en Nouvelle-Calédonie nous inquiète et concerne chacun de nous. Il faut tirer les leçons des drames de notre histoire récente : dans le monde d'aujourd'hui, l'intérêt national se conjugue avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pour une issue positive en Nouvelle-Calédonie, il n'est d'autre moyen que la recherche persévérante, quels que soient les obstacles et les difficultés, d'une solution pacifique et démocratique fondée sur le dialogue.

La reconnaissance du peuple canaque et de son droit à la souveraineté sur sa terre peut et doit se concilier avec le respect des droits de toutes les populations vivant sur le territoire.

Cette voie est la seule qui permette d'arriver à une solution durable préservant par là même la présence française et la stabilité de cette partie du monde.

Parce que cette voie est difficile, tous les efforts entrepris en ce sens doivent bénéficier de l'appui et du soutien de tous les Français épris de progrès et soucieux de l'avenir du pays.

Nous appelons tous ceux qui partagent cette opinion à se rassembler pour l'exprimer avec nous.

Adresser votre signature à :
« Appel des 31 », Gérard DELFAU, 80, rue de l'Université 75007 Paris. Tél. : (1) 234.30.73.

— Pour une solution pacifique et démocratique en Nouvelle-Calédonie

Colette AUDRY
Marc BRUNSCHWEILLER
Gérard DELFAU
Roger DOSSE
Jean ELLENSTEIN
Jackie FABRE
Philippe FARINE
Henri FISZBIN
Renée FREGOSI
Max GALLO
Maurice GODELIER
Jean GUIART
GUILLEVIC
Claude GRUSON
Georges HOURDIN
Yves JOUFFA
Alain JOXE
Eddy KENIG
Daniel MAQUART
Gabriel MARC
Jean-Pierre MARCHAND
Georges MONTARON
Jean-Marie MULLER
Paul NOIROT
Suzanne PROU
Madeleine REBERIOUX
Antoine SANGUINETTI
Pierre TOULAT
Frédéric TRISTAN
Pierre VIDAL-NAQUET
Michel WAGNER

DES PERSONNALITÉS DE LA GAUCHE POLITIQUE ET ASSOCIATIVE ORGANISENT UN COLLOQUE SUR LES INÉGALITÉS

Plusieurs personnalités représentant, ès qualités ou à titre personnel, des mouvements politiques, syndicaux ou associatifs organisent, les 18 et 19 mai, à Paris, un colloque sur le thème : « *Où en sont les inégalités en France aujourd'hui ? Comment les réduire ?* ».

Cette initiative, lancée depuis trois mois environ, associe le courant « néo-rocardien » du PS (MM. Alain Richard, Patrice Finel, Mᵐᵉ Marie-Noëlle Lienemann), le MRG (MM. Thierry Jeantet, André Dubosq), le PSU (à travers l'un de ses courants, animé par M. Jacques Salvator, voir *le Monde* du 15 décembre 1984), mais aussi des députés appartenant à d'autres courants du PS (MM. Jean-Michel Belorgey et Roland Beix, Mᵐᵉ Jacqueline Osselin), ainsi que les Verts, représentés par M. Didier Anger, pour ce qui est des organisations politiques.

Du côté des mouvements à caractère syndical ou associatif, MM. Roland Bourclan (Vie nouvelle), Christian Lavergne (MRJC), Michel Méry (Culture et Liberté), Alain Raillard (CGL), Jean-Paul Ferrand (CSCV), Maurice Pagat (Syndicat des chômeurs), participent à l'organisation de ce colloque, auquel doivent prendre part, en outre, le sociologue Gérard Mendel, M. Denis Clerc, responsable de la revue *Alteréco*, l'écrivain Jean-Claude Barreau et M. Jean-Jacques Dupeyroux, spécialiste du droit social.

Le propos des organisateurs du colloque est résumé dans un texte rendu public au cours d'une conférence de presse, le mardi 26 février. Observant que, « *loin de se réduire, les inégalités se renforcent, en France, depuis le début de la crise* », ils estiment que « *la gauche doit réévaluer les moyens et les objectifs d'une politique de réduction des inégalités* », car « *les nécessités économiques ne peuvent avoir force de projet* ». « *La justice sociale a toujours fait partie de l'identité politique de la gauche*, indique ce texte. *Dans un contexte social et économique profondément modifié, il convient d'actualiser, de « moderniser » ce combat.* »

★ Secrétariat du colloque : 12, avenue de la Sœur-Rosalie, 75013 Paris ; tél. : 535-34-66.

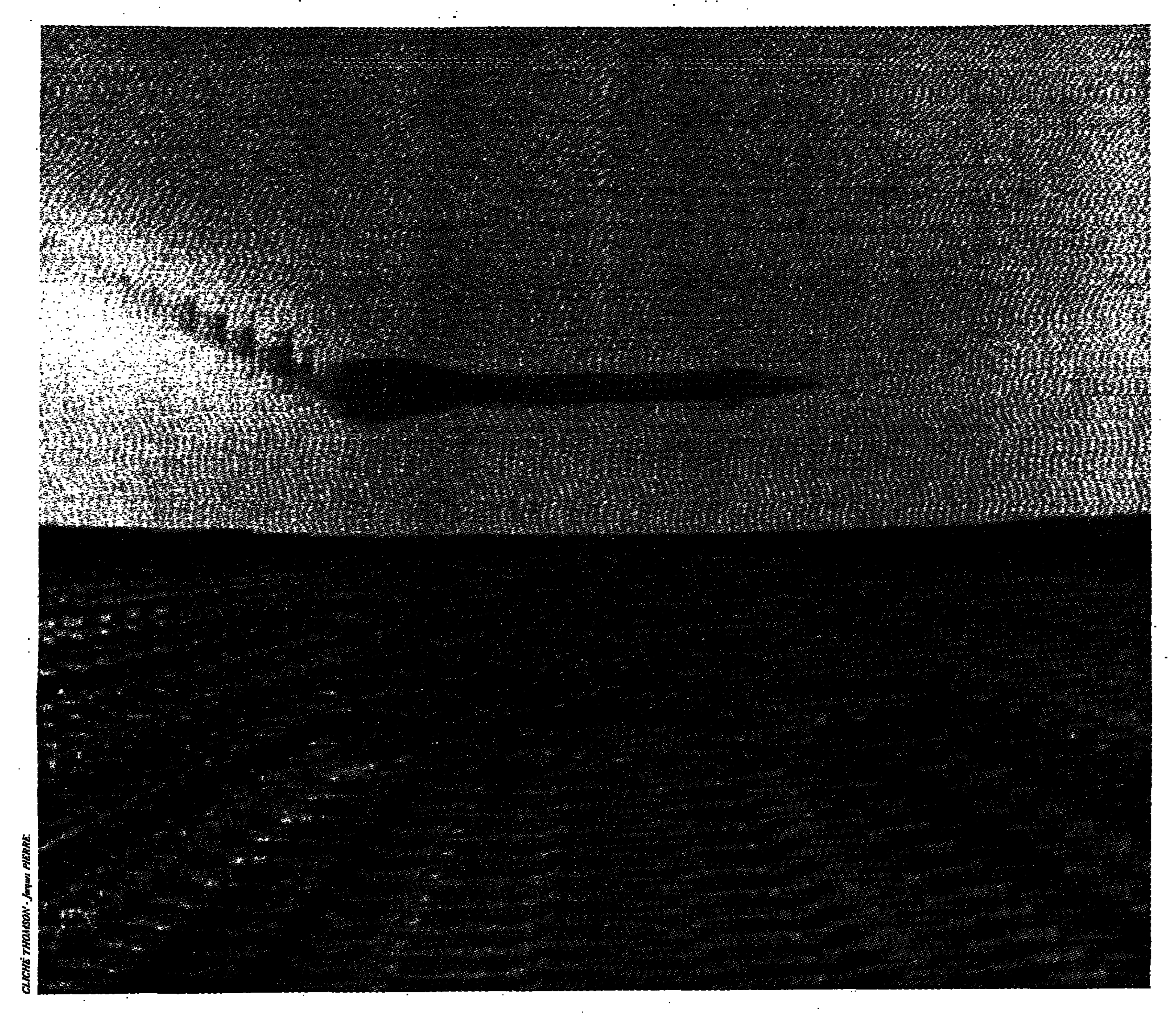
M. LÉOTARD EST « TOUT A FAIT D'ACCORD » AVEC M. TOUBON SUR L'URGENCE D'UN « PROGRAMME DE GOUVERNEMENT »

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, est « *tout à fait d'accord* » avec la proposition de M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, qui souhaite conclure un « *accord de gouvernement* » RPR-UDF avant la rentrée parlementaire du 2 avril. « *C'est possible*, a dit M. Léotard, mardi 5 mars à Europe 1 : *il y a un large accord sur l'essentiel. C'est nécessaire : on doit gouverner ensemble et c'est urgent.* »

M. Léotard regrette que « *tout le monde n'ait pas la même ardeur* » que lui à l'UDF. « *Il ne faut pas s'exciter* » a déclaré M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. « *Il y a plusieurs mois déjà que nous travaillons sur les grandes orientations que nous proposerons aux Français*, a-t-il remarqué mardi 5 mars à Radio Monte-Carlo. *Il y aura donc un programme de fait. Mais peut-être que nous n'allons pas obtempérer à la demande de M. Toubon qui dit qu'il faut le faire en quinze jours (...). Ce que nous ne ferons pas, c'est le catalogue des 110 propositions de M. Mitterrand.* »

● *M. Bas ne veut pas des « leçons », de M. Toubon.* – M. Pierre Bas, député RPR de Paris, ne permet « *à personne de lui donner des leçons de désintéressement politique* ». M. Bas répond ainsi à M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR qui, dimanche 3 mars, au « Club de la presse » d'Europe 1, avait déclaré à son propos, parce qu'il avait pris position pour M. Raymond Barre : « *Quand on se prétend gaulliste, on ne dicte pas sa conduite sur son intérêt personnel.* » « *C'est inepte de me taxer d'intérêts personnels quand je parle d'union de l'opposition* », répond M. Bas.

Crotale Naval: le bouclier de feu.


CLICHÉ THOMSON - Jacques PIERRE

Décider. *Il est des décisions lourdes de conséquences : celles de développer un nouveau système de défense par exemple...*

C'est pourtant sur ses capacités à réagir et à décider que l'on juge de la santé d'une société.

Il y a peu de temps encore, aucun bâtiment de surface n'était à l'abri des menaces mortelles du missile...

Et contre cette épée de Damoclès, aucun bouclier efficace.

Il fallait réagir : THOMSON l'a fait en dotant le système "CROTALE NAVAL" d'une capacité antimissile.

Pour sa défense, la France possède désormais son bouclier de feu.

Investir. *Concevoir et développer un système de défense anti-aérienne aussi sophistiqué que le "CROTALE NAVAL", cela suppose bien sûr des investissements considérables, mais cela n'est pas suffisant.*

Cela suppose surtout des chercheurs de tout premier plan, travaillant en étroite collaboration avec de nombreuses entreprises de pointe.

Étude, conception, simulation sur ordinateur, la Division Systèmes Électroniques est à la fois "l'architecte" et le maître d'œuvre industriel du programme "CROTALE NAVAL".

Des mois d'effort, des centaines de milliers d'heures de travail ont été investis sur ce programme. L'objectif : créer une nouvelle génération d'armes capables de répondre à tous les scénarios d'attaque de type missile.

Réussir. *Testé il y a quelques mois seulement en conditions opérationnelles, le "CROTALE NAVAL" a fait preuve de sa redoutable efficacité, Mission réussie !*

Désormais, dans un rayon de plus de 10 km, on ne passe pas ! Et ce, quel que soit l'agresseur...

En adoptant pour leur défense le système "CROTALE NAVAL", plusieurs pays ont fait confiance à THOMSON.

La France, pour sa part, a choisi de doter ses grands bâtiments de ce nouveau système.

Décider, investir, réussir : trois mots clés qui résument bien notre volonté de gagner.



Pour nous, l'avenir a un sens.

EUROFI

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

Deux présidents de conseil général dans leur fief

Le 10 mars à vingt heures, hommes politiques et commentateurs examineront surtout le rapport des forces entre chacune des grandes formations politiques. Dans les cantons, cependant, on suivra d'abord le sort de telle ou telle personnalité. Si, en ville, il est ignoré, le conseiller général – en milieu rural – est un homme important ; de sa personnalité dépend la bonne – ou la mauvaise – collaboration entre des communes bien souvent trop petites pour entreprendre seules la réalisation d'équipements indispensables. Cet enjeu local traditionnel n'a pas disparu cette année ; il influencera encore les résultats.

Il en est un autre, lui, tout à fait nouveau. De la majorité départementale qui se dégagera les 10 et 17 mars dépendra la présidence du conseil général. Certes l'élection à ce poste a toujours été considérée comme le « troisième tour des cantonales ». Elle permettait de mesurer l'influence réelle des forces politiques dans le département et ainsi de constater où penchaient les « sans étiquette » élus pour « la défense des intérêts cantonaux », encore nombreux dans les cantons ruraux. Mais cette année, l'enjeu est beaucoup plus important.

Les présidents des assemblées départementales sont en effet devenus, depuis 1982, les «patrons» de leur département. Tous n'ont pas encore utilisé à plein cette possibilité que leur offre la décentralisation, mais quelques-uns ont vite mesuré l'intérêt de leurs nouvelles attributions.

La présidence du conseil général n'est plus obligatoirement un titre honorifique supplémentaire. Elle peut ne plus être un marchepied vers une carrière nationale pour un jeune provincial ambitieux : elle se suffit désormais à elle-même. Peuvent ainsi apparaître des hommes politiques d'un type nouveau. C'est l'un des paris de la décentralisation.

JEAN-PIERRE JOSEPH (PS) ET PAUL GRAZIANI (RPR)

Les produits de la décentralisation

Tout devrait distinguer les deux hommes : leur opinion, leur passé, leur présent. A gauche, Jean-Pierre Joseph, professeur de mathématiques venu à la politique par la volonté de réveiller sa commune. Il est membre du comité directeur du Parti socialiste et président du conseil général du Gers. A droite, Paul Graziani, diplomate de carrière, gaulliste de toujours, arrivé à la gestion des affaires de la cité par les cabinets ministériels et la fidélité à un homme, M. Georges Gorse, député RPR. Il est maintenant président du conseil général des Hauts-de-Seine. Mais un patron est toujours un patron. Et tous deux sont les « patrons » de leur département. Ils sont les prototypes de ces hommes politiques d'un type nouveau qui émergent dans les départements.

Ni l'un ni l'autre ne sont parlementaires. L'un et l'autre exercent leurs fonctions de président de conseil général à plein temps, même si la législation en vigueur ne permet théoriquement pas cette situation. L'un et l'autre ne délèguent qu'avec parcimonie. *« L'exécutif ne se partage pas »*, dit M. Joseph.

A Auch comme, à Nanterre, donc, pas question de faire appel à une vedette du corps préfectoral pour diriger les services administratifs. Dans le Gers, on a choisi un directeur des services préfectoraux déjà en place. Dans les Hauts-de-Seine, une femme qui avait gagné son titre de sous-préfet sur le terrain.

L'interlocuteur obligé

Les deux présidents se sont faits bâtisseurs pour distinguer physiquement les services du préfet – donc l'Etat – de ceux du département, donc les leurs. L'hôtel du département ne doit plus être la préfecture. Commissaire de la République et président, vont-ils maintenant se faire la guerre, enfermés chacun dans leur donjon ? Ce n'est le cas ni dans les Hauts-de-Seine ni dans le Gers.

Loin de Paris, le commissaire de la République est l'interlocuteur obligé de tous ceux qui veulent discuter avec un représentant du gouvernement central. Au seuil de la capitale, il est facile d'aller frapper directement aux portes des ministères.

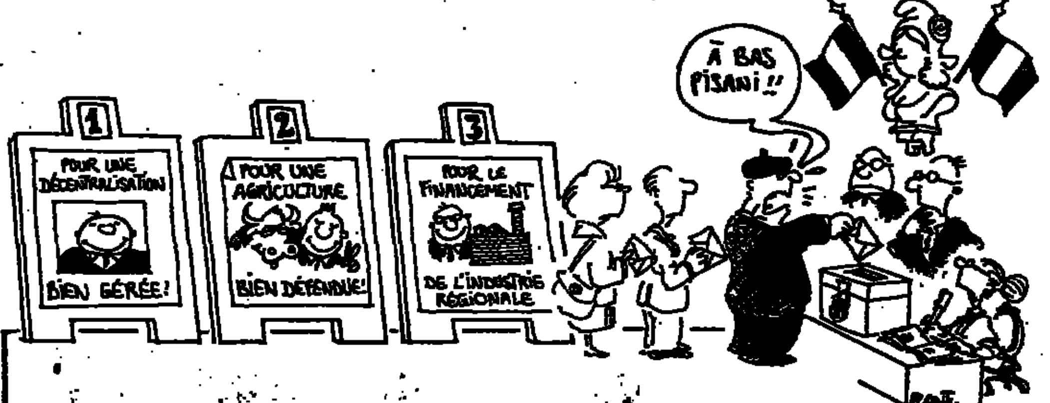
Une différence de taille joue aussi entre ces deux présidents. Moins de deux cent cinquante personnes sous ses ordres, cent quatre-vingt-sept mille habitants dans son département, un budget de 482 millions de francs en 1985 : M. Joseph gère une PMI. M. Graziani, lui, est à la tête d'une gigantesque entreprise : plus de trois mille agents, un budget de quelque 3 milliards de francs au service d'un département de un million quatre cent mille personnes.

Le plus puissant n'est pas forcément celui que l'on croit. Les trente-six communes des Hauts-de-Seine, riches pour la plupart, dotées d'imposants services techniques, dirigées par des maires à forte personnalité, sont à elles seules des puissances avec qui le président du conseil général doit composer. Impossible d'imposer à M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre des finances et de l'équipement, des solutions qu'il jugerait néfaste pour sa ville de Saint-Cloud. Il n'est pas plus facile d'aller contre les décisions de M. Lucien Lanternier, le puissant maire communiste de Gennevilliers.

Ici, pour correctement fonctionner, le conseil général doit être une sorte de grand conseil des communes du département.

Pas de telles féodalités face à M. Joseph. Les 466 communes du Gers seraient bien en peine de s'opposer à lui. C'est lui, au contraire, qui peut leur porter secours et assistance. Il n'a pas laissé passer une telle occasion d'asseoir son pouvoir. Le service d'information aux maires qu'il a créé peut même, grâce à l'informatique, leur établir une projection des impôts communaux en fonction de leurs choix budgétaires. Il ne compose pas avec ses maires mais s'en fait des obligés !

Charbonnier n'est jamais totalement maître chez lui. Si l'Etat ne les gêne plus trop, l'un et l'autre trouvent la région bien pesante. Pourtant, l'un et l'autre ont un *« ami »* à la tête de leur conseil régional. Un PS en Midi-Pyrénées, un RPR en Ile-de-France. Mais les amitiés politiques ne résistent guère aux heurts d'intérêts. Deux nouvelles puissances, le département et la région, s'affrontent.



Trouver sa place

Pris en sandwich entre l'Etat et la région d'un côté, la commune de l'autre, les départements doivent trouver leur place. Dans le Gers et les Hauts-de-Seine c'est fait, ou presque. Dans l'hôtel du département de Nanterre on passe au crible l'aide sociale pour éviter les gâchis, remettre de la rigueur et de la simplicité dans une machine pour l'heure complexe du seul fait de sa lourdeur. On lance aussi de vastes programmes d'espaces verts pour mettre un peu d'arbres et d'aires de jeux au milieu du béton de l'urbanisation. On s'efforce d'aider le tissu des petites et moyennes entreprises en étroite liaison avec les organismes patronaux. Si le schéma routier ne peut ignorer les décisions de l'Etat et de la région, il peut quand même améliorer les points faibles du maillage.

A Auch, on met au point une véritable politique d'aménagement du territoire qui veut faire de la ville chef-lieu un centre économique attractif pour tout le département et ainsi réduire les forces centrifuges qui attirent les éléments dynamiques du Gers vers Tarbes, Pau ou Toulouse. S'il ne peut empêcher le dépeuplement des campagnes, le conseil général peut, au moins, s'efforcer de l'atténuer. Il lance aussi une ambitieuse politique d'investissements pour donner du travail aux entreprises locales du bâtiment et des travaux publics.

Aider ses amis ?

Comme les maires, les présidents des conseils généraux sont maintenant des gestionnaires, et, ici, le socialiste comme le néo-gaulliste se comparent volontiers à des chefs d'entreprise.

L'un et l'autre affirment que leur arrivée au pouvoir, à la place du préfet, a modifié les choses. *« En deux ans nos investissements sont passés de 15 % à 21 % de nos dépenses »*, explique M. Graziani. *« Un préfet ne peut avoir les audaces d'un politique »*, surenchérit M. Joseph. Tous deux sont d'accord pour faire remarquer *« à tous ceux qui craignaient que les élus ne tombent dans la démagogie que l'expérience prouve que nous aussi nous savons dire non »*.

Gestionnaires certes ; mais hommes politiques aussi, n'ont-ils pas tendance à favoriser leurs amis? *« Impossible*, dit M. Joseph, *un président, s'il doit avoir une politique, ne peut être partisan. »* Ses opposants ne se plaignent pas d'ailleurs, il fut même invité pour l'inauguration d'une usine que le département avait contribué à financer dans la commune du responsable départemental de l'UDF. La situation est moins nette dans les Hauts-de-Seine où les oppositions politiques sont plus vives. Les adversaires de M. Graziani lui reprochent de faire quelques *« cadeaux »* à ses amis. Pourtant, nombreux sont les conseillers de base qui, partout, se plaignent d'avoir moins de pouvoirs que dans l'ancien régime. Le préfet, d'une manière ou d'une autre, devait se les concilier. Au président, il suffit de faire jouer la solidarité majoritaire, même si le système électoral ne lui permet pas d'avoir sur eux l'autorité d'un maire sur ses conseillers municipaux.

«Maires du département», en sont-ils pour autant les patrons politiques ? Certainement pas pour M. Graziani. Quand le secrétaire départemental du RPR s'appelle M. Charles Pasqua, quand le président du groupe néo-gaulliste à l'Assemblée nationale M. Claude Labbé est aussi un élu du département, quand un autre député comme M. Jacques Baumel est assez solidement implanté pour ne pas tolérer que l'on se mêle des affaires de son secteur, quand un des deux délégués nationaux de l'UDF est maire d'une de vos communes (M. André Santini, à Issy-les-Moulineaux), quand M. Jean-Pierre Fourcade siège dans votre conseil, il est impossible d'imposer son autorité politique. De telles personnalités ne toléreraient d'ailleurs pas que M. Graziani se manifeste trop. Président du conseil général il est. C'est beaucoup, mais c'est tout. Il a déjà eu assez de mal à s'entourer des collaborateurs qu'il désirait, et non pas de ceux qu'avait choisis pour lui M. Pasqua !

Bien différente est la situation de M. Joseph. Il n'a guère dans son département de personnalités en état de lui disputer le premier rôle. Le maire d'Auch et député socialiste, M. Jean Laborde, lui a volontairement laissé la présidence du conseil général il y a trois ans et ne le regrette pas. M. André Cellard, l'autre député élu en 1978, secrétaire d'Etat à l'agriculture de 1981 à 1983, s'est fait bien discret dans le département. Sa suppléante à l'Assemblée, Mme Lydie Dupuis, même auréolée par son titre de belle-mère d'un fils du président de la République, a suffisamment à faire pour se maintenir dans sa circonscription. Le seul problème de M. Joseph est d'être rocardien et de l'avoir clamé, dans une fédération dirigée par des mitterrandistes.

Aidé par un contact facile, par une presse quotidienne qui ne perd rien de ses faits et gestes, M. Joseph est devenu l'homme omniprésent du département. *« Quand on ne m'invite pas, je m'impose »*, reconnaît-il lui-même. Nul ne doute qu'il tentera à la première occasion de bénéficier de cet acquis pour aller plus loin.

M. Graziani, lui, sait que, pour l'heure, les places sont chères dans les Hauts-de-Seine. Mais un peu plus tard ?

THIERRY BRÉHIER.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX EN CHIFFRES

Une gauche déjà minoritaire

Quatre-vingt quinze présidences de conseils généraux seront en jeu en métropole, Paris étant un cas particulier puisque le conseil municipal y fait aussi fonction d'assemblée départementale. Cinq le seront dans les départements d'outre-mer (Saint-Pierre-et-Miquelon bénéficie d'un statut particulier).

La gauche est déjà très mal représentée dans ces cent présidences en cause. Elle n'en détient que 36 : 3 pour le PC, mais la gauche est déjà minoritaire au conseil général de Corrèze encore présidé par un communiste ; 5 pour le MRG ; 27 pour le PS, mais là aussi le président socialiste de l'Oise est en fait minoritaire ; et un ex-socialiste, M. Gilbert Baumet, dans le Gard.

En métropole le RPR détient 16 présidences, plus celle de M. André-Georges Voisin, qui lui est apparenté, dans l'Indre-et-Loire. Le CNIP en a 2, les «divers opposition» 3. L'UDF en a 37 ainsi réparties : 1 pour le Parti social-démocrate, 4 pour les radicaux, 16 pour le CDS, 10 pour le PR, 5 pour les adhérents directs. A cela s'ajoutent outre-mer un divers droite (Mme Lucette Michaux-Chevry en Guadeloupe, par ailleurs seule femme présidente d'un conseil général), et 3 RPR. M. Younoussa Bamana, président du conseil de Mayotte, est inclassable.

En majorité – mais en petite majorité ces présidents sont aussi parlementaires : quatorze siègent à l'Assemblée nationale et 41 au Sénat, qui justifie ainsi sa vocation constitutionnelle à représenter les collectivités locales. En revanche un seul membre du gouvernement est aussi président de conseil général : M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, dans les Landes. Autour de la table du conseil des ministres, il ne peut échanger de recettes qu'avec le président de la République, qui longtemps présida le conseil général de la Nièvre. Aucun autre ministre ou secrétaire d'Etat n'a eu cette expérience, alors que plusieurs présidèrent un temps des conseils régionaux. Au sommet de l'Etat, les régionalistes ont le nombre, les départementalistes l'influence !

Au lendemain des dernières élections cantonales en 1982, et en ne considérant que la métropole, douze présidences de conseils généraux changèrent de camp : la gauche en gagna deux (la Corse-du-Nord et la Corrèze) mais la droite dix (l'Allier, la Côte-d'Or, l'Essonne, la Haute-Saône, la Saône-et-Loire, la Seine-et-Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Savoie, les Hautes-Alpes, l'Eure). De plus, le PS en avait pris trois au MRG (la Charente-Maritime, le Tarn et le Tarn-et-Garonne). Le CDS avait pris au RPR l'Ille-et-Vilaine et le Maine-et-Loire.

AUDE

Quand Robert Capdeville (PS) essuie les plâtres

De notre correspondant

Carcassonne. – L'Aude resta-t-il le dernier bastion rose du Midi ? Au lendemain du 17 mars, la majorité du conseil général devrait être toujours socialiste, et l'assemblée toujours présidée par M. Robert Capdeville. Pourtant, le Parti socialiste audois n'aborde pas les cantonales avec la plus grande sérénité. Traditionnellement, ces élections ne sont pour lui qu'une formalité : elles lui ont toujours apporté une majorité écrasante. En 1982, l'opposition a obtenu, pour la première fois, six élus à l'assemblée départementale. Certes, le PS avec vingt-cinq sièges, sur trente-quatre, pouvait encore voir venir. Mais, indiscutablement, il y a avait là le signe d'un effritement.

Trois ans plus tard, la question essentielle est la suivante : quelle sera l'étendue des dégâts ? Les socialistes audois ont subi, en quelques mois, de sérieux revers. Aux élections municipales de 1983, ils ont perdu la ville de Carcassonne, conquise de haute lutte par la RPR. Les socialistes s'étaient déchirés et avaient présenté deux listes concurrentes. Cette guerre fratricide a porté un rude coup à l'image de la gauche dans le département. Seul l'électorat rural semblait préservé d'une évolution vers la droite.

Mais, cette fois, la grande inconnue vient de l'Aude profonde, de ces campagnes des Corbières et du Minervois qui, depuis la révolte des vignerons de 1907, ont fait la solide réputation du Midi rouge. La vigne règne sur cet électorat ; ses élus sont d'abord des élus du vin. Or, depuis 1981, les vignerons audois ont manifesté leur mauvaise humeur contre un pouvoir de gauche qui prépare activement ce qu'ils redoutent le plus : l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun.

Un signe révélateur : à la manifestation régionale du 30 janvier à Montpellier, la cible principale des viticulteurs a été M. Robert Capdeville, président socialiste du conseil régional. Cet Audois, qui fut toujours, notamment aux heures chaudes qui suivirent la fusillade de Montredon en 1976, du côté des vignerons, venait d'essuyer avec amertume les plâtres de la décentralisation. D'autres élus socialistes du département se sont trouvés de la même manière en porte à faux. Au début de 1984, par exemple, éclata l'affaire de la « démission » des parlementaires socialistes. Une lettre remise par le secrétaire de la fédération départementale du Parti socialiste au dirigeant du comité d'action viticole, M. André Cases, annonçait que les parlementaires audois étaient prêts à démissionner lorsque les vignerons le demanderaient. En réalité, les parlementaires audois se sont empressés de démentir.

Il y eut encore, au mois d'avril 1984, l'incendie du centre Leclerc de Carcassonne par un commando de viticulteurs. La réplique immédiate de M. Michel Rocard, qualifiant de « gangsters » les auteurs d'un tel acte, ne fit qu'ajouter au mécontentement de nombreuses familles de la campagne audoise. Enfin, la décision récente du président de la fédération des caves coopératives de l'Aude, M. Antoine Verdale, d'adhérer à la FNSEA de M. François Guillaume, qu'on ne peut guère suspecter d'être proche du pouvoir, n'a fait qu'accentuer le fossé entre la majorité des viticulteurs audois et leurs élus socialistes.

Tous ces faits vont-ils aboutir à un vote sanction contre les conseillers généraux sortants du PS ?

BERNARD REVEL.

Propos et débats

M. Badinter : la peur, le mensonge, la haine

M. Robert Badinter, ministre de la justice, a déclaré, lundi 4 mars, à Sevran (Seine-Saint-Denis) : « La droite dit qu'elle est contre M. Le Pen, j'attends. Nous sommes prêts à écouter, mais je crois qu'il y a pas mal de chemin à faire pour elle. » « La peur, *a-t-il ajouté,* l'expoitation du mensonge, la haine, doivent être bannie à tout jamais du champ politique. »

M. Badinter a souligné : « Quand on spécule sur la peur et l'angoisse (...), quand on est allé aux limites du mensonge et de l'insulte (...), on a joué les apprentis sorciers (...). Quand on a fait lever ces moissons-là (...), on n'en est plus maître (...). On commence par des discours musclés, on finit par des parades que nous connaissons bien. »

Mme Pelletier (UDF) : isoler l'extrême droite

Mme Monique Pelletier, ancien ministre et membre de l'UDF, a dénoncé, vendredi 1er mars à Massy (Essonne), « le piège de l'extrême droite ». « Je trouve pitoyable, *a-t-elle souligné,* le double langage, le flou, les contorsions de certains de nos responsables politiques. Comment ne comprennent-ils pas qu'en laissant entrevoir une possibilité d'alliance, on banalise l'extrême droite, et par là-même on renforce son électorat, alors qu'en l'isolant, en la traitant en adversaire, nous renforçons l'UDF et le RPR ? »

M. Bariani (radical) : explicite ou pas

M. Didier Bariani, ancien président du Parti radical, a déclaré, à la fin de la semaine dernière à Couzeix (banlieue de Limoges), que les formations composant l'UDF ne lanceraient pas d'appel «explicite» au report des voix au second tour sur un candidat du Front national. «Nous ne prendrons toutefois pas le risque de faire gagner le moindre siège au PCF», *a ajouté M. Bariani. M. Bariani s'est également exprimé, lundi 4 mars à Toulon sur l'immigration, pour affirmer :* «Notre pays ne doit pas être le bureau d'aide sociale des autres pays.»

M. Girod (UDF) : pas de problèmes

M. Paul Girod, sénateur de l'Aisne et délégué général des adhérents directs de l'UDF, a déclaré, lundi 4 mars à Sevran (Seine-Saint-Denis) : «L'opposition en général et l'UDF en particulier n'ont pas à se poser de problèmes par rapport au Front national. C'est au Front national de s'en poser.»

M. Gaudin (UDF) : ne pas se tromper d'adversaire

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré lundi 4 mars à Toulon : « Nous ne nous tromperons pas d'adversaire. Si notre candidat est distancé et qu'il y a danger de voir élire un candidat de gauche, le candidat UDF se retirera. Nous ne prendrons pas la responsabilité de faire élire un socialiste ou un communiste. »

M. François Léotard, vice-président de l'UDF et secrétaire général du PR, a déclaré au cours de la même réunion : « Nous n'avons pas encore gagné la bataille de 1986 et nous devons élaborer des objectifs de gouvernement avec le RPR. Nous ne voulons ni la revanche, ni la haine, ni le mensonge. »

M. Le Pen (FN) : le PS est coincé

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, lundi 4 mars, à l'Agence française de communication (AFC), à propos du comportement des candidats de son parti au second tour des élections cantonales : « C'est un peu l'attitude de l'opposition à notre égard qui sera déterminante. Ceci implique de leur part une attitude plus compréhensive, plus coopérative. » *A propos des élections législatives, M. Le Pen a affirmé :* « Le PS est coincé entre la déroute électorale et le Front national. »

POLITIQUE

CANTONALES

EURE-ET-LOIR

Le radicalisme beauceron se meurt

Chartres. – *La foi politique qui déplace des montagnes ne trouve guère à s'employer en Eure-et-Loir.* A toute autre valeur, on y a toujours préféré la mesure et la discrétion. Du moins jusqu'à ce que Dreux crève l'écran d'une notoriété que personne – hors ses bénéficiaires du Front national – ne se risque à trouver de bon aloi.

Mais la foi politique qui sauve – éventuellement – sert beaucoup, à gauche, par ces temps d'élections cantonales. Le conseil général va-t-il passer sous la coupe d'une majorité d'opposition ? Son actuel président MRG (depuis 1979), M. Robert Huwart va-t-il perdre sa place ? Et même, puisque son canton – Nogent-le-Rotrou, dont il est maire depuis vingt ans – est renouvelable, va-t-il lui-même rouler dans la poussière ?

Ecoutons la foi dans ses œuvres. *« Il peut y avoir un changement de majorité, mais ce n'est pas joué »*, risque M. James Benoist, premier secrétaire fédéral du PS dans le département. Même le principal intéressé dit avec l'apparence du détachement : *« Moi je ne suis pas devin, mais je ne suivrai pas ceux qui affirment que c'est perdu. Pour l'instant, c'est moi. »*

Ainsi parle-t-il, doux et souriant pour la circonstance, M. Huwart que tout le monde dépeint comme le patron souvent entier, voire autoritaire, brutal, cassant, du département. Une « tête de cochon », suggèrent les plus modérés.

A tel point que l'on se demande ce qui va le plus s'imposer dans les semaines qui viennent : l'inéluctable glissement du conseil général, de renouvellement en renouvellement, vers un changement de majorité, ou la sanction d'une lassitude collective du microcosme politique influent, fatigué de trembler devant « le président » ou de lui obéir.

A l'évocation de ce reproche, ce dernier feint l'étonnement : *« Je sais ce que je veux, voilà tout, et ce que je veux, je l'obtiens. Ça en embête quelques-uns, voilà tout. Et puis il paraît que je travaille trop. Ce n'est pas ma faute si je dors peu. »*

Sous le président bonhomme, on sent pourtant percer l'ogre politique, gestionnaire implacable et madré, qui croque ou bouscule qui se met sur son chemin. Tous les hommes sont égaux devant sa loi : le *« couillon »* (soit dit en toute affection) qui s'est laissé aller à une *« gaminerie »* en s'abstenant de voter le dernier budget, n'est autre que M. Georges Lemoine, secrétaire d'État aux DOM-TOM et maire socialiste de Chartres.

En un mot, c'est une montagne à lui tout seul, M. Huwart. Qui vacille si fort qu'on ne voit pas ce qui pourrait l'empêcher de s'effondrer. Dix-sept sièges contre dix au conseil général au profit de la gauche en 1979, quinze contre quatorze en 1982, des signes manifestes de faiblesse lors des municipales de 1983...

Abattu, l'homme ne laissera pas trop de regrets, on le voit, même chez beaucoup de ses amis politiques. Mais le symbole, ah ! le symbole, c'est autre chose !

Il était une fois un département radical, où le progressisme le disputait en labeur fructueux et en sérénité au conservatisme. L'Eure-et-Loir se récitait comme du Péguy,

De notre envoyé spécial

et Maurice Violette, légendaire président radical du conseil général (entre autres fonctions et titres de gloire), pendant près de quarante ans, était son prophète.

Peu à peu grignoté, ce radicalisme-là, discret comme on sait l'être en Beauce, avait encore ses adeptes, venus parfois du socialisme comme M. Huwart, tous fidèles au credo que résume ce dernier, non sans s'être assuré d'un regard de l'approbation posthume de Maurice Violette, dont la photo trône derrière une vitrine dans son bureau : *« Ouverture humaine, gauche constructive et libérale, oui, monsieur, excusez-moi. »*

L'ombre pâle de Violette

Mais la morsure progressive de la grande couronne parisienne sur une frange du département, les aléas de la politique qui se décide dans les bureaux parisiens, le temps qui passe tout simplement, et, pour finir, la perspective de la nouvelle donne offerte aux assemblées départementales par les lois de décentralisation ont bouleversé le paysage. L'ombre du grand Violette est bien pâle aujourd'hui. Et menacée d'effacement. Chacun lorgne les maillons faibles où va casser la chaîne de la gauche et de sa tradition locale.

Sera-ce à Illiers, dont le conseiller sortant, M. André Gillot, vestige lui aussi d'un style III[e] République révolu, abrite derrière l'étiquette « divers gauche » un pragmatisme gentil et fluctuant ? Sera-ce à Nogent-le-Rotrou, avec la chute du commandeur Huwart ? Ou encore dans le canton de Maintenon, où la socialiste Josselyne Petit a atténué son crédit... en devenant conseiller municipal de la ville rivale, Épernon ?

Là ou ailleurs... La cause paraît en tout cas entendue, et la question d'avenir ramenée pour la gauche, dans l'immédiat, à la banale incertitude : RPR ou UDF à la tête du futur conseil général ?

Une chose paraît sûre : il faudra abandonner la quiétude un peu tarabiscotée de ce radicalisme polymorphe finissant pour entrer dans d'autres jeux. Le RPR, qui ne manque ni de représentants au conseil général ni de prétention à sa présidence, s'est pourtant fait petit, tout petit, pour laisser place au candidat de l'UDF. Avec, à la clé, un petit drame à Dreux-Sud, où la base chiraquienne frustrée de son candidat s'est rebiffée. Pourquoi fallait-il que le malaise vienne encore s'abattre sur Dreux, ensorcelée par le syndrome Front national qu'elle laissa sortir de ses urnes en septembre 1983 ?

Il en aura donc subi, des morts, Maurice Violette. A Dreux, précisément, sa ville, où le gotha de la gauche se bousculait, il y a dix-sept mois, près de son monument quelques jours avant la fameuse élection municipale, fleurs à la main, discours aux lèvres, pour essayer – en vain – d'exorciser l'effet Le Pen.

Et puis ces jours-ci à l'approche des 10 et 17 mars, c'est, vu de gauche, comme une autre agonie, à l'idée que le conseil peut « tomber » et le vieux fil précieux se casser. De cela M. Huwart parle avec gravité. Mais si l'on évoque devant lui son successeur, si on lui suggère que l'arithmétique pourrait faire pencher la balance du côté du RPR, alors là, il n'est plus grave, M. Huwart. Il ne sourit pas non plus, non, il rigole : *« Arithmétiquement ? Je dirais que c'est de la géométrie variable, oui, excusez-moi, monsieur. »*

MICHEL KAJMAN.

★ Quatorze cantons (sur 29) sont renouvelables en Eure-et-Loir. Le conseil général sortant comprend : 8 PS, 6 MRG, 1 divers gauche, 2 UDF, 2 UDF-PR, 7 RPR, 3 divers opposition. Contre les conseillers sortants de gauche, l'opposition unie présente un candidat RPR dans un seul canton, un candidat de ou soutenu par l'UDF dans sept cantons. Une primaire aura lieu dans le canton de Janville. Un candidat du Front national est présent dans chaque canton renouvelable.

LOIRET : neuf primaires au sein de l'opposition.

(De notre correspondant.)

Orléans. – Quatre-vingt-huit candidats se disputeront vingt sièges dans le Loiret. Mais aucun bouleversement n'est à attendre dans ce département acquis à l'opposition. M. Jacques Douffiagues, UDF-PR, maire d'Orléans, la seule personnalité marquante à solliciter à nouveau un mandat, se présente dans un canton sur mesure, Orléans-Bourgogne, qui regroupe la plupart des beaux quartiers de la cité. Le maire d'Orléans, qui a fait une malencontreuse chute aux sports d'hiver, fait une campagne discrète, dans le ton de l'UDF : réunions privées entre *« amis »*, mais pas de meeting public. Il n'y aura pas de candidat du Front national dans ce canton alors qu'on en compte une dizaine dans le département. *« C'est une délicatesse faite par Jean-Marie Le Pen au maire d'Orléans »*, dit-on du côté des socialistes.

Dans les rangs de l'opposition, la désunion a prédominé pour la désignation des candidats. Si à Patay, Châteaurenard, Saint-Jean-le-Blanc, Pithiviers, Puiseaux, Sully et Lorris – où les sortants sont bien implantés – la désignation s'est opérée sans trop de discussions, là où certains conseillers sortants ont décidé de « passer la main », en revanche, l'accord n'a pu se faire et la polémique a été vive, notamment à Meung-sur-Loire. Il y aura neuf primaires entre le RPR et l'UDF.

A gauche, il faudra suivre avec attention le scrutin dans les deux bastions du Parti communiste, le canton de Fleury-les-Aubrais et le canton de Chalette, ainsi qu'à Montargis, où le maire battu en mars 1983, M. Max Nublat (PCF), et son successeur à la mairie, M. Michel Brisson (RPR), seront aux prises. Les ambitions du PS sont mesurées : garder les quatre sièges soumis au renouvellement – à Artenay, Briare, Châtillon-sur-Loire et Saint-Jean-de-Braye – serait déjà un bon résultat pour les socialistes.

RÉGIS GUYOTAT.

MANCHE : en désaccord avec son parti, le maire socialiste de Cherbourg ne se représente pas

(De notre correspondant.)

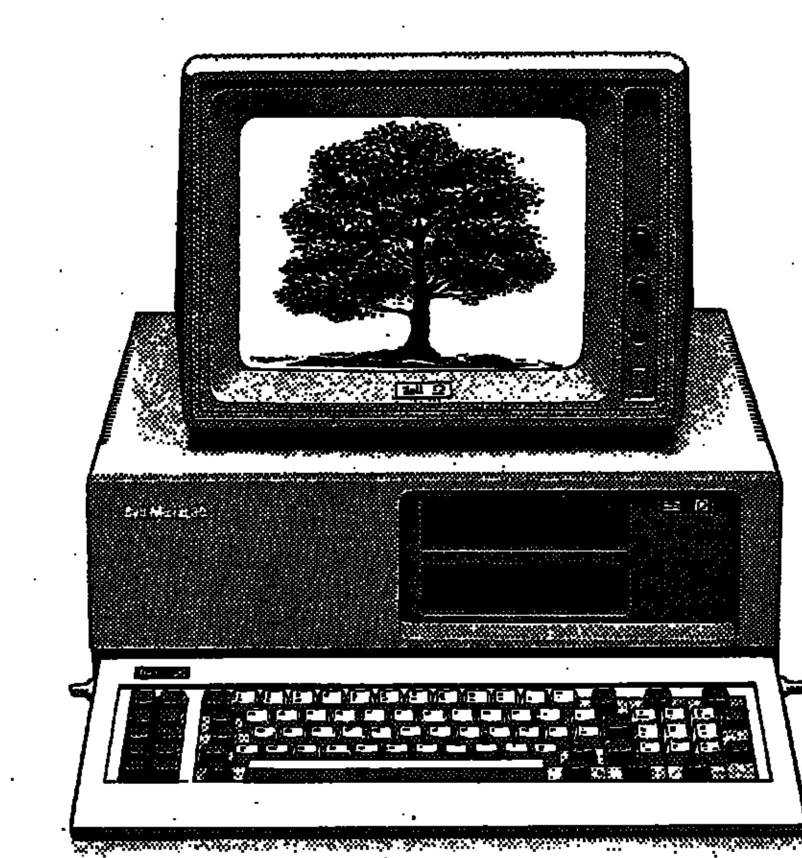
Cherbourg. – Sur vingt-six conseillers généraux renouvelables du département de la Manche, deux seulement, MM. Gosselin et Godefroy, ne se représentent pas. M. Paul Gosselin, depuis trente ans conseiller général modéré de Beaumont, où est implantée l'usine de La Hague, estime avoir suffisamment œuvré en faveur du développement nucléaire de la presqu'île.

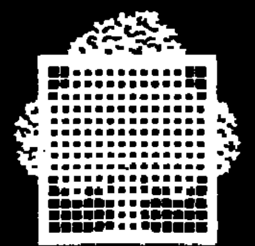
M. Jean-Pierre Godefroy, quarante-quatre ans, maire socialiste de Cherbourg, n'a pas digéré l'affront que son parti vient de lui infliger en permettant au ministre des PTT, M. Louis Mexandeau, de donner le feu vert, à la veille des cantonales, au projet de construction d'une passerelle trans-Manche à Caen, ville en concurrence avec Cherbourg.

Elu conseiller général de Cherbourg-Sud-Est, en 1982, à la suite du décès du sortant socialiste, M. Godefroy prend ainsi le risque de faire perdre son siège au PS, qui n'en compte que sept sur cinquante-deux à l'assemblée départementale.

Peu de bouleversements sont à attendre dans ce département à prédominance rurale. L'intérêt du scrutin réside à Cherbourg et dans le combat que l'UDF et le RPR se livrent dans la perspective des législatives et de la succession de M. Léon Joseau-Marigné (CNIP), président du conseil général, homme fort du département.

RENÉ MOIRAND.





société

LA CONTROVERSE SUR L'EFFICACITÉ DES MÉDECINES DOUCES

Certains produits homéopathiques ont des effets biologiques

Pour la première fois, une équipe scientifique française de réputation internationale vient de démontrer que des produits homéopathiques ont une action sur le métabolisme de certaines cellules humaines (1). Il s'agit d'un élément nouveau et essentiel dans le débat qui, depuis deux siècles, oppose les partisans et les adversaires de l'homéopathie. Ces derniers estiment que l'efficacité de cette pratique ne peut — quand elle existe — que relever d'un effet psycho-physiologique.

Deux expériences méritent d'être rapportées. La première a été faite sur des polynucléaires neutrophiles. Lors d'une inflammation, ces cellules libèrent des radicaux libres dérivés de l'oxygène, substances qui participent elles-mêmes à l'élaboration et à l'entretien du processus inflammatoire. Lorsqu'on stimule la production de radicaux oxygénés et que l'on ajoute ensuite deux produits homéopathiques à des dilutions très faibles (il s'agit de *Belladonna* et de *Ferrum phosphoricum*), on observe une inhibition de la production de ces radicaux oxygénés. Ce test a été répété sur dix-sept prélèvements sanguins différents. Il est important de noter que les résultats obtenus sont variables d'un sujet à l'autre, ce qui correspond à la règle homéopathique qui veut qu'un même produit ne puisse être utilisé de la même manière chez tous les malades. La même expérience a été faite avec un troisième produit, *Apis mellifica*. Elle s'est soldée par un échec, le pourcentage d'inhibition n'étant pas significatif.

Pour avoir une meilleure idée de l'importance de ces effets biologiques, le test a été fait sur les mêmes cellules sanguines avec deux puissants anti-inflammatoires, la Dexaméthasone et l'Indométacine. Avec ces deux médicaments, les pourcentages d'inhibition sont de l'ordre de 40 %. Ils avoisinent 25 % avec les produits homéopathiques.

Une deuxième expérience a été faite avec des prélèvements de sang sur douze patients allergiques (allergies à l'aspirine, à la poussière de maison, aux acariens etc.). Mises en présence d'un de ces allergènes (l'aspirine par exemple) certaines cellules sanguines (les basophiles), modifient leur structures (elles se « dégranulent »). Le phénomène est couramment utilisé dans les diagnostics d'allergie. L'expérience faite à l'unité 200 de l'INSERM montre qu'un produit homéopathique, *Apis mellifica* (du venin d'abeille très dilué), est capable, lorsqu'il est mis en présence des basophiles et de l'allergène, de diminuer fortement le pourcentage de dégranulation. Plus *Apis mellifica* est employé en dilutions faibles, plus ses effets sont importants. En revanche, lorsqu'il est employé en dilutions moins élevées, ce produit renforce et prolonge l'effet toxique de l'allergène.

Ni plus ni moins

D'autres expériences sont en cours dans l'unité du professeur Benvéniste. Selon des résultats encore préliminaires, il semble qu'un autre produit homéopathique (*Silicea*, employé à de fortes dilutions), agisse au niveau du métabolisme des macrophages (cellules qui participent à la défense immunitaire), cette action porterait sur la production du PAF Aceter, substance qui joue un grand rôle dans les mécanismes immunologiques.

« Lorsque j'ai accepté de tester ces différents produits homéopathiques, j'étais très sceptique, reconnaît le professeur Benvéniste. *Je ne connaissais rien à l'homéopathie, et ma culture scientifique — je dirais même scientiste — m'incitait plutôt à penser que l'homéopathie n'était qu'un placebo. D'où ma grande surprise à la vue des premiers résultats. »* La seule critique méthodologique que l'on puisse faire à ces deux études concerne l'absence de contrôle des sources de fabrication. Certains adversaires acharnés de l'homéopathie estiment que le laboratoire qui fabrique les produits homéopathiques a très bien pu remplacer, par exemple, *Apis mellifica* par des corticoïdes. Une accusation qui, selon le professeur Benvéniste, ne tient pas pour la bonne et simple raison qu'il n'existe, à sa connaissance, aucun médicament antiallergique capable d'inhiber aussi puissamment la dégranulation de basophiles humains. *« J'assume totalement ces résultats »*, déclare le professeur Benvéniste en insistant bien sur leur caractère purement biologique. *« Il ne s'agit surtout pas d'en tirer les conclusions quant à l'efficacité thérapeutique de ces différents produits. Un effet biologique a été trouvé. Ni plus, ni moins. »*

Lorsqu'on lui fait observer que c'est la première fois qu'une équipe de réputation internationale publie de tels résultats, le professeur Benvéniste hoche la tête : *« Que voulez-vous, c'est comme ça, on n'y peut rien. C'est un débat qui va sans doute me dépasser, qui me dépasse peut-être déjà. Mais les faits sont là. »*

F. N.

(1) Ces études sont menées dans le cadre d'un contrat entre les Laboratoires homéopathiques de France et l'INSERM. Le financement de ces recherches est en partie assuré par ces laboratoires ; leur rigueur méthodologique est garantie par l'Unité 200 de l'INSERM.

Le postulat de Samuel Hahnemann

Établi à la fin du XVIII[e] siècle par le médecin allemand Samuel Hahnemann, le principe de l'homéopathie repose essentiellement sur la « loi » dite des similitudes. Celle-ci veut qu'une substance qui produit des symptômes chez un être bien portant, puisse faire disparaître ce même symptôme chez un malade. Ces substances produisent parfois des réactions telles qu'il faut les diluer jusqu'au millionième ou au milliardième. A condition de les secouer violemment entre chaque dilution, elles gardent, même à des concentrations infinitésimales une réelle efficacité. C'est du moins le postulat qu'énonçait Samuel Hahnemann, un postulat totalement contesté par les nombreux détracteurs de l'homéopathie. Selon eux, il ne subsiste à de telles dilutions aucun principe actif, et l'homéopathie, de ce fait, ne peut donc avoir aucune efficacité thérapeutique autre que placebo (effet psycho-physiologique).

Les substances de base utilisées pour les produits homéopathiques appartiennent aux règnes végétal, animal ou minéral. Elles portent toutes un nom latin. Ainsi *Apis Mellifica* n'est autre que du venin d'abeille. La prescription homéopathique comporte le nom latin de la substance mère, suivi d'un chiffre qui indique le nombre des dilutions qui ont été faites.

Le président et les thérapies non conventionnelles

On n'interroge pas assez le président de la République sur les médecines douces. Depuis lontemps, sans doute, M. Mitterrand voulait s'exprimer sur le sujet. Il a pu, enfin, le faire grâce à... M. André Bergeron.

« Vous avez appelé mon attention sur le développement des techniques médicales non conventionnelles, appelées médecines douces ou parallèles, vient-il de répondre au secrétaire général de Force ouvrière, par ailleurs président de l'association FO-consommateurs. *« Il s'agit-là d'une réalité sociale qu'il n'est pas possible d'ignorer (...) Un rapport en ce sens a été remis l'année dernière au ministre de la santé* (1) *et sur sa demande. Une attestation de compétence en acupuncture sera prochainement délivrée dans les facultés de médecine ainsi qu'une attestation de compétense en médecine manuelle. »*

M. Mitterrand indique que va prochainement se mettre en place *« un groupe de réflexion réunissant de façon paritaire des scientifiques et des membres du collectif de défense des médecines alternatives. »*

Ce groupe sera chargé d'établir une méthodologie d'évaluation des pratiques médicales non enseignées en faculté.

Les précisions apportées par M. Mitterrand confirment un rapprochement entre des pratiques et des courants de pensée différents. Rapprochement qui ne va pas sans mal comme en témoignent l'échec de la concertation nationale sur le cancer, ou, plus récemment, les derniers développements de l'affaire Solomidès. Si un premier groupe des pratiques « nobles » (acupuncture, homéopathie, médecine manuelle) pourra sans doute trouver à terme droit de cité à l'Université (encore qu'il existe de forts noyaux de résistance, comme l'Académie nationale de médecine), tout laisse penser qu'il en ira différemment pour certaines « thérapies » marginales, souvent ésotériques dont l'inocuité n'est pas toujours démontrée. Pratiques dont les adeptes ne réclament nullement la reconnaissance officielle, satisfaits qu'ils sont de l'engouement du grand public et des bénéfices qu'elles leur permettent de réaliser...

J.-Y. N.

(1) Il s'agit du rapport Niboyet, demandé en 1982 par M. Jack Ralite, alors ministre de la santé et remis en 1984. Ce rapport a été analysé dans nos colonnes (*le Monde Aujourd'hui* daté 11-12 mars 1984).

RELIGION

LA RÉUNION DU CONSEIL FINANCIER DU VATICAN

L'Église compte ses deniers

Les « grands argentiers » de l'Eglise sont réunis à Rome du 5 au 7 mars pour étudier les problèmes financiers du Saint-Siège, et notamment un budget en déficit constant.

Le mythe des richesses du Vatican a la dent dure. En 1982, l'Eglise rendait public son budget pour la première fois de son histoire et révélait un déficit de 30 millions de dollars, qu'elle a réussi à éponger *« grâce à la réponse positive et généreuse des fidèles »*. On prévoyait à nouveau un déficit de 25 millions de dollars pour 1984, et les experts estiment que celui de cette année dépassera 30 millions.

Le Vatican, il est vrai, recèle des trésors inestimables, et l'Eglise est le plus important propriétaire immobilier romain, mais ce sont les liquidités qui manquent. Or les frais de fonctionnement du Saint-Siège ne cessent d'augmenter — sans parler des salaires et pensions de son personnel, dont une partie a récemment menacé de faire grève, ou des voyages de Jean-Paul II, — et les entrées d'argent ont du mal à suivre.

Comme ce sont les Eglises riches — américaine et allemande — qui contribuent le plus au budget du Saint-Siège, elles entendent exercer un droit de regard sur la gestion des finances vaticanes. D'où la décision de Jean-Paul II, en 1981, de créer un conseil financier, composé de quinze cardinaux, résidentiels et non italiens, parmi lesquels le cardinal John Krol, archevêque de Philadelphie, le cardinal Joseph Hoeffner, archevêque de Cologne, et le cardinal français Roger Etchegaray, président de la commission pontificale Justice et Paix.

Les quinze grands argentiers réunis à Rome cette semaine étudieront le bilan financier du Saint-Siège en 1984 et le budget pour cette année. Même si l'ordre du jour n'est pas fixé à l'avance, un certain nombre de sujets délicats requièrent l'attention du conseil. En premier lieu, l'avenir de la « Banque du Vatican » (Institut pour les œuvres de religion), qui a dû payer, en juillet dernier, 241 millions de dollars pour régler les dettes réclamées par un groupe de banques, à la suite de la faillite du Banco Ambrosiano de Roberto Calvi, retrouvé mort.

Ce scandale avait éclaboussé plusieurs personnalités religieuses, mais le Saint-Siège a toujours nié sa responsabilité dans l'affaire, et l'archevêque américain Paul Marcinkus, constamment mis en cause par la presse, a conservé ses fonctions de président-directeur général de la Banque du Vatican. Toutefois, Mgr Marcinkus ne participera pas à la réunion du conseil financier, qui a déjà exprimé le souhait que la Banque du Vatican, ainsi que d'autres administrations du Saint-Siège, soient confiées à des laïcs.

Outre les revendications du personnel laïque du Vatican, qui seront sans doute évoquées, deux sujets, véritables serpents-de-mer, seront, à n'en pas douter, à l'ordre du jour. D'abord, la « moralisation » des finances du Vatican — le pape a demandé qu'on lui fasse des suggestions — *« pour permettre au Siège apostolique de vivre grâce aux contributions spontanées des fidèles, sans avoir recours à d'autres moyens qui pourraient apparaître moins respectueux de son caractère »*, car *« la production des biens économiques et l'enrichissement des revenus sont étrangers aux finalités institutionnelles du Saint-Siège »*. Un euphémisme pour dire que spéculer n'est pas chrétien !

Dernier sujet, enfin, la réforme de la curie. On en parle chaque année, sans rien voir venir, et plusieurs cardinaux, peu familiers avec les lenteurs et les résistances d'une institution multiséculaire, qui prétend avoir l'éternité devant elle, s'étonnent de ces atermoiements. Pourtant, Jean-Paul II avait demandé à son secrétaire d'Etat en 1982 de favoriser par *« des documents exécutifs opportuns »* la mise en place d'*« une véritable communauté de travail »* au gouvernement central de l'Eglise.

ALAIN WOODROW.

Dans l'Ouest

Mgr HONORÉ ET PLUSIEURS COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES DEMANDENT A LA POPULATION DE SE MOBILISER CONTRE LE RACISME

(De notre correspondant)

Tours. — A l'initiative de l'Union des travailleurs immigrés du Centre-Ouest, plusieurs communautés religieuses de l'Ouest ont pris nettement position avant le premier tour des élections cantonales.

Sans citer le Front national, Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours, président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire ; le président de la région Ouest de l'Église réformée de France ; le rabbin de la communauté israélite de Tours et du Centre-Ouest, et la Fraternité orthodoxe de l'Ouest indiquent dans un communiqué :

« Nous demandons aux Tourangelles et aux Tourangeaux de ne pas se laisser prendre au piège de l'idéologie élitiste, contraire aux lois de la Bible, et par ceux qui vont jusqu'à laisser entendre, comme d'autres l'ont fait dans le passé en France, qu'il y a des êtres supérieurs et des êtres inférieurs et des races de valeurs inégales. Nous invitons la population à rejeter les arguments démagogiques inexacts et responsables de la haine et de la persécution. Nous exprimons le souhait que les hommes et les femmes fassent preuve d'humanité et se mobilisent contre toute forme de xénophobie et de racisme, contre ceux qui mettent en parallèle le chômage et la présence d'immigrés sur notre territoire. »

ÉDUCATION

M. Chevènement rassure les pédagogues

M. Jean-Pierre Chevènement vient de rendre hommage aux mouvements pédagogiques dont les militants avaient pu s'inquiéter de certaines déclarations du ministre de l'éducation nationale, qui avait semblé privilégier l'acquisition des connaissances par rapport à l'innovation pédagogique.

Dans une lettre adressée à neuf mouvements (1), M. Chevènement écrit : *« Les mouvements pédagogiques ont toujours joué un rôle essentiel dans l'histoire de l'école publique. Ils continuent aujourd'hui de lui être, à mes yeux, plus que jamais nécessaires. La tradition de l'école publique est, en effet, celle du progrès. »* Le ministre souligne que *« l'école ne peut suffire seule à la tâche immense de l'éducation nationale. L'éducation des enfants et des jeunes gens*, précise-t-il, *ne se confond pas avec leur instruction »*. La recherche pédagogique est ainsi présentée comme le prolongement indispensable d'une école qui doit instruire : *« Plus nombreux seront* [dans l'environnement de l'école] *les femmes et les hommes attachés à l'éducation des enfants et des jeunes, plus nombreuses seront les initiatives* (...) *et mieux la réussite de l'école sera assurée. »*

L'hommage final de M. Chevènement est particulièrment appuyé : « (...) *Au-delà des clichés paresseux et des notes passagères*, écrit-il, *je tiens à vous dire ma gratitude pour l'engagement désintéressé des dizaines de milliers d'éducateurs regroupés en votre sein. Je sais que des millions d'enfants et de jeunes bénéficient de leur dévouement exemplaire. »*

Les mouvements pédagogiques expriment évidemment une grande satisfaction à la lecture de ce message. M[me] Francine Best, directrice de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), se félicite de cette *« reconnaissance »* par le ministre, déjà exprimée — mais de façon moins appuyée — dans les déclarations faites à notre journal (*le Monde* du 30 janvier). Dans sa lettre, le ministre se félicite de l'organisation par l'INRP des Assises régionales de l'innovation et de la recherche en éducation, de mars à juin, avec les neufs mouvements pédagogiques.

(1) Francs et Franches camarades, Groupe français de l'éducation nouvelle, Office central de la coopération à l'école, Groupe d'étude pour la défense et la rénovation permanente de l'école maternelle, Institut coopératif de l'école moderne (pédagogie Freinet), Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale, Cercle de recherche et d'action pédagogique, Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, Ligue fançaise de l'enseignement et de l'éducation permanente.

L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

Une vitrine dans la crise

Avec quelque retard sur le calendrier civil, le coup d'envoi officiel de 1985, millésime retenu par l'ONU pour célébrer l'Année internationale de la jeunesse (AIJ), a été donné mardi 5 mars par M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports. Plus de quatre cents des mille projets présentés par les associations ont été sélectionnés pour recevoir le label officiel de l'AIJ. Le comité national de coordination chargé du choix, qui regroupe des représentants de l'État, des associations et des organismes concernés, a retenu quatre thèmes : l'insertion sociale et professionnelle, la culture et la communication, la libre circulation des jeunes entre pays et la solidarité entre générations et entre ethnies.

Une multitude d'associations locales ou nationales de jeunesse ont saisi l'occasion de l'Année internationale pour mettre en avant leurs projets : création d'une maison d'accueil à Champigny, échanges internationaux de musiciens dans la Manche, safari photo à Belfort, forum des ethnies à Paris, activités sportives pour handicapés à Lille, insertion professionnelle et animations scientifiques aux quatre coins de la France, etc.

Toutefois les propositions faites par deux organisations politiques de jeunesse (communiste et socialiste) n'ont, curieusement, pas reçu jusqu'à présent l'agrément de l'AIJ, malgré les protestations de leurs responsables.

Au demeurant, l'attribution du label officiel n'implique pas automatiquement celle de subvention. Seuls les projets *« innovants et durables »*, qui font participer les jeunes eux-mêmes et pour lesquels l'association et les collectivités territoriales consentent une partie de l'effort financier, seront aidés par le ministère de la jeunesse et des sports. Cela, afin d'éviter les colloques-alibis et les rassemblements-feux de paille.

Spots publicitaires

Ce risque n'est cependant pas écarté. Le crédit de 20 millions de francs consacré par le ministère de M. Calmat (et complété à hauteur de 30 millions par d'autres administrations) sera en partie absorbé par une série de manifestations-vitrines décidés par l'administration elle-même et dont les retombées pour l'ensemble des jeunes n'apparaissent pas évidentes. Il en est ainsi de l'aventure que vivront quatre cents jeunes à bord d'un train spécial reliant Paris à Pékin, ouvrant la voie, cet été, à des échanges économiques et culturels.

Le ministère de la jeunesse consacrera 2 millions de francs supplémentaires à une campagne destinée à *« donner une image positive de la jeunesse »* à travers des spots publicitaires. Le comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP), qui regroupe plus d'une dizaine d'associations diverses et assure le secrétariat de l'Année internationale, critique un tel *« coup médiatique »*. Il espère encore que l'Année internationale ne sera pas une gigantesque *« foire aux projets »*, mais permettra de définir *« une véritable politique d'ensemble pour la jeunesse »*, à la mesure de la crise.

PHILIPPE BERNARD.

L'école de la République sur les rails

M. Jean-Pierre Chevènement souhaite créer *« un grand mouvement d'intérêt en direction de l'éducation des jeunes »*. Le ministre de l'éducation nationale n'hésite pas à saisir toutes les occasions pour faire passer ce message. Pour vanter *« la diversité et la spécificité de l'école de la République, fer de lance de la modernisation »*, il a décidé d'organiser, en avril et mai prochains, un *« train forum éducation »*.

Du 15 avril au 31 mai, ce train composé de six voitures exposition, une voiture-hall décorée, une voiture bar et un dernier wagon audiovisuel, doit relier trente-trois villes de France, dont Belfort. A chaque arrêt seront organisées des Semaines de l'éducation au cours desquelles sont prévus des débats, des forums, des expositions, des journées portes ouvertes et des inaugurations d'établissements.

Pour réaliser et coordonner cette campagne, le ministère s'est assuré les services d'une agence de communication. Mais cette dernière, comme le précise le cahier des charges, devra travailler en étroite collaboration avec l'agence du ministère *« conseil permanent en communication »*.

Leur mission concerne l'aménagement et la décoration du train, l'organisation d'une campagne publicitaire auprès des quotidiens régionaux et la formation aux relations publiques d'*« un ou deux agents de vingt-sept académies »*.

Budget de cette opération promotionnelle : 3,7 millions pour le train et 3,8 millions pour les prestations de l'agence. Au total 7,5 millions de francs.

S. B.

LES FRÈRES WILLOT DEVANT LE TRIBUNAL DE PARIS

« Quand on n'est pas très riches... »

Ils sont là tous les quatre, les frères Willot, précédés d'une réputation qui les laisse apparemment sans émoi. Il est vrai, que pour Jean-Pierre, Antoine, Bernard et Régis, cette comparution devant la onzième chambre du tribunal de Paris ne constitue pas une première. En 1976, leurs activités les y avaient déjà conduits, et le rappel des condamnations prononcées alors ne pouvait être pour eux que de l'histoire ancienne. Ce nouveau procès, qui s'est ouvert lundi 4 mars pour trois semaines, concerne des agissements plus récents qui ont mené le groupe à un état de cessation de paiements. Pour l'accusation, cet état de cessation de paiements était avéré dès le mois de mars 1981, mais les quatre frères cherchèrent précisément à le dissimuler par des présentations de faux bilans ou de bilans inexacts sans autre objet que le camouflage des abus de biens sociaux.

En fait, ce nouveau procès raconte les ambitions et les appétits d'un quatuor, insatiable repreneur, comme on dit en économie – et aux conditions les plus avantageuses, – d'entreprises en déclin jusques et y compris aux Etats-Unis. Car, non contents de leur société initiale devenue la Société foncière et financière Agache-Willot et, depuis avril 1979, du rachat du groupe Boussac devenu, sous leur houlette, Boussac-Saint-Frères, ils ont encore repris Conforama, les Galeries Anspach en Belgique et, à New-York, l'affaire des magasins de détail Korvettes. Si cette boulimie ne fut pas toujours funeste, si par exemple Conforama, le Bon Marché ou Dior leur apportèrent des ressources, ces sociétés furent utilisées précisément au détriment d'elles-mêmes pour des investissements ailleurs, moins heureux et qui devaient finalement aboutir à la banqueroute.

Alors, patiemment, on a commencé par le commencement. Au moment de sa chute, le groupe Willot, avec ses quatre-vingts sociétés, était tenu pour le premier groupe européen de l'habillement et du textile. Il convenait de savoir comment avait été conduite cette ascension. L'interrogatoire a vite montré que, parmi les quatre frères, deux finalement jouèrent un rôle majeur : Jean-Pierre et Antoine. Jean-Pierre, petite voix de tête, geste précis et presque précieux, c'est l'homme de la finance. Antoine, qui lui ressemble vraiment comme un frère, c'est le technicien, l'industriel. Régis et Bernard seront vite conduits à l'effacement.

Du reste, Bernard, aujourd'hui agriculteur, a quitté le directoire d'Agache-Willot dès 1976 pour se retrouver simple administrateur. C'était précisément au moment du rachat de Boussac. *« J'y étais,* dit-il, *tout à fait opposé. C'était magnifique sur le papier, mais il suffisait de s'informer pour voir qu'il y avait là-dedans une telle pagaille que ça faisait peur. »*

Lui, Bernard, après la prise de possession de Conforama – *« qu'on avait très bien rétabli »,* – estimait donc qu'il était prudent de s'en tenir là.

Les hasards de Concorde

Le tribunal s'est montré fort intéressé par le fonctionnement de ce directoire où siégeaient, à l'époque, seuls les quatre frères. De 1978 à 1981, période incriminée, on n'y tint guère de réunions : cinq au total. Il est vrai, comme le fait remarquer Régis, que *« quatre frères qui ont chacun leur bureau dans une même grande pièce sont finalement en réunion permanente ».* Au regard de la loi sur les sociétés, ce genre de réunion ne suffit pas et les décisions qui y sont prises ont un caractère un peu trop unilatéral.

A quoi Antoine rétorqua que *« quatre frères qui s'entendent bien, ça a quand même une force et ça permet de faire pas mal de choses ».* De bonnes choses ? C'est toute la question.

Lui, Antoine, est donc devenu en avril 1979 président de Boussac-Saint Frères. *« Je prends donc à ma charge tout ce qui peut être reproché dans la gestion de cette société ».* On reproche effectivement des pratiques de trésorerie peu orthodoxes, des centralisations de comptabilité des différentes filiales qui ne permettent guère de savoir qui avait quoi.

Jean-Pierre ne s'en émeut pas. *« C'était dans l'intérêt de chacune des sociétés ».* Passer par Agache-Willot, ça leur donnait une garantie complémentaire.

« Pourtant, observe le président, M. Pierre Culié, *en votre qualité de créanciers d'Agache-Willot, n'aviez-vous pas un intérêt direct à tout faire remonter vers cette société ?*

– Nullement, le portefeuille d'Agache-Willot, je le connais parfaitement. »

Il s'est encore beaucoup amusé, Jean-Pierre Willot, à raconter comment se fit l'affaire Boussac. *« Ça s'est passé à la demande des pouvoirs publics,* ne manque-t-il pas de rappeler avec une malice non dissimulée. *Il se trouve qu'on a été préférés à d'autres. J'ignore pourquoi. Voulez-vous que je vous raconte ? Le 1er mai 1978, j'étais à bord de Concorde en route vers les États-Unis. Je ne pensais à rien. Tout d'un coup, en allant aux toilettes, je tombe sur un monsieur dont la tête me disait quelque chose parce qu'il me semblait l'avoir vu à la télévision. Effectivement, c'était M. René Monory, alors ministre. On bavarde : ça va ? – Oui, et vous ? – Moi ça va, mais c'est le gouvernement. C'est Boussac qui nous embête. Ça ne vous dirait rien de le reprendre ? Je lui ai répondu : ce n'est pas mon problème, je ne connais pas la situation, peut-être qu'on l'étudiera. »*

Jean-Pierre Willot en était là, revenu depuis longtemps des États-Unis dans sa bonne ville de Lille, lorsqu'en juillet 1978 on vient le relancer *« toujours de la part de M. Monory ».* Alors il s'est laissé faire non sans s'être malgré tout renseigné. *« Un vrai piège »,* dit-il aujourd'hui.

L'argent frais

« Pas tellement, objecte M. Culié. *D'abord vous traitiez à forfait. Vous achetiez uniquement les actions.*

– Pardon, entre la reprise et le dépôt de bilan on a perdu 250 millions.

– Mais avec Dior vous vous rattrapiez quand même. Vous aviez commencé par vendre les immeubles pour 95 millions en gardant le fonds de commerce pour lequel on devait ensuite vous proposer 300 millions. Comme Boussac vous coûtait en tout 700 millions qui devaient être payés à crédit en quinze ans, ça vous faisait pas mal d'argent frais sans que vous ayez eu à débourser quoi que ce soit. »

Il n'est pas d'accord, Jean-Pierre Willot. Il y avait, explique-t-il, l'emploi à préserver : *« J'avais dix mille personnes sur les bras qu'il m'a fallu prendre en charge tout seul. D'ailleurs, M. Jean-Maxime Lévêque, à l'époque président du Crédit commercial de France, banque du groupe, n'était pas chaud du tout. Mais moi je suis d'abord industriel. Je connais les problèmes sociaux. En quinze jours j'ai visité dix-sept usines dans les Vosges. Il fallait bien les faire tourner, et quand on n'est pas très riches...*

– Oh ! dit M. Culié, qui, dans le dossier, a relevé qu'entre 1978 et 1981 chacun des quatre frères encaissa des revenus de l'ordre de 3 à 5 millions, dividendes compris il est vrai, *vous n'étiez pas non plus très pauvres... »*

Tel est le ton. C'est celui d'une affaire financière où l'on est assuré, pour une fois, de ne point sombrer dans l'ennui.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

LA CRIMINALITÉ EN FRANCE DE 1980 A 1982

La délinquance financière a coûté plus cher que les hold-up et les agressions à main armée

La fraude en « col blanc » et la « criminalité par imprudence », les accidents de la route notamment, coûtent des centaines de fois plus cher à la collectivité que les hold-up à main armée, selon un rapport sur « les coûts du crime en France » publié lundi 4 mars.

Cette étude officielle du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), relative aux trois années 1980, 1981 et 1982, indique, notamment, que la fraude fiscale arrive très largement en tête des crimes (au sens pénal) commis contre l'Etat.

Les détournements d'impôts, qui se traduisent par *« un surplus d'impôts à payer pour les ménages qui ne peuvent frauder le fisc »,* ont atteint 86,45 milliards de francs en 1982, soit la moitié de l'impôt sur le revenu, en progressant d'environ 20 % par an. L'estimation, jusqu'alors citée, chiffrait la fraude fiscale à environ 100 milliards/an.

Cette fraude est près de 400 fois supérieure au montant des « hold-up et agressions à main armée », classé à la treizième place des diverses formes de criminalité avec 224 millions de francs volés dans les domiciles ou les banques.

Selon MM. Thierry Godefroy et Bernard Laffargue, les auteurs du rapport, cette estimation *« permet d'éclairer d'un jour différent la criminalité de relativiser le coût des hold-up, même si la comparaison est « critiquable parce qu'uniquement monétariste ».*

En matière de fraude fiscale, les infractions économiques et financières (escroqueries, abus de confiance...) ont représenté 5,2 milliards et les entorses à la réglementation sur les changes et douanières, 5,5 milliards.

Proxénétisme : 11 milliards de francs

Echappent aussi au fisc les revenus tirés du proxénétisme, évalués à 11 milliards de francs par an et, notamment, la part (le tiers environ) des proxénètes, les gains truqués dans les courses et les cercles de jeux où le montant des infractions constatées a été estimé à 7,1 milliards, soit un manque à percevoir de 2,6 milliards pour l'Etat. Le rapport note, en outre, le faux-monnayage (coût : 44,8 millions), le trafic de stupéfiants (un marché de 386 millions par an).

Les auteurs de ce rapport soulignent le *« lourd tribut »* que paient les Français à la *« criminalité par imprudence »,* c'est-à-dire les atteintes à la vie humaine, les accidents de la route ou du travail, les incendies, les sinistres, facture qui se répercute sur les cotisations des assurances ou sur les impôts.

L'étude du CESDIP l'a chiffré à 36,5 milliards de francs en 1982. *Cette année-là,* ont été recensés 12 157 tués et 83 427 blessés graves dans les accidents de la circulation. Dans 70 % des cas, les responsabilités sont déterminées, impliquant fréquemment des conduites en état d'ivresse. 1 359 morts ont été comptabilisés dans des accidents du travail. Les homicides et lésions volontaires (622 tués ou blessés) n'interviennent que pour 5 % environ du coût total.

Le coût de la délinquance classique, plus spectaculaire et souvent violente, est, dans ses implications directes, très nettement inférieur. Outre les agressions mortelles (dix morts en 1982), les vols dans les grands magasins ont coûté 600 millions de francs, les vols de véhicules à moteur 2,4 milliards de francs, les autres vols 2,1 milliards, les incendies volontaires 8,5 milliards.

Chèques impayés : 1,8 milliard

Le rapport a également chiffré le coût des chèques impayés (1,8 milliard de francs), – bien que le taux d'incidents soit de cinq cas pour dix mille chèques émis – et le coût des émeutes ou manifestations à 38,2 millions.

Pour lutter contre cette délinquance, l'étude Godefroy-Laffargue chiffre à 21,9 milliards de francs la part du budget de l'Etat qui a été consacrée en 1982 à *« réprimer et à prévenir le phénomène criminel ».*

Ces charges, difficilement réductibles, recouvrent les frais de police et de gendarmerie, le ministère public, les prisons, l'éducation surveillée, la protection des mineurs en danger, l'hébergement des inadaptés sociaux et les clubs de prévention. L'Etat ne récupère que les amendes (1,4 milliard en 1982) et le produit du travail des détenus (23 millions).

Au niveau économique, la criminalité profite toutefois aux secteurs privés spécialisés dans la protection des biens et des personnes, où le chiffre d'affaires a connu une *« très vive expansion »,* atteignant 19 milliards en 1982.

12,9 milliards sont revenus aux assurances, 2,1 aux avocats, 21, aux entreprises de gardiennage et de transport de fonds, 1,8 milliard aux sociétés fabriquant des systèmes d'alarme et de protection individuelle, 130 millions à la sécurité des grands magasins.

M. Balkany condamné pour diffamation envers le chef du cabinet du président de la République

Le maire de Levallois, M. Patrick Balkany (RPR), a été condamné, lundi 4 mars, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris à *2 000 francs d'amende pour diffamation* envers le chef du cabinet du président de la République, M. Jean Glavany, qui obtient 5 000 francs de dommages-intérêts (*le Monde* du 6 février).

Le 28 mars 1984, M. Balkany avait évoqué sur les ondes d'Europe 1 une démarche effectuée par M. Glavany pour réconforter un ami, en se livrant à un raccourci par lequel le chef du cabinet était venu *« faire libérer »* un militant socialiste, M. Farouk Medouni, en garde à vue au commissariat de Levallois.

Interpellé après une agression commise contre M. Balkany, le 30 janvier 1983, lors de la campagne des élections municipales, M. Medouni avait appelé par téléphone M. Glavany. Ce dernier s'était alors rendu au commissariat afin de signaler la situation particulière de M. Medouni, qui avait perdu son frère la veille. Ce dernier fut conduit sous escorte à l'hôpital Tenon pour se recueillir sur la dépouille mortelle de son frère avant d'être inculpé et placé sous contrôle judiciaire.

Dans son jugement, le tribunal note : *« En accordant une interview le 28 mars, soit plus d'un an après, M. Balkany ne saurait prétendre qu'il était encore sous le coup d'un émoi compréhensif. Il avait disposé d'un intervalle de temps suffisant pour se renseigner sur les raisons réelles de la présence de M. Glavany au commissariat de Levallois (...). Il ne s'agit pas là d'infidélités de détail résultant des nécessités de résumer des faits. Ces précisions changent la signification d'une démarche qui pouvait, de prime abord, déconcerter. »* Puis les magistrats ajoutent : *« Non seulement le prévenu n'en a pas fait état mais, par là même, il a pu formuler un commentaire offensant, susceptible de desservir* [M. Glavany] *dans l'opinion que le public pouvait se faire de l'ensemble de l'incident. »*

M. P.

● *Démantèlement d'un réseau de trafic d'héroïne.* – La brigade des stupéfiants du SRPJ de Marseille et l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants ont, après une enquête conjointe, démantelé un important réseau de trafic d'héroïne. Dix-sept personnes à Paris et six à Marseille ont été arrêtées et écrouées.

A ce jour, dans cette affaire, quarante-huit personnes ont été interpellées, en majorité de nationalité tunisienne. 5,8 kilogrammes d'héroïne et 680 000 F provenant de la vente des stupéfiants, ont été saisis.

● *La France réclame 287,8 millions de dollars pour les victimes de l'*Amoco-Cadiz. – Le gouvernement français a présenté officiellement au tribunal fédéral américain de Chicago, lundi 4 mars, une demande de 287,8 millions de dollars de dommages-intérêts pour les dégâts causés par le naufrage du pétrolier

● *Inondations au Brésil : deux cents morts.* – Deux cents personnes ont péri à la suite des pluies torrentielles qui tombent depuis le début de février sur les Etats brésiliens de Minas, Gerais, Espiritu-Santo et Rio. Au cours de la dernière semaine, les pluies ont aussi détruit les habitations de soixante mille personnes dans cinquante-deux localités du Nordeste. – *(AFP.)*

● *Le nouveau bureau de l'Association de la presse judiciaire.* – Au cours de son assemblée générale réunie au Palais de justice de Paris, lundi 4 mars, l'Association de la presse judiciaire a renouvelé son bureau. Jean-Marc Théolleyre (*le Monde*) a été réélu président ; Anette Kahn (*le Point*), Philippe du Tanney (*le Figaro*) et Nadine Speller-Lefèvre (*Agence centrale de presse*) sont élus vice-présidents. D'autre part, Maurice Peyrot (*Agence centrale de presse*) a été élu secrétaire général, Jean Oriol (*Agence France-Presse*), secrétaire général adjoint, et Marie-Louise Oriol (*Agence France-Presse*) trésorière.

Ladislas de Hoyos (*TF 1*), Claude Varène (*le Matin de Paris*), René Arnould (*Associated Press*), Marcel Pevsner, Georges Gherra et Richard Michel sont membres du bureau. Charles Blanchard, Gabriel Dupire (*la Croix*) et Marcel Montarron ont été désignés commissaires aux comptes.

LE TREMBLEMENT DE TERRE AU CHILI

Couvre-feu et sans-abri

135 morts, 7 disparus, 1 990 blessés, 4 900 maisons détruites et 21 300 endommagées, 150 000 sans-abri : tel était dans la soirée du 4 mars, le bilan du violent tremblement de terre qui a frappé le centre du Chili, le 3 mars à 19 h 48 (heure locale, soit 23 h 48, heure de Paris) et qui a été ressenti dans une grande partie du pays, de Copiapo à Valdivia, deux villes pourtant distantes de 1 500 kilomètres, ainsi qu'en Argentine.

Selon l'Institut de sismologie de l'université du Chili, la magnitude de la secousse était de 7,6 sur l'échelle de Richter. Le Geological Survey américain, de Golden (Colorado), pour qui la magnitude était de 7,4, a annoncé avoir enregistré dans les vingt premières heures qui ont suivi la secousse principale au moins vingt « répliques », dont les magnitudes étaient comprises entre 5 et 6,4. Sans compter les « répliques » moins fortes mais qui sont ressenties localement.

Santiago-du-Chili. – *« Dites-leur de me donner une autre maison », « Dites-leur que nous allons passer la nuit dehors. »* A l'approche de la nuit, les langues se délient à Santiago et expriment un mécontentement grandissant.

Au lendemain du séisme qui a jeté à la rue plusieurs dizaines de milliers de personnes, les habitants des quartiers périphériques de la capitale (quatre millions d'habitants) semblaient surmonter progressivement le « choc » d'une nuit d'épouvante.

Tirant, sur les trottoirs et les pelouses, matelas, lits, couvertures, chaises, sommiers et tout ce qu'ils avaient pu sortir de leur maison effondrée ou ébranlée, ils s'apercevaient surtout qu'ils ne pouvaient compter sur personne pour les aider.

Une jeune mère de famille, le teint couleur de plâtre, un enfant accroché à sa robe souillée de terre, ne se prive pas de critiquer pêle-mêle les autorités et les journalistes : *« On vient nous regarder comme des bêtes curieuses, on nous photographie, on nous enregistre dans des dossiers, mais qu'est-ce qu'on fait pour nous aider ? Nous sommes trente ici qui allons devoir dormir dehors. »*

Certains murs s'étaient abattus, laissant apparaître chambres et salles à manger, comme dans les maisons de poupée. Les habitants n'y pénètrent que pour en débarrasser les gravats qui encombrent le sol.

L'un des quartiers périphériques de Santiago les plus touchés a été celui de San-Bernardo. Dimanche soir, le toit de l'église s'y est effondré sur les fidèles, causant six morts. Lundi, l'accès du bâtiment était évidemment interdit. Quelques dizaines de personnes étaient rassemblées devant. En silence. A l'exception d'un homme d'une trentaine d'années, portant jeans et chemise, et qui une bible à la main sermonnait les passants : *« Repens-toi, repens-toi, pêcheur. Alleluia. » « Cela dépasse tout ce que l'on peut imaginer »,* a déclaré le joueur de tennis suédois Henrik Sundstrom, qui, avec ses camarades de l'équipe de Suède de Coupe Davis – Mats Wilander, Anders Jarryd et Stefan Edberg, – a vécu à Santiago le tremblement de terre qui les a tous *« nerveusement très affectés ».*

La plupart des grands centres urbains touchés par le séisme ont été privés d'électricité et d'eau potable.

Valparaiso, où neuf morts ont été recensés, manquait toujours d'électricité et d'eau potable douze heures après la catastrophe. La majorité de ses trois cent mille habitants, terrorisés, hésitaient à rentrer chez eux.

A San-Antonio, où au moins quinze personnes ont été tuées, 60 % des logements ont été endommagés ou rendus inhabitables, selon le témoignage d'un habitant de la ville.

La région la plus touchée est celle du triangle formé par Santiago, Valparaiso et San-Antonio, où vit la moitié de la population chilienne. Lundi matin, de nouvelles secousses ont accentué la peur et la nervosité de la population.

Le chef de l'Etat, le général Augusto Pinochet, rentré spécialement du sud du pays, s'est adressé à la nation, lundi à l'aube, au cours d'une brève allocution radio-télévisée. Il a notamment indiqué que les dégâts matériels étaient considérables.

Lundi, Santiago avait une activité presque normale. La plupart des commerces fonctionnaient ainsi que les administrations. Mais, sur décision du gouvernement, les bureaux devaient être fermés à 16 heures, et les rideaux des commerçants baissés à 17 heures.

Pour lutter contre les pillards, qui, ici comme ailleurs, tentent de profiter des circonstances, le gouvernement a décidé d'imposer le couvre-feu de minuit à 5 heures du matin. Une mesure qui va poser de graves problèmes à tous ceux qui ont quitté leur maison dans les quartiers les plus exposés pour chercher refuge dans des *zones moins vulnérables.* Le mécontentement grandit parmi les réfugiés, qui se plaignent du gouvernement qui *« ne fait rien ».* Carlos, la quarantaine, traînant sa fillette par la main, intervient pour « rectifier » : *« Si, ils ont fait quelque chose, ils nous ont remis le couvre-feu... ».* – *(AFP.)*

● *Action d'urgence internationale* reçoit les dons qui lui permettront d'envoyer au Chili ses équipes d'intervention. 10, rue Félix-Ziem, 75018 Paris. Tél. : 264-75-88 et 264-74-19. CCP 6 887 00 T, Paris.

● *Le Secours catholique* lance un appel pour les sinistrés du Chili. CCP 5 620 09 K, Paris.

● *Le Secours populaire français,* 9, rue Froissart, 75003 Paris, a ouvert une souscription. CCP 65437 H, Paris. Préciser « séisme Chili ».

Deux réfugiés basques grièvement blessés à Bayonne

De notre correspondant

Bayonne. – Deux réfugiés espagnols, MM. Gotzon Zabaleta, vingt et un ans, et Iosu Amantes, vingt-quatre ans, ont été grièvement blessés, lundi soir 4 mars, alors qu'ils consommaient dans un bar de Bayonne. Il était 20 h 15 lorsqu'un homme, le visage masqué par une cagoule, a pénétré dans le café Lagunekin par une porte dérobée. Etant donnée sa petite taille, le tenancier a pensé qu'il s'agissait d'un adolescent. Le tueur a alors fait feu à deux reprises sur quatre réfugiés accoudés au comptoir, à une distance de 4 mètres. Une troisième cartouche de chevrotines, calibre 12, a été retrouvée sur place, non percutée. L'agresseur s'est enfui par l'issue d'où il était venu, abandonnant dans le couloir sa cagoule et un fusil Winchester automatique

Les deux blessés, touchés à la poitrine, ont été opérés dans la nuit à l'hôpital de Bayonne ; mardi matin, leur état n'était plus considéré comme alarmant malgré la gravité des blessures. M. Amantes résidait en France depuis trois ans, M. Zabaleta depuis quelques mois. Aucun n'était connu des services de police.

C'est le premier attentat visant des réfugiés basques espagnols en France depuis le début de l'année après la série sanglante des dix assassinats commis, en 1984, par le Groupe antiterroriste de libération (GAL). Dans le quartier où a eu lieu agression, deux réfugiés basques ont déjà été tués, et deux autres y ont été enlevés.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

QUATRE CAMBODGIENS TUES A PARIS

Les cadavres de quatre Cambodgiens, tous tués d'une balle dans la tête, ont été découverts, lundi 4 mars vers 20 h 30, dans un grand appartement situé au vingt-quatrième étage d'un immeuble, 20 avenue d'Ivry à Paris (13e). Les quatre victimes étaient locataires : M. et Mme Try (le mari, Mengé né en 1945, l'épouse, Wanna née en 1961), M. Chow Man (né en 1965) et sa sœur Kuissey (née en 1960). Ces quatres personnes travaillaient dans la confection. C'est une de leurs amies, elle aussi locataire, qui découvrit les cadavres dispersés dans l'appartement. Aucune arme n'a été retrouvée sur place. En revanche les enquêteurs de la brigade criminelle ont retrouvé un certain nombre de douilles de cartouches provenant d'un « 22 long rifle ».

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Les stagiaires de la dernière chance

Le nom est long mais clair : Groupement des associations strasbourgeoises pour l'insertion par le travail. Ces cinq associations se sont lancées dans une entreprise, au propre et au figuré. L'appellation à la mode — entreprise « intermédiaire » ou « quasi-entreprise » — ne change rien au fond. Intermédiaire ? Sans doute parce que, à l'inverse de ce qui se passe habituellement dans le monde du travail, on n'engage pas les plus performants.

« Nos stagiaires, dit Fabien Weiss, secrétaire général du groupement, *sont ceux qui n'ont aucune chance, les derniers qu'on embauche ailleurs »*, ex-drogués, sortis de prison, vilains petits canards qui ne savent parfois pas lire, ni écrire, ni compter, à dix-sept, dix-huit ou vingt ans...

Avec ceux-là, ils font tourner cinq entreprises. On commence par signer avec eux un contrat de trente-neuf heures par semaine et on les met au travail. Ils passeront six mois environ, la scie, le pinceau, la pince ou la bêche à la main, ou à se faufiler entre les voitures de Strasbourg sur leur vélomoteur de coursier.

Trente-neuf heures de production ? Non, bien sûr. Les cinq chefs d'entreprise sont unanimes : il faut d'abord former des jeunes qui n'ont pas l'habitude d'assurer un travail suivi, d'enchaîner des activités dans un ordre logique. Trente-neuf heures qui en comportent quatre de formation théorique en atelier et quatre de formation générale.

Quand les patrons de PME, de PMI de la région s'étonnent, on leur propose de venir voir. *« Quoi que nous fassions, nous avons tort,* dit Fabien Weiss. *Si nous sommes moins chers, nous ne sommes pas crédibles ; sommes-nous plus chers, nous sommes éliminés. Le travail est bien fait : on crie à la concurrence déloyale car l'Etat nous subventionne et des associations nous gèrent... »*

Sans subventions, ils ne tiendraient pas. D'ailleurs, *« si une entreprise intermédiaire devenait autonome, elle se transformerait en SARL et ne serait plus un lieu qui emploie et forme des jeunes en difficulté »*, note le docteur Christian Brule, président du groupement et administrateur principal au Conseil de l'Europe. D'où leur objectif d'autofinancement — 50 % actuellement — plafonné à 70 % en 1987.

Mille candidats

Qui sont-ils pour s'être lancés dans une telle aventure ? Des travailleurs sociaux qui ont assumé des risques, car c'est *« la seule alternative à la psychiatrie et à la prison »*.

Chaque association soutient l'entreprise à laquelle elle a donné naissance.

Prenons le cas d'ENVIE. Quatre organismes sociaux travaillent avec l'entreprise : Emmaüs a apporté l'idée en même temps que la matière première (les appareils usagés) et le financement de départ (60 000 F en 1984). Emmaüs peut proposer soixante jeunes sans qualification et sans travail chaque mois. La ville de Strasbourg, qui accorde une subvention et prête un local (un hangar à aménager), en propose une vingtaine. La mission locale, qui met une personne à disposition pour gérer les problèmes de formation et de réinsertion après le stage, a, de son côté, mille jeunes en attente en permanence, et le centre d'accueil du Comité de lutte contre la drogue — il « prête » à ENVIE un psychologue et une assistante sociale — enregistre une trentaine de demandes par mois. Sans compter les quatre-vingt-seize demandes individuelles... Toutes ces demandes pour quelques postes de stagiaires.

ENVIE est seule à proposer une formation pratique d'électroménagiste en Alsace : les six mois écoulés, les stagiaires sont donc qualifiés et prêts à se placer sur le marché du travail. ENVIE est dépassée par la demande : elle vend cinquante appareils d'occasion par mois avec une garantie de trois mois et un service après-vente (prix moyen de l'appareil : 600 F). Pourtant, son responsable, Martin Spitz, sait qu'un jour le marché sera saturé. Il a prévu un créneau de remplacement : la réparation de bicyclettes.

Les Halles abritent la seule place chauffée de Strasbourg et connaissent, pour ce motif, une concentration de revendeurs et de drogués en hiver. Pierre Steffan, éducateur, arpente lui aussi cet endroit. Ses « clients » ont de douze à vingt-cinq ans. C'est parmi eux qu'il recrute les coursiers de l'entreprise Courséclair. On leur apprend mille choses : être à l'heure, se présenter correctement, suivre les consignes, rester en contact avec le standard pour faire un maximum de courses.

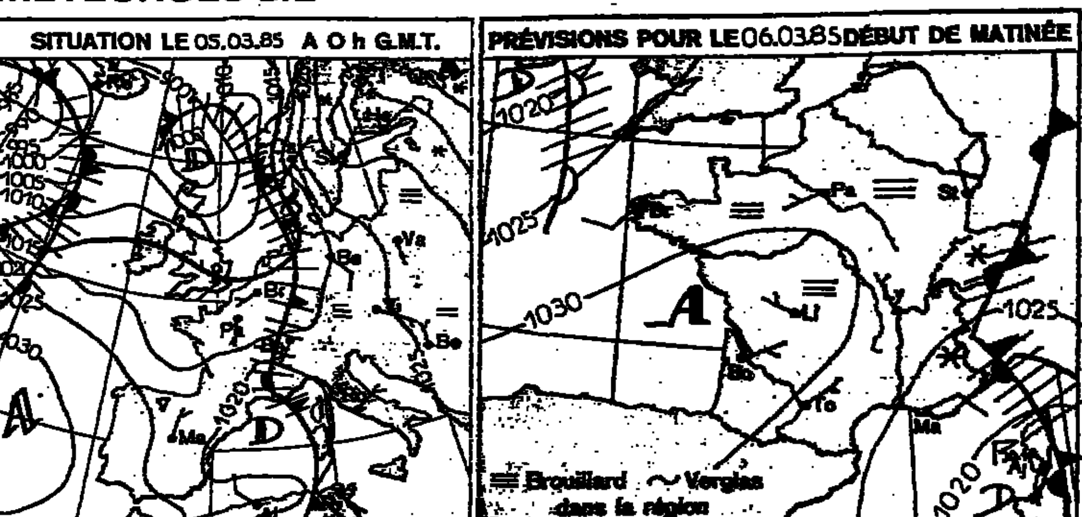
C'est un marché important, dit Pierre Gauthier, le responsable de Courséclair, qui compte quarante clients à ce jour. Les bons de course, remis aux clients, évitent les manipulations d'argent. L'embauche doit suivre, là aussi, la croissance de l'entreprise. *« Les mobylettes, avant, ils les volaient,* constate Pierre Steffan, *maintenant, ils travaillent avec. »*

DANIELLE TRAMARD.

★ **Groupement des associations strasbourgeoises pour l'insertion sociale par le travail, 4, rue de l'Arc-en-Ciel, 67000 Strasbourg, tél. : (88) 25-15-00.**

Subventions : ministère de la solidarité, conseil régional, conseil général, municipalité, Fonds social européen, Fonds national pour l'emploi, Caisse d'allocations familiales. Autofinancement : 50 %.

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le mardi 5 mars à 0 heure et le mercredi 6 mars à 24 heures.

Les hautes pressions du proche-Atlantique vont se décaler vers la France, protégeant passagèrement le pays. Mercredi matin, les nuages se situeront de l'Alsace au Lyonnais et au Languedoc. Il fera 2 à 3 degrés au lever du jour. Sur la Corse, la Provence et les Alpes du Sud, temps pluvieux et orageux, avec chutes de neige en montagne. Températures de 6 à 7 degrés. Sur toutes les autres régions de France, temps frais avec gelées de − 1 à − 4 degrés et brumeux. Les bancs de brouillard givrant seront localement tenaces.

Au cours de la journée, le mauvais temps se maintiendra sur le bord de la Méditerranée, où il fera 12 degrés.

Sur la Bretagne et les côtes de la Manche, le ciel deviendra peu à peu nuageux, puis couvert le soir, il fera aussi 12 degrés en milieu d'après-midi. Sur le reste de la France, beau temps, ensoleillé le plus souvent.

Les températures maximales varieront entre 10 degrés sur le Nord-Est et 14 degrés sur le Sud-Ouest. Le vent dominant, de secteur sud, sera modéré en général. En Méditerranée, vent d'est soufflant en rafales.

Sens d'évolution pour la fin de semaine

Une perturbation abordera l'Ouest et le Nord-Ouest de la France, jeudi. Elle pénétrera dans un champ de pression élevé et donnera peu de précipitations. Elle s'enfoncera vendredi vers la Méditerranée, où le rapide courant d'est ne faiblira que lentement. Ensuite, l'axe anticyclonique, qui s'établira samedi de la Scandinavie au proche-Atlantique, protègera la plus grande partie de la France des nouvelles perturbations océaniques.

Temps prévu pour la fin de semaine

Jeudi. — Un temps très nuageux prédominera du sud des Alpes au Midi méditerranéen, avec quelques ondées qui se localiseront plutôt de la Côte d'Azur à la Corse. Les vents, de nord-est à est, souffleront fort près des côtes.

Une autre zone de temps gris et faiblement pluvieux s'étendra, le matin, de la Bretagne et de la Normandie à la Vendée. Elle progressera lentement dans la journée pour se localiser, le soir, du Nord au Centre et aux Pyrénées.

Ailleurs, la matinée sera brumeuse et un peu fraîche, avec de faibles gelées, puis des éclaircies se développeront.

PRÉVISIONS POUR LE 6 MARS 1985 A 0 HEURE (GMT)

Les températures minimales seront comprises entre − 2 et 5 degrés. Les températures matinales atteindront 9 à 15 degrés du nord au sud.

Vendredi. — La matinée sera le plus souvent brumeuse dans l'intérieur et souvent nuageuse sur les régions méridionales, où il pleuvra un peu. Dans la journée, quelques ondées pourront encore se produire près de la Méditerranée, où les vents de secteur est commenceront à faiblir.

Samedi. — Après une matinée brumeuse et souvent fraîche, avec des gelées de 0 à − 4 degrés dans l'intérieur, de belles périodes ensoleillées se généraliseront l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le mardi 5 mars à 7 heures, de 1 021,2 millibars, soit 766 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 mars ; le second, le minimum de la nuit du 3 mars au 4 mars) : Ajaccio, 15 et 10 degrés ; Biarritz, 10 et 5 ; Bordeaux, 12 et 1 ; Bourges, 10 et 1 ; Brest, 10 et 1 ; Caen, 10 et 2 ; Cherbourg, 9 et 2 ; Clermont-Ferrand, 10 et 1 ; Dijon, 9 et 3 ; Grenoble-St-M.-H., 9 et 9 ; Grenoble-St-Geoirs, 10 et 0 ; Lille, 9 et 0 ; Lyon, 10 et 3 ; Marseille-Marignane, 14 et 7 ; Nancy, 9 et 2 ; Nantes, 12 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 9 ; Paris-Montsouris, 10 et 7 ; Paris-Orly, 9 et 1 ; Pau, 9 et 4 ; Perpignan, 11 et 7 ; Rennes, 11 et − 1 ; Strasbourg, 12 et 3 ; Tours, 10 et − 1 ; Toulouse, 11 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 8 ; Amsterdam, 9 et − 1 ; Athènes, 13 et 11 ; Berlin, 8 et 1 ; Bonn, 10 et 3 ; Bruxelles, 9 et 2 ; Le Caire, 17 et 8 ; îles Canaries, 21 et 15 ; Copenhague, 1 et 1 ; Dakar, n.c. et 18 ; Djerba, 21 et 7 ; Genève, 4 et − 3 ; Istanbul, 10 et 0 ; Jérusalem, 12 et 4 ; Lisbonne, 14 et 7 ; Londres, 10 et − 1 ; Luxembourg, 7 et 2 ; Madrid, 11 et − 1 ; Montréal, − 15 et − 17 ; Moscou, − 5 et − 12 ; Nairobi, 28 et 12 ; New-York, 0 et − 3 ; Palma-de-Majorque, 18 et 4 ; Rio-de-Janeiro, 28 et 22 ; Rome, 16 et 7 ; Stockholm, − 4 et − 10 ; Tozeur, 21 et 10 ; Tunis, 18 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du lundi 4 et du mardi 5 mars 1985 :

DES DÉCRETS

● Du 1er mars 1985 pris pour l'application de l'article 92 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

● Du 1er mars 1985 pris pour l'application de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 6 MARS

« La Conciergerie », 15 h, 1, quai de l'Horloge (Caisse des monuments historiques).

« Salons, grand amphithéâtre, chapelle de la Sorbonne », 15 h, 47, rue des Écoles (Caisse des monuments historiques).

« Exposition Holbein », 14 h, Louvre, porte Jaujart (Bouchard).

« Vestiges et curiosités de la montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La collection Walter-Guillaume », 15 h, entrée du musée de l'Orangerie (Jaslet).

« Passages couverts autour de la rue Saint-Denis », 14 h 30, métro Etienne-Marcel (Paris pittoresque).

CONFÉRENCES

MERCREDI 6 MARS

18 h 30 : Centre Georges Pompidou : « La pensée d'Emmanuel Levinas ».

19 h 30 : 5, rue Largillière, P. Poulain : « La religion grecque et les mystères de l'âme ».

18 h 30 : 35, rue des Francs-Bourgeois, P. Longone : « La démographie, impératif européen nº 1 ».

20 h 30 : 60, boulevard Latour-Maubourg, Y. Dienal : « Motivations de l'Esprit ».

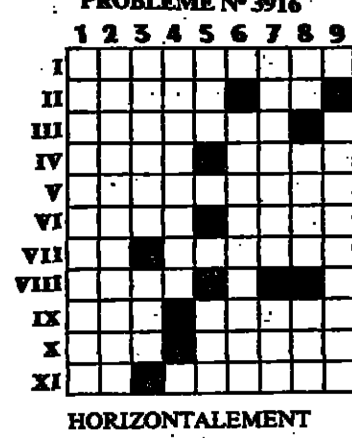
QUARANTE MILLE ORCHIDÉES AU PARC FLORAL

La société française d'orchidophilie présente, pour la deuxième fois, son exposition d'orchidées au parc floral de Paris à Vincennes. Jusqu'au 10 mars, les visiteurs pourront contempler 40 000 orchidées originaires de toutes les parties du monde ou issues des hybridations réussies depuis plus de cent ans.

★ Parc floral de Paris à Vincennes, route de la Pyramide, Vincennes, Val-de-Marne. Ouvert tous les jours, de 10 heures à 18 heures (jusqu'à 20 heures les samedis et dimanches). Entrée : 25 francs (15 francs pour les tarifs réduits).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3916



HORIZONTALEMENT

I. Commerce de Chinois. — II. Chute de pierres. Préposition. — III. Retire donc toute possibilité de fuite. — IV. Se montre très affecté. Qui vit donc sur un petit pied. — V. Droit de passage. — VI. Ne réponds donc de rien. Sous le manteau. — VII. Caractères communs aux ladres et aux radins. Mouvements de grève. — VIII. Encaisse. — IX. Marque un point. On peut le quitter en passant des bretelles. — X. Laisse un vide. Une faveur ou un honneur. — XI. Négation. Qui donne envie de fumer.

VERTICALEMENT

1. Dans ce cas, on a parfois affaire à de fortes têtes. — 2. Arrive seul mais jamais sans bagages. — 3. Terme « d'affection ». Robe des champs. — 4. Investit dans des propriétés foncières. — 5. Coupant ou qui ne se coupe pas. Partie de campagne. — 6. Plein d'os. — 7. Qui a donc marché jusqu'à épuisement. Ville du Nigéria. — 8. Préfixe. Culmine dans la Montagne Noire. Moyen de communication. — 9. Montre donc des signes de fatigue.

Solution du problème nº 3915

Horizontalement

I. Balconnet. — II. Opale. Ite. — III. Sprinters. — IV. Sarcoptes. — V. Ere. No. — VI. Lay. Eh ! NN. — VII. Ut. Stores. — VIII. Tartes. — IX. Huit. — X. Lycéenne. — XI. Lime. Suif.

Verticalement

1. Bosselure. — 2. Apparat. Li. — 3. Larrey. Thym. — 4. Clic ! Sauce. — 5. Oenométrie. — 6. TP. Hottes. — 7. Niet. Re. Nu. — 8. Etrennes. Ni. — 9. Tessons. Nef.

GUY BROUTY.

STAGES

CROIX-ROUGE. — La Croix-Rouge organise, au centre permanent de formation l'Albaron à Modane, divers stages sanctionnés par un diplôme d'Etat. Du 25 au 29 mars, du 22 au 26 avril et du 27 au 31 mai : brevet national de secourisme ; du 2 au 8 mars et du 18 au 24 mai : premiers secours en milieu sportif ; du 3 au 7 mars et du 28 avril au 3 mai : mention réanimation ; du 13 au 19 avril et du 8 au 14 juin : monitorat national de secourisme ; du 17 au 25 mars : secourisme en montagne l'hiver ; du 11 au 16 mai : monitorat Croix-Rouge française ; du 12 au 17 mai : secourisme routier ; du 2 au 7 juin : brevet national de secourisme aquatique.

★ **Centre permanent de formation l'Albaron, Croix-Rouge française, 235, rue de l'Isle, BP 40, 73500 Modane. Tél. (79) 05-18-33.**

ILE-DE-FRANCE

POUR SA PREMIÈRE SAISON

Le Palais omnisports de Bercy a attiré plus d'un demi-million de spectateurs

Pour sa première saison, les Parisiens n'ont pas boudé le Palais omnisports de Bercy. De février 1984, date de l'inauguration par les Six Jours cyclistes, jusqu'en août de la même année, plus de 560000 spectateurs ont franchi les portes de la pyramide aux parois de gazon. Ce chiffre a été fourni par M. Guy Drut, adjoint au maire chargé des sports, au cours de la séance du Conseil de Paris le lundi 4 mars. Il répondait à une question de M. Philippe Farine, qui, au nom du groupe socialiste, s'étonnait que le bilan de la première année d'exploitation n'ait pas encore été communiqué à l'assemblée municipale.

Pendant les sept mois de la première saison, Bercy a été ouvert au public durant 72 journées, soit un tiers du temps, le reste étant pris par les « changements de décor ». Les manifestations sportives et les spectacles se sont partagé par moitié ces 72 jours d'activité. Ainsi qu'il était prévu, les premières n'ont attiré que 190000 spectateurs, tandis que les concerts pop, les représentations d'*Aïda* et les Nuits de l'armée ont vu affluer 370000 spectateurs.

Au total, les gestionnaires du Palais omnisports ont enregistré un peu moins de 30 millions de francs de recettes. Les charges et la redevance qu'ils ont versées à la Ville (4,6 millions de francs) ont mis leur compte d'exploitation en léger déficit. Les pertes s'élèvent à 587 000 francs, ce qui a été considéré comme *« satisfaisant »* par M. Alain Juppé, adjoint au maire chargé des finances. Le Conseil de Paris a voté en décembre dernier une rallonge de 50 millions de francs pour améliorer le fonctionnement du Palais omnisports, notamment en accélérant les transformations de la salle.

Les impôts locaux à Paris : + 4 %

Au cours de cette même séance, les conseillers de Paris ont à nouveau polémiqué à propos des impôts locaux que les Parisiens paieront en 1985. M. Alain Juppé a confirmé que pour les habitants, les commerçants et les artisans de la capitale dont la situation n'a pas changé d'une année à l'autre, la taxe d'habitation, la taxe foncière et la taxe professionnelle (les trois ressources essentielles de la Ville) augmenteront de 4 % et non pas de 6 % comme il avait été annoncé lors du vote du budget.

Cette modération de la pression fiscale, qui place Paris parmi les villes les moins imposées de France, s'explique par le mode de calcul des impôts locaux. Depuis le mois de décembre 1984, le Parlement, comme il le fait chaque année, a régularisé les bases nationales d'imposition de la taxe d'habitation et de la taxe foncière. D'autre part, les calculs ont fait apparaître que la matière imposable avait augmenté à Paris en raison de la modernisation des logements et de l'activité satisfaisante des entreprises. Pour obtenir les 6,4 milliards de francs qu'escompte la Ville des impôts locaux, il suffit donc d'appliquer aux bases d'imposition ainsi majorées un taux de 4 %.

M. A.-R.

annonces associations

Appels

S.O.S. ÉCOUTE JUIVE
326-60-00 — 326-69-99
Tous les soirs de 20 h à 0 h 30.

Particuliers et entreprises, PAYEZ MOINS D'IMPOTS et encouragez la création artistique en souscrivant au CREA (Centre de Rencontres Entreprises, Architectes et Artistes Plasticiens). c/o Décision 4, impasse Guéménée 75004 Paris.

Assoc. 13e, disposant Micro-ordinateur pro : traitement texte, comptabilité, fichier, partagerait ses capacités. Conditions à voir. Tél. : 588-12-91.

Manifestations

FORUM 106
PARIS 1985. FACE AUX PAUVRETÉS ACTUELLES QUELLES SOLIDARITÉS ?
Soirée-débat jeudi 14 mars avec H. Klipfel, Dir. Sec. Cath. 18 h 30 - 22 h. Repas sur place. Rens. 106, rue de Vaugirard 75006 Paris, Tél. : 548-77-08.

Sessions et stages

« DU SOCIAL A L'ÉCONOMIQUE : MONTAGE D'UNE ENTREPRISE INTERMÉDIAIRE ».
De A à Z, les étapes de création d'une activité économique à partir d'un projet social. Stage du 18 au 22 mars 1985. Renseignements BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS : 95, boulevard Voltaire, Paris 11e. Tél. : (1) 355-09-48.

Centre Nat. Volontariat organise formation vie associative pour jeunes + 18 ans (TUC, autres) engagés dans associations. 2 j/semaine du 20/3 au 30/6. Rens. : CNV, 130, rue des Poissonniers 75018. Paris. Tél. : 264-97-34.

PLAISIR DE DANSER-PLAISIR DE CRÉER Stage improvisation-composition 25/29 mars niv. 1 ; 1/5 avril niv. 2. DANSE ACTUELLE-CEPHEE 41, rue St-Georges 69005 Lyon. (7) 892-99-94.

TENNIS ÉQUITATION ANGLAIS à Pâques en Angleterre pour élèves du secondaire, pratique intensive. Rens. : GEC 7, rue Delaunay 78 Versailles.

Expression orale et communication
entraînement à la prise de parole à Paris 3, 4, 5 avril.
Expression Corporelle Analytique
avec Jean Le Du pour une véritable culture des affects et des pulsions.
à Paris 30 mars - 2 avril
Inscription à C.D.R.
108 bis, rue de Vaugirard, 75006 Paris.
Tél. : (1) 222-07-48.

MICRO-INFORMATIQUE
Nombreux stages d'informatique. Stages d'initiation : session du samedi matin à partir du 6 avril, samedi après-midi à partir du 9 mars. Stages intensifs : « Introduction à la micro-informatique en milieu professionnel », du 18 au 22 mars 85. Gestion de fichiers : à partir du 16 mars 85. Salle machines à disposition des stagiaires.
IC, 71 bis, rue de Vaugirard 75006 Paris.
Tél. : 544-05-14.

ANGLAIS, ESPAGNOL, CHINOIS, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSE. Apprentissage efficace, rapide, joyeux, par la suggesto-pédagogie à sa source française - 326.22.64.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE ÉLISABETH BING
ORGANISENT POUR ADULTES, ADOLESCENTS, ENFANTS
à PARIS : week-ends de sensibilisation, ateliers hebdomadaires de longue durée, stages intensifs,
et dans les principales villes de PROVINCE et tous PAYS FRANCOPHONES.
Prochainement : ateliers de longue durée par week-ends mensuels à STRASBOURG.
FORMATION PERMANENTE
Documentation sur demande : BPG 245.75227 PARIS CEDEX 05

TAI-JI QUAN
Stage d'été 85 en Aveyron. Rens. : Institut de Tai-Ji Quan 18, rue d'Italie 13006 Marseille — Tél. : (91) 48-88-58.

● Prix de la ligne 30 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
● Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription au J.O.
● Chèque libellé à l'ordre de Régie-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi daté mercredi à Régie-Presse LMA, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

culture

THÉATRE

« LES TROIS CHALEURS », de John Berger

Les vaches désertent les fermes, sauf en Afrique

La scène du Théâtre de l'Est parisien, avenue Gambetta, est confiée jusqu'au 17 mars à une dizaine de moutons, un chien de berger, un cheval de trait.

Ces acteurs à quatre pattes, amateurs mais très doués, jouant juste, pas truqués du tout, résident d'habitude en Haute-Savoie, du côté d'Annemasse.

C'est dans les mêmes montagnes que se trouve John Berger, l'auteur de la pièce *les Trois Chaleurs*. Britannique de naissance et de passeport, John Berger, l'un des écrivains les plus en vue outre-Manche, a choisi, depuis vingt ans, la campagne française, le Lubéron d'abord, et à présent les Alpes. Il écrit la nuit, mais le jour il fauche les foins, coupe les arbres, soigne les bêtes ; ses amis du village tiennent à lui parce qu'il est fort comme un Turc et travaille vite.

John Berger a écrit *les Trois Chaleurs* pour des animaux plutôt que pour des femmes et des hommes, parce que la campagne est aujourd'hui un monde en survie, déserté par les humains, mais aussi par les animaux. Surtout, peut-être, par les animaux.

Les bovins, les volailles, qui assuraient, dans un monde normal, la tonte et le regain des prés, qui donnaient une vie aux fermes, n'appartiennent plus désormais à l'agriculture, mais à l'industrie : ils sont détenus dans des usines à viande de consommation. Ils n'ont d'animaux que le nom, ils ne tiennent plus sur leurs jambes, ils n'ont plus de regard.

Lorsque les fermes étaient encore en vie, jusque dans les années 50, les vaches, qui couraient sur l'herbe et rentraient le soir à l'étable (elles y connaissaient leur place), avaient chacune leur nom, et elles y répondaient. Les familles des fermiers partageaient leurs jours et leurs nuits, les humains n'auraient su respirer sans les animaux, ils se reconnaissaient en eux. Les bêtes exigeaient beaucoup de temps, beaucoup de peine, mais c'était cela la nourriture des terres, le renouveau des grains, des fruits, il y avait entre les animaux, les végétaux et les hommes une entente familière, une confiance : l'équilibre de la vie reposait sur ces trois partenaires. Aujourd'hui, si l'on veut voir du bétail et des poulets animer les haies, les chemins, répondre à l'appel des fermières, il faut aller en Afrique.

John Berger sait bien que, pour ces quelques animaux survivants de son village alpin, le voyage et le séjour à Paris ne sont pas une vraie fête, mais il a eu raison de s'en remettre à eux pour jouer sa pièce, parce qu'au moins cela rappelle leur existence. Moutons, chien, cheval, sont là pour manifester.

Sur la scène figurent aussi, dans l'ombre d'une grange, une femme et deux hommes, Andrée Tainsy, Jean-Claude Frissung, Olivier Perrier, qui apportent des précisions sur cette vie des animaux, leurs préférences suivant l'heure ou la saison, leurs migrations, et comment ils se conduisent lorsqu'éclatent les orages, si violents dans la montagne.

Le texte de John Berger a été traduit de l'anglais en français par Claude Yersin. La mise en scène est faite par Olivier Perrier et Claude Yersin.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Est Parisien, 20 h 30.

MUSIQUE

CRÉATIONS ET REPRISES A L'INTERCONTEMPORAIN

Tous gagnants !

Les règles conjuguées de la prudence et de l'économie domestique ordonnant de ne pas mettre tous ses œufs dans un même panier, il est rare de sortir pleinement satisfait d'un concert de musique contemporaine ; il est d'autant plus facile, alors, de se rendre compte qu'une œuvre tranche nettement sur les autres. Le laisser entendre sans blesser personne est presque impossible. Mais s'il se produit, comme c'était le cas lors du dernier concert de l'Ensemble intercontemporain du 28 février, que les quatre œuvres du programme suscitent un égal intérêt, fût-ce pour des raisons diverses, on ne saurait échapper au blâme de n'avoir pas désigné de vainqueur et de se réfugier frileusement derrière l'ordre d'exécution.

Dans *la Voix des voix*, on reconnaît d'emblée les caractéristiques de l'univers sonore de Michaël Lévinas (né en 1949) : les cuivres font vibrer par sympathie les timbres des caisses claires placées à côté d'eux, le son instrumental se trouve toujours grossi et déformé par l'électro-acoustique, le souffle, les cris d'oiseaux, les « rires » y tiennent leur place habituelle. On pourrait souhaiter que le compositeur renouvelle un peu plus les sources de son inspiration, mais comme c'est le seul domaine sur lequel un créateur n'a pas de prise, on se réjouira de ce que cette nouvelle œuvre présente les signes d'une recherche d'articulation et de développement plus nette qu'auparavant. Le thème de la gamme chromatique y apparaît comme la basse obstinée d'une passacaille qui voyagerait sans cesse ; le tintement des cloches-tubes ou les coups sourds des percussions, perçant le double rideau instrumental et électro-acoustique, ponctuent le flux sonore sans entraver le déferlement des vagues.

Pour suivre Elliott Carter

Formant un contraste salutaire, *Hop*, de Pascal Dusapin (1955), est une partition exclusivement instrumentale, n'utilisant que des sons purs, faite de traits vifs et cinglants. La nuance générale se situe elle aussi principalement dans le *fortissimo*, mais c'est un autre monde, placé sous le signe de la lumière éclatante des cuivres et du hautbois. Le titre, emprunté à une phrase de Beckett, s'applique peut-être à la pirouette désinvolte sur laquelle l'œuvre finit, après deux incursions très réussies dans de mystérieux *pianissimos*. Jouant sur la confrontation de blocs de sonorités homogènes (cuivre contre cordes par exemple), *Hop* semble animé surtout par le plaisir de « faire-sonner-ensemble » et le souci d'un discours nettement articulé, confirmant une évolution sensible chez ce compositeur encore jeune et attentif à ne pas en rester là.

Violoncelliste à l'Ensemble intercontemporain, Pierre Strauch (1958) a déjà donné la preuve du sérieux de sa vocation de compositeur. Après *la Folie de Jocelin* pour quatre cordes, créée l'année dernière, il donnait lui-même la première à Paris d'un *Mouvement* pour violoncelle seul, qui se présente comme une suite de variations. Chacune d'elles se caractérise par un mode de jeu particulier, où la virtuosité a sa part, mais contrairement à ce qu'on pouvait craindre cette virtuosité, créatrice de couleurs et de structures extrêmement variées, est au service d'une pensée plus synthétique. C'est une musique fine, acérée, austère, mais qui ne manque ni de lyrisme ni d'esprit. Dernière œuvre de la soirée mais non la moindre, le *Triple Duo* d'Elliott Carter (1908) pour violon et violoncelle, flûte et clarinette, piano et percussion, écrit il y a deux ans, témoigne de la singularité de ce compositeur, habitué à travailler toujours sur des structures complexes et qui réussit à donner tour à tour le sentiment qu'on suit sa pensée puis qu'on en perd le fil au milieu d'un écheveau inextricable... En outre, la magie des timbres est soigneusement préservée : l'indifférence apparente de l'écriture instrumentale n'est là que pour faire briller davantage les sonorités ou les résonances lorsque la tension du contrepoint se relâche. Compositeur réputé difficile, Elliott Carter n'est pas ingrat pour ceux qui acceptent d'essayer de le suivre.

GÉRARD CONDÉ.

CINÉMA

« ALPHABET CITY », d'Amos Poe

On ne quitte pas la Mafia

Un quartier de Manhattan où les rues sont désignées par des lettres de l'alphabet. Et, là-dedans, un garçon d'une vingtaine d'années, Johnny, jeune caïd du pavé, imposant la loi de la Mafia aux drogués, aux prostituées, aux marginaux.

Il y a deux ans, *Subway Riders*, film noir « underground », attirait l'attention sur Amos Poe par son atmosphère de cauchemar et de dérive à la David Goodis. *Alphabet City* est, techniquement, plus soigné, plus travaillé et se rapproche avec ostentation de certains modèles américains : Samuel Fuller, Martin Scorsese.

Comme dans *Subway riders*, Amos Poe utilise deux couleurs principales : rouge feu et bleu nuit, pour recréer, en images de violence et d'angoisse, les dangers d'un univers urbain où les hommes rôdent comme des loups, où règnent le crime et la corruption, où les voitures filent à toute allure sur le bitume luisant. Thème classique de film noir : on ne quitte pas impunément la Mafia. Démonstration de virtuosité : la mise en scène se veut si brillante, si nerveuse, qu'elle dévore presque les personnages.

Johnny (Vincent Spano) n'est que vaguement défini par son attachement à sa famille, son amour pour sa compagne et leur bébé. On le voit surtout comme une mécanique en mouvement, un revolver au bout du bras. Une faune déshumanisée l'entoure, le cerne. Action avant tout, morts en série ; même les innocents risquent d'être massacrés. Film-secousse : on dirait que tout New-York va s'abîmer dans un tremblement de terre ou une éruption volcanique.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

DISQUES

« Vu », du Velvet Underground

On sait ce qu'en général les fonds de tiroir, en matière d'enregistrements édités à titre posthume, ont de promesses non tenues. Ce disque du Velvet Underground fait exception. Les sessions qui se situent entre février 1968 et septembre 1969 étaient supposées honorer un contrat qui liait le groupe à la firme Verve pour quatre albums. Libre de ses droits, le Velvet Underground changea de compagnie mais le disque ne vit jamais le jour et les bandes disparurent, entrant dans le domaine de la légende. Ce sont ces bandes que Polygram a retrouvées par hasard en décidant de rééditer les trois premiers albums du groupe new-yorkais.

Bien que remixé avec les techniques d'aujourd'hui, le son est garanti d'époque, crasseux, crépitant, proche du mono, et, en tout cas, très peu « stéréo-typé ». Dix morceaux, précieux et nécessaires, qui vont à l'essentiel, dénudés et dépouillés. On trouve là toute la magie troublante et dangereuse de ce groupe définitif qui débuta avec Andy Warhol et dont l'influence a marqué les années 70, continuant de hanter les années 80 : de Roxy Music à David Bowie, de Jonathan Richman à Lloyd Cole, des psychédéliques aux punks, tous lui doivent quelque chose.

Il y a beaucoup à apprendre à réécouter les disques du Velvet Underground. La simplicité au premier chef : les compositions tiennent pratiquement sur les mélodies, éternelles, profondes, et sur les voix, tranchantes comme le couperet, chargées des trépidations de la ville, traductrices d'un monde interlope et porteuses d'une poésie urbaine. La violence ici est presque silencieuse, calme, l'urgence presque à l'arrêt dans ce parti pris minimaliste où même les instruments acoustiques jettent une électricité cinglante.

Dire que le Velvet Underground était un groupe sombre, c'est ne rien dire. Ils étaient ce que le rock a de plus subversif, ils étaient les mots interdits, les sons décapants, la beauté du diable. Nico les avait quittés, John Cale s'apprêtait à le faire, Sterling Morrison, Maureen Tucker et Doung Yule retourneraient dans l'anonymat tandis que Lou Reed envisageait déjà d'entamer une carrière à la première personne où il pousserait encore plus loin les limites et connaîtrait seul le succès qu'ensemble ils n'avaient jamais connu.

Le Velvet Underground était à l'époque le meilleur groupe américain. Ils étaient juste les seuls à le savoir.

ALAIN WAIS.

★ Polydor, 823721-1.

FESTIVALS

A AVIGNON

La nouvelle direction annonce son programme

Le XXXIXe Festival d'Avignon a lieu du 6 au 31 juillet. Les spectacles seront moins nombreux que les années précédentes et leur exploitation sera plus longue. Pour la première année de sa direction, Alain Crombecque a repris un certain nombre de projets déjà engagés, en particulier la participation du Festival à l'Année de l'Inde avec la création du spectacle de Peter Brook, *le Mahabharata* dans un nouveau lieu, la Carrière Callet, le *Kathakali du Kamandalam* (du 9 au 13) aux Célestins et douze concerts dans la Cour de l'Archevêché (8 au 19).

Dans la Cour d'honneur, la Comédie-Française présentera *Macbeth* (du 6 au 13) dans la mise en scène de Jean-Pierre Vincent, *Lucrèce Borgia* par Antoine Vitez (du 25 au 30). Le TNS créera *Emilia Galotti*, de Lessing, par Jacques Lassalle (Cloître des Carmes, du 8 au 13). Tadeusz Kantor présentera au gymnase du lycée Aubanel un nouveau spectacle : *Qu'ils crèvent les artistes* (du 15 au 24). Le Centre dramatique d'Aubervilliers coproduit avec le Festival *la Nuit de madame Lucienne*, de Copi, avec Maria Casarès, mise en scène de Jorge Lavelli (Théâtre municipal, du 25 au 31). Philippe Adrien dirigera à la Chartreuse un atelier de recherches, de mai à juillet. Le groupe Alertes de Grenoble créera *Groom* d'après Jean Vautrin.

D'autres jeunes metteurs en scène et jeunes comédiens participeront au Festival et Théâtre ouvert, qui est de retour, donne « carte blanche » à des acteurs qui liront des textes contemporains de leur choix.

La danse est présente avec Merce Cunningham dans la Cour d'honneur (du 16 au 19), Karole Armitage au Théâtre municipal (du 18 au 22), Daniel Larrieu au Cloître des Célestins (du 19 au 24), Karine Saporta salle Benoît XII (du 23 au 27), Odile Duboc (du 26 au 29).

Jacques Robert revient pour établir un programme de cinéma qui raconte la naissance du septième art. Un grand développement est donné aux arts plastiques, avec la collection d'art moderne de la Fondation Maeght, exposée à la Grande Chapelle du Palais des papes en juin et juillet. Seront également exposés les dessins de Roger Blin à la Chapelle des Célestins, de Kantor à la salle de théologie, de Francis Ponge, et à la Maison Jean Vilar les arts du spectacle en Inde.

Signalons que le Festival d'Avignon, cette année, est parrainé par la Caisse d'équipement des collectivités locales.

PETITES NOUVELLES

■ **A LA MÉMOIRE DE MARIANNE OSWALD.** — Un office religieux à la mémoire de la chanteuse Marianne Oswald, morte le 25 février, sera célébré en l'église Saint-Séverin, (Paris-5e), le mercredi 6 mars à 11 h 45.

■ **LES FOUILLES DU LOUVRE.** — L'établissement public du Grand Louvre organisera, les 9 et 10 mars, de 10 heures à 16 h 30, des visites guidées des 11 000 m2 de fouilles de la cour Napoléon. Une opération « portes ouvertes » avait déjà attiré, les 20 et 21 octobre 1984, neuf mille visiteurs. De plus, une exposition présentera sur place une sélection des pièces les plus intéressantes découvertes sur le site.

■ **LES BLOW MONKEYS.** — Les britanniques Blow Monkeys, qui inventent une musique entre rock, soul et jazz, mêlant l'acoustique à l'électricité et les cuivres aux cordes, font leur première apparition sur une scène française ce mardi 5 mars à 20 h 30, au théâtre Tristan Bernard (64, rue du Rocher, Paris 8e).

■ **LA JEUNESSE CHANTE A BERLIN.** — Les activités d'été du Festival de Berlin seront consacrées à la musique. Du 7 au 14 août, les jeunes chanteurs et chanteuses — solistes ou en chorale — sont invités à travailler ensemble des œuvres de Bach, Haendel, Mahler, présentées ensuite au public sous la direction de Fritz Weisse (le 10 août), et celle de Claudio Abbado (le 14), dans un théâtre en plein air, la Waldbühne.

Les candidats doivent envoyer avant le 15 mars une lettre indiquant leur âge, leur registre de voix, leur expérience de chant choral au Berlinder Festspiele GmbH, z. H. Torsten Mass, Budapesterstrasse 50-D 1000 Berlin 30, téléphone 19/49/30 2 63 41. Les candidats sélectionnés sont hébergés gratuitement, mais doivent prendre en charge leur transport et autres frais.

Coup de talent dans l'Hexagone

L'opération Coup de talent dans l'Hexagone se propose, depuis le 18 février et jusqu'au 31 mars, de mettre en relation les jeunes créateurs des régions. Plusieurs milliers de personnes sont concernées par cette initiative qui a nécessité un an de préparation et brasse un grand nombre de disciplines, culture et communication confondues.

Dans ces rencontres décentralisées, soutenues par le ministère de la culture et réparties en six pôles d'attraction, le rock se taille une place de choix : dans la région Midi-Pyrénées, après avoir présenté le 5 mars un tremplin des groupes amateurs sélectionnés pour le Printemps de Bourges, Toulouse accueillera dans la nuit du 9 au 10 mars le « rock méditerranéen ». L'originalité de ce plateau, retransmis en direct sur FR 3, étant de proposer une expression qui s'affranchit des consonances anglo-saxonnes.

Pour le Nord-Pas-de-Calais, le 10 mars à Lille, le groupe Agence Tass donnera la réplique à un match de tennis opposant Ilie Nastase à Tarik Benhabiles. Toujours à Lille, Tuxedomoon, le groupe de San-Francisco installé à Bruxelles, se produira le 15 mars, et Alain Bashung le 16.

C'est en Bretagne qu'auront lieu les moments forts, avec le lyrisme et le sens du drame du groupe Marc Seberg mis en scène par Peter Chatel les 19 et 20 mars à Rennes, le 21 à Fougères. Création du Théâtre chorégraphique de Rennes avec le groupe End of Data du 21 au 23 mars, et unique apparition européenne de Clash le 20 mars avec Touré Kunda en première partie. Enfin, en Franche-Comté, le groupe Raoul Petite produira son show caustique le 29 mars à Montbéliard.

A. W.

Vasquez le trait féroce

Les lecteurs du *Canard enchaîné* connaissent bien Vasquez de Sola, qui s'en prend chaque semaine aux hommes politiques dans les colonnes du journal satirique. Mais en exposant à la Casa de Espana, il montre un autre aspect de son travail : il met de la couleur sur ses traits de crayon et s'attaque à la sérigraphie pour caricaturer des peintres, des musiciens, des écrivains...

Que le dessin soit d'un dépouillement extrême (comme dans ces portraits de Colette, Simone de Beauvoir, Gandhi), ou, au contraire, qu'il fourmille de détails (Dubuffet, Molière, Dali), l'observation est d'une telle acuité qu'elle en est troublante et même parfois un peu agaçante quand Vasquez — il l'avoue dans le catalogue — a *« un peu trop poivré et salé »* : la sobriété lui va mieux qu'une emphase occasionnelle qui laisse trop apparaître le procédé.

Pas de politique, du moins au premier degré, dans cette exposition. Vasquez de Sola tente ici d'exorciser le démon franquiste qui le hante depuis toujours, en rendant hommage aux victimes de trente-sept ans de dictature, avec, par exemple, ce portrait de Juan Ramon Jimenez ainsi légendé : *« Prix Nobel de Littérature, il ne retourna en Espagne que mort, comme tout le monde. »*

On rencontre aussi Beethoven, Picasso, Kafka, Shakespeare, Garcia Lorca, Einstein, Sartre... il faudrait les citer tous, qui partiront bientôt à New-York pour revenir ensuite faire un tour d'Europe.

S. D.-S.

★ 7, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris. De 16 heures à 20 h 30, sauf le mardi. Catalogue : 10 F. Entrée libre (jusqu'au 17 mars).

Iouri Lioubimov invité à Nice

Le metteur en scène Iouri Lioubimov, qui vient de présenter *les Possédés* au Théâtre de l'Europe et qui a renoncé à prendre la direction de la maison de la culture à Bobigny, a signé une série de contrats avec l'Opéra de Nice, a annoncé le directeur artistique, M. Pierre Medecin. Iouri Lioubimov reprend les 26, 28 et 30 avril le *Rigoletto* qu'il a créé la saison dernière à Florence. Il a d'autre part donné son accord pour monter *Don Giovanni* de Mozart, dirigé par Jeffrey Tate en septembre 1987, en coproduction avec les Opéras de Lyon et de Stockholm, et pour mars 1988, en coproduction avec les Opéras de Houston et d'Oslo, la Tétralogie de Wagner, dirigée par Berislav Klobucar. Pour 1989, un projet avec le *Macbeth* de Verdi est à l'étude.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ROMÉO ET JULIETTE : Athénée (742-67-27), 19 h.

IMPASSE PRIVÉE : Athénée, salle Berard, 18 h 30.

LE BAISER D'AMOUR : comédie italienne (321-22-22), 20 h 30.

AMOUREUX SAUVETAGE : Palais des Glaces (607-49-93), 21 h.

FORUM NOHAIN : Tristan Bernard (522-08-40), 18 h.

LA PORTE, LA CRISE : Marie-Stuart (508-17-80), 20 h 30.

DOUBLE MORT D'UN CRIMINEL ORDINAIRE : Cergy, CC (030-33-33), 21 h.

LA DOUBLE INCONSTANCE : Créteil, Maison des arts (899-94-50), 20 h 30.

DOM PERLINPLIN : Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30.

UN ŒDIPE AMÉRICAIN : Quai de la Gare (585-88-88), 20 h 30.

LA POUSSIÈRE DE SOLEILS : Dejazet (887-97-34), 20 h.

LES FEMMES FATALES : Cinq Diamants (588-01-00), 20 h 30.

LA VOIX HUMAINE : Vieille Grille (707-60-93), 20 h 30.

L'AIR DU LARGE : Marie Stuart (508-17-80), 19 h 15.

PINOCCHIO : Créteil, Maison des arts (899-94-50), petite salle, 20 h 30.

LA FAUSSE SUIVANTE : Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

☞ COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Félicité.

☞ CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, 20 h : Hernani ; Théâtre Gémier, 20 h 30 : Hôtel de l'homme sauvage, de J.-P. Fargeau.

ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h : Kung Lear, de Shakespeare ; mise en scène d'Ingmar Bergman (en langue suédoise).

☞ TEP (364-80-80), 20 h 30 : les Trois Chaleurs.

BEAUBOURG (277-12-33), IRCAM (278-79-95), 20 h 30 : Luigi Nono (Sofferte onde serene Greai ai gelidi mostri).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), lyrique : 18 h 30 : le Médium.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Volpone, de Jules Romains ; 18 h 30 : Marie Paule Belle.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : la Milliardaire, de G.-B. Shaw.

Les autres salles

☞ A. DEJAZET (887-97-34), 20 h : la Poussière de soleils.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

ARCANE (338-19-70), 20 h 30 : le Terrier.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Asmodée.

ARTISTIC-ATHEVAINS (355-27-10), 20 h 30 : Théâtre à mains nues.

ATHÉNÉE (742-67-27) Salle L.-Jouvet, 19 h : Roméo et Juliette ; salle Ch. Bérard, 18 h 30 : Impasse privée.

☞ BASTILLE (357-42-14) 21 h : Still Life.

☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.

☞ CARTOUCHERIE, Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Rêves. Th. de l'Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : les Incurables.

CINQ DIAMANTS, 20 h 30 : les Femmes fatales.

CC XVIII (227-68-81), 20 h 30 : Charivari.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), La Resserre, 20 h 30 : le Dernier Jour d'un condamné ; Galerie, 20 h 30 : le Plus Heureux des trois.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : le Baiser d'amour.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : Tokyo, Un bar, Un hôtel.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille : 22 h : Scènes de ménage.

EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : le Misanthrope.

ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Morpioni's palace.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : la Parenthèse de sang ; 22 h 15 : Adam et Eve.

☞ ESPACE MARAIS (271-10-19), 18 h 30 : les Hivernants.

ESSAION (278-46-42), I. 20 h 30 : Un habit d'homme.

☞ FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : Orphée aux enfers.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Pink Thunderbird.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Guérison américaine.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34). I. 18 h : Le pupille veut être tuteur ; 20 h : Enfantillages ; 21 h 45 : Jonas. — II. 18 h : les Métamorphoses de Robinson ; 20 h : Orgasme adulte échappe au zoo ; 21 h 45 : Cocktail Bloody M.

☞ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 21 h : Lou Andréas Salomé.

☞ MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : l'Ouest, le vrai.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : la Porte, la Crise.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : la Berline.

☞ MATHURINS (265-90-00), 20 h 45, Un drôle de cadeau. Petite salle, 20 h 45 : les Fantasmes du boucher.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle, 21 h : Duo pour une soliste.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) (J. D. soir), 20 h 30 : Louloute.

ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Amoureux sauvetage.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : Halo.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 18 h 30 : Dernière lettre d'une mère juive soviétique à son fils ; 20 h 30 : Ma femme.

☞ PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Double foyer.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39), 21 h : Une clé pour deux.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

SPLENDID-SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Tous aux abris.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES : 20 h 45 : De si tendres liens.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 45 : les Bâtisseurs d'empire.

☞ THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le lion.

☞ THÉATRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : les Nuits et les Jours.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30), Petite salle, 21 h : Games.

THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : la Madeleine de Proust en forme.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Lysistrata.

THÉATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h : le Petrel Fulmar ; 22 h : Ce qui est bon dans la tarte.

☞ THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h 30 : les Oiseaux ; Petite salle, 20 h 30 : l'Arbre des tropiques.

THÉATRE DU QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : Un œdipe américain.

THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la lune qu'elle vienne.

THÉATRE DE LA VILLA (542-80-72), 20 h 45 : Oncle Vania.

TOURTOUR (887-82-48) 20 h 30 : les Mille et Une Nuits ; 22 h 30 : Carmen cru.

TRISTAN BERNARD (522-08-40), 18 h : Forum Nohain.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les Temps difficiles.

Mardi 5 mars

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : 2 000 moins 15 ; 22 h : Baby or not Baby ; 23 h 30 : Chants d'elles.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84). I. 20 h 15 : Arouh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle !

BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y en a marr...ez vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

UNDERGROUND GALERIE 55 STATION (326-63-51), 21 h 45 : Herr Karl (en anglais).

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Fenêtre sur cœur ; 22 h 15 : Des gratte-cul dans la crème fraîche.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 : Reste avec nous ; 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h : Les dieux sont tombés sur la secte ; 21 h 30 : Marshall nous voilà.

TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre : 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée ; 22 h 30 : Dédé s'tire.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : la Voix humaine.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

La danse

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Cie A. Germain.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : Ballet national de Marseille.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30) 20 h 30 : el Teatro del Arte Flamenco.

TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : G. Demarteau, Cie Laumarlec, Cie R. Descartes.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : J.-L. Caillat.

ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : Ph. Val, P. Font.

GYMNASE (246-79-79), 21 h : Thierry Le Luron.

LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h 30 : A. Aurenche.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-41-42), 20 h 30 : Maqome-e d'Azerbaidjan.

☞ MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye-Bye Show-Biz

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : E. Macias.

PALAIS DES CONGRÈS (758-14-04), 21 h : M. Sardou.

☞ PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Holiday on Ice

ZENITH (200-22-24), 20 h 30 : Sheila.

Les concerts

☞ Salle Gaveau 20 h 30 : V. Spivakov (Bach, Beethoven, Brahms).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. Garcia-Navarro (Mozart, Mahler, Beethoven).

☞ Théâtre des Champs-Elysées, 18 h 30 : B. Antoine, D. Abramovitz (Ravel, Debussy).

Saint-Thomas-d'Aquin, 21 h : La Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. J.-Cl. Malgoire (Bach).

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Chorale E. Brasseur, Orchestre français d'Oratorio, dir. J.-P. Lore (Cimarosa).

Salle Cortot, 20 h 45 : M. Fausta Galassini, B. d'Harcourt (Rossini, Donizetti, Giuliani).

Eglise des Billettes, 20 h 30 : J. Amade (Bach).

Institut autrichien, 18 h 30 : M. Varshavsky ; K. Raps.

Jazz, pop, rock, folk

BAINS DOUCHES (887-34-40), 20 h : Blow Monkeys.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : F. Guin Qwing Quintet.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 20 h 30 : The Last Poets ; 22 h 30 : D. Ponce.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Y. Chelala.

MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger.

MUSIC'HALLES (261-96-20), 22 h : M. Ducret, Ph. Mace, Ch. Schneider

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Guilhot/Arvanitas.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J. Griffin, H. Sellin, P. Caratini, Ch. Bellonzi.

THEATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : F. Bebey.

En région parisienne

ASNIÈRES, CCA (790-63-12), 20 h 45 : Victor Hugo visionnaire.

☞ BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB, (603-60-44), 20 h 30 : la Mouette.

CERGY, CC (030-33-33), 21 h : la Double Mort d'un criminel ordinaire.

CHATILLON, CCC (657-22-11), 21 h : Paradis Graffiti.

CHOISY, Th. P.-Eluard (890-89-79), 20 h : Orchestre Pro Arte de Paris (Gershwin).

CLAMART, CC J. Arp (645-11-87), 20 h 30 : Six Heures au plus tard.

CRÉTEIL, Maison des arts A.-Malraux (899-94-50), 20 h 30 : la Double Inconstance ; Petite salle, 20 h 30 : Dans le ventre de la baleine, Pinocchio.

ÉLANCOURT, APASC (062-82-81), 21 h : Tard dans la nuit.

GENNEVILLIERS, théâtre (793-26-20), 20 h 30 : l'Ecole des femmes.

MALAKOFF, Th. 71 (655-43-45), 20 h 30 : Cinéma-Concert.

MASSY, CC P. Bailliart (920-57-04), 20 h 30 : le Bout du voyage.

NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 : la Fausse Suivante.

SAINT-DENIS, Th. G. Philipe (243-00-59), I, 20 h 30 : Oncle Vania. II, 20 h 30 : Max Gericke.

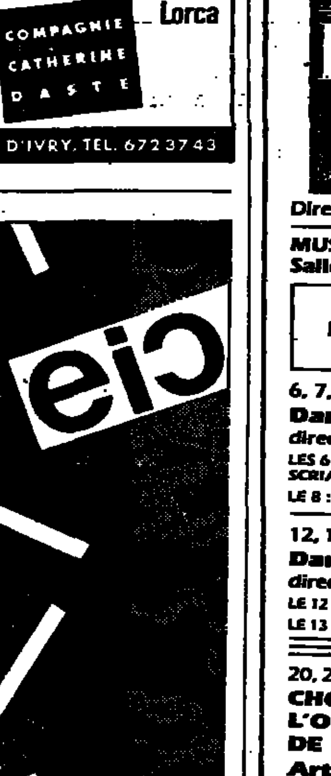
SARTROUVILLE, théâtre (914-23-77), 21 h : Trio Ravel (Haydn, Saint-Saëns, Schubert).

TRAPPES, Grenier à sel (062-84-38), 20 h 30 : Un drame musical instantané.

VERSAILLES, Th. Montansier (950-71-18), 21 h : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. : L. Segerstam (Segerstam, Beethoven, Schumann).

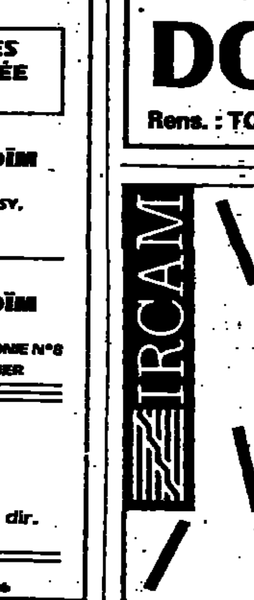




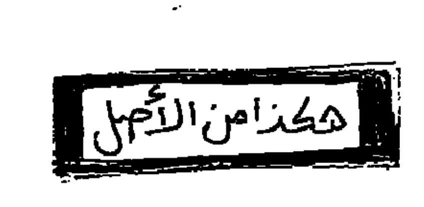












SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

16 h : Tapage nocturne, de M.-G. Sauvajon; 19 h : films réalisés par les étudiants de l'IDHEC : Robinson fait du cinéma, de L. Cantet; Flagrant délit, de P. Bardon; Noces de sable, de V. Loiseleux; Gilles de Rais, comédie de Robin Campillo; Cinéma de minuit, de P. Bardon; le Songe de Sainte-Ursule, de S. Violet; 21 h : Illustres Inconnus, de S. Stanojevic (en présence de l'auteur).

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE GARBO (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89).

ALSINO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-32).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Calypso, 17e (380-30-11). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : *Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).*

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une trahison) (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (Hsp), 15e (554-46-85).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Espace Gaîté 14e (327-95-94).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : George-V, 8e (562-41-46) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BODY DOUBLE VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-66) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25)

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LA CORDE RAIDE (A., v.o.) (*) : UGC-Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70); Paramount Odéon, 6e (325-59-83); Pagode, 7e (705-12-15); Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08); 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70); Bretagne, 6e (222-57-97); Paramount Opéra, 9e (742-56-31); Nation, 12e (343-04-67); Paramount Galaxie, 13e (580-18-03); Paramount Gobelins, 13e (707-12-28); Gaumont Sud, 14e (327-84-50); Gaumont Convention, 15e (828-42-27); Victor Hugo, 16e (722-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24); Pathé Clichy, 18e (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DUNE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70); Hautefeuille, 6e (633-79-38); Marignan, 8e (359-92-82); Publicis Champs-Eysées, 8e (720-76-23); Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93); Berlitz, 2e (742-60-33); Fauvette, 13e (331-60-74); Paramount Galaxie, 13e (580-18-03); Gaumont Sud, 14e (327-84-50); Miramar, 14e (320-89-52); Gaumont Convention, 15e (828-42-27); Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

EL NORTE (A., v.o.) : UGC-Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC-Normandie, 8e (569-16-16).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

L'ÉTÉ PROCHAIN (Fr.) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

LES FOLIES ORDINAIRES DE CHARLES BUKOWSKI (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

GREMLINS (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

GWEN LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12); Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Colisée, 8e (359-29-46).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (351-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

1984 (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES NANAS (Fr.), Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

OUT OF ORDER (All., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Reflet Logos-II, 5e (354-42-34) ; Studio 43, 9e (770-63-40) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A., v.f.) : Gaîté Boulevard (233-67-06).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

PURPLE RAIN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

LES RIPOUX (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75).

ROUGE GORGE (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp., v.o.) ; Reflet Logos II, 5e (354-42-34).

SAUVAGE ET BEAU *(Fr.) : Paramount* Marivaux, 2e (296-80-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

SIGNÉ CHARLOTTE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Parnassiens, 14e (342-21-21) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

STAR TREK III A LA RECHERCHE DE SPOCK (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

TRAIN D'ENFER (Fr.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

TRANCHES DE VIE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN FILM (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

URGENCE (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR BRAQUE (*), film français de Andrzej Zulawski : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (261-77-99).

ALPHABET CITY, film américain de Amos Poe, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40). V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

L'AMOUR EN DOUCE, film français d'Edouard Molinaro : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

C.H.U.D. (*), film américain de Douglas Cheek, v.o. : Paramount City, 8e (562-45-76). V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

HOLLYWOOD GRAFFITI, film américain de Ron Blackman et Bruce Goldstein, v.o. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

O AMULETO DE OGUM, film brésilien de Nelson Pereira dos Santos, v.o. : Latina, 4e (278-47-86) ; République Cinéma, 11e (805-51-33) ; Denfert, 14e (321-41-01).

LA PART DES CHOSES, film français de Bernard Dartigues : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SAISONS DU CŒUR, film américain de Robert Benton, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-70) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

VARIETY, film américain de Bette Gordon, v.o. : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Olympic, 14e (544-43-14).

COMMUNICATION

LES BALBUTIEMENTS DE LA PRESSE TÉLÉPHONIQUE

L'étrange monopole du 369

3-6-9, trois chiffres magiques, clef d'un nouveau marché de l'information. Composés sur le cadran téléphonique, suivis du 11-11, ils mettent en relation avec « Geny Courses », informations hippiques commentées par le quotidien *Paris Turf*. Suivis de 33-33, c'est « Geny Bourse », version *Cote Desfossés*. Le 00-00 connecte à « Geny Météo », exploité par la Météorologie nationale. Quant au 69-69, il introduit directement à l'horoscope du *Matin de Paris*, suivi après 22 heures du mystérieux « sex appel » vanté par une certaine Monika dans les annonces du *Nouvel Observateur*...

Pour le moment, le 369 limite ses ravages à la région parisienne. Il s'est affiché sur toutes les camionnettes des PTT pour lancer en décembre dernier la campagne « Allo Père Noël » au profit de l'UNICEF. Il s'est glissé un mois après dans les factures téléphoniques de douze millions d'abonnés pour un jeu-concours assurant la promotion des huit premiers services d'informations téléphonées « Geny ». *Il* y a quelques semaines, c'était au tour des autobus parisiens de vanter les mérites du 369.

Il existe déjà en France des centaines de répondeurs téléphoniques diffusant les informations d'une collectivité ou d'une association, proposant des services de renseignements ou servant de support de publicité. La spécificité de « Geny » se cache en petites lettres au bas des affiches ou des « mailings » : *« la communication est surtaxée à trois unités de base »*.

Chaque fois qu'un abonné compose le 369, il est automatiquement facturé de 2,25 F au lieu de 75 centimes. Une taxe qui permet de rétribuer le fournisseur d'informations, faisant passer d'un coup la presse téléphonique de l'âge du « gratuit » à celui du journal payant.

Dès que paraît l'arrêté du 17 mai 1984 autorisant le principe de la surtaxation, quelques prestataires de services s'empressent d'écrire au ministère des PTT pour profiter de l'aubaine. Pas de réponse. Fermement mais oralement, ils sont invités à entrer en contact avec Télé Micro Services (TMS), département de la Compagnie auxiliaire de télécommunications. Cette société de droit privé, filiale à 100 % de la Direction générale des télécommunications, est la seule à avoir signé une convention avec les PTT pour pouvoir exploiter le préfixe 369, ouvrant droit à la surtaxation...

« Il s'agit d'une disposition temporaire, explique-t-on au ministère des PTT pour justifier cet étrange monopole de fait. *La pénurie de préfixes nous empêche de faire profiter de la surtaxation tous les demandeurs. Le régime s'assouplira avec la nouvelle numérotation téléphonique à la fin de l'année »*. Mais l'alibi technique n'est pas très solide. M. Alain Bernard, le bouillant directeur de TMS, le reconnaît lui-même : *« Il y a sans doute pénurie de numéros, mais le développement de la surtaxation pose surtout un problème d'investissements, de construction de centraux téléphoniques. Je me bats depuis quatre ans pour ce projet, face à des responsables qui ne croient pas au marché »*.

En attendant que la Direction générale des télécommunications change d'avis, TMS marie allègrement le monopole public et les ambitions commerciales. La société exploite les lignes, choisit les thèmes des services, enregistre les messages dans ses studios, s'arrêtant de justesse à la rédaction des informations : *« Le code des PTT interdit de se mêler du contenu, et nous nous sommes tournés vers des fournisseurs extérieurs volontaires »*, explique M. Bernard. Il les choisit ayant pignon sur rue pour attirer le client : Chantal Goya pour les enfants ou *Télérama* pour les programmes de télévision. A moins de dix mille appels par jour, TMS se réserve le droit d'interrompre le service.

En justice

Le choix se porte de préférence sur des journaux ou des radios. En effet, le fournisseur du service s'engage à faire la promotion du 369 pour un montant équivalant environ à 500 000 F par mois. *« Echange publicitaire naturel »*, plaide M. Bernard, qui estime que la citation du nom du fournisseur sur le répondeur téléphonique vaut bien ce tarif. On comprend que cette clause ne gêne pas *le Matin* ou *Télérama*, mais elle élimine d'office tous ceux qui n'ont pas d'espaces publicitaires à offrir.

La politique tarifaire de TMS, elle non plus, n'est pas sans ambiguïté. Certains prestataires de service, comme *Paris-Turf*, reçoivent 12 centimes par appel, d'autres 10 ou 20. Bénéficiaires de la campagne humanitaire « Allo Père Noël », l'UNICEF a touché un chèque de 400 000 F pour près d'un million d'appels taxés à 2,25 F. Qui a encaissé la différence de 1,8 million de francs ? *« La DGT ne fait pas cadeau des 75 centimes de taxe de base*, s'insurge M. Bernard. *Elle prend même 18 % de notre chiffre d'affaires pour couvrir ses frais de facturation. Une fois payée la TVA, il ne nous reste que 1,02 F par appel, ce qui est nécessaire pour couvrir nos investissements »*. A l'UNICEF, on se satisfait des 400 000 F reçus sans bourse délier et on avoue qu'on ne vérifie pas les montages financiers quand il s'agit d'une campagne organisée avec des partenaires publics.

TMS continue donc à prospérer. La société loue maintenant ses machines pour des lancements de films. Cette concurrence n'est pas du goût de l'agence Call, spécialisée dans la publicité téléphonique depuis 1981, mais qui ne peut pas s'aligner sur les tarifs pratiqués par TMS et sur la promotion gratuite dont le 369 bénéficie grâce aux campagnes des PTT. Après avoir épuisé toutes les ressources de la négociation, les responsables de Call ont décidé d'attaquer les PTT en justice. Un arrêté du 10 janvier 1985 fait en effet dépendre la surtaxation des services téléphonés, comme celle des services télématiques, d'une simple convention passée entre tout fournisseur de service et le ministère des PTT.

Le monopole de TMS sur le 369 ne paraît donc guère plus défendable. *« Je ne connais pas ce texte*, reconnaît M. Bernard ; *mais, de toute façon, je ne suis pas favorable au monopole. Je souhaite que TMS devienne une société privée comme une autre, que l'on développe ce marché qui préfigure l'inter activité. Et que la DGT cesse de prélever 18 % pour une facturation qu'elle pourrait faire à 4 % »*.

M. Alain Bernard a toutes les raisons d'être confiant. Il a investi le premier dans un matériel de pointe très performant. Le succès de ses services (30 000 appels les jours de pointe sur « Geny Courses ») va lui permettre de l'amortir rapidement avant que la concurrence n'arrive. Il a déjà des projets sur le Visiophone et prend des paris sur l'avenir. Témoin le choix de « Geny » comme marque déposée : les lettres E-N-Y correspondent sur le cadran téléphonique aux chiffres 3-6-9. Quant au G, c'est le chiffre 4, préfixe de la région parisienne dans la future numérotation de novembre 1985.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *Le procès engagé par TDF contre Radio-Solidarité et 95.2.* – Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, M. Pierre Drai, se prononcera le 11 mars prochain dans l'instance engagée par Télédiffusion de France (TDF) et Radio France contre les stations 95.2 et Radio-Solidarité pour les contraindre à diminuer leur puissance d'émission. A l'audience du lundi 4 mars, qui s'est déroulée en présence de près de trois cents auditeurs de ces stations, Me Philippe Solal, pour TDF, a précisé que Radio-Solidarité émettait avec une puissance de 25 kW et 92.2 avec environ 18 kW. Il a donc demandé au magistrat des référés d'ordonner aux deux stations de se conformer, sous astreinte de 20000 F par jour de retard, au cahier des charges qui prévoit une puissance de 500 W. Selon Mes Etienne Taride, pour Radio-Solidarité, et François-Noël, pour 95.2 - Les amis de la Tour Montparnasse, les demandes sont irrecevables en droit, et les avocats ont plaidé l'incompétence du juge des référés.

● *Michel Dumont, directeur de la rédaction à « la Lettre de la Nation ».* – En remplacement de Pierre Charpy, qui prend sa retraite, Michel Dumont, trente-quatre ans, vient d'être nommé directeur de la rédaction de *la Lettre de la Nation*, organe du RPR. Pierre Charpy dirigeait cette publication quotidienne, dénommée d'abord *la Nation*, depuis 1974.

[Né le 31 août 1950 à Paris, Michel Dumont a débuté sa carrière de journaliste à *Combat* en 1972. Après avoir collaboré à l'Agence France-Presse pendant un an (1974), puis à *l'Usine nouvelle* (1975), il était nommé rédacteur en chef, d'« Inter-Antilles », fonctions qu'il a occupées jusqu'en 1977. Revenu en métropole en 1978, il a collaboré à diverses publications en tant que journaliste indépendant avant d'entrer en janvier 1983 à *la Lettre de la Nation*.]

● *Le président de UPI « démissionné ».* – Les propriétaires de l'agence United Press International (UPI), MM. Douglas Ruhe et William Geissler, ont démis des ses fonctions M. Luis Nogales, président de l'agence et annoncé, lundi 4 mars, qu'ils étudiaient le moyen de *« céder le contrôle »* de UPI. Sans préciser les raisons du renvoi de M. Nogales, en poste depuis six mois seulement, ils ont simplement annoncé que cela faisait partie d'un programme destiné à *« refinancer l'entreprise et à garantir son avenir »* grâce à l'apport de capitaux extérieurs. L'agence britannique Reuter – qui a annoncé 74 millions de livres de bénéfice (86 millions de dollars) l'an dernier – avait renoncé à acquérir UPI en 1981, mais a acheté la partie non américaine du service photo de l'agence en juin 1984.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 5 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde.
Un remake de « La course autour du monde », du « Grand Raid » ou de « La chasse au trésor ». Du même auteur, Jacques Antoine.

21 h 35 La passion de la vie.
De Jacotte Chollet et André Voisin. N° 1 : la Passion prisonnière.
Une nouvelle série consacrée au subconscient et à son exploration, qui associe au travail de la thérapie primale d'Arthur Janov d'autres recherches. Il s'agit, sans aucun esprit de polémique, de chercher à nous conduire vers une réflexion intime. Un bilan : « une incitation au départ vers un futur clarifié ».

22 h 35 Tintam'arts : Feydeau.
Émission d'Antoine Gallien.
Le retour d'un des maîtres de la comédie caustique : Feydeau, dont le Dindon *est actuellement monté à Paris,* la Puce à l'oreille *au Théâtre de la Criée à Marseille. Les témoignages des acteurs Robert Hirsch, Jacques Charon, Danielle Darrieux... L'actualité de la semaine.*

23 h 35 Journal.

23 h 55 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 40 Les dossiers de l'écran : Le Dernier Appel au secours.
Téléfilm de H. Sitowitz.
Jolie, intelligente, élevée dans un milieu familial aisé par des parents affectueux, Sharon Muir, timide et vulnérable, déteste la société. Un échec amoureux la plonge dans la dépression, la perte de son chien, son seul véritable confident, déclenche une réaction démesurée. Sharon fait une tentative de suicide.

Débat : Comment peut-on choisir la mort quand la vie commence ?
*Avec les professeurs V. Courtecuisse, J.-P. Soubrier, le docteur C. Hervé, M. R. Establet, sociologue ; Eric, l'un des fondateurs de l'association Phénix, et M*me *A. Cattaneo, auteur de* Gilles, le monde est fou, *M*me *A. Barre, et deux jeunes, Marie et Xavier.*

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 La dernière séance.
Emission d'E. Mitchell et G. Jourd'hui.
Actualités (1957) ; Bugs Bunny ; Alain Souchon annonce le premier film : 22 h 25 Tex Avery ; réclames de l'époque ; entracte ; attraction ; annonce du deuxième film.

20 h 50 Premier film : le Fureur des hommes.
Film américain d'H. Hathaway (1958), avec D. Murray, D. Varsi, C. Wills, D. Hopper, R.-G. Armstrong, Margo.
Un fermier lance des tueurs à la poursuite d'un jeune homme qu'il rend responsable de la mort d'un de ses fils. Western de forme classique, avec de belles scènes d'action et un personnage inhabituel : le garçon traqué déteste la violence et répugne à tuer.

22 h 50 Journal.

23 h 15 Deuxième film : le Cauchemar de Dracula.
Film anglais de T. Fisher (1958), avec P. Cushing, C. Lee, M. Gouth, M. Stribling, C. Marsh, J. Van Eyssen (v.o. sous-titrée).
1885. Un savant lutte contre un aristocrate d'Europe centrale, vampire dont la morsure fait de ses victimes, hommes et femmes, des « morts-vivants ». Célèbre adaptation, tournée en couleurs, du roman de Bram Stoker qui avait, autrefois, inspiré Murnau et Tod Browning. Le film de Terence Fisher est un exemple typique du « fantastique sanglant » mis en honneur par la firme anglaise Hammery Films.

0 h 35 Henri Vincenot dans Histoires de trains.
N° 17 : le garde-barrière.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Oum le dauphin ; 17 h 10, Quentin Durward ; 18 h 5, Jazz à Bordeaux ; 18 h 30, Sports ; 18 h 50, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, **Courage... fuyons**, film de Y. Robert ; 22 h 10, **Le Cercle des passions**, film de C. d'Anna ; 0 h 40, **Sarah**, film de M. Dugowson ; 2 h 25, Rock concert.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire : La poésie.

21 h Charlotte Perriand ou l'art d'habiter.

21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.

22 h 30 Nuits magnétiques : Suspense (la BD).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (Amnesty international, en direct de la salle Pleyel à Paris) : *Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur,* de Mozart ; *Des Knaben Wunderhorn,* de Mahler ; *Symphonie n° 3 en mi bémol majeur,* de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. L. Garcia-Navarro.

23 h Les soirées de France-Musique : Jazz club, en direct du New Morning.

Mercredi 6 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 15 ANTIOPE 1.

11 h 45 La Une chez vous.

12 h Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui.

12 h 25 La bouteille à la mer.

13 h Journal.

13 h 40 Vitamine. *Variétés, feuilletons, dessins animés...*

16 h 10 Infos jeunes (et à 18 h 25).

16 h 40 De A à Zèbre. Rock, cinéma, BD...

17 h 30 La chance aux chansons.

18 h 05 Le village dans les nuages.

18 h 40 Série : Huit, ça suffit.

19 h 15 Jeu : Anagram.

19 h 40 Cocoricocoboy.

19 h 55 Tirage du tac-o-tac.

20 h Journal.

20 h 35 Tirage du Loto.

20 h 40 Série : Dallas.
Angoisse ! Ellie n'est jamais arrivée au défilé de mode auquel elle devait se rendre.

21 h 30 Championnats du monde de patinage artistique. Libres couples à Tokyo.

22 h 30 Football : Bordeaux-Dniepropetrovsk.
Résumé de la Coupe d'Europe des clubs champions.

23 h 15 Journal.

23 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

6 h 45 Télévision du matin.

8 h 30 Feuilleton : Une femme seule.

10 h 30 ANTIOPE.

12 h 00 Journal et météo.

12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.

13 h 45 Dessins animés : Téléchat ; Judo Boy.

14 h 15 Récré A 2.
Les Schtroumpfs ; les Viratatoums ; Méthanie ; Tchaou et Grodo ; Pac Man ; les Petites Canailles ; Latululu et Lireli ; Anim'A2 ; le Tour du monde en quatre-vingts jours...

16 h 50 Micro-Kid.

17 h 25 Platine 45.
Fox the Fox ; Daniel Auteuil ; Pat Benatar...

18 h Les carnets de l'aventure.
Trois Toulonnais on the rock.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : la Femme du Kentucky.
De W. Doniger, avec C. Ladd, N. Beatty.
Une jeune femme prend la décision de descendre au fond de la mine à la place de son père. Cette nouvelle situation va déclencher de la part de son entourage des réactions imprévisibles... Maggie connaîtra la souffrance noire mais aussi l'amour avec Deke son contremaître. La vie en rose ou en noir ?

22 h 10 Magazine : Cinéma-cinémas.
De M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura.
Au sommaire : un entretien avec Henry Hathaway, l'un des derniers « dinosaures » d'Hollywood, disparu le 12 février dernier ; Arthur Penn et « Bonnie and Clyde » ; un portrait d'Elizabeth Taylor. Dominique Sanda juge les metteurs en scène.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

19.55 Dessin animé : Lucky Luke.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Cadence 3.
Emission de Léla Milcic et Guy Lux.
Autour d'Annie Cordy, l'éternelle gigotante, Elton John, Alain Bashung.

22 h 5 Journal.

22 h 25 Téléfilm : Le Marionnettiste.
De Raphaël Delpard. Avec S. Rebbot, P. Lesieur, M. Debrau...
Maurice, marionnettiste en tournée dans les écoles, aimerait donner un nouveau sens à sa vie et faire la connaissance de son fils de six ans. A sa naissance, ce père ingrat ne l'a pas reconnu, le reconnaîtra-t-il enfin ?

23 h 20 Urba.
Un nouveau magazine sur la ville conçu par Dominique Baillaud. Avec Agnès Varda.
Nouveau magazine qui invite les citadins pressés à mieux appréhender leur ville. Agnès Varda inaugure cette série, vivante, étayée de nombreux petits reportages. Dommage que la programmation soit un peu tardive.

23 h 55 Henri Vincenot dans Histoires de trains.
N° 18 : l'entretien de la voie.

0 h Prélude à la nuit.
Quatre Lieder, *de Robert Schumann, interprétés par Magali Damonte, mezzo-soprano, Jacques Chalmeau, piano.*

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot ; 9 h, Cabou Cadin (les Gym's, les Minipouss, un bateau pour l'aventure, Heatchcliff et Marmaduke) ; 10 h 15, Robin des bois ; 11 h 5, Variétés : Stock chocs ; 12 h, L'amour en gachette ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cabou Cadin (Cobra, Sherlock Holmes, Paul et les dizygotes, Pataclop Pénélope, Les quatre filles du docteur March) ; 16 h, L'homme au katana ; 17 h 10, Rock concert ; 18 h 5, Slam ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Football : coupe d'Europe (Bordeaux, Dniepropetrovsk) ; 22 h 20, Hill Street Blues ; 23 h 5, Androïde, film d'A. Lipstadt ; 0 h 30, **Une langouste au petit déjeuner**, film de G. Capitani ; 1 h 55, Robin des bois.

FRANCE-CULTURE

0 h, **Les nuits de France-Culture** ; 7 h, **Le goût du jour** ; 8 h 15, **Les enjeux internationaux** ; 8 h 30, **Les chemins de la connaissance** : histoire et mémoire, pratiques de la confession (et à 10 h 50 : les eaux dormantes) ; 9 h 5, **Matinée** : La science et les hommes. (Recherches en psychosomatique) ; 10 h 30, **Musique** : Miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, **Le livre, ouverture sur la vie** : rencontre de jeunes lecteurs avec Colline Poirée ; 11 h 30, **Feuilleton** : La laine et la neige, ou les brebis du Seigneur ; 12 h, **Panorama** ; 13 h 40, **Avant-première** : « La ligue d'improvisation française ; 14 h, **Un livre, des voix** : « La France dans tous ses états », de Pierre Daninos ; 14 h 30, **Passage du témoin**, par T. Ferenczi (redif. de l'émission du 2 mars) ; 15 h 30, **Lettres ouvertes** : Magazine littéraire ; 17 h 10, **Le pays d'ici**, en direct de Toulouse ; 18 h, **Subjectif** : Agora ; à 18 h 35, Tire ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; 19 h 30, **Perspectives scientifiques** : La terre ; 20 h, **Musique mode d'emploi** : J.-S. Bach.

20 h 30 Antipodes : des Françaises d'Algérie entre l'écriture et le souvenir.

21 h 30 Musique : Pulsations. Rue de Lappe au temps des images.

22 h 30 Nuits magnétiques : Mi-temps.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, **Les nuits de France-Musique** ; 7 h 10, **L'imprévu** ; 9 h 8, **Le matin des musiciens** : Sergiu Celibidache (œuvres de Ravel, Brahms, Franck) ; 12 h 5, **Le temps du jazz** : feuilleton : Ellingtoniens buissonniers, Paul Gonsalves ; 12 h 30, **Concert** : œuvres de Caccini, Frescobaldi, J.-S. Bach, airs traditionnels du Berry et du Bourbonnais, par Emer Buckley, clavecin, et Isabelle Poulenard, chant ; 14 h, **Spécial « Musicora »** ; 15 h, **Les après-midi de France-Musique** : Luigi Boccherini, « les Folies d'Espagne » ; 18 h, **Concert** : « Instruments populaires dans la musique de cour » : Quatuor de cornemuses du Bourbonnais ; 19 h 15, **Spirales**, magazine de la musique contemporaine ; 20 h 5, **Avant-concert.**

20 h 30 Concert (donné au Centre Pompidou, le 18 avril 1984) : *Fluid,* de Gehlhaar ; *Monodias e interludios,* de Maiguashca ; *Blanche-Neige,* de E. Kusnir ; *Grimaces,* de Schwartz, par l'Ensemble 2E 2M, dir. M. Decoust, sol. ; J.-R. Viard, récitant.

22.30 Les soirées de France-Musique : Vincent d'Indy, portrait en coupe ; à 0 h 30 : Anthologie Hans Rosbaud.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 5 MARS

— *MM. Jean François-Poncet,* ancien ministre, sénateur Gauche démocratique du Lot-et-Garonne, et *André Labarrère,* ministre chargé des relations avec le Parlement, participent à un débat retransmis en direct de Bordeaux, sur RMC, à 18 h 50.

— *M. Evan Galbraith,* ambassadeur des États-Unis à Paris, est l'invité du journal du soir sur Antenne 2, à 23 h 20.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Le docteur Philippe HOUDART
et Marie-Jeanne MINISCLOUX
sont heureux d'annoncer la naissance de

Audrey.

Paris, le 28 février 1985.

67, boulevard Saint-Marcel,
75013 Paris.

Décès

— M. et Mme Jérôme Biju-Duval,
Bertrand et Cécile,
M. et Mme Paul Biju-Duval,
leurs enfants et leurs petits-enfants,
Colonel et Mme André Belin,
leurs enfants et petits-enfants,
Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Baptiste BIJU-DUVAL,

le dimanche 3 mars 1985.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Jacques à Grenoble, à 8 h 45, mardi 5 mars.

Inhumation à Venosc le même jour.

— Gif-sur-Yvette.

Jean-Paul Boujot,
Frédérik Boujot,
leur famille,
font part du décès de

Jacqueline BOUJOT,
professeur à l'université d'Orléans,
département de mathématiques.

1er mars 1985.

— Nous apprenons le décès, survenu le jeudi 28 février 1985 à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris, du

**médecin général inspecteur
Adolphe DIAGNE,**
compagnon de la Libération.

[Né le 17 octobre 1907 à Paris, Adolphe Diagne, médecin des troupes coloniales, sert au Sénégal et en Mauritanie avant de rallier, dès 1940, les unités de la France libre au Tchad. Au sein de la 1re division française libre, il participe aux combats du Fezzan en 1942, où s'illustre la colonne Leclerc, puis aux campagnes d'Italie et de France, où, blessé par des éclats de mortier, il continue de diriger les premiers soins donnés aux blessés lors des combats d'Authon, dans les Alpes. Médecin, commandant, il sera fait compagnon de la Libération le 18 janvier 1946.

Après la guerre, Adolphe Diagne dirige la santé publique au Dahomey (1955) et au Sénégal (1957). Après plusieurs autres postes en Afrique, il est promu, en 1966, médecin général inspecteur et il est nommé directeur du service de santé de la 1re région militaire (Paris) avant de devenir, en 1968, inspecteur du service de santé pour l'armée de terre.]

— M. et Mme Paul Didier
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Didier
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Didier
et leurs enfants,
M. et Mme François Dupoux
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Edith DIDIER,
avocat honoraire
au barreau de Paris,

survenu le 2 mars 1985 dans sa soixante-dix-neuvième année à Paris.

Le service religieux sera célébré le jeudi 7 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, Paris-7e.

— La famille Buchin
Et ses amis,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme veuve André GROMONT,
née Louise Buchin,

survenu le vendredi 1er mars 1985 dans sa quatre-vingt-neuvième année à Villiers-le-Bel.

Les obsèques auront lieu le mercredi 6 mars.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin, à 14 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le dimanche 3 mars 1985,

Mme Jean LORPHELIN,
née Marie-Louise Quentin,

s'est endormie dans la Paix, rappelée par Dieu auprès de son mari qu'elle a tant aimé.

La messe des obsèques sera célébrée le jeudi 7 mars, à 16 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7e, sa paroisse, suivie de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière du Père-Lachaise.

De la part de
Denise et Robert Collin,
Jean-Claude et Jeanne Lorphelin,
Michel et Marie-Louise Lorphelin,
ses enfants,
Christian, Yves, Emmanuel et Sylvie, Marie-Laure, Marie-Pascale,
Jean-Marc et Annick, Isabelle et Eric, Nathalie, Marie-Hélène et Dominique,
Sabine (au Ciel), Eric,
Vincent, Blandine,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes, mais des messes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue de la Chaise,
75007 Paris.

— Annie Massias,
son épouse,
Marie-Amélie et Estelle Massias,
Hélène Massias,
Sophie et Pascal Perrineau,
Ses enfants
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean MASSIAS,

survenu le 2 mars à l'âge de cinquante-huit ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Thairé (Charente-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Saint-Sorbin,
17290 Aigrefeuille.

— Nantes.
Colette et Georges Prudhomme,
ses enfants,
Guy et Sophie de Lastours,
Nicolas Prudhomme
et Michèle Douinot,
Marianne Prudhomme,
Laurent Jones,
Philippe et Delphine Prudhomme,
ses petits-enfants,
Boris, Ivan et Julia,
ses arrière-petits-enfants,
ont le chagrin d'annoncer la mort de

Jean PRUDHOMME,
professeur honoraire
au lycée Clemenceau,
ancien membre
de la Mission culturelle française
en Roumanie.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 5 mars 1985 à Notre-Dame-de-Monts (Vendée).

— La direction et le personnel de la Société d'impressions et nouveautés ont la douleur de faire part du décès de leur directeur

M. Roger ULMANN,
survenu à l'âge de soixante ans.

Les obsèques ont lieu mardi 5 mars 1985, à 15 h 45, au cimetière de la Mouche à Lyon.

Ni fleurs ni couronnes.

— Mme Roger Varenne,
née Colonne, son épouse,
M. et Mme Daniel Varenne,
Mlle Miriam Varenne,
M. et Mme Brian Holmes,
M. et Mme François Brunot,
ses enfants, petits-enfants,
Et toute sa famille,
Mme Lina Anelli,
sa fidèle gouvernante,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger VARENNE,

survenu le 2 mars 1985, dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 6 mars, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse à Paris.

1, chemin de la Gradelle,
1224 Genève.

Remerciements

— Mme Roger Vitasse,
Caroline
Et toute sa famille,
sont dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous les témoignages de sympathie qu'ils ont reçus.

Ils s'excusent auprès de tous ceux qu'ils n'ont pu prévenir du décès brutal de

M. Roger VITASSE,

et remercient très sincèrement les personnes qui, dans ces jours de douloureuse épreuve, leur ont apporté un grand réconfort.

Meaux, mars 1985.

Communications diverses

— Le 28 février 1985, à la Maison des polytechniciens, cent soixante-trois lauréats du

CONCOURS GÉNÉRAL

ont participé au dîner annuel de leur association, présidée par M. Maurice Druon, de l'Académie française : le secrétaire général est le professeur Maurice Marois. Mme Hélène Ahrweiler, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, et plusieurs membres de l'Institut de France, ainsi que des personnalités du barreau, de l'enseignement, de la haute administration et des grandes entreprises publiques et privées avaient répondu à l'invitation des lauréats. L'invité d'honneur était M. Yves Coppens, professeur au Collège de France, qui a fait une communication sur « Paléoanthropologie et préhistoire ».

— Festival de la voyance. — Le troisième Festival de la voyance, qui a commencé le 1er mars, continuera jusqu'au jeudi 14 mars inclus à l'hôtel Napoléon, 38, avenue de Friedland, à Paris-8e.

Les séances ont lieu du lundi au vendredi de 19 h à 23 h, le samedi et le dimanche de 14 h à 23 h.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-VII, mardi 12 mars, à 14 h 30, salle des Thèses, tour 25, M. Alain Deschamps : « L'infinitif en anglais contemporain. »

— Université Paris-I, mardi 19 mars, à 10 h 30, salle Appartement décanal (centre Panthéon), M. Robert Christien : « L'élection du président de la Ve République. »

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-66

Vente s/saisie immo. Palais de Justice Paris, le jeudi 21 mars 1985, à 14 h
EN TROIS LOTS
1er lot : UNE PIÈCE n° 2
2e lot : UNE PIÈCE n° 3
3e lot : UNE PIÈCE n° 5
au 1er étage d'un imm. à Paris (9e)

12, RUE FROCHOT

MISES A PRIX : 20 000 F par lot
S'adr. : S.C.P. Brun et Rocher, avocats, 60, rue de Londres, Paris (8e), tél. 293.50.40 - Ts avocats postulants - Au greffe des Criées du Trib. de Gde Instance de Paris, où le cahier des charges est déposé.

**SERVICE DES DOMAINES
VENTE AUX ENCHÈRES PUBL.
le JEUDI 28 MARS 1985 à 15 h
à NANTES, préfecture, salle A**

NANTES, 39, bd Lelasseur
et 75, rue Félix-Faure,
quartier résidentiel,
Résidence « les Tilleuls »
APPARTEMENT - Libre
2e étage, dans immeuble neuf de standing, T7 avec DUPLEX 165 m² : salon, s. à m., bureau, dressing, 4 ch., 3 salles de bs, cabinet de toil., 3 w.-c.
Sous-sol : 3 park. et 3 caves.
MISE A PRIX : 1 200 000 F
RENSEIGNEMENTS : Centre des impôts fonciers de Nantes I, centre administratif Cambronne, 44035 NANTES Cedex, bât. A, porte 231. Tél. (40) 74-04-24, postes 523 et 494.
(Extrait du B.O.A.D.)

ADJUDICATION à la Chambre des notaires de Paris, place du Châtelet le mardi 19 mars 1985, à 14 h 30.
UN APPARTEMENT LIBRE à PARIS (16e)
4, villa Boissière - Me Boissière
Quart. résid. - Immeuble P. de T. fin XIXe s. - au 2e étg. entrée, 3 pces coul., WC, cuis. Bains - Cave
MISE A PRIX 450 000 F
Consignation 80 000 F
Vis. s/place, le 6 mars de 10 h à 12 h 30 - Les 11 et 18 mars de 14 h à 17 h.
S'adr. pour rens. : Mes Blondet, Lefeuvre, Potelet, Chaisty
Tél. : 266-43-07 M. Roland.

MAITRISE de L'ENERGIE

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

NUMÉRO 20 •

ISSN 0759-1934

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

LE POIDS DES MOTS, LE CHOC DES TEP

On dit parfois que dans d'autres pays industrialisés que le nôtre, la maîtrise de l'énergie n'est pas affaire de politique gouvernementale mais résulte simplement du libre jeu du marché, de l'effet des prix. Regardons-y de plus près.

L'attitude libérale (au sens du laisser-faire) du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est démentie par les soutiens financiers extrêmement importants concédés par les pouvoirs publics de ce pays, en particulier dans les secteurs de l'habitat.

L'Angleterre de Mme Thatcher, fermement orientée, on le sait, vers la limitation des structures publiques, en a pourtant conclu, après étude, à la nécessité de créer un organisme spécifique, ce qui a été fait en 1983 avec l'Energy Efficiency Office.

L'administration américaine, si elle déclare au début du deuxième mandat de M. Reagan sa volonté de freiner l'action volontariste en la matière, bénéficie de l'arsenal mis en place précédemment et tous les observateurs s'accordent à dire que, tant au plan fédéral qu'à celui des Etats, subventions, crédits d'impôts, exemptions de taxes, prêts sans intérêt ou bonifiés interviennent massivement pour encourager les usagers à agir.

Autre exemple, la Suède, dont on peut juger la détermination par le rappel de quelques dates : 1975, premières mesures d'économies d'énergie ; 1977, loi obligeant les communes à établir un plan de maîtrise de l'énergie ; 1978, mesures dans l'habitat — objectif : 4 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) d'économies ; 1981, création du Fonds spécial pour le remplacement du pétrole dans l'industrie — objectif : 1,3 million de tonnes équivalent pétrole d'économies par an ; adoption du bilan prévisionnel 1990 révisé — objectif : 9 millions de tonnes équivalent pétrole pour les énergies nouvelles et renouvelables et le chauffage urbain.

Le Japon s'est, quant à lui, doté d'un organisme, le NEDO — assimilable, autant que l'on puisse procéder par analogie, à l'AFME —, qui tire ses ressources des programmes *Moonlight* (utilisation rationnelle de l'énergie) et *Sunshine* (énergies nouvelles et renouvelables, nouvelles technologies), ainsi que des intérêts annuels d'une dotation en capital faite lors de la création de l'organisme.

Naturellement, tous ces pays financent des programmes de recherche et de développement, et encouragent leurs industriels à viser les marchés à l'exportation.

N'en doutons pas, la compétition est ouverte et elle est mondiale. Ce n'est pas le moment pour la France de baisser les bras, mais, au contraire, d'accentuer l'effort.

MICHEL ROLANT
président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie

L'agriculture de demain et l'énergie

Une interview de M. Louis Perrin, Président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE. Monsieur le président, le monde agricole a manifesté au cours des derniers mois un net regain d'intérêt pour la production d'éthanol carburant. Comment expliquez-vous cela ?

LOUIS PERRIN. C'est un phénomène facile à comprendre. Il résulte de la conjonction de plusieurs facteurs. Tout d'abord, vous n'ignorez pas que la France et l'Europe tendent de plus en plus vers l'autosuffisance en matière agricole. Nous avons réussi, au-delà de toute espérance, à améliorer la productivité de l'agriculture. A titre d'exemple, il y a une trentaine d'années, les rendements du blé se situaient entre quinze et vingt quintaux à l'hectare ; cette année — il est vrai assez exceptionnelle —, nous avons atteint soixante-cinq quintaux. En ce qui concerne les betteraves, l'évolution est sensiblement du même ordre.

Actuellement, la France produit deux fois plus de sucre qu'elle n'en consomme ; en blé, l'excédent augmente de 2 à 3 millions chaque année.

Or sur les marchés à l'exportation, la concurrence est très dure, particulièrement avec les Etats-Unis ; et le développement des débouchés solvables est limité.

Pendant vingt ans, le revenu des agriculteurs a été directement lié aux volumes produits. La limitation de ces volumes par les autorités communautaires nécessite aujourd'hui un effort sur les coûts de production ainsi qu'une diversification des débouchés.

Les produits agricoles étaient déjà un peu utilisés dans des fabrications industrielles (pharmacie, chimie...). De nouvelles perspectives sont aujourd'hui envisageables, d'autant plus que les prix des produits agricoles se rapprochent de ceux d'autres matières premières. On a imposé, ces dernières années, une politique de prix très sévère aux producteurs : cela a considérablement réduit la différence de prix entre les céréales européennes et américaines, et a permis d'améliorer la concurrence sur le marché des pays tiers. Dans le même temps, le blé est de plus en plus compétitif comme matière première pour les transformations industrielles traditionnelles (amidonnerie par exemple) et les nouvelles industries qui émergent en liaison avec l'essor des biotechnologies.

De leur côté, les producteurs de betterave posent le problème de l'alcool carburant depuis bien longtemps.

Mais il est vrai que si l'actualité s'en est aujourd'hui emparée, c'est dû à l'apparition d'un autre phénomène : celui de la pollution. On s'est aperçu que la présence de plomb dans le carburant automobile était un important facteur d'aggravation de la pollution atmosphérique. Cela a conduit certains Etats membres de la Communauté européenne à envisager l'interdiction de ce plomb, ce qui laisserait une place aux alcools et donc à l'éthanol.

Est-ce que ces dispositions vont se généraliser à l'Europe entière, il est trop tôt pour l'affirmer, mais un mouvement se dessine dans ce sens. Pour les agriculteurs, il y a là une opportunité à saisir.

Je crois qu'à plus ou moins long terme, la production agricole ne sera plus liée aussi exclusivement ou quasi exclusivement à l'alimentation humaine.

L'agro-industrie — dont les biocarburants sont un bon exemple — est appelée à prendre une place de plus en plus importante.

N'est-ce pas une certaine révolution pour le monde agricole ?

Je crois effectivement que nous sommes à l'aube de ce que j'appellerai la « troisième révolution agricole » depuis la guerre. C'est le résultat, d'une part, de l'évolution des modes de vie et de consommation et, d'autre part, des progrès de la recherche scientifique : les applications à l'agriculture de la biotechnologie, par exemple, peuvent lui apporter un véritable renouveau. C'est en tout cas un défi que l'agriculture française est capable de relever. Cela n'ira pas sans poser de problèmes, notamment en ce qui concerne l'occupation du territoire, mais au bout du compte, j'en suis convaincu, *les effets de cette troisième révolution seront positifs, pas seulement pour les agriculteurs mais aussi au niveau de l'emploi dans les services, dans les industries agro-alimentaires et chez les fournisseurs de l'agriculture.*

Est-ce là une des réflexions auxquelles vous vous livrez dans le cadre du « Projet pour l'agriculture de demain » que les chambres d'agriculture sont en train de préparer ?

Ça fait partie du dossier. Tous les départements s'interrogent sur l'avenir de l'agriculture, sur ses débouchés, sur sa place dans l'économie générale et l'aménagement du territoire. Des réflexions sont engagées sur ce point. Il s'agit maintenant, pour nous, de recueillir les réactions de nos instances départementales et régionales sur ce problème fondamental, avant la sortie du « Projet des chambres d'agriculture pour une agriculture de demain » prévue pour le mois de juin prochain.

La vague de froid que la France a connue en ce début d'année l'a encore rappelé, l'agriculture moderne est très dépendante du prix de l'énergie. Comment les agriculteurs peuvent-ils limiter cette dépendance, sinon s'en affranchir complètement ?

D'une façon générale, la production alimentaire est devenue depuis quelques années moins sensible au coût de l'énergie car, pour faire face à l'accroissement des prix du pétrole, les agriculteurs ont eu tendance à mieux maîtriser les consommations intermédiaires.

C'est ainsi que pour les deux postes les plus « gourmands » en énergie, les carburants et l'azote, on observe deux tendances significatives :

— Les statistiques de l'Institut de gestion de l'économie rurale montrent que l'agriculture ne consomme pas plus de carburant, de lubrifiants et surtout de combustibles qu'il y a quinze ans.

— Les agriculteurs consomment globalement moins d'engrais qu'en 1979 et, même pour les engrais azotés, on n'en consomme pas plus qu'en 1979.

Cependant, certains secteurs comme les serres sont plus sensibles à l'utilisation de l'énergie. Je crois donc qu'*il faut que nous poursuivions cet effort et que nous mobilisions tous les moyens à la fois pour économiser les énergies et pour en exploiter de nouvelles,* ce qui n'est peut-être pas suffisamment fait à l'heure actuelle. Je pense notamment à la biomasse : de nombreuses productions végétales ainsi que des sous-produits peuvent être transformés en énergie. De ce point de vue, il faut que tous les organismes qui ont des responsabilités en la matière, tous les chercheurs, tous les agents de développement, tous les fabricants de matériel trouvent des solutions qui soient fiables aussi bien au plan technique qu'au plan économique.

Pensez-vous qu'un chef d'exploitation confronté au problème du choix des investissements accorde une plus grande importance à ceux qui vont lui permettre de réduire ses coûts intermédiaires (dont celui de l'énergie) ?

Ecoutez, faites confiance aux agriculteurs, ils savent compter. Si on leur propose des solutions qui, techniquement, tiennent la route, soyez sûr qu'ils sauront choisir la plus avantageuse. Le problème n'est pas là : il est d'abord dans la capacité d'investissement de nos agriculteurs. Vous posez là, en fait, tout le problème du financement des investissements dans l'agriculture. Vaste programme ! Or, vous admettrez, de ce point de vue, que la conjoncture que nous traversons depuis quelques années ne facilite pas les choses ! Je dirai simplement que tout ce qui peut contribuer à améliorer le revenu des agriculteurs, et je pense notamment à une politique volontariste en matière de bio-carburants, permet du même coup d'accroître leur capacité d'investissement.

Interview de Michaël Gheerbrant

LE PLANCHER DES VACHES... ET AU-DESSOUS

Il y a du pétrole dans le sous-sol briard : 0,8% de ce qu'on a consommé en 1983.
Alors, pour partir en week-end, ne comptez pas trop dessus !
Regardez un peu plus haut. Les blés vont bientôt poindre. Et supposons que de ce blé on tire de l'alcool, et qu'on mette cet alcool dans le super à la place du plomb ?
Il y aurait peut-être plus de blé briard que de pétrole briard dans votre auto (pages 1 et 3). Mais pour vous chauffer, lecteurs briards, ne comptez ni sur l'un ni sur l'autre. Retournez-vous vers le sous-sol : on y trouve aussi de l'eau chaude.
Et la géothermie, c'est beaucoup plus rentable que le mazout, beaucoup moins dangereux que l'alcool (page 4).

AGRICULTURE
consommer moins d'énergie pour en produire plus
LIRE PAGE 3





Dessin Plug Rosado

N O U V E L L E S

ALENÇON

La troisième Foire nationale du bois

• Assurer l'avenir de la filière-bois, c'est tâcher de mieux tirer parti des productions forestières locales, valoriser les sous-produits, rechercher de nouveaux débouchés pour le sciage, promouvoir le bois dans la construction, inciter à des regroupements...

Ces thèmes seront tous au centre des animations que proposera la troisième Foire nationale du bois et de la forêt d'Alençon, où de nombreux exposants (200) et visiteurs (12 000) sont attendus, entre le 6 et le 9 juin prochains.

Les démonstrations forestières se dérouleront sur le site d'Ecouves, sous l'égide du Centre technique du bois et de l'ameublement. Une trentaine de constructeurs et importateurs de matériels y participeront.

Un colloque national sur la préservation du bois permettra aux maîtres d'œuvre d'une part, aux artisans et responsables de PME d'autre part, de s'informer et de débattre sur la question en présence de spécialistes, sur les plans technique, institutionnel, économique et scientifique.

Plusieurs animations sur le bois dans la construction et le meuble contemporain conforteront les objectifs de la manifestation.

On connaît bien dans l'Ouest l'expérience du chauffage de la mairie et de l'école de Marchésieux avec des petits bois déchiquetés issus de l'élagage des haies. Une opération originale, car adaptée aux spécificités régionales. Les organismes de HLM, de leur côté, travaillent actuellement à divers projets de chauffage au bois, notamment sur Alençon, L'Aigle et Argentan.

C'est pourquoi l'utilisation des bois comme source d'énergie figurera en bonne place à la Foire d'Alençon : une plate-forme regroupera fabricants et vendeurs d'appareils de chauffage au bois, de matériels de broyage et de séchage, fournisseurs de combustibles, ainsi que les industriels et organismes concernés par ce thème. L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, par l'intermédiaire de ses délégations de l'Ouest, y occupera une place prépondérante. □



UN COLLOQUE DU CSTB

La maîtrise de l'énergie et les consommateurs

• Comment expliquer que, dix ans après la mise en place, partout dans les pays industrialisés, de politiques ayant pour objet la maîtrise de l'énergie, les comportements des consommateurs d'énergie connaissent des évolutions que l'évolution du prix de l'énergie ne suffit pas — loin s'en faut — à expliquer ?

Comment expliquer, par exemple, que la température moyenne des logements se soit accrue d'un degré au cours des deux dernières années ?

Comment expliquer, en sens inverse, que là-où des campagnes nationales se heurtent soit à l'indifférence soit au scepticisme, des campagnes locales suscitent l'adhésion du plus grand nombre ?

Si l'on ne comprend pas les mécanismes complexes qui déterminent le comportement des consommateurs dans le domaine de l'énergie, peut-on, à quelque niveau que ce soit, espérer l'infléchir ?

Beaucoup de questions, dont personne ne contestera l'actualité. C'est pour tenter d'y répondre que, depuis plusieurs années, des chercheurs en sciences sociales proposent des analyses qui prennent en compte ces comportements, les modèles socioculturels, les mécanismes économiques et politiques.

C'est pour faire connaître les résultats de ces travaux, permettre la rencontre de ces chercheurs avec les décideurs nationaux et locaux, les professionnels du bâtiment, les associations de consommateurs que le Centre scientifique et technique du bâtiment organise les 10, 11 et 12 avril un important colloque international sur la maîtrise de l'énergie et les consommateurs, avec la participation de l'AFME. (Voir notre prochain numéro).

Inscriptions : Eric Monnier, CSTB, 4, avenue du Recteur-Poincaré, 75782 Paris cedex 16 - tél. : 524.43.02.

ANNIVERSAIRE

La thermique : une nouvelle frontière technologique

• Le congrès annuel de la Société française des thermiciens (SFT) prend en 1985, pour son 25e anniversaire, un caractère exceptionnel et ambitieux.

En effet, son objectif est de mettre en évidence l'importance de la thermique pour le progrès technologique dans tous les secteurs industriels, en soulignant les sauts technologiques réalisés grâce à la thermique et les progrès potentiels liés aux efforts de recherche supplémentaires.

Ce congrès se tiendra à Sophia-Antipolis les 9 et 10 mai 1985, sous le patronage de M. Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie, et sera organisé avec le concours de l'AFME, d'Armines, de la société Bertin et de l'université de Nice. Il cherchera à réunir pendant deux jours quelques centaines de décideurs techniques de tous les secteurs industriels dans lesquels la thermique intervient, ainsi que les représentants des organismes publics et des administrations concernés par l'effort de recherche dans ce domaine.

Les orientations dégagées devront guider les axes de la recherche thermique en France et ceux de l'enseignement. C'est l'ambition de la SFT.

Les secteurs industriels concernés sont les suivants : électronique et électrotechnique ; matériaux (céramiques, tuiles, ciments, verres, composites) ; transports terrestres et moteurs à combustion ; aéronautique et espace ; métallurgie et sidérurgie ; industrie agro-alimentaire ; industrie des produits fibreux (textile, bois, papier) ; nucléaire ; industrie de l'habitat ; pétrole et génie chimique.

L'ensemble des travaux du colloque fera l'objet d'une très large diffusion. Il influencera certainement les orientations de la recherche thermique en France.

Renseignements complémentaires et inscriptions peuvent être obtenus auprès du : Comité d'organisation du colloque SFT, AFME, à l'attention de M. Plazy, route des Lucioles, 06565 Valbonne cedex - tél. (93) 65.30.40.

BRÈVES

PLOMB

L'Autriche sera le premier pays européen à introduire la distribution d'essence sans plomb dès le 1er avril 1985. A partir du 1er octobre, une prime de 7 000 shillings (environ 3 000 francs français) sera accordée à l'achat de voitures non polluantes, quel que soit leur prix ou leur cylindrée. Cette prime sera progressivement réduite pour être abolie complètement le 1er janvier 1987.

Aux Pays-Bas, la teneur autorisée en plomb de l'essence sera ramenée, selon les prévisions, à 0,15 gramme le litre vers octobre 1986. La teneur en plomb actuellement autorisée aux Pays-Bas est de 0.4 gramme par litre.

BIOGAZ

L'INRA (Institut national de la recherche agronomique) a signé un accord de coopération avec Gaz de France pour mettre en commun leurs compétences pour le développement des utilisations du gaz naturel et du biogaz dans l'agriculture et les industries alimentaires, concernant notamment l'amélioration de la productivité des terres et la méthanisation du fumier de gros bétail.

SIBÉRIE

Plusieurs années après l'Occident, l'Union soviétique vient de lancer une campagne contre le gaspillage, appelant ses 276 millions d'habitants à économiser les énergies par tous les moyens. Les présentateurs de la télévision soviétique multiplient depuis quelque temps les appels à la population, l'invitant à *« économiser le chauffage et l'électricité »*, à ne pas *« chauffer les rues »* (c'est-à-dire surchauffer les appartements pour ensuite ouvrir les fenêtres) et à *« éteindre les lampes qui brûlent inutilement »*.

PAILLETTES

Un « groupe de réflexion » sur le problème posé par le gel du gazole des poids lourds par grand froid, dont le principe avait été décidé le 22 janvier dernier, vient d'être mis en place. Ce groupe associe des représentants des transporteurs, usagers, constructeurs de véhicules et des groupes pétroliers.

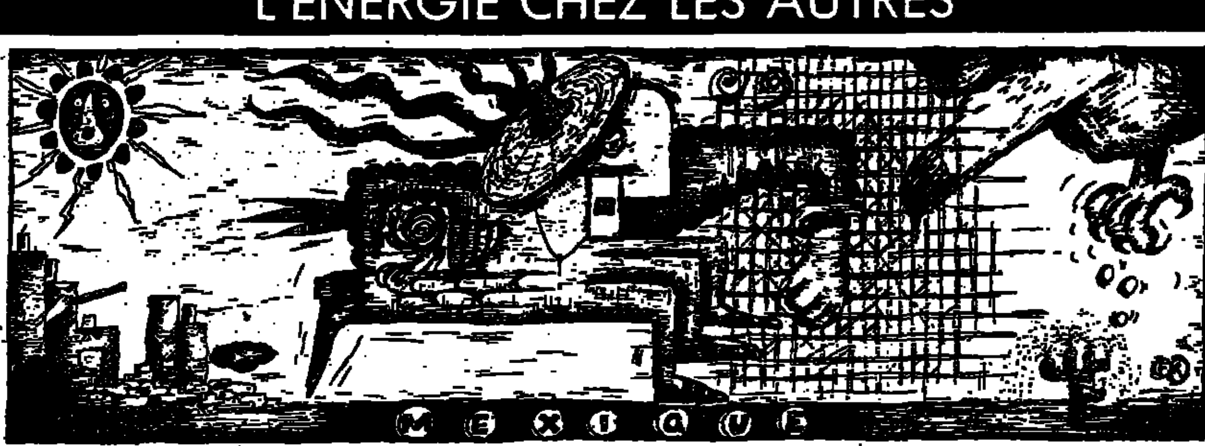
RECTIFICATIF

Tuiles. Deux inexactitudes se sont glissées dans le dossier consacré à la recherche que nous publiions dans notre dernier numéro.

La première de ces deux « tuiles » concernait précisément la nature des tuiles qui constituent le bouclier thermique de la navette spatiale américaine. Certaines de celles-ci sont en effet composées en partie de *borure* de silicium (SiB_4), et non de bromure comme nous l'avons malencontreusement écrit dans l'article consacré aux nouvelles céramiques. En ce qui concerne les batteries sodium-soufre, l'électrolyte n'est pas constitué d'alumine mais d'aluminate de sodium, également appelé *alumine bêta*.

Merci à nos lecteurs de nous avoir apporté ces précisions.

L'ENERGIE CHEZ LES AUTRES



Dessin Françoise Rousset

Les paradoxes de l'abondance

Pour le Mexique, le premier choc pétrolier se révèle bientôt une affaire en or : en 1976, on découvre à Chicontepec le plus beau gisement supergéant de la décennie. Tambours, trompettes, entrée par la grande porte dans le camp des vainqueurs, montée au quatrième rang mondial des pays détenteurs de pétrole, derrière l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'URSS. Voilà qui éveille aussi quelque concupiscence au nord, de l'autre côté du Rio Grande, si manifeste qu'Ottavio Paz fulmine : « Le Mexique est une nation, Yankees, pas un puits de pétrole ! »

Gagés sur ce pactole, les grands projets économiques n'ont pas manqué, de 1975 à 1981, et les banquiers internationaux ont couvert sans sourciller n'importe quelle mise. On connaît la suite : l'envol des taux d'intérêt, la grande revanche des créanciers contre les débiteurs. Depuis 1982, avec ou sans pétrole, le Mexique se retrouve dans le même sac que le Brésil et l'Argentine, écrabouillé de dettes (87 milliards de dollars).

Comment pousser les exportations pétrolières sur un marché mondial en pleine déprime, sans déclencher un effondrement des prix ? Comment limiter la « pétrolisation » de l'économie, alors que plus des trois quarts des recettes d'exportation viennent de l'or noir ? Comment comprimer les importations sans asphyxier le développement ?

Du coup, la maîtrise de l'énergie, ce loup blanc de la planification depuis 1973, devient intéressante.

Côté offre d'énergie, la « chasse au pétrole » est déjà ouverte : on va lui substituer massivement du gaz naturel, dont le prix intérieur est maintenu très bas. Un douzième du bilan énergétique aujourd'hui, un sixième en 1990. On pousse aussi le charbon pour la production d'électricité, on s'essaye à la géothermie, voire au solaire... Mais le beau rêve de produire en l'an 2000 le quart de l'électricité avec du nucléaire (20 000 MW !) s'est embourbé dans l'eau fangeuse de Laguna Verde : le premier réacteur (650 MW) divergera peut-être en 1988, avec six ans de retard ! Au total, on compte ramener ainsi le poids du pétrole dans le bilan énergétique de 63% aujourd'hui à 55% en 1990. Pour aller plus loin, c'est à la maîtrise de la demande qu'il faut s'attaquer.

Les prix intérieurs des produits pétroliers ont presque triplé, en termes réels, depuis 1980. Celui de l'essence ordinaire a quadruplé, la demande de produits pétroliers s'est rétractée : −10% en 1983. Il est vrai que les prix d'avant 1981 étaient ridiculement bas. Mais le virage est pris.

On compte, d'ici 1990, alléger de 8% la consommation d'énergie par tonne de ciment produit, avec la mise en œuvre des procédés par voie sèche, et de 10% celle de l'aluminium, grâce à l'amélioration du procédé Alcoa. Presque tout reste à faire dans la sidérurgie (l'acier Martin, ici prédominant, est gros énergétivore), dans les PMI, où l'on commence à s'intéresser à la récupération de chaleur, et dans les secteurs domestique et tertiaire, où la climatisation — n'importe comment — est la règle.

Mais l'enjeu le plus grave demeure situé dans le système des transports, responsable pour 56% de la demande de pétrole. L'imitation, depuis des décennies, du modèle américain (tout bagnole — tout camion) a constitué un énorme gisement d'économies d'énergie possibles. La modernisation du chemin de fer est à l'ordre du jour, ainsi et surtout que le développement des transports collectifs urbains. Le Mexique comptera, en l'an 2000, seize villes millionnaires (trois aujourd'hui), et pourrait devoir abriter dans la seule ville de Mexico une population équivalente à celle de l'Espagne actuelle ! Comment gérer 60 millions de déplacements journaliers sur une superficie d'à peine 1 000 km² ? La débrouillardise et l'économie parallèle s'en donnent à cœur joie, et n'ont pas fini de perturber le sommeil des urbanistes planificateurs. Après le métro, trop cher et trop rigide, il va falloir des bus articulés, des tramways, des trolleybus... La seule certitude est qu'ils crouleront tous sous la demande sitôt mis en service. L'Etat garde d'autre part la haute main sur la réglementation de l'industrie automobile, notamment pour l'inciter à mettre en chantier des véhicules plus sobres. Enfin le bitume, ce sous-produit gênant des raffineries, pourrait être une aubaine pour améliorer le revêtement des routes, donc le rendement des moteurs, tout en créant dans les campagnes un volant d'emplois considérable.

Les dieux aztèques et mayas voulaient-ils la perte des hommes en dissimulant sous leurs pieds tant d'or noir ? Ce n'est en tout cas pas le moindre des paradoxes qu'au moment même où il se croyait définitivement à l'abri du manque, le Mexique se voie contraint d'enclencher une politique volontariste de maîtrise de la demande d'énergie, sous peine que la tourmente pétrolière ne tourne à la débâcle sociale. Même avec du pétrole, on a intérêt à avoir des idées !

Laurent Dartois

LIVRE

GUIDE PRATIQUE DE L'ÉNERGIE DANS L'ENTREPRISE

Une entreprise peut-elle se dire bien gérée si ses dirigeants ignorent l'importance du poste « énergie » dans leur lutte pour plus de compétitivité ? Personne n'oserait aujourd'hui soutenir un tel point de vue.

Mais, entre de pieuses déclarations et la gestion quotidienne d'une entreprise, il peut y avoir plus qu'une nuance.

Tout chef d'entreprise n'est pas nécessairement énergéticien. C'est pourquoi beaucoup d'entre eux ont su bien s'entourer. Et les énergéticiens d'entreprise, regroupés au sein de l'Association technique pour les économies d'énergie (ATEE), proposent aujourd'hui la somme de leur savoir rassemblée dans un *Guide pratique de l'énergie dans l'entreprise* (1), appelé à devenir un ouvrage de référence.

Voici en effet, sous la forme de feuillets détachables, donc susceptible de mise à jour permanente, l'« usuel » dont tout gestionnaire aura rêvé au moins une fois dans sa vie professionnelle à l'occasion d'un choix à faire, d'une décision d'investissement, d'une orientation à définir, d'une stratégie à élaborer.

L'ouvrage comporte 28 chapitres. Après la description du paysage énergétique mondial et français, de la politique énergétique de notre pays, la présentation du rôle et des missions conduites par l'AFME, le chapitre 3 traite de l'enjeu de la maîtrise de l'énergie pour l'entreprise ainsi que des diverses actions à mettre en œuvre pour améliorer sa compétitivité dans un domaine qui dépend au premier chef d'elle-même.

Le chapitre 4 rappelle les données et lois fondamentales qui gouvernent l'utilisation de l'énergie. Le lecteur trouvera au chapitre 5 la présentation, par leurs fournisseurs, des diverses énergies, de leurs caractéristiques et potentialités.

Le chapitre 6 traite de la conduite des diagnostics et études nécessaires pour adapter les installations aux nouveaux prix des énergies ; un premier recensement y est dressé des outils de calcul disponibles (programmes, modèles, logiciels), et une « check list » est annexée.

Outre les aspects touchant à la mesure et au comptage de l'énergie (chapitre 7), sont ensuite passés en revue dans les chapitres 8 à 23 les divers domaines techniques concernés, que l'on retrouve peu ou prou dans la majorité des entreprises, le chapitre 9 traitant, nécessairement plus succinctement, des actions à conduire au niveau des opérations unitaires de production et des procédés les plus usuels.

Les chapitres 24 à 28 concernent les aides et financements disponibles, l'appréciation économique des investissements, la formation, les aspects réglementaires et la normalisation.

Chaque chapitre, ou presque, est accompagné d'une bibliographie qui permettra les approfondissements nécessaires.

Gageons que le taux de rentabilité interne d'un tel investissement ne pourra que susciter l'enthousiasme des administrateurs !

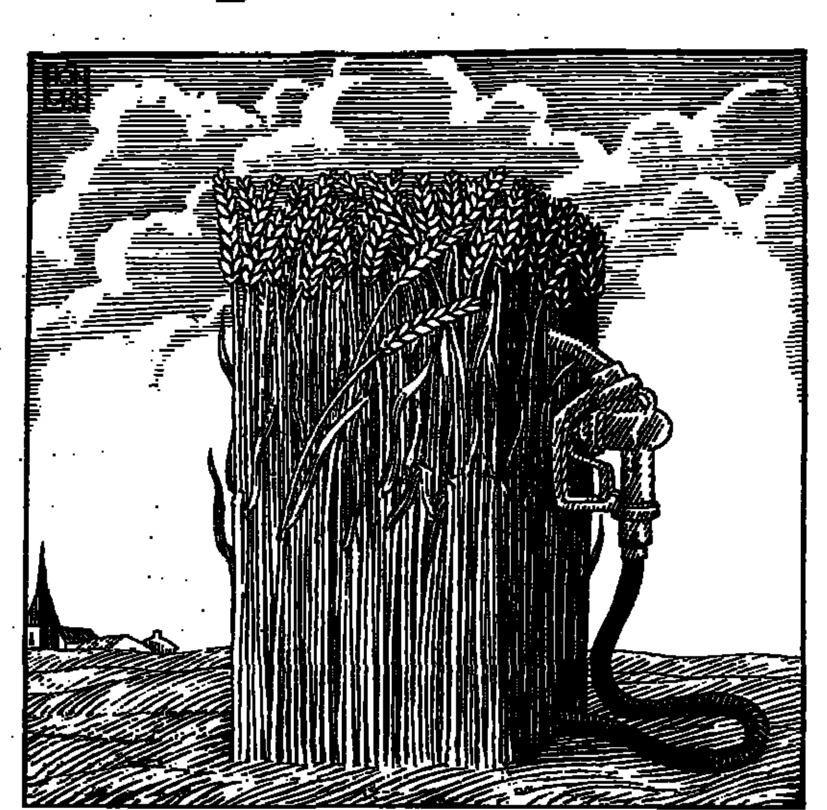
(1) « Guide pratique de l'énergie dans l'entreprise », ATEE, 47, avenue Laplace, 94110 Arcueil. Prix : 790 F HT, soit 845,30 F TTC. Pour les membres de l'ATEE : 690 F HT ; 738,30 TTC.

AGRICULTURE

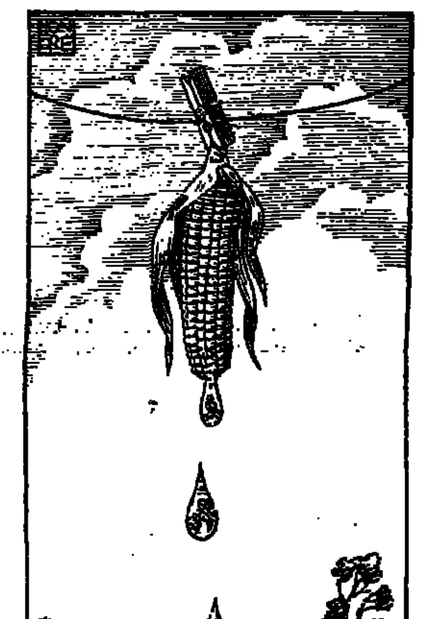
Consommer moins d'énergie pour en produire plus

La place de l'agriculture française dans le bilan économique de la nation, sa compétitivité sur les marchés extérieurs, sa responsabilité en ce qui concerne le prix des denrées de première nécessité lui font un devoir de maîtriser l'ensemble de ses coûts de production et, parmi ceux-ci, celui de l'énergie.
Un impératif d'autant plus important que 90% de l'énergie consommée par l'agriculture l'est sous forme de produits pétroliers. Le maraîcher qui expliquait à la télévision qu'il lui avait fallu trois litres de fioul par laitue au plus fort de la vague de froid a donné une illustration certes extrême mais tout de même significative de la dépendance énergétique de certaines productions.
Mais, comparé à d'autres, ce secteur de la vie économique dispose d'un atout considérable : les agriculteurs sont aussi des producteurs d'énergie et sont sans doute appelés à le devenir de plus en plus, ainsi que l'explique en première page le président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture.
Les agriculteurs sont tout d'abord de plus en plus nombreux à recourir à une partie de leur production — ou à des sous-produits — pour leurs propres besoins d'énergie : les chaudières modernes à bois, à paille, à rafles de maïs, voire à sarments de vigne, paille de lavandin ou grignons d'olives (résidus de pression) se multiplient. Et c'est bien normal ! « Pourquoi chercher ailleurs le riz dont sa cave est pleine ? » dit un proverbe chinois.
Mais leur contribution à la production nationale d'énergie ne se limite pas à cette autoconsommation. Elle peut déboucher sur la production d'uné part de combustible, et d'autre part de carburant.
En effet, la probable modification de la composition chimique des carburants automobiles, destinée à lutter contre la pollution atmosphérique, ouvre aux bio-carburants des perspectives nouvelles ainsi que nous l'expliquons ci-dessous.
Il est dans les missions de l'AFME de suivre les progrès de la maîtrise de l'énergie en agriculture et d'y participer. Pour cela, elle s'efforce d'aider les agriculteurs à mieux prévoir leurs besoins en énergie, à trouver des solutions performantes et économiques. Elle peut aussi contribuer au financement des investissements.

En ce qui concerne les bio-carburants, les décisions qui doivent être prises le seront évidemment à l'échelon gouvernemental, et non à celui d'un établissement public. L'AFME n'en est pas moins intervenue largement sur ce dossier et sur l'éthanol en particulier. D'abord en faisant réaliser des études technico-économiques sur cette filière et les différentes matières premières agricoles susceptibles de concourir à sa production. Ensuite en promouvant avec le ministère de l'Agriculture une consultation d'ingénierie « éthanol » qui a permis d'identifier plusieurs opérateurs potentiels.
En outre, l'Agence soutient depuis son origine un programme de recherche-développement concernant la production de l'éthanol à partir de la biomasse au moindre coût énergétique possible, ainsi que du méthanol, à partir du bois, et de l'acétone-butanol utilisable comme tiers solvant.



Dessins Philippe Honoré



BIO-CARBURANTS : l'année des choix

• Les préoccupations des agriculteurs, celles des défenseurs de l'environnement, celles des énergéticiens se rejoignent sur un point : si la France doit adopter un jour une politique audacieuse en matière de carburants de substitution, c'est cette année qu'il faut le décider.

Cette année va-t-elle rester dans les annales comme « l'année des bio-carburants » ? Les propos du président Perrin montrent en tout cas le prix que les agriculteurs attacheraient à une politique volontariste en la matière.
Mais pourquoi 1985 ? Parce que l'année 1984 a vu la conjonction d'événements, en apparence sans rapports entre eux, qui plaident tous, en fait, pour une telle politique.

Trop de grain dans les silos

En 1984, la production céréalière française, qui augmente depuis vingt ans de 1,2 million de tonnes chaque année, s'est élevée au niveau record de près de 60 millions de tonnes. Tous usages confondus, la consommation intérieure n'aura pas atteint la moitié de ce total et ce pourcentage est appelé à baisser tant il est net que la croissance de la consommation humaine, animale ou industrielle de céréales suit une pente nettement moins accentuée que celle de la production.
La France est, dira-t-on, un important exportateur de céréales, puisque cette production a constitué le principal poste excédentaire dans la balance commerciale de 1983 (avant l'automobile et l'armement). De fait, la demande mondiale de céréales aurait de quoi absorber plus de trois fois le total de la production française. Mais cette situation est-elle appelée à durer ? La crise alimentaire du tiers monde peut-elle être résolue, de façon structurelle, par une politique d'importation ? Même si des images venues d'Ethiopie ou d'ailleurs nous rappellent que des efforts ponctuels de solidarité s'avèrent toujours indispensables, tout développement vise d'abord à l'autosuffisance alimentaire. Les USA l'ont sans doute compris : alors même qu'ils détiennent les deux tiers du marché mondial des céréales et se battent bec et ongles pour conserver cette suprématie, on verra que, depuis 1978, ils se ménagent d'autres débouchés.
Si l'on ajoute à ce constat que les politiques de soutien des prix céréaliers pratiquées tant à Paris qu'à Bruxelles pèsent de plus en plus lourd dans le budget des Dix et posent aux agriculteurs des problèmes d'image non négligeables, ainsi qu'une récente « Semaine de l'agriculture » l'a clairement montré, on conçoit que les excédents céréaliers constituent un sujet de préoccupation important.

Trop de plomb dans l'essence

Pendant que les blés jaunissaient, les sapins en faisaient autant. Un phénomène qui, en 1984, a très fortement mobilisé l'opinion européenne en général, et l'Allemagne en particulier. Si les sapins jaunissent, c'est à cause des pluies acides, et si les pluies sont acides, c'est entre autres parce qu'on ajoute du plomb à l'essence pour en améliorer la résistance à l'explosion et donc le rendement des moteurs.
La suppression de ce plomb apparaît inéluctable. Mais toute la question est de savoir à partir de quand, ce qui suscite entre les différents pays de la Communauté un débat animé. En juin dernier la date de 1989 était avancée ; six mois plus tard, le 12 décembre, le Parlement européen votait une résolution demandant l'introduction de l'essence sans plomb à partir de 1986.
Pour éviter une baisse du rendement des moteurs et l'augmentation de consommation de carburant qui en résulterait, il faut donc trouver très vite l'additif qui remplacera le plomb, rendant au super un degré d'octane et donc des qualités les plus proches possible de celles des carburants actuels.
Cet additif, disent aujourd'hui les agriculteurs, ce peut être l'éthanol. Un alcool qui possède un indice d'octane élevé, et que l'on peut obtenir à partir de l'amidon du blé (ou du maïs), du saccharose de la betterave ou d'autres matières premières tels les pommes de terre, les topinambours, le lactosérum, ou les rejets de sucrerie.
Le raisonnement est limpide : la consommation de carburant *auto* s'est élevée en 1984 à 18,3 millions de tonnes (soit 250 millions d'hectolitres) ; si l'on décidait de remplacer le plomb de ce carburant par 5% d'éthanol, il faudrait donc 12 millions d'hectolitres de cet alcool. On pourrait le produire à partir de céréales et de betteraves, dans des proportions qui restent à déterminer, sachant qu'un million de tonnes de céréales produit deux millions d'hectolitres d'éthanol tandis qu'un million de tonnes de betteraves produit un million d'hectolitres d'éthanol. Si l'on envisage, par exemple, la production de ces 12 Mhl à partir de 2 Mt de céréales et 6 Mt de betteraves (soit un mélange 50-50), les surfaces nécessaires seraient respectivement de 300 000 ha et de 120 000 ha.
Le problème des excédents céréaliers se trouverdit donc en partie réglé sans qu'il soit besoin de recourir à des politiques de « gel des sols » ou de quotas de production. Se substituant à 5% de produits pétroliers, cet éthanol permettrait une économie de devises de 2 milliards de francs.
Autre argument, et non des moindres : la distillation directe du blé ou du maïs génère un sous-produit, la drêche de grain (DDG), riche en protéines et appréciée en alimentation animale où elle pourrait se substituer aux tourteaux importés. Les DDG dérivées de la production de 6 millions d'hectolitres d'éthanol de céréales permettraient de réduire de quelque 10% ces importations, soit là encore une amélioration substantielle de la balance commerciale.

Ethanol ou méthanol ?

Mais les agriculteurs ne sont pas les seuls à proposer des solutions au problème de l'essence sans plomb. Les pétroliers ont aussi leur préférence, qui s'appelle méthanol, un alcool qui s'obtient facilement à partir du gaz, du charbon et des résidus pétroliers.
Leurs arguments sont essentiellement économiques : à la sortie des raffineries, l'essence vaut actuellement 1,90 F le litre, à quoi s'ajoutent environ 3 F de taxes de l'Etat.
Le prix de revient du méthanol de synthèse se situe à l'heure actuelle entre 1 F et 1,30 F le litre ; l'éthanol coûterait, lui, entre 2,50 F et 2,80 F le litre.
Même en tenant compte du fait que le mélange essence-méthanol ne peut fonctionner sans l'adjonction d'un solvant (TBA, d'origine pétrolière, ou ABE, d'origine agricole), qui en renchérit le prix, cette solution permettrait grosso modo de maintenir l'équilibre actuel entre prix de revient et taxation.
Face à ce raisonnement strictement financier, on a vu que les agriculteurs avaient une autre argumentation, beaucoup plus large, à faire valoir. L'arbitrage sera donc nécessairement politique.

Michaël Gheerbrant

LE FONDS DES GRANDS TRAVAUX ET L'AGRICULTURE

L'année 1984 a vu la mise en route de la procédure FSGT pour certaines entreprises agricoles (serres, séchage de céréales, déshydratation de fourrages) qui consomment au moins 50 tep.
On peut considérer que les incitations financières (15 à 25% du montant de l'assiette retenue pour l'investissement) ont eu un impact extrêmement positif.
386 opérations de maîtrise de l'énergie ont été initiées, générant 18 900 tep d'économie et 79 000 tep de substitution, soit près de 100 000 tep.
68,4 MF (sur les 900 MF réservés aux entreprises agricoles et industrielles) engendreront 350 MF d'investissements.
D'une manière plus générale, la procédure FSGT a permis de générer, dans les entreprises industrielles et agricoles, les collectivités locales et les établissements à caractère public, plus de 42 000 tep de biomasse (dont 25 000 tep en bois, essentiellement dans les entreprises de la filière).

Le maïs peut sécher moins cher

• Le séchage des céréales, indispensable pour le maïs, est gros consommateur d'énergie. Pourtant, les techniques permettant de diminuer cette consommation existent. Et sont rentables.

Si l'on veut conserver le maïs quinze jours en silo sans qu'il germe, sans qu'il moisisse, sans que les insectes ne prolifèrent, sans qu'il perde trop de poids, il faut ramener son taux d'humidité naturelle, situé entre 35 et 40%, à 15%. Autrement dit, il faut le sécher après la récolte. Et c'est là une opération qui nécessite beaucoup d'énergie. Car l'eau est présente dans le grain sous deux formes : l'eau libre et l'eau liée. Si la première est relativement rapide à éliminer, il reste encore 27% d'eau après cette opération. Pour atteindre le seuil de 15%, il faut donc éliminer un pourcentage de l'eau qui fait partie de la structure chimique du grain, et c'est précisément cette opération qui nécessite beaucoup d'énergie.
Ainsi, réduire de 35% à 15% le taux d'humidité de 100 kg de maïs revient à faire évaporer 23,5 litres d'eau. Or s'il faut, théoriquement, 1,6 litre de fioul pour cette opération, on constate dans la plupart des installations de séchage, qu'elles soient à la ferme ou collectives, des consommations beaucoup plus importantes, pouvant aller jusqu'à plus de 5 litres. La majorité se situant autour de 3 litres de fioul par quintal de maïs, on voit qu'il y a encore d'importantes économies à réaliser.
De nombreuses techniques peuvent être appliquées, des plus simples comme l'isolation des séchoirs, le calorifugeage des tuyaux, aux plus complexes comme la récupération et le recyclage de l'air chaud ou la modulation des températures de séchage.
Quelques opérations pilotes montrent que l'on peut arriver à des performances remarquables.
Ainsi, à Luxey, dans les Landes, M. Briest, important producteur de maïs (5 000 à 6 000 tonnes par an), disposait depuis deux ans d'un séchoir de conception moderne, fonctionnant à deux niveaux de température, au gaz naturel, avec de bonnes performances : 820 kcal par litre d'eau évaporé, soit, en suivant notre exemple, l'équivalent de 2,3 litres de fioul par quintal de maïs ramené de 35 à 15% d'humidité.
Il a tout d'abord fait installer un système de récupération-recyclage de l'air chaud usé ; après quoi, une cellule dite de « refroidissement lent différé », technique qui consiste à laisser s'évaporer d'eux-mêmes les derniers points d'humidité grâce à la chaleur emmagasinée par le grain au début du séchage.
Il est ainsi parvenu à améliorer sensiblement ses performances thermiques, ramenant sa consommation à l'équivalent en gaz de 1,7 litre de fioul par quintal de maïs !
Au total, cela se traduit par 41 tep économisées par an, soit 113 000 francs. Compte tenu du coût de l'investissement, 217 000 francs, l'opération sera amortie en moins de deux ans. Ce sont là des chiffres qui montrent à quelles performances on peut parvenir dans ce domaine, et les économies qui restent à réaliser. □

La géothermie à la croisée des chemins

En 1960, les concepteurs du siège de ce qui s'appelait l'ORTF, dans l'ouest de Paris, optaient pour un système de chauffage alors tout à fait singulier : la géothermie.

Dix ans plus tard, toujours avant le premier choc pétrolier donc, la première opération de géothermie de grande taille voyait le jour à Melun, avec le raccordement de 2 500 logements, permettant l'économie de 1 500 tep par an.

Où en sommes-nous, quinze ans plus tard ? En décembre 1984, plus de 60 opérations avaient été engagées, assurant le chauffage de 150 000 logements — soit une économie de près de 150 000 tep par an —, au prix d'un investissement de quelque 3 milliards de francs dans un domaine d'activités occupant plus de 3 000 emplois.

Un bilan honorable, qui fait de la France un pays mondialement connu dans ce domaine. Mais des perspectives plus difficiles, surtout si on les compare aux objectifs de Plan pour 1990. Passer en cinq ans de 0,15 à 1 Mtep s'avère d'ores et déjà une gageure. L'invité de *Maîtrise de l'énergie*, M. Jean-Claude Vathaire, président du GEP, explique ci-contre les raisons de ces difficultés et indique quelles seraient, de son point de vue, les dispositions à prendre pour y faire face.

L'une des solutions pour réduire le coût des opérations géothermiques, et donc les difficultés du financement incombant aux maîtres d'ouvrage potentiels, consiste à s'intéresser davantage aux nappes d'eau peu profondes de basse température, valorisables par pompes à chaleur.

L'exemple de Bordeaux-Pessac que nous relatons ci-dessous illustre bien l'intérêt de cette démarche relativement nouvelle.

Et c'est d'ailleurs à Bordeaux — l'Aquitaine est le deuxième bassin géothermique exploité à l'heure actuelle — qu'auront lieu les deuxièmes Journées internationales de la géothermie appliquée, consacrées précisément à l'exploitation des eaux souterraines à basse et très basse température, ainsi qu'on le lira dans l'encadré relatif à cette manifestation.

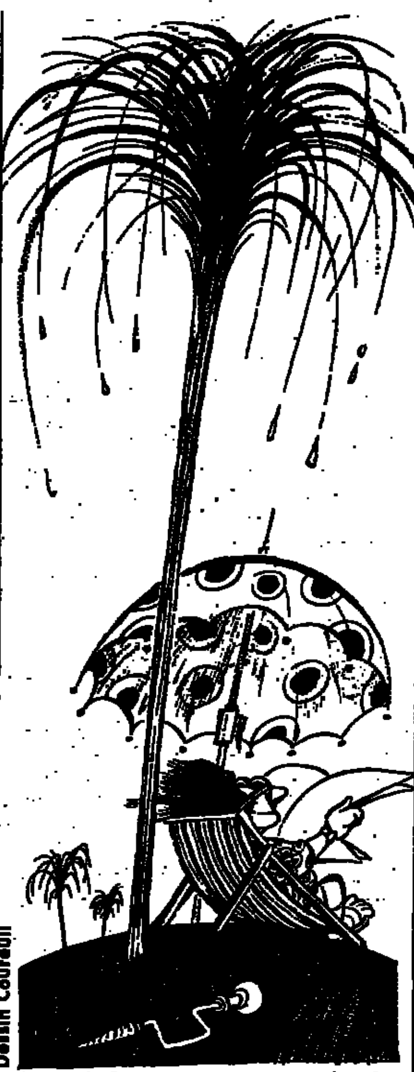
BORDEAUX-PESSAC

Comment les charges peuvent diminuer de 50 %

• Puisée à 1 000 mètres, l'eau géothermique du Bassin aquitain constitue la source d'énergie la plus rentable pour chauffer une cité HLM de 1 526 logements.

Pessac-Formanoir. Mille cinq cent vingt-six logements collectifs construits entre 1970 et 1973 dans la banlieue sud-ouest de Bordeaux par la société anonyme d'HLM « La Gironde », filiale du groupe CILG. Les appartements, totalisant 100 000 m² de surface habitable, furent équipés d'un système de chauffage par panneaux au sol, alimenté par une centrale au fioul. Le coût d'exploitation, pour une consommation d'environ 2 040 tep par an, s'élevait en 1982 à cinq millions de francs.

En 1981, Géochaleur est chargé de réaliser une étude de faisabilité, en collaboration avec l'université de Bordeaux III et le BRGM (Bureau des recherches géologiques et minières), sur les possibilités offertes par la géothermie. Les immeubles de Formanoir dorment, en effet, sur un immense réservoir d'eau douce d'une température de 45 à 50°C, qui alimente déjà l'opération géothermique de Bordeaux-Mériadeck. *« En fait, nous avons bénéficié d'une double opportunité,* explique Jean-Luc Hoguet, directeur des activités immobilières du CILG. *D'une part notre système de chauffage à basse température par le sol se prêtait remarquablement bien à une opération du type géothermie. D'autre part, le professeur Gothis, géologue à l'université de Bordeaux III, envisageait d'atteindre une seconde nappe reconnue plus au sud et contenant une eau à température plus élevée. Le forage servait donc de test pour les chercheurs. »*



Dessin Coureuil

Un forage sans réinjection

En plus des 1 526 logements concernés, la possibilité de desservir 715 habitations situées à un kilomètre du site avait été étudiée. Cette éventualité fut finalement rejetée à cause des difficultés de réalisation du réseau. Le seuil de succès de l'opération reposait sur l'obtention d'un débit de 150 m³ par heure à une température de 47° C. L'économie était alors de 1 024 tep par an. Le forage a bien atteint la nappe prévue entre 825 et 1 035 mètres, mais n'a pas rencontré de seconde nappe exploitable. Cependant les pompages d'essai se sont révélés plus favorables que l'estimation, le débit atteignant 193 m³ par heure pour une température en tête de puits de 48,4°C. L'exploitation du gisement n'a pas nécessité de forage de rejet car la nappe appartient à un ensemble multicouches couvrant la totalité du Bassin aquitain. Le rejet se fait donc directement à l'égout des eaux pluviales, après désulfurisation de l'eau qui serait potable sans sa légère teneur en hydrogène sulfuré. Les services d'assainissement de la Communauté urbaine de Bordeaux ont limité à 30°C la température de rejet.

La particularité du projet réside dans l'exploitation d'une ressource à basse température par échange direct et utilisation de pompes à chaleur. Une centrale géothermique a été construite à proximité de la chaufferie existante. Les principaux équipements comprennent deux échangeurs à plaque en acier inox de 2 697 kW de puissance totale et deux pompes à chaleur absorbant une puissance de 475 kW pour une puissance calorifique de 1 960 kW.

Le fluide géothermique circule d'abord dans les échangeurs et ensuite dans les évaporateurs des pompes à chaleur, avant son rejet à 28°C. Il assure également le préchauffage de l'eau chaude sanitaire.

90% des besoins annuels

La chaufferie d'origine a été conservée pour fournir le complément de chaleur lorsque la température descend en dessous de 5°C. Le taux de couverture des besoins par la géothermie atteint 90% pour une économie de 1 483 tep par an. Le montant global des investissements s'est élevé à 18,5 millions de francs, dont 7,8 millions pour le forage. *« Dès la première année, les locataires ont vu leurs charges de chauffage diminuer de 50%,* affirme Jean-Luc Hoguet. *Nous tenons absolument à diversifier ainsi nos sources d'énergie et travaillons actuellement sur des projets bois/charbon. »*

Le CILG s'est livré à un savant calcul sur la rentabilité économique des différentes sources énergétiques par rapport au fioul. Il ressort de cette étude que, même si la géothermie est la formule la plus coûteuse au niveau des investissements, elle permet de réaliser un gain annuel de 1 100 francs par logement compte tenu de l'amortissement des investissements, contre 500 francs pour le charbon, 300 francs pour le bois et 100 francs pour le gaz.

« La géothermie est un investissement lourd et à haut risque en cas d'échec au niveau du forage, constate Jean-Luc Hoguet. *Mais il s'agit sans conteste de la solution la plus rentable au niveau des économies d'énergie. »* Le temps de retour de l'investissement est estimé à six ans pour l'opération de Pessac-Formanoir.

Gérard Muteaud
M5 Communication

LES DEUXIÈMES JOURNÉES JIGA

Du 12 au 14 mars prochain se tiendront à Bordeaux les journées Jiga 85 consacrées à la valorisation des eaux souterraines à basse et très basse température.

C'est dans le prolongement des premières Journées internationales de géothermie appliquée (Jiga 83), qui avaient permis à plus de 300 participants d'établir un bilan, que l'AFME et le GEP/géothermie organisent cette deuxième rencontre.

La géothermie « classique » et la géothermie de « moyenne profondeur » feront l'objet des exposés de la première journée. La géothermie de « très basse température », thème privilégié de ces journées, occupera la seconde matinée. L'après-midi, deux séances spécialisées et une table ronde seront organisées. Une exposition se tiendra sur les lieux mêmes des journées au palais des congrès de Bordeaux.

Une visite des installations en service dans la région bordelaise clôturera cette manifestation. On pourra visiter notamment les opérations de Pessac, Esso-Begles (opération de stockage intersaisonnier), Bordeaux-Benauge, Saint-Paul-lès-Dax et Mont-de-Marsan.

Pour plus d'informations contacter : Bordeaux Congrès, 33300 Bordeaux-Lac, France - tél. : (56) 50.84.49, télex : 540 519.

• ***« Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME.***
Rédaction en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27, rue Louis-Vicat — 75015 Paris.
• **Rédaction et communication :** Hugues Sibille et Michaël Gheerbrant. **Maquette :** Claudine Roy, TEN et Associés, 10 rue Mayet — 75006 Paris.
• **Composition, montage, photogravure :** Italiques, 14 rue Vauvenargues — 75018 Paris.

L'INVITÉ DE MAÎTRISE

La géothermie et le Plan : rêve ou réalité ?

Dix ans déjà... Dix ans déjà depuis la première crise de l'énergie, dix ans durant lesquels deux chocs pétroliers ont ébranlé notre société et nous ont contraints à rechercher des parades.

L'utilisation de nos ressources géothermales a été l'une des premières solutions mises en œuvre car, dès 1969, une démonstration avait été faite à Melun-l'Almont. Aussi dès 1975, et surtout à partir de 1979, après le deuxième choc pétrolier, la recherche géothermique s'intensifiait, pour aboutir en 1984 au raccordement de 150 000 logements, permettant l'économie d'environ 150 000 tonnes d'équivalent pétrole.

Ce bilan remarquable a été obtenu grâce aux gouvernements successifs qui, d'une manière ou d'une autre, ont été les initiateurs des réalisations par une politique mobilisatrice d'octroi de garanties, de subventions, de prêts bonifiés. La situation s'était notablement améliorée à partir de 1981, le gouvernement ayant alors clairement exprimé sa volonté de réduire la dépendance énergétique et de promouvoir dans l'habitat populaire des systèmes de chauffage plus économiques. On pouvait alors espérer que les objectifs fixés au IXe Plan, soit un million de logements raccordés à ce type d'énergie, seraient atteints en 1990.

Un infléchissement préoccupant

Depuis 1984, nous observons une dégradation : brusquement, la politique gouvernementale semble s'infléchir vers un arrêt du rôle de promoteur et d'initiateur de l'Etat, rôle pourtant essentiel, nécessaire même compte tenu des structures mises en place pour le développement de cette énergie et des contraintes rencontrées.

Le programme a pris du retard. Pour atteindre l'objectif précité, il serait nécessaire de réaliser annuellement 30 à 40 opérations.

par Jean-Claude Vathaire*

Or actuellement le rythme annuel, après avoir été de 14 en 1981, 15 en 1982, semble redescendu à moins de 10. La tendance actuelle, désastreuse, nous conduit à 230 000 logements raccordés en 1990, soit moins du quart de ce qui était raisonnablement envisageable.

L'aide publique reste nécessaire. En France en effet, à la différence des secteurs traditionnels de l'énergie (pétrole, charbon, gaz, électricité), la géothermie a pour caractéristique de ne pas posséder un opérateur national unique, de sorte que les investissements de production et de distribution sont à la charge directe du décideur (collectivité locale). La conséquence positive de ce choix est que la « rente » revient à l'usager et non à l'opérateur qui, dans ces conditions, n'est pas en mesure d'en assurer le financement. Or un projet de géothermie ne peut voir le jour que moyennant la mise en place d'un financement lourd couvrant la totalité du projet : forages, station d'échange, réseau de chaleur, dont le poids (40 à 60 MF) « pèse » généralement dans le programme d'investissement d'une collectivité locale.

Dans ce contexte, l'adhésion des décideurs se fait plus difficile. D'autant que d'autres facteurs structurels et conjoncturels pénalisent cette énergie face aux énergies de référence : taux d'intérêt élevés, prix des énergies de référence sous-évalués (cf. déficits EDF, GDF, CDF), baisse du prix de certaines énergies, préférence donné au court terme (le plus souvent importé), apparemment plus économique, que le long terme. Celui-ci exige un investissement plus lourd mais conduit à améliorer notre indépendance.

Nous jouons actuellement avec notre avenir énergétique : la prudence nous commanderait de ne point quitter une dépendance (fioul) pour se soumettre à une autre (gaz ou charbon importé), la sagesse de ne point mettre tous nos œufs dans le même panier !

Or nous avons la chance de disposer, à l'aplomb de deux des plus grandes zones urbanisées françaises, l'Ile-de-France et la région bordelaise, de ressources énergétiques importantes. Si l'on raisonne en termes de réserves, ce sont là près de 180 Mtep envisageables, alors que les hydrocarbures liquides ne totalisent que 14 Mtep (au 1er janvier 1980), le gaz naturel 50 Mtep, le charbon 300 Mtep.

Nous n'avons pas le droit de négliger un tel potentiel alors que, dès à présent, les installations existantes permettent de réaliser une économie de devises de l'ordre de 300 MF par an et que l'objectif de 1 Mtep par an en 1990 correspondait à une économie de plus de 2 milliards de francs par an.

Une énergie hautement compétitive

Non, l'argent de l'Etat n'est pas gaspillé, sachant que 100 MF d'aides, c'est approximativement 100 MF de devises économisées à court terme, et que les opérations projetées ou réalisées présentent des caractéristiques économiques satisfaisantes puisque leur taux de rentabilité doit être supérieur à 9% et que, généralement, celui-ci se situe entre 10 et 15%.

Force est de constater la compétitivité de la kilothermie géothermique, d'autant que le calcul du taux de rentabilité de ces opérations prend en compte la construction des réseaux de chaleur.

Recourir à la géothermie, c'est jouer la diversification. En effet, elle contribue au développement des réseaux de chaleur qui s'avèrent des outils efficaces pour la diversification énergétique et l'utilisation des énergies futures. L'utilisation de la chaleur résiduelle de l'industrie, de la combustion des ordures ménagères, ou même de l'énergie solaire peut être optimisée par couplage avec l'énergie géothermique, avec recours éventuel à un stockage intersaisonnier. D'une façon générale, l'énergie géothermique constitue une énergie de base, la complémentarité étant assurée dans les opérations actuelles par le gaz ou le charbon. La diversification existe déjà maintenant : bi-énergétique aujourd'hui, multi-énergétique demain ?

L'impact sur l'environnement est aussi un atout en faveur de la géothermie : élimination des petites chaudières, généralement mal entretenues et polluantes, au profit d'une ressource à impact nul sur l'environnement.

La demande basse énergie en France constitue le tiers de la consommation énergétique nationale. Brûler du pétrole, du gaz, ou consommer de l'électricité pour chauffer à 19°C ou produire de l'eau chaude à 45°C ne semble pas raisonnable alors qu'on dispose de ressources géothermiques entre 50 et 75°C.

La crise de l'énergie n'est pas conjoncturelle : elle résulte de l'épuisement des ressources pétrolières. Nous nous devons de développer une ressource nationale, autonome, dont l'approvisionnement et le prix soient indépendants du contexte économique mondial.

Stabiliser l'aide publique

En 1982 et 1983, l'aide publique à la géothermie s'est faite à travers le « Fonds spécial grands travaux » (FSGT), géré par l'AFME. La géothermie a ainsi disposé de 63 MF sur le 1er FSGT, de 167 MF sur le 2e, de rien sur le 3e, de 100 MF sur le 4e, dont une grande part doit aller à des centrales charbon ou ordures ménagères. La discontinuité de la procédure, son caractère irrégulier et aléatoire handicapent considérablement le développement de la géothermie en France.

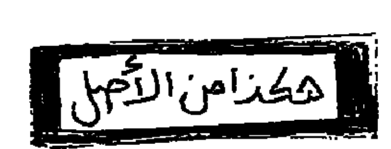
Il est souhaitable, il est temps qu'une formule d'aide publique pérenne soit mise sur pied, qu'une volonté politique soit affichée par les décideurs et conforte une profession qui a investi mais voit ses efforts, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, remis en cause par de telles fluctuations.

Pour atteindre l'objectif de 1 million de tep économisées, de 2 milliards de francs de devises économisées, un budget public de l'ordre de 200 MF par an serait nécessaire sur la période 1985-1990.

Les Français propriétaires de leur énergie, rêve ou réalité future ? Seule une politique rationnelle de l'énergie et des énergies nouvelles pourra nous conduire sur la voie de cette réalité.

J.-C. Vathaire

* Président du GEP (Groupement intersyndical des entreprises du pétrole, du gaz et de la géothermie).



chronologie

Février 1985 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurel paraît chaque mois dans *le Monde* daté du mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du *Monde* où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

1. – AFRIQUE : Une vingtaine de pays, dont l'Italie et la France, mais pas les Etats-Unis, décident de participer à un Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne, créé sous l'égide de la Banque mondiale (2 et 3-4).

1. – RFA : L'assassinat de l'industriel Ernst Zimmermann, dans la banlieue munichoise, est revendiqué par la Fraction armée rouge. Après le meurtre, le 25 janvier, près de Paris, de l'ingénieur général René Audran, revendiqué par Action directe mais commis, selon la police, par un commando franco-allemand, un *« front uni contre le terrorisme »* est mis sur pied au cours de la visite à Bonn, le 5, de MM. Fabius et Joxe (du 2 au 7).

4. – ÉTATS-UNIS : Le projet de budget présenté par M. Reagan prévoit pour l'année budgétaire 1986 une hausse des dépenses publiques de 1,5 %, la plus faible depuis 1965. Le déficit budgétaire, de 222 milliards de dollars prévus pour 1985, reviendrait à 180 milliards. Seules les dépenses militaires, qui devraient progresser de 12,7 %, sont épargnées par la rigueur budgétaire (3-4, 5, 7 et 8).

4-7. – FRANCE-CAMEROUN : La visite officielle en France de M. Paul Biya, chef de l'Etat camerounais, consacre le retour d'un climat de confiance entre Paris et Yaoundé (5, 6 et 9).

5. – GIBRALTAR : Le rétablissement des communications entre l'Espagne et Gibraltar met fin au blocus imposé par l'Espagne depuis le 9 juin 1969, tandis que Londres et Madrid engagent à Genève des discussions à propos de la souveraineté sur la colonie britannique (5 et 6).

7. – POLOGNE : Les quatre officiers de la police politique jugés depuis le 27 décembre par le tribunal de Torun pour l'assassinat du Père Jerzy Popieluszko, qu'ils avaient enlevé le 19 octobre, sont condamnés, le colonel Pietruszka et le capitaine Piotrowski, à vingt-cinq ans de prison, les deux lieutenants, qui ont participé au crime, à quinze et quatorze ans de prison (1, 2, 7, 8, 9 et 12).

8. – ESPACE : La fusée européenne Ariane-3 lance deux satellites : l'un est brésilien, Brasilsat-1 ; l'autre, Arabsat-1, est le premier satellite de télécommunications destiné aux vingt et un pays membres de la Ligue arabe (9, 10-11 et 23).

11. – CHILI : Le général Pinochet se sépare de son chef de gouvernement, M. Sergio Onofre Jarpa, un homme politique de la droite traditionnelle qui, depuis août 1983, avait tenté d'ouvrir avec l'opposition un dialogue qui a tourné court (13 et 14).

12. – CORÉE DU SUD : Aux élections législatives, le Parti de la justice démocratique (PJD), qui perd 3 sièges, conserve la majorité avec 148 des 276 sièges, mais le Parti néo-démocrate coréen (PNDC), créé le 18 janvier, obtient 67 sièges. Le PNDC bénéficie du soutien des deux principaux opposants au régime du président Chun Doo-hwan, qui sont assignés à résidence, MM. Kim Young-sam et Kim Dae-jong ; ce dernier a regagné Séoul le 8 après plus de deux ans d'exil aux Etats-Unis (5, du 7 au 15, 19, 20, 23 et 24-25).

14. – FRANCE-AFRIQUE DU SUD : M. Pik Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères en visite privée à Paris, est reçu par M. Roland Dumas. La condamnation sans réserve par la France de la politique de l'apartheid est rappelée au cours de cette première rencontre officielle à ce niveau depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir (16).

15. – CAMBODGE : Les forces vietnamiennes, qui poursuivent depuis la mi-décembre une offensive victorieuse contre la résistance khmère, occupent le quartier général des Khmers rouges à Phnom-Malai, à proximité de la frontière thaïlandaise. La plupart des 250 000 réfugiés cambodgiens qui vivaient dans les camps sous contrôle de la résistance ont gagné la Thaïlande (3-4, 8, 12, du 14 au 23, 26 et 27).

15. – URSS : Le championnat du monde d'échecs, qui opposait à Moscou depuis le 10 septembre deux joueurs soviétiques, Anatoli Karpov, tenant du titre, et Garri Kasparov, est annulé après quarante-huit parties ; il devra être rejoué à partir du 2 septembre. La décision du président philippin de la Fédération internationale des échecs, qualifiée de *« mise en scène »* par G. Kasparov, est vivement critiquée par la presse internationale (1, 2, 5, 7, du 10 au 22 et 27).

18. – AFRIQUE DU SUD : Des émeutes dans le bidonville noir de Crossroads, près du Cap, font dix-huit morts et plus de deux cents blessés, tandis que se poursuivent les arrestations dans les milieux antiapartheid (20, 21, 23 et 24-25).

19. – ESPAGNE : L'accident d'un Boeing-727 d'Iberia près de Bilbao provoque la mort de cent-quarante-huit personnes (20 et 21).

20. – TURQUIE : Vingt-deux militants kurdes sont condamnés à mort par le tribunal militaire de Diyarbakir, au cours d'un procès commencé en 1981 et concernant six cent vingt-quatre accusés (21 et 22).

21. – ÉTATS-UNIS-NICARAGUA : M. Ronald Reagan, qui tente d'obtenir du Congrès le déblocage de 14 millions de dollars d'aide à la guérilla antisandiniste, affirme que son objectif est d'*« évincer les sandinistes »* du pouvoir à Managua. Pour tenter de réduire la tension, le président Ortega annonce, le 27, le renvoi du Nicaragua, à partir de mai, de cent conseillers militaires cubains, ainsi que le gel pour une période indéfinie des achats d'armements, mais Washington qualifie ces décisions de *« manœuvre »* pour influencer le Congrès (5, 7, 8, 12, 14, 15, 16, 22, 23 et 24-25/II, 1 et 2/III).

21 – IRAN-IRAK : La commission d'enquête de l'ONU sur *les prisonniers de guerre du conflit* irano-irakien accuse les deux pays de ne pas respecter les normes élémentaires de protection des prisonniers (23).

22. – CEE : En janvier, le taux de chômage par rapport à la population active a atteint pour la première fois en données brutes les 12 % : 13,7 millions de personnes étaient sans emploi (24-25).

22. – BULGARIE-TURQUIE : Ankara proteste officiellement contre la campagne d'assimilation des Turcs lancée en Bulgarie et affirme que *« de nombreux Turcs ont été tués »* (16, 22, 23 et 24-25).

24. – URSS : M. Constantin Tchernenko, qui n'a pu, le 22, prononcer son discours électoral *« sur l'avis de ses médecins »*, vote devant les caméras de télévision soviétique pour l'élection du soviet local. La séquence aurait été filmée dans un hôpital de la banlieue de Moscou (3-4, 8, 9, 13, 14, 20, et du 22 au 27/II, 2/III).

25. – ÉTATS-UNIS : Neuf mafiosi, considérés comme les principaux chefs des cinq « familles » new-yorkaises de la Mafia, sont arrêtés par le FBI (28).

25 – PAKISTAN : Les premières élections législatives depuis l'instauration du régime militaire en juillet 1977 sont tenues pour un succès du président Zia-Ul-Haq : malgré les consignes d'abstention de l'opposition, la participation atteint 53 % contre 56 % en mars 1977 (9, 19 et du 22 au 28).

26. – CEE : Les ministres de l'agriculture des Dix parviennent à un accord sur la réduction des excédents de vin dans la Communauté ainsi que sur l'aménagement du régime des quotas laitiers (27 et 28/II, 1/III).

26. – ÉTATS-UNIS : Le dollar, qui a passé le 12 à Paris la barre des 10 F, atteint le cours record de 10,61 F. Le 27, l'intervention massive des banques centrales européennes le fait redescendre à 10,17 F. Le président Reagan expliquait, le 21, la hausse du dollar en affirmant que les partenaires commerciaux des États-Unis n'avaient pas *« rattrapé »* la reprise économique américaine : la croissance du PNB, sans précédent depuis 1951, a été en 1984 de 6,9 % (à partir du 3).

26. – POLOGNE : Solidarité annule son mot d'ordre de grève pour le 28, contre les projets de hausses des prix, après que le gouvernement eut annoncé, le 25, son intention de les *« étaler dans le temps »* (du 15 au 19 et du 24 au 28/II, 2 et 3-4/III).

27. – ÉTATS-UNIS : Mort de Henry Cabot Lodge, ancien ambassadeur américain aux Nations unies et au Vietnam (1/III).

28. – AFGHANISTAN : La commission des droits de l'homme de l'ONU publie un rapport accablant pour Moscou et Kaboul (3-4/III).

28. – FRANCE - RFA : MM. Helmut Kohl et François Mitterrand, réunis à Paris pour le quarante-cinquième sommet régulier franco-allemand, réaffirment leur volonté de relancer la construction européenne (28/II, 1 et 2/III).

28. – IRLANDE DU NORD : L'IRA revendique l'attaque au mortier contre le commissariat de Newry qui a fait neuf morts et trente-sept blessés. Cet attentat confirme la volonté de l'IRA de relancer ses activités terroristes : huit autres personnes ont été tuées en Irlande du Nord depuis la mi-février (26/II et 2/III).

La question du Proche-Orient

6. – M. Nabih Berri, ministre d'Etat pour le Liban du Sud et chef de la milice chiite Amal, se proclame « ministre de la résistance nationale » et décide de couvrir de son autorité l'envoi de commandos anti-israéliens au sud du Liban. (8).

11. – Le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat signent à Amman un accord qui envisage qu'une *« délégation commune jordano-palestinienne »* puisse participer à d'éventuelles négociations de paix. (12, 13, 14, 17-18, 21, 22, 26 et 27).

16. – L'armée israélienne achève la première phase de son retrait du sud du Liban en évacuant Saïda et sa région. L'armée libanaise est acclamée à son arrivée à Saïda, où le président Amine Gemayel, venu le 17, rend hommage à *« la noble résistance nationale libanaise »*. Les jours suivants, la multiplication des attentats meurtriers commis par la résistance au Liban du Sud dans les zones encore occupées par l'armée israélienne provoque une brusque escalade des représailles israéliennes contre la population chiite. (7, 12 et à partir du 14).

18. – Environ dix mille extrémistes chiites venus de Beyrouth manifestent à Saïda leur hostilité au régime libanais et revendiquent l'instauration d'une République islamique au Liban. (20).

19. – Le commandant Paul-Marie Rhodes est le quatrième observateur français tué à Beyrouth *en six semaines*. (21 et 22).

19-20. – Des conversations soviéto-américaines sur le Proche-Orient ont lieu à Vienne. (15, 19, 22 et 23).

24. – M. Hosni Moubarak, président égyptien, lance un appel en faveur de *« négociations directes »* entre Israël et une délégation commune jordano-palestinienne. M. Shimon Pérès, premier ministre israélien, accueille cette proposition avec un *« grand intérêt »* et reçoit, les 26 et 27, à Jérusalem, deux émissaires du président Moubarak. (A partir du 26.)

FRANCE

1. – M. François Mitterrand prononce, à Rennes, devant dix mille militants socialistes, un discours sur « L'état de la France ». Après avoir détaillé *« ce qui va, ce qui doit être corrigé, et ce qui ne va pas »*, il renouvelle ses appels à l'unité nationale et au rassemblement. (2 et 3-4).

4. – M. Bernard Laroche, inculpé et écroué le 5 novembre pour l'assassinat de Grégory Villemin, quatre ans, retrouvé noyé dans la Vologne, près de son domicile à Lépanges (Vosges), le 16 octobre, est remis en liberté. Le 19, l'enquête est retirée à la gendarmerie pour être confiée à la police judiciaire de Nancy. (5, 6, 8, 13, 15, 16 et 20).

4. – M. Max Théret et un groupe d'actionnaires rachètent à M. Claude Perdriel la majorité du capital du *Matin de Paris*. (3-4, 6 et 8/II, 2/III).

4. – Mort de Maurice Siégel, créateur et directeur de l'hebdomadaire *VSD*, ancien directeur général d'Europe 1. (6).

6. – M. Robert Broussard est nommé adjoint opérationnel du directeur général de la police. M. Georges Bastelica lui succède comme commissaire de la République délégué pour la police en Corse. (7 et 8).

6-10. – Le XXV[e] congrès du PCF, réuni à Saint-Ouen, établit la *« primauté »* du *« nouveau rassemblement populaire majoritaire »*, les accords éventuels, conclus avec d'autres formations ne pouvant lui apporter qu'un *« prolongement politique »*. Le rapport introductif de M. Georges Marchais, réélu secrétaire général, dénonce *« la politique social-démocrate de gestion de la crise »* menée par les gouvernements de MM. Mauroy et Fabius ; il est adopté par 1645 voix, avec 58 abstentions. Les « rénovateurs » peuvent s'exprimer à la tribune, mais sont vivement critiqués. M. Pierre Juquin, écarté du bureau politique, est réélu au comité central, ainsi que deux autres minoritaires, MM. Marcel Rigout et Félix Damette. A M. Jean-Claude Gayssot, qui entre au secrétariat, est confié, le 20, la responsabilité importante de l'organisation du parti. (du 2 au 13 et 22).

7-8. – M. François Mitterrand, en visite officielle en Picardie, affirme que *« la France est dans la bonne voie »*. Il promet que le chômage sera *« stabilisé »* en 1985. (du 7 au 11).

12. – La publication par *Libération* des témoignages de cinq Algériens accusant M. Jean-Marie Le Pen d'avoir participé à des tortures, en 1956 et 1957, à Alger, où il était officier parachutiste, provoque une polémique politique autour du président du Front national, au moment où le PS annonce une campagne contre les thèmes de l'extrême droite. (du 13 au 18).

13. – M. Jean-Pierre Chevènement présente la réforme des programmes de l'école primaire, qui manifeste un retour à la tradition : priorité est donnée à l'acquisition des connaissances, en particulier à l'apprentissage de la lecture et du calcul (14, 15 et 16).

14. – Le RPR et l'UDF annoncent que, dans plus des deux tiers des cantons renouvelables, une candidature unique sera présentée par l'« opposition républicaine ». Dans les cas de primaires organisées, un *« code de bonne conduite »* est établi (15 et 16/II et 2/III).

19. – M. Laurent Fabius annonce que l'élection des conseils régionaux aura lieu en 1986, en même temps que les législatives, au suffrage universel et au scrutin proportionnel (2, 8, 9, 10-11, 14 et du 20 au 23).

20. – L'Institut Pasteur met au point un test, dit Elisa, qui devrait permettre le dépistage systématique d'une éventuelle contamination des donneurs de sang par le virus du SIDA (22 et 26).

21. – M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, exclut tout désistement au deuxième tour des cantonales en faveur du Front national. Tout en rejetant l'idée d'un accord national avec l'extrême droite, M. Toubon, pour le RPR, ainsi que MM. Lecanuet et Gaudin, pour l'UDF, avaient paru envisager la possibilité de tels désistements tandis que, localement, des candidats UDF et RPR passaient des accords avec le Front national (9, 16, 19, 22, 23 et 28/II, 2/III).

21. – Mort de Jean Rous, ancien secrétaire de Trotski et militant de la décolonisation (23).

23. – L'explosion d'une bombe devant le magasin Marks and Spencer, boulevard Haussmann, à Paris, fait un mort et quatorze blessés. Aucune des multiples revendications de l'attentat n'est prise en considération par la police (24, 25 et 26).

24. – M. Henri Caillavet est nommé président de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse (16 et 26).

25. – Vingt-deux mineurs sont tués et cent trois autres blessés après une explosion au puits Simon des Houillères du bassin de Lorraine (HBL), près de Forbach, en Moselle. La CGT, la CFDT et la CFTC appellent à la grève le 4 mars dans les HBL pour *« exiger une meilleure prise en compte de la sécurité dans les mines »* (à partir du 26).

25. – M. Marchais refuse de se prononcer sur l'attitude du PC au second tour des cantonales. Le bureau politique souligne, le 26, *« l'importance décisive du vote du premier tour, comme refus de se soumettre à la crise »* (27 et 28).

25. – Mort du général Jacques de Guillebon, ancien chef d'état-major de la division Leclerc (26).

Impasse en Nouvelle-Calédonie

Le 8, M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial et sénateur RPR, déclare à Nouméa, dès son retour de France où l'opposition lui a manifesté son soutien, qu'il refuse le dialogue avec M. Edgard Pisani, s'il porte sur l'indépendance.

Le 9, le FLNKS, réuni en congrès, envisage *« des actions de déstabilisation économique des intérêts coloniaux »*, afin de favoriser le départ d'électeurs hostiles à l'indépendance avant le scrutin prévu par le plan Pisani. M. Jean-Marie Tjibaou est chargé de se consacrer exclusivement à la négociation avec M. Pisani.

Le 10, environ 2 500 habitants de Nouméa manifestent à l'appel de M. Jacques Lafleur, député RPR du territoire, après l'heure du couvre-feu, qui est repoussée de 23 heures à 1 heure, le 15.

Le 11, M. Laurent Fabius écrit à M. Pisani : il lui renouvelle sa *« pleine confiance »* et lui demande de remettre pour le 31 mars ses conclusions en recherchant *« le plus large accord possible »* et en prenant *« en compte les plus intéressantes des propositions avancées par les diverses parties »*.

Le 17, des militants du Front calédonien (extrême droite) et des habitants de Thio participent à un pique-nique à Thio. Des heurts violents opposent les gendarmes mobiles à des Mélanésiens de Thio, hostiles à cette manifestation interdite la veille par M. Pisani.

Le 20, le capitaine Saffray, responsable du maintien de l'ordre dans la région de Thio, est rappelé en métropole et, le 21, M. Pisani décide l'expulsion de cinq Européens, dont les trois principaux dirigeants du Front calédonien.

Le 26, à Nouméa, entre 15 000 et 30 000 personnes participent, en violation de l'état d'urgence, à un *« défilé pour la liberté »*, à l'appel du RPCR, par solidarité avec les cinq interdits de séjour qui se cachent. (A partir du 2.)

Economie

5. – EMPRUNT : Le montant du premier emprunt d'Etat de l'année est porté de 15 à 20 milliards de francs (3-4, 6 et 10-11).

8. – POUVOIR D'ACHAT : Le salaire horaire ouvrier a augmenté de 6,2 % en 1984. C'est la première fois depuis 1958 que la hausse de ce taux est inférieure à l'inflation qui a été de 6,7 % en 1984 (10-11).

11. – EPARGNE : L'excédent des dépôts dans les caisses d'épargne a diminué en 1984 de 42,8 % (13).

13. – SOCIAL : Quatre fédérations de fonctionnaires sur sept (la FEN, la CFDT, la CFTC et les autonomes) signent l'accord salarial dans la fonction publique, qui prévoit une hausse des traitements de 4,5 % ainsi qu'une clause de sauvegarde pour assurer le maintien du pouvoir d'achat si l'inflation dépasse 5,2 % (1, 2, 7, du 9 au 16).

14. – BOURSE : L'indice de la compagnie des agents de change franchit pour la première fois la barre des 200 : la Bourse de Paris, *en progression de 16,4 % en 1984*, enregistre une hausse de 13 % pour janvier et février (10-11, 15, 16, 17-18 et 24-25).

14. – SOCIAL : Le ministère du travail indique qu'en 1984 les conflits du travail ont atteint le niveau le plus bas depuis vingt ans (17-18).

18. – SOCIAL : M. Laurent Fabius annonce le doublement de l'objectif pour les TUC : 200 000 jeunes de seize à vingt et un ans devront être employés à des travaux d'utilité collective avant la fin de 1985 (12, 20 et 21).

20. – AFFAIRES : Le conseil des ministres approuve un projet de loi visant à autoriser la constitution d'entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée. Ce statut permettra aux entrepreneurs individuels de séparer de leur patrimoine les biens affectés à leur entreprise (22).

20. – SOCIAL : Le conseil des ministres adopte des mesures encourageant le travail à temps partiel, en particulier pour les chômeurs de longue durée (13, 17-18, 21, 22 et 26).

21. – CONJONCTURE : En janvier, le chômage s'est accru de 1,1 %, le déficit du commerce extérieur a atteint 3,9 milliards de francs et les prix ont augmenté de 0,5 % (10-11, 17-18, 22 et 23/II, 1/III).

27. – CHANGES : M. Pierre Bérégovoy annonce que la balance des paiements courants n'a été déficitaire que de 265 millions de francs, contre 33,8 milliards en 1983, et que les réserves de changes se sont accrues de 26,9 milliards de francs en 1984 (28/II et 1/III).

CULTURE

1. – Création mondiale à Toulouse de *Montségur*, opéra de Marcel Landowski. L'Orchestre du Capitole, commanditaire de l'ouvrage, est dirigé par Michel Plasson (5)

6. – Ouverture au Grand Palais de l'exposition sur « l'impressionnisme et le paysage français » (8, 12 et 24-25).

6. – Mort de James Hadley Chase, écrivain britannique, auteur de romans policiers (8).

11. – Mort de Henry Hathaway, cinéaste américain (13).

12. – Mort de Conrad Detrez, écrivain (13 et 14).

16. – Iouri Lioubimov, qui a annoncé, le 7, qu'il renonçait à la direction artistique de la Maison de la culture de Seine-Saint-Denis à Bobigny, met en scène *les Possédés*, de Dostoïevski, en anglais, avec les acteurs de l'Almeida Theatre de Londres, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe (9, 15, 17-18 et 19).

20. – Création mondiale à *l'Opéra de Paris* de *Docteur Faustus*, de Konrad Boehmer, qui a obtenu en 1983 le prix Rolf-Liebermann (21 et 22).

22. – Mort de Salvador Espriu, poète catalan (24-25).

23. – Une rétrospective consacrée à l'œuvre d'Édouard Pignon est organisée au Grand Palais pour les quatre-vingts ans du peintre (26).

25. – Mort de Marianne Oswald, chanteuse (26 et 27).

28. – Mort de Ferdinand Alquié, philosophe (3-4/III).

UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

- **LUXEMBOURG : L'Europe au cœur (2).**
- **COLOMBIE : De la « violence » à la pacification (6).**
- **FRANCE : La Picardie, une province qui invente (7).**
- **FRANCE : Les dix ans de la loi sur l'avortement (10-11).**
- **FRANCE : La préparation des élections cantonales (13 et à partir du 15).**
- **FRANCE : Les nouveaux terroristes (14 et 15).**
- **NOUVELLE-CALÉDONIE : La montée des extrêmes (19, 20 et 21).**
- **DOSSIER : Les deux Corées (20).**
- **EST-OUEST : Les radios « libres » vers l'Europe de l'Est (24-25).**
- **EUROPE : Les pluies acides (24-25).**
- **ETATS-UNIS : Gangs de jeunes à Chicago (28).**

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



BIAO
AFRIBANK

En vue de l'extension de ses activités en Guinée, le Groupe B.I.A.O. recrute par voie de concours des

AGENTS D'ENCADREMENT

Ce concours est ouvert aux GUINEENS jouissant de leurs droits civiques, âgés de 35 ans au plus.

Les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par la détention de l'un des diplômes suivants :

– DIPLOME D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR option : ECONOMIE - GESTION - COMPTABILITE - FINANCES
– DIPLOME D'ETUDES COMPTABLES SUPERIEURES
– DIPLOME DU CENTRE D'ETUDES FINANCIERES & BANCAIRES
ou DIPLOME équivalent (ECOLES SUPERIEURES SPECIALISEES EN COMMERCE & GESTION).

Les dossiers devront être retirés au Département Formation de la BIAO PARIS
9, avenue de Messine - 75008 PARIS

avant le 16 mars 1985

Ces dossiers dûment complétés devront être déposés au même service

20 mars 1985 dernier délai

Les épreuves auront lieu simultanément sur les places de :
CONAKRY - DAKAR - ABIDJAN - PARIS
les 27 et 28 MARS 1985

amp

CISI PETROLE — GROUPE CISI

CISI PETROLE SERVICES compagnie internationale de services en informatique pour l'industrie pétrolière cherche un :

Ingénieur d'affaires international ingénierie offshore et chimique

Profil :
- ingénieur ou équivalent en chimie, offshore, hydrodynamique ou mécanique,
- 5 ans d'expérience dans un bureau d'ingénierie avec, de préférence, expérience sur le terrain,
- connaissance de l'informatique et/ou du calcul de structure,
- la pratique courante de l'anglais est indispensable,
- grande disponibilité - voyages fréquents en Europe et au Moyen-Orient.

Fonction :
- étude de marché,
- recherche de clients et prospects,
- négociation et rédaction de contrats,
- suivi de contrat.

Envoyer CV et photo à : Département du Personnel, Cisi Pétrole Services 53 avenue Gabriel Péri 92503 Rueil - Malmaison Cédex - France
Tél. (1) 732 92 09.

Recherchons

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN SYSTÈMES D'ARMES FRANÇAIS « OPTION MISSILES SOL-AIR »

de préférence

Expérience :

10 ANNÉES DANS LA SPÉCIALITÉ

● Langue anglaise courante.
● Lieu de travail à l'étranger.
● Salaire motivant.

Envoyer C.V. et photo sous n° 301.810 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy 75007 Paris qui transmettra.

Société de Conseil
recherche pour mission longue durée en AMERIQUE CENTRALE au profit des PME

CATEGORIE SENIOR

Economiste Industriel

familier des problèmes bancaires

Ingénieurs Industriels ou spécialisés en management

CATEGORIE JUNIOR

Economistes Industriels

ayant également des compétences de formateur.

CATEGORIE INDIFFERENTE

Expert en Commercialisation

Pour tous les consultants :
- nécessité de travailler en espagnol
- nationalité indifférente, de préférence européenne
- une expérience des techniques bancaires en milieu PME serait appréciée
- un séjour antérieur en Amérique Latine souhaité - Conditions habituelles d'expatriation.

Adresser curriculum vitae détaillé pour le 15 mars au plus tard sous réf. 151 à C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 PARIS

LT/ASSCOM





Chantal Kenvyn

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

AREPOS Association loi 1901 de tourisme social, 8.000 lits, 20 villages de vacances recherche

DIRECTEUR

Sa mission :

– Il applique la politique déterminée par les instances statutaires de l'association.
– Il anime une équipe dynamique et assure la responsabilité du fonctionnement et du développement de l'association.
– Il est appelé à se déplacer fréquemment.

Son profil :
– Il a une connaissance approfondie des comité d'entreprise et des organisations syndicales.
– Il possède une connaissance du tourisme social et il en est motivé.

Sa formation :
– Maîtrise d'économie et formation juridique souhaitées ou solide expérience professionnelle.

Ses rémunérations : 260.000 F annuel brut.

Lettre manuscrite avec curriculum vitae à adresser à :
Monsieur le Président - AREPOS
184, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS.

Date limite de dépôt des candidatures : 21 MARS 1985.

Importante Société Multinationale recherche pour ses entreprises basées région Nord de Paris

[illegible]

Vous disposez des atouts suivants :
– Expérience opérationelle prouvée sur IBM 38 et PC.
– Qualité de meneur d'hommes nécessaire pour le management d'au moins dix personnes.
– Fort potentiel et désir d'évoluer : notre croissance vous le permettra si vous alliez créativité et esprit de méthode.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous N° 44323 à : DEB'S, 140 rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra.



Leader européen dans la fabrication d'imprimantes spécialisées, poursuivant son expansion à l'exportation (+ de 50 % du C.A.),
recherche son

Responsable Commercial

pour les U.S.A.
Le poste est basé à Paris

La Mission :
● Poursuivre notre pénétration, directe et par l'intermédiaire de distributeurs, du marché américain.
● Assurer la coordination avec le siège, ainsi que la gestion de notre équipe basée aux U.S.A.

L'homme :
● Sa formation d'ingénieur a été si possible complétée par une formation commerciale.
● Il a en tout cas un tempérament commercial.
● Il a au moins 5 années d'expérience professionnelle réussies derrière lui.
● Il doit être capable d'assumer les responsabilités qu'impliquent l'importance du marché.
● Il est bilingue anglais-français.

Les déplacements sont de l'ordre de 50 % de son temps.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions, sous référence LM 503, Service Personnel, I.E.R. 12 rue Sébastopol 92400 Courbevoie

PRB

CROSBY ASSOCIATES INTERNATIONAL
General Management Consultants

Directeur général France

Après une période initiale de 6 mois aux U.S.A. pour s'imprégner de la méthodologie développée par la firme, il devra mettre en place la structure et constituer l'équipe pour assurer et développer les missions de conseil auprès des grandes entreprises clientes.

Le candidat idéal est un ingénieur ayant une formation d'administration des affaires :
- de 35 à 45 ans ;
- parfaitement bilingue ;
- avec une expérience professionnelle réussie de 10 à 15 ans acquise de préférence *soit dans une société multinationale, soit dans le conseil de haut niveau.*

Il doit avoir une grande aisance de contact et de grandes qualites de communication et d'autorité, un talent pédagogique certain et le goût d'enseigner, une forte capacite de travail, d'implication et d'enthousiasme, le tact et la finesse nécessaires à occuper un poste aux confins des cultures américaines et françaises.

Le poste est basé à Paris et comporte une part de présence à Bruxelles.

Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 3601 M à RSCG CARRIERES
48, rue St Ferdinand 75017 PARIS *qui transmettra.*

Importante industrie 1000 personnes, trois usines recherche pour son siège de Strasbourg

DIRECTEUR DU SERVICE RELATIONS HUMAINES

Maitrise Droit, Sciences Economiques ou équivalent.

Mission :
– Gestion du Personnel,
– Politique des salaires et avantages sociaux.
– Amélioration de conditions de travail et de sécurité.
– Formation.

5 à 10 ans d'expérience : gestion du personnel, relations industrielles, problèmes du droit du travail, sont nécessaires.

Adr. CV dét. ss. réf. 1105 à seletec Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

La technicité n'exclut pas le sens artistique !

PAU

Directeur technique

Ingénieur AM/ENSI... confirmé



Embadac

spécialisée dans la conception et la réalisation d'emballage de luxe, vous offre l'opportunité d'utiliser votre expérience de la production, tout en laissant s'épanouir votre créativité et votre sens de l'esthétique.

En effet, nous recherchons notre futur Directeur Technique pour prendre en charge :
● l'encadrement et l'animation du personnel (250 pers.).
● l'optimisation et l'amélioration des outils de production.
● la recherche et les études de produits nouveaux.

Pour cela, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs ayant une solide expérience de terrain, «meneurs d'hommes» et organisateurs, mais également souples et adaptables car un programme de production n'est jamais définitif.

Si notre offre vous intéresse, merci d'écrire à notre Conseil sous réf. P 004 16 place Clémenceau, 64000 Pau.

INFORAMA carrières — la technologie par les hommes

LYON - LILLE - MARSEILLE - PARIS - PAU - TOULOUSE

ORGANISATION D'ACTIVITÉS SPORTIVES ET DE VACANCES en développement constant recherche

SON DIRECTEUR DE PERSONNEL

chargé de concevoir, proposer et mettre en œuvre les moyens d'une politique de gestion prospective d'un effectif de 2 000 personnes/an. Expérience professionnelle dans un poste analogue indispensable. Formation supérieure souhaitée. Lieu de travail : PARIS avec déplacements en province à prévoir.

Envoyer lettre et C.V. manuscrits, n° 1602 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

IMPORTANTE ASSOCIATION de comités d'entreprise recherche son (sa)

DIRECTEUR(TRICE)

Poste à pourvoir à Paris.
Expérience tourisme social exigée.
Salaire : 160.000 F +/an.
Adresser lettre candidature et c.v. à l'ACCE PCUK, 71, quai De Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX CEDEX.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Notre Société est la filiale française d'une Société Internationale spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel de conditionnement d'air.
Nous employons plus de 1300 salariés et avons réalisé un chiffre d'affaires de plus de 790 MF en 1984.
Dans l'objectif de renforcer notre réseau commercial en FRANCE nous recherchons plusieurs :

CHEFS DES VENTES ET INGENIEURS DES VENTES

Placés sous la supervision des Directeurs Régionaux, ils auront pour mission permanente la commercialisation de nos produits.
Au-delà de la prospection et de la présentation des produits, ces Ingénieurs Thermiciens s'attacheront à identifier les besoins de chacun de leurs clients pour fournir un support de haut niveau technique.
De formation supérieure, ces Ingénieurs peuvent justifier d'une expérience réussie de plusieurs années de vente de produits industriels et auront une bonne connaissance du milieu du bâtiment.
A une rémunération attractive s'ajoutera un intéressement.
Une bonne pratique de l'anglais est souhaitable.
Postes à pourvoir : **LYON, MARSEILLE, PARIS, LILLE.**

Merci d'envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions
à : Monsieur le Directeur des Relations Sociales
Société TRANE - BP nº 6 - 88191 GOLBEY Cedex

Diriger les Services Comptables
(25 km de Lyon)

La Société DIEPAL – 1 Md de F de CA, 1200 personnes – a une position de leader sur plusieurs marchés alimentaires et de diététique avec des marques renommées : Blédine, Blédina, Phosphatine, Cracottes, Materne, Gayelord Hauser...

Pour accompagner sa croissance, elle s'est dotée de moyens de gestion et d'organisation très performants. Dans le domaine de la comptabilité, les outils mis en place sont particulièrement efficaces : résultats mensuels sortis au 6e jour ouvré, systèmes d'engagements de dépenses...

Le Directeur Administratif et Financier recherche le Responsable des Services Comptables qui devra poursuivre l'amélioration des performances en matière de délais, de fiabilité et d'efficacité de l'organisation. Il animera et coordonnera l'activité d'une vingtaine de personnes. Il aura un rôle important de contact avec les différents services de la société, avec l'extérieur (clients, fournisseurs, banques) ainsi qu'avec la Direction des Affaires Comptables du Groupe.

Ce poste particulièrement évolutif – le titulaire actuel va prendre la Direction Financière d'une filiale du Groupe – conviendrait à une personne diplômée d'une Ecole Supérieure de Commerce et/ou Expert Comptable, possédant une expérience de 6 à 10 ans acquise dans le domaine de la comptabilité ou de l'audit. Poste basé à Villefranche-sur-Saône.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M 15 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Ensoleillez votre carrière

Filiale d'un des plus grands groupes industriels français, nous recherchons pour notre direction régionale Sud-Est implantée à TOULON

Jeunes ingénieurs
grandes écoles

- ***Informatique de gestion***
  Vous possédez une première expérience sur grands systèmes (BULL, IBM, SIEMENS...). (Réf PO1)
- ***Informatique industrielle et scientifique***
  Vous possédez 1 à 2 années d'expérience en informatique temps réel sur systèmes VAX, SOLAR, MITRA,... (Réf. PO2)
- ***Physique-chimie (ENSCP, ICPI...)***
  Vous possédez quelques années d'expérience en laboratoire de recherche. (Réf. PO3)

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à I.O.S. - Le Galion, Bât. A - Avenue du Port-de-Plaisance - 83000 TOULON.

MEDIA PA



INFORMATIQUE
ORGANISATION
SYSTEME

THOMSON SEMICONDUCTEURS

*Notre unité d'**AIX-EN-PROVENCE** (1.000 personnes), spécialisée dans l'étude et la fabrication de diodes, redresseurs et transistors de puissance, connaît un fort développement sur un marché international (75 % de son C.A. à l'export). Elle recherche pour l'installation de son nouveau système temps réel de gestion de production, un **CHEF DE PROJET INFORMATIQUE.***

Sa mission est de mettre en œuvre les logiciels, de les adapter aux spécificités de notre unité (première implantation européenne du progiciel SPN de HP sur matériel HP 3000), et de développer les interfaces entre les différents progiciels. Il est garant des délais de mise en place des progiciels, il assure la maintenance des produits et l'encadrement de deux Analystes-Programmeurs.

Notre candidat doit avoir une formation Grande Ecole ou Universitaire, une expérience de 2 à 3 ans de la gestion informatique en milieu industriel et parler couramment anglais. La connaissance des matériels et logiciels HP sera appréciée. Notre structure nous permet de proposer une carrière évolutive à un candidat de valeur dans les différents secteurs et fonctions de notre activité.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. 1/M., à Olivier ORSINI – THOMSON SEMICONDUCTEURS – B.P. 57 – 13602 AIX-EN-PROVENCE.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

Cadre de gestion Débutant HF

Un poste formateur et évolutif alliant la rigueur comptable, la mobilité et le sens du contact.

LABORATOIRES CHAUVIN BLACHE
leader français de l'ophtalmologie
Montpellier

Mission : *assister le Directeur financier dans l'élaboration et la mise en place d'un contrôle de gestion.*

Profil : école supérieure de gestion, HEC, ESSEC, Sup. de Co., cadre débutant ou disposant d'une petite expérience qui sera familiarisé ou intéressé par le travail sur micro-ordinateur et aura une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à Marie May - **CAPFOR** - 18, rue Terral - 34000 MONTPELLIER.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

MEDIA PA

LILLE

Pour une politique sociale avancée...



Vous connaissez les concepts qui définissent « l'Entreprise du 3ème type » ?
Pour certains, c'est une chimère, pour nous, un objectif réaliste.
Nous sommes convaincus que l'amélioration des performances passe par la qualité et la dynamique de l'actif social ; la progression de nos résultats nous conforte dans notre détermination. Le développement, mais aussi la pérennité, passent donc par la recherche permanente de solutions créatives qui rendent les hommes motivés, impliqués et adaptés à leur fonction. Prévoir l'Entreprise de demain, créer (et maintenir !). Une communication interne, harmonieuse, et un climat stimulant où l'individu peut s'épanouir et progresser : telle est la mission que nous souhaitons confier à notre Directeur chargé des relations humaines.
Membre du Comité de Direction, il s'appuiera sur une équipe très opérationnelle et des moyens performants, notamment en matière de communication, car nous sommes décentralisés (plus de 100 centres de profit sur toute la France et 900 personnes).
Nous voulons garder notre avance, notamment continuer à développer les outils mis en place par notre actuel Responsable des Relations Humaines, promu dans un autre département au sein du Groupe. Nous nous adressons donc à un professionnel de la fonction, *capable de faire état d'actions novatrices et de propositions concrètes.*
Nous avons chargé Christian BLEU de traiter confidentiellement cette mission de recrutement. Merci de lui écrire s/réf. 1590 LM

argos
DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
517, avenue de la République - BP 319 - 59701 MARCQ-EN-BARŒUL Cedex
Tél. : (20) 31.24.80
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)

LTX, Société Internationale dans le domaine de la haute technologie, recherche pour son siège français, un



BILINGUE ANGLAIS

Jeune diplômé ou avec 2 ou 3 ans d'expérience, il sera plus spécialement responsable de la réalisation du bilan financier et participera à l'informatisation de l'ensemble de la comptabilité générale.

Ce nouveau poste correspond à un candidat âgé de 23 ans minimum. Des opportunités d'évolution sont importantes.

Veuillez transmettre votre candidature avec cv, lettre manuscrite + prétentions à la Direction Financière de LTX, 50, bd Rabelais, 94100 Saint-Maur.

HAVAS CONTACT

Ingénieur mise au point

S2M

A.M. OU EQUIVALENT ***80 km Ouest PARIS***

*Filiale en expansion constante, de la Société Européenne de Propulsion, **S2M** leader mondial pour l'industrie du palier magnétique recherche un ingénieur débutant ou possédant une courte expérience.*
Cet ingénieur participera à l'étude et la mise au point de divers matériels. L'anglais courant est indispensable et l'allemand apprécié.
*Le poste est basé à **VERNON** avec déplacements fréquents en France et à l'étranger.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 380 à I. ou D. LAVAUD

IDL
IDL CONSEIL (32) 37.56.82
27220 - JUMELLES.

stic
LA PASSION ET L'ACTION

Pour gagner demain, nous voulons nous attacher les meilleurs.

Professionnels de la fabrication et de la distribution de produits de décoration, notre groupe à capitaux privés (500 MF, 700 pers.) a créé, en 10 ans, pour sa division distribution, 40 implantations régionales.

Si, à 32 ans environ, vous avez l'envie des responsabilités, le dynamisme de la jeunesse, le goût de la diversité des problèmes, *et par dessus tout la volonté d'agir, nous vous offrons une expérience exceptionnelle de :*

Jeune patron

Vous dirigerez à **NICE** nos centres de profit du Sud-Est où vous serez complètement responsable de la politique commerciale, financière, sociale, dans le cadre du plan d'action établi en commun avec la Direction générale.

La réussite à ce poste offre de réelles opportunités au sein de la Direction générale du groupe pour un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous référence **4586/MS** à :
A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS
(qui transmettra).

amp



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RÉGION OUEST



CEL

Centre Electronique de LAVAL

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS ET MÉCANICIENS FORGEZ AVEC NOUS VOS CARTES DE DEMAIN...

*Notre champ d'activité : **l'électronique professionnelle...** l'informatique, la bureautique, la productique, le militaire.*

*Notre pari : la dynamique humaine d'une PME, le savoir-faire technologique de **THOMSON-CSF** et les matériels les plus adaptés. Pour gagner la bataille de la performance, nous renforçons notre équipe en créant plusieurs postes d'ingénieurs qui deviendront chefs de file dans leur spécialité.*

RESPONSABLE D'AFFAIRES

Interface entre les clients et l'usine, il coordonne au plan interne la réalisation des projets (coûts, délais, technique).

Ce "chef d'orchestre", diplômé d'une grande école, possède une expérience de 5 ans minimum en production d'électronique grande série.
Réf.: 85 454 M.

RESPONSABLE DES APPROS

Chargé de créer le service approvisionnements de notre unité de production, il met en place un progiciel de gestion des matières (MM 3000 HP) et définit les procédures concernant les flux matières et l'élaboration des ordres d'achats (10.000 à 15.000 références à terme).

Ingénieur électronicien ou mécanicien, le candidat retenu a une bonne connaissance de la comptabilité analytique, de l'outil informatique, et une expérience réussie de la gestion des matières, dans le secteur électronique.
Réf.: 85 455 M.

INGÉNIEUR SYSTÈMES D'AUTOMATISATION INDUSTRIELLE

Responsable de la réalisation de produits ou de systèmes d'automatisation, il imagine la configuration du système en utilisant comme base des produits existants (calculateurs, appareils de mesure, logiciels...)
- *il conçoit les modules HARD (interfaces) et SOFT spécifiques à chaque produit ou système;*
- *il intègre l'ensemble, l'installe et le met en œuvre.*

Ce poste nécessite 4 à 6 ans d'expérience industrielle (à dominante électronique et automatique), la maîtrise des systèmes de contrôle, des moyens d'essais multitâches, des logiciels structurés.
Réf.: 85 459 M.

RESPONSABLE DE L'AUTOMATISATION ET DE L'INFORMATISATION DES ATELIERS

Rattaché au Chef du Service Méthodes, il conçoit et met en place des investissements industriels et adapte le potentiel matériel existant au produit nouveau.
- Ingénieur généraliste, il a une expérience de 2 à 3 ans en automatisme ou équipement industriel.
Réf.: 85.457 M.

RESPONSABLE DES MOYENS DE TESTS DES SOUS-ENSEMBLES ÉLECTRONIQUES

Responsable de la réalisation et de la mise en œuvre des moyens de tests, avec une équipe de techniciens. Il s'assure de la testabilité des cartes conçues par le Groupe Etudes, définit puis évalue les stratégies de tests appliquées aux cartes électroniques : il fait réaliser les moyens HARD et SOFT correspondants, et en assure la mise en service à l'usine ou chez les clients.

Ce poste requiert une expérience similaire de 3-4 ans (cartes électroniques, analogiques, numériques) ainsi que la connaissance des tests in situ et fonctionnels.
Réf.: 85 458 M.

ACHETEUR ÉLECTRONICIEN

Responsable des achats de périphériques (optimisation qualité/coûts/délais), il exerce par ailleurs un rôle de conseil technique pour les autres familles de produits, et recherche en permanence des composants nouveaux ou de remplacement.

Une expérience de 2 à 3 ans dans les achats ou dans la vente de composants et périphériques serait vivement appréciée.
Réf.: 85 456 M.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUES

Il conçoit et met au point des cartes et ensembles électroniques numériques et/ou analogiques.

*Une première expérience d'études de 2-3 ans, sur des produits à base de microprocesseurs avec environnement analogique est souhaitée. **Réf.: 85 460 M.***

La connaissance de l'Anglais est indispensable pour tous ces postes.

***Pour participer à notre pari** nous recherchons des ingénieurs courageux, dynamiques, prêts à évoluer au sein de notre structure en pleine mutation.*

Les postes sont à pourvoir à LAVAL (à 70 km du MANS, RENNES, ANGERS).

Les entretiens de présélection se dérouleront à Paris.

*Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, en indiquant rémunération actuelle et souhaitée) en précisant bien la référence du poste choisi, à: **SELECOM** – 226, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.*



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT



Ingénieur-Chimiste

pour son Centre de ROMORANTIN (41)

Une bonne connaissance pratique en polymères moulés par injection (phénoliques, polyesters, etc...) et en peintures polyuréthanes et dérivés est indispensable.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo à la Direction du Personnel, 1 Faubourg Saint-Roch 41200 ROMORANTIN

MATRA AUTOMOBILE

LABORATOIRES FOURNIER
DIJON

recherchent
pour le département de
PHARMACOLOGIE CARDIOVASCULAIRE
de leur Centre de Recherches
situé à DAIX (périphérie de DIJON)

Technicien(ne)

DUT BTS MAITRISE ou équivalent ayant une expérience confirmée en HÉMODYNAMIQUE.

Si vous êtes intéressé(e),
envoyez lettre de candidature,
CV, photo (retournée), prétentions à
LABORATOIRES FOURNIER
Service du Personnel
42, rue de Longvic 21300 CHENOVE

JRP/Jean Regnier Publicité

Le Centre de RECHERCHE PHARMACEUTIQUE

SEARLE

situé à SOPHIA ANTIPOLIS (06)
recherche pour son Service

ASSURANCE DE QUALITÉ

AUDITEUR

CADRE H.F.

Ce poste peut convenir à un candidat possédant une formation scientifique supérieure (maîtrise de sciences, pharmacie ou équivalent) et une première expérience professionnelle dans une société internationale pharmaceutique.

Il effectuera sous la responsabilité du Chef de Service et, si nécessaire après une mise au courant des bonnes pratiques de laboratoire et de fabrication, des audits scientifiques dans les différents départements du Centre (Toxicologie, Anatomopathologie, Analytique et Galénique).

Une bonne maîtrise de la langue anglaise est souhaitable.

Adresser C.V., souhaits à : SEARLE sous réf. A.M. SOPHIA - ANTIPOLIS B.P. 23 06561 VALBONNE Cedex.

---

conseils en automatisme industriel

INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Notre client est une société de service de notoriété nationale spécialisée dans l'automatisation de la production. Elle connaît aujourd'hui un développement très rapide de son activité et recherche donc des ingénieurs de haut niveau afin de leur confier des responsabilités de conseil en matière d'automatisation de production. Les candidats recrutés se verront chargés après une formation de 4 à 8 mois au siège à Paris, d'un bureau régional destiné à promouvoir et à développer les services offerts par la société. Nous sommes donc à la recherche de personnes ayant une expérience en automatismes industriels soit dans le cadre d'une activité de conseil, soit encore en tant que responsable méthodes, production, etc..., au sein d'une entreprise. Cette société est à la pointe de l'innovation dans son domaine et elle offre des possibilités de carrière importantes. Les postes à pourvoir se trouvent en Normandie, Champagne, Bretagne, Auvergne, Poitou-Charente, Midi-Pyrénées. La plus grande discrétion dans l'examen des candidatures est garantie. Envoyer C.V. et prétentions sous référence 2910 M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A.

COOPÉRATIVE AGRICOLE CÉRÉALES, APPROVISIONNEMENTS ALIMENTS DU BÉTAIL
200 millions C.A.

Région CENTRE OUEST

recherche

CADRE DE DIRECTION

Niveau : Ingénieur Agro-Agri ou Ingénieur Arts et Métiers INSA ou ENSI
Age 25-35 ans environ.
Ce poste implique :
- une solide format. de base : bâtim., mécan., énergie ;
- des connaissances en gestion et informat. souhait. ;
- le goût des contacts hum. ;
- quelques années d'expérience terrain.

Son rôle, sous la responsabilité de la direction :
- élaboration et suivi des plans d'investiss. et de mainten. : silos, magasins ;
- participation aux campagnes céréalières.

Env. C.V., prét., photo, sous réf. n° 75.824 à Agence HAVAS, B.P. 249, 86102 CHATELLERAULT CEDEX.
Discrétion assurée.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pr adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DVV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire avec c.v. détaillé sous n° 301.895 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Crédit Mutuel

Crédit Mutuel de Maine Anjou et Basse Normandie

(Mayenne - Sarthe - Orne et Manche) 4ème groupe régional du Crédit Mutuel (7,5 milliards de dépôts) recherche pour renforcer sa Direction Bancaire et Financière,

2 Jeunes Cadres

Diplômés Ecole Supérieure de Commerce de Paris ou équivalent

L'un sera chargé d'assister le Directeur Financier dans **la gestion de la trésorerie du groupe** (marchés monétaire et financier).

L'autre conduira des **études d'organisation** : après analyse des circuits existants, il devra élaborer et formaliser des procédures nouvelles en matière de traitement des produits bancaires.

Ces deux postes sont évolutifs et à pourvoir à **LAVAL**.



Adresser lettre, CV détaillé et photo en indiquant le poste choisi au CREDIT MUTUEL Service du Personnel - 43 Bd. Volney BP 724 - 53002 LAVAL Cedex.

Curriculum

Société 50 km de Toulouse recherche

RESPONSABLE INFORMATIQUE

sur matériel DPS 4. Connaissance IMS appréciée. Adresser C.V. à MAF, 546, rue Gustave-Jay, B.P. 112, 82001 Montauban Cedex.

ANIMATEUR POUR HOTEL-CLUB du 20 avril au 1er oct., sérieux et expérim., triling. angl.-allemand. Salaire motiv. Ecr. s/n° 2043 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Journaliste, en entreprise

Les techniques et les marchés évoluent. De nouvelles aspirations apparaissent... L'entreprise et ses salariés doivent s'adapter à de nouvelles exigences. La qualité de la Communication est l'une des pièces maîtresses d'un management efficace : elle favorise la mobilisation des énergies, parce qu'elle permet à chacun de situer sa mission dans la structure et de percevoir les orientations et enjeux de l'entreprise. Numéro un de la VPC, nous croyons que notre évolution passe par l'efficacité et l'initiative de chaque individu dans son travail.

Vous êtes, comme nous, convaincu que l'entreprise joue un rôle essentiel, à la fois dans la création de richesses et dans l'épanouissement personnel des individus. A trente ans environ, vous avez déjà prouvé que vous savez faire partager ces convictions. Après une solide formation (ESJ, CELSA...), vous avez acquis une expérience réelle de la communication en entreprise. Attentif aux événements et aux hommes, vous savez mettre à profit vos connaissances techniques (écrit et audiovisuel) pour faire vivre un message, comme pour développer l'organisation de l'information.

Professionnalisme et enthousiasme vous seront absolument nécessaires pour entraîner dans cette volonté de communiquer, aussi bien votre équipe que tous les relais qui sont nécessaires dans une structure importante.

Les métiers dans notre entreprise sont variés (Commercial, Opérationnel, Technique...) mais l'exigence en matière d'information est réelle dans tous les secteurs. Le champ d'action que nous proposons est donc suffisamment vaste pour répondre à vos attentes et désirs d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (Lettre, CV, Photo et Prétentions) sous réf. 54 à Véronique SILVAIN - 57, rue de Blanchemaille - 59100 ROUBAIX



SOCIÉTÉ PÉTROCHIMIQUE HAUTE-NORMANDIE

recrute

JEUNES INGÉNIEURS DIPLOMÉS

Pour service production

Adresser c.v., photo et prétentions (en précisant sur l'enveloppe la référence) : JD/187, SNP-HAVAS (BP 907), 76023 ROUEN Cedex (qui transmettra).

FABRICANT AERONAUTIQUE ISSOUDUN

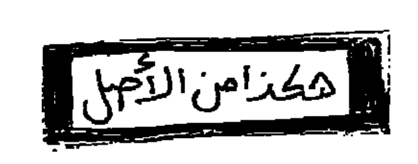
recherche

SON FUTUR DIRECTEUR D'USINE

- Ce poste s'adresse à un **jeune candidat** qui en collaboration avec l'actuel Directeur assurera la gestion d'une usine de 260 personnes.
- Son action s'inscrira à l'intérieur d'objectifs de production et de budgets.

De formation ingénieur, type **Arts & Métiers**, et ayant acquis une première expérience, de préférence dans l'industrie aéronautique, il devra être parfaitement bilingue anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous référence M 36 à
HELP INTERNATIONAL
8, rue de Louvois 75002 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

kiloutou

Spécialiste de la multilocation pour l'entreprise et le particulier. 9 magasins en France.
Pour faire face à son expansion en région parisienne.
Recherche

des PATRONS

COMMERCE + SERVICE + ANIMATION

COMMERCE : parce qu'il faut communiquer avec notre clientèle, la convaincre, la satisfaire, développer notre chiffre d'affaires.
SERVICE : parce qu'il faut l'informer sur nos produits, la conseiller dans leur utilisation.
ANIMATION : parce que vous allez diriger en toute autonomie une équipe de 6 à 9 personnes au sein d'une unité décentralisée dont vous avez la charge.

Vous avez l'esprit concret, pratique, vous êtes dynamique, vous êtes jeune diplômé d'une école de commerce ou vous bénéficiez d'une expérience de service où de distribution (âge maxi 40 ans).

Vous allez intégrer une société jeune et d'avenir, l'une des premières à avoir lancé en France un type de service nouveau.

Merci de votre réponse MANUSCRITE (+ C.V.) envoyée à Vianney LEPOUTRE qui traitera confidentiellement votre candidature, 3, rue du Hurepoix, 91700 SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS.

Juriste haut niveau

UN IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR BANQUE-ASSURANCES recherche un Juriste de haut niveau.

Rattaché au Directeur des services Juridiques et Contentieux, il sera chargé de dossiers juridiques de toute nature et d'affaires contentieuses complexes.
Il aura un rôle important de conseil et d'assistance auprès de l'ensemble des directions et services de l'entreprise.
Cette fonction de grande responsabilité nécessite :
- une très solide formation juridique : doctorat, maîtrise + DESS droit des affaires ou niveau équivalent,
- une première expérience professionnelle réussie, d'environ 5 ans, acquise dans une grande entreprise ou un cabinet et ayant permis d'acquérir une bonne maîtrise du droit des affaires,
- des qualités marquées de rigueur, de contact et d'esprit d'équipe,
- une réelle implication personnelle.

La réussite dans ce poste ouvre la perspective de prendre ultérieurement en charge l'ensemble du domaine juridique.
Poste à Strasbourg.

Ecrire sous réf. FY 371 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

Consultants fort potentiel
une carrière évolutive

cei **Groupe CGE – Le CEI est un centre de conseils, de services et de formation qui a comme clients aussi bien les sociétés du Groupe CGE que des entreprises extérieures.**

Ses consultants ont tous une solide expérience industrielle et, outre leur domaine spécifique de compétence et d'intervention, ils ont l'habitude de travailler en groupes multidisciplinaires.
Leur activité de conseil est très opérationnelle et s'accompagne souvent d'une activité de formation.
Pour renforcer ses structures, le CEI recrute **deux Consultants "fort potentiel".**

• POUR LE DÉPARTEMENT TECHNIQUE ET PRODUCTION
Le poste concerne des actions novatrices et performantes dans le domaine industriel : organisation des fabrications, méthodes, choix des investissements, automatisation, conditions de travail...
Ce consultant ECP, IDN, AM ou équivalent, sera un homme de terrain mais aussi de réflexion, car il devra "piloter" et assurer la mise en place de méthodes modernes de gestion de production.
Une expérience de 8 ans comportant de larges responsabilités en fabrication est nécessaire pour allier la conception à la réalisation.
référence CK 375 AM

• POUR LE DÉPARTEMENT MARKETING INDUSTRIEL
Ce poste concerne des actions variées dans un domaine qui traite l'ensemble des problèmes de marketing opérationnel et stratégique. Ce consultant diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent...) devra disposer d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle dont trois ans de vente sur le terrain, de matériels ou de produits industriels.
Il aura la possibilité d'actualiser son expérience en participant à des études de marché, à des actions d'organisation et de formation commerciale à l'intérieur d'un groupe très diversifié.
référence BJ 374 AM

La réussite dans ces deux postes implique : qualités d'étude et de réalisation, réflexion sur les méthodes et capacité à les mettre en œuvre ; excellent contact, sens pratique et esprit d'équipe.
Larges perspectives d'évolution de carrière au sein du Groupe y compris à des postes opérationnels importants.
Postes à Paris.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

SIEMENS

Valorisez vos études d'ingénieur en électronique ou électrotechnique, ou votre première expérience technique ou technico-commerciale et enrichissez votre connaissance de l'allemand et de l'anglais en suivant un stage de un an à notre maison-mère en R.F.A.

A l'issue de votre formation, vous intégrerez notre division Composants et participerez en tant qu'Ingénieur Technico-Commercial à son développement en promouvant ses produits sur le territoire français.

Votre premier contact consistera à nous envoyer votre C.V. sous la référence 1105 / LM à :

Département du Personnel
BP 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01

Siemens S.A.

Jeune chef de projet
conception et réalisation système de gestion

UNE DES PREMIÈRES COMPAGNIES D'ASSURANCES FRANÇAISES recherche pour son département "Immobilier" un jeune Chef de Projet.

ESSEC, ESCP ou équivalent, il devra disposer d'une première expérience de deux ans environ en organisation de système de gestion acquise en cabinet spécialisé ou importante société secteur Tertiaire (connaissances dans le domaine immobilier, matériel IBM 38 appréciées.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. HO 333 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

digital design

Leader français en TRAITEMENT D'IMAGE et VISION INDUSTRIELLE, recherche

Ingénieurs Commerciaux
en imagerie médicale. ——— *réf. DD 017*

Ingénieurs Commerciaux
en vision industrielle. ——— *réf. DD 018*

Ingénieurs Electroniciens
haut niveau, ayant de préférence des connaissances sur 68000 ——— *réf. DD 019*

Ingénieurs Systèmes
ayant de préférence des connaissances UNIX, C et PASCAL ——— *réf. DD 020*

Ingénieurs d'Applications
en traitement d'image et vision industrielle. ——— *réf. DD 021*

Techniciens
de recherche et développement
de production et service après vente ——— *réf. DD 022*

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Service du Personnel - DIGITAL DESIGN - Z.A. Orsay Courtaboeuf avenue de l'Océanie - Immeuble C2 - BP 90 91943 LES ULIS Cedex

Responsable des services financiers et comptables

UN IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE, comprenant plusieurs établissements, ayant une audience internationale, recherche son Responsable des Services Financiers et Comptables.

Ce poste conviendrait à un candidat ESSEC, ESC... (DECS apprécié) ayant quelques années d'expérience financière, comptable et informatique et ouvert aux problèmes fiscaux et juridiques, capable :
- d'élaborer les budgets des établissements, de les consolider, d'en contrôler la *réalisation,*
- d'assurer la consolidation des comptabilités des établissements,
- de gérer la trésorerie et, en particulier, les relations financières avec les Sociétés Adhérentes.

Connaissance de l'anglais souhaitée.
Poste : proche banlieue ouest.

Ecrire sous réf. PB 316 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

Un groupe chimique français de premier plan recherche pour participer à un ambitieux projet d'innovation

• Un ingénieur de recherche chimie organique
référence AI 373 AM

• Un ingénieur procédés
référence GZ 372 AM

Il s'agit de développer un procédé entièrement nouveau, pour un grand produit de l'industrie chimique à partir d'une recherche de base bien avancée.
La réussite dans ces postes implique :
- une formation grande école de chimie pour le premier poste et de génie chimique pour le second,
- de préférence une première expérience de quelques années en recherche, développement ou procédés. Les candidatures de débutants peuvent être envisagées,
- des qualités marquées de curiosité intellectuelle, le goût de la technique, un sens prononcé du travail en équipe.

Larges possibilités d'évolution dans le Groupe.
Postes en Lorraine.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris



emplois régionaux

cadre commercial

150km Ouest Paris, PME spécialisée dans la commercialisation de matières premières, recherche

JEUNE CADRE HF

pour lui confier l'un de ses secteurs d'activité. Le candidat souhaité a une formation ESC ou similaire, parle couramment l'anglais et aime les contacts avec industriels français et étrangers.

Adresser votre dossier de candidature avec CV et photo sous réf. 5225 à notre Conseil J. de BRESILLON

SEREP 124 bis av. de Villiers 75017 PARIS

Acheteur – négociateur

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (2.000 personnes) leader sur son marché et bénéficiant d'une solidité technique, économique *et financière incontestable renforce ses structures "Achats".*
Elle recherche pour sa Direction Régionale un **"Professionnel" des Achats.**

Rattaché rapidement au Directeur de l'Exploitation (650 personnes) il lui sera confié la responsabilité des achats d'une famille de produits pour l'ensemble du groupe (emballages plastiques) ainsi que, par la suite, celle d'achats variés décentralisés sur le site :
- participation à la définition des produits,
- élaboration des prévisions de dépenses,
- négociations des marchés,
- recherche des nouvelles sources d'approvisionnement (France et étranger).

Une formation générale supérieure (ENI, maîtrise de sciences, ESCAE, DUT...) ainsi qu'une expérience industrielle d'environ 8 ans dont 3 ans dans la fonction achats sont indispensables.
Une bonne connaissance du domaine des emballages plastiques serait un atout important, anglais nécessaire, allemand apprécié.
Lieu : proximité grande ville de Lorraine.

Ecrire sous réf. EM 377 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

SEMENCES
Responsable de l'exportation

Le Département Semences (production, commercialisation) d'un Groupe Français de premier plan recherche son Responsable de l'Exportation.

Rattaché au Directeur de ce département, il sera chargé de développer des activités représentant actuellement un important chiffre d'affaires et concernant des marchés existant déjà dans des régions très diversifiées (Europe, USA, Afrique, Pays de l'Est).
Ce poste conviendrait à un candidat dynamique, bon négociateur, ayant d'une part une bonne expérience de l'exportation, d'autre part la connaissance de vente *de produits agricoles.*
Connaissance de l'anglais impérative.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. DL 376 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Lancez-vous vers un nouvel horizon informatique

Premier fournisseur mondial de systèmes de télécommunication numérique, nous employons plus de 40 000 personnes à travers 25 pays.
Notre recherche dans le domaine informatique a permis de mettre au point un nouveau concept-produit : l'intégration des standards industriels en télécommunication et gestion ainsi que la portabilité des applications. Commercialisé début 84 sous le nom de VIENNA, notre famille de produits, répondant à l'attente des utilisateurs, remporte un succès considérable en Europe et maintenant en France.
Pour répondre à un très fort développement, notre filiale française, NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS, recherche de futurs collaborateurs souhaitant élargir leur vie professionnelle vers de nouveaux horizons.

Ingénieurs commerciaux Réf. IC85

Votre expérience en informatique, de préférence chez un constructeur, vous a conduit à prendre des responsabilités commerciales "Grands Comptes" dans les secteurs bancaires, industriels, de distribution...
Votre esprit d'entreprise, votre autonomie, vous permettront de promouvoir nos activités auprès des grandes sociétés. Rémunération attractive, voiture de fonction fournie.

Ingénieurs technico-commerciaux Réf ITC85

Vous avez une formation supérieure en informatique complétée d'une bonne expérience en systèmes de gestion et télécommunication. Votre mission sera principalement d'aider nos ingénieurs commerciaux à répondre aux cahiers des charges, et suivre le développement de nos grands comptes. Une rémunération attractive et des perspectives d'évolution sont prévues pour des candidats de valeur.
Si intéressés par nos produits hautement technologiques, par un marché très porteur, vous souhaitez nous rejoindre, envoyez votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous référence choisie au Service du Personnel - 41-49 rue de la Garenne - 92130 Sèvres.



SOURCES

L'informatique au service de la communication

"RÉPONDEZ À CIMSA EN TEMPS RÉEL"

CIMSA, une informatique de pointe, performante au plus haut niveau dans les milieux les plus sévères, recherche des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES

Vous possédez une expérience réussie dans les ou l'un des domaines

BASES DE DONNÉES, RÉSEAUX, TEMPS RÉEL

Vous souhaitez participer à la réalisation d'un important projet de systèmes d'aide à la décision et développer vos capacités "système".
*Vos qualités d'adaptation et le fort intérêt que vous portez à ces domaines, seront des atouts majeurs ; la connaissance de la gamme **MITRA** sera vivement appréciée.*
*Les postes proposés, à **VÉLIZY** ou à **TOULOUSE**, vous permettront d'accroître votre potentiel et donc d'évoluer rapidement dans une entreprise en pleine croissance.*
Merci d'adresser votre candidature sous réf. ILM/85 à Edwige DACQUAY – Service Emploi – B.P. 44 – 78141 VÉLIZY CEDEX.




THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

Ingénieur d'Affaires

Paris - Province

E.C.S. est la première société française de location d'ordinateurs IBM (avec un parc de 25.000 ordinateurs et périphériques) ; nos domaines d'intervention couvrent également la maintenance et la formation. Notre rythme d'évolution est important (+ 58% de C.A. en 1984).

Intégré au sein de l'équipe de l'une de nos agences à Paris ou en Province, vous assurerez la commercialisation des contrats de financement auprès de notre clientèle (grands comptes, PME, PMI,...).

Vous possédez, de préférence, une formation supérieure d'un bon niveau (Ingénieur ou E.S.C.) et avez acquis une expérience réussie de la vente de matériel informatique.

Autonomie et décentralisation procurent à ceux qui nous rejoignent un environnement professionnel attrayant.
La rémunération, liée aux résultats, peut être très élevée.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous Réf. ACS25 Françoise NOGAREDES, Responsable des Ressources Humaines E.C.S. 16, rue de Washington 75008 PARIS.

EUROPE COMPUTER SYSTEMES



PTT

les professionnels du contact recrutent leurs informaticiens

PAR CONCOURS

Analyste Programmeur de système	Diplômés d'Études Supérieures Informatiques Concours prévus en novembre 1985
Inspecteur principal technique	**NIVEAU BAC + 5** **Grandes Écoles d'ingénieurs et de commerce ou Universités option : Informatique** Agés de moins de 30 ans Épreuves les 15 et 16 avril 1985 **Clôture des inscriptions le 11 mars 1985**

RENSEIGNEZ-VOUS

POUR PARIS
SEDEPT
Tél. 200 34 34 et 293 44 10

Direction des Télécommunications d'Ile-de-France
8-10, Bd de Vaugirard
75746 PARIS CEDEX 15
Tél. 543 43 43

POUR LA PROVINCE
Direction des Postes ou des Télécommunications de votre région

MINISTÈRE DES PTT

 OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes la filiale française d'un important groupe privé américain (12 000 personnes dans le monde - C.A. : 2,3 milliards de dollars) située dans la proche banlieue Sud de Paris.

Très implanté dans l'industrie des télécommunications, notre groupe est aussi fortement présent en informatique, notamment dans les réseaux de transmission de données, le développement d'applications clés en mains, le support au réseau de distributeurs.

Pour développer nos activités (France, Europe du Sud et Afrique francophone), nous recherchons des collaborateurs (h. ou f.) de haut niveau.

Directeur commercial

Pour encadrer et animer une équipe de vente directe et indirecte (revendeurs, SSII, OEM) composée d'une dizaine de personnes.

Responsable du développement global de l'activité, votre esprit d'initiative et votre force d'entraînement seront vos meilleurs atouts pour motiver notre réseau de commerciaux. Agé de plus de 30 ans, vous possédez une expérience professionnelle réussie, de plusieurs années, au sein d'une SSII. Bien sûr, vous connaissez parfaitement la vente de produits aux clients.
■(Réf. 3419A/01)

Ingénieurs commerciaux

Vous serez chargé de prospecter et de développer de nouveaux marchés de revendeurs, SSII, OEM, sur toute la France.

Vous avez 30 ans environ, vous êtes de formation ingénieur. Grâce à une première expérience chez un constructeur, vous avez une parfaite connaissance de ces marchés dans le contexte UNIX.

Des déplacements sont à prévoir. ■(Réf. 3419B/01)

Chef de projet

Chargé de l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs systèmes et de programmeurs d'applications.

Agé de 30 ans, de formation MIAGE ou équivalent, vous possédez une expérience analogue acquise au sein d'une SSII.

Au-delà de ses compétences techniques, le candidat que nous recherchons doit avoir le sens du contact et de l'animation d'une équipe. ■(Réf. 3419C/01)

Pour tous ces postes, la pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. du poste choisi à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA

Notre créneau : l'informatique distribuée et bureautique.
Pour animer notre bureautique interne nous recherchons un **ingénieur réseau.** Il est chargé de l'étude et de la mise en oeuvre d'un réseau de transmission de données de qualité.

ingénieur réseau

Spécialiste des techniques réseau, il est responsable de la conduite du réseau ainsi que de toutes les actions préventives de modification.
Il a de solides compétences en Télécom, la connaissance des Datanet en environnement DSA est appréciée.
Une formation complémentaire est envisageable en ce qui concerne les réseaux locaux d'établissement.
Poste basé en proche banlieue Sud de Paris.

hf

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) s/réf.4774 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 Paris, qui transmettra.

DESSEIN

Adjoint au directeur des services comptables

Nous sommes un des tout premiers groupes français du bâtiment et des travaux publics à forte activité à l'étranger.

Nous recherchons pour la direction des services comptables de notre siège, situé au Sud-Ouest de Paris, un **CADRE SUPERIEUR** à fort potentiel.

Son sens de la méthode et sa rigueur sont des qualités essentielles.

Formation HEC, ESSEC, Sup. de Co Paris, complétée par *DECS* ou expertise comptable.

- 35 à 40 ans.
- Très solide expérience comptable, de préférence en entreprise.
- Connaissances fiscales approfondies (France et étranger).
- Anglophone et connaissant la comptabilité anglo-saxonne. Espagnol apprécié.
- Familier des problèmes de consolidation groupe.
- Connaissant méthodes et outils informatiques.

Candidature à adresser, sous la réf. 3421/LM, à **MEDIA P.A.** - *9, bd des Italiens - 75002 PARIS,* qui transmettra.

MEDIA PA

Société d'Ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe (Nucléaire, Productique, Bio-technologies)
1 300 personnes, banlieue ouest région parisienne
recherche

2 cadres commerciaux à fort potentiel HF

Stratégie-marketing (réf. 1815 M)

A partir des choix élaborés en collaboration directe avec le directeur du département stratégie, il aura la responsabilité :
- des analyses de marché, éventuellement en liaison avec les organismes spécialisés publics ou privés,
- des études économiques et financières en liaison avec les filiales du groupe et la direction financière.

Ce poste exige une formation supérieure (Grande Ecole de Commerce), une expérience de 4 à 5 ans dans le domaine des études économiques et financières, et une bonne connaissance de la technique des études de marché.

Une première expérience du secteur Productique-Robotique sera particulièrement appréciée.

Stratégie-communication (réf. 1815 C)

Dans le cadre du plan de développement, il participera activement à l'identification des cibles à atteindre et à l'élaboration des différents messages correspondants.

Il sera responsable de la traduction des messages en termes de communication.

Il en assurera fonctionnellement le suivi auprès des services publicité et relations publiques.

Une expérience de 4 à 5 ans des techniques de communication acquise dans un Cabinet Conseil ou en entreprise, du dynamisme mais également du réalisme et de la méthode sont néccessaires pour réussir dans cette fonction.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, en précisant la référence du poste à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris.
Confidentialité et réponse assurées.

---

l'ingéniérie construit l'avenir

Nos Ingénieurs et nos Techniciens mettent en œuvre leurs compétences et les techniques les plus modernes au service d'activités industrielles diversifiées : mécanique, électricité, automatismes, génie civil, télécomm.

jeunes ingénieurs futurs chefs de projet

VOUS ETES INGENIEUR GRANDE ECOLE. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 ou 2 ans dans un des domaines suivants : mécanique, électricité, automatismes, génie civil, télécomm. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge l'étude de systèmes complexes et le suivi de leur réalisation. Vous déterminerez leurs conditions optimales d'exploitation. Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés ayant le goût d'une activité réunissant tous les aspects du métier d'Ingénieur ; travail en équipes polyvalentes, relations avec les clients, expériences sur sites...

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 85.00 M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



---

responsable équipements industriels

La Direction des Services Techniques recrute un **INGENIEUR MECANICIEN** responsable des équipements mécaniques de production et de transfert de fluides. Cet ingénieur sera amené à intervenir dans le cadre de l'ensemble des secteurs d'activité de Serete : pétrole, chimie, nucléaire, techniques avancées.... Aidé d'ingénieurs et de techniciens spécialisés qu'il animera, sa mission portera principalement sur le dimentionnement de ces équipements, l'établissement de leurs spécifications techniques et le suivi complet de la réalisation jusqu'à la mise en service. (Réf. 85.25-M)

responsable fluides industriels

La Direction des Services Techniques recrute un **INGENIEUR THERMICIEN**, responsable des installations de production et de distribution de fluides en chimie, pharmacie, électronique, agro-alimentaire, techniques avancées. Cet ingénieur sera amené à intervenir dans le cadre des études de procédés (conception) et de la réalisation de ces installations en garantissant auprès des clients la fiabilité technique des solutions retenues. Aidé d'ingénieurs et de techniciens spécialisés, il assurera en outre des responsabilités d'encadrement au sein de nos services techniques. (Réf. 85.26-M)

Merci d'adresser votre candidature, sous référence du poste choisi à Serete. *Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.*



---

ingénieur projets ingéniérie

GENIE CIVIL - OFFSHORE

Notre Direction Générale recrute un ingénieur de projet dont la mission sera la réalisation des affaires (ingéniérie, clés en mains...) qui lui seront confiées. Selon l'expérience et les compétences du candidat retenu, ces affaires seront en génie civil, bâtiments tertiaires ou industriels, industries lourdes. Associé aux étapes finales des négociations commerciales, cet ingénieur de projet aura une autorité opérationnelle complète sur les équipes de spécialistes qui lui seront affectées. Ce poste, très évolutif, offrira de réelles opportunités de carrière à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 85.40-M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



---

jeune ingénieur thermicien

COMMERCIALISER SECI-MANAGER

SERETE est l'une des premières sociétés françaises d'ingéniérie. Depuis près de 40 ans, Serete a conçu et réalisé des centaines d'installations de production et de distribution d'énergie. Aujourd'hui, notre expérience nous permet de commercialiser un outil informatique exceptionnel : SECI-MANAGER, premier programme conversationnel d'optimisation globale des coûts énergétiques de sites industriels.

Le poste que nous vous proposons : rejoindre notre Direction Commerciale et commercialiser ce produit après une formation à nos méthodes. La réussite de votre mission vous permettra dans l'avenir d'étendre vos compétences au sein de Serete à l'ensemble des métiers de l'Ingénieur : négociations, direction de projets, évolution dans un métier technique pluridisciplinaire.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 85.29-M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.

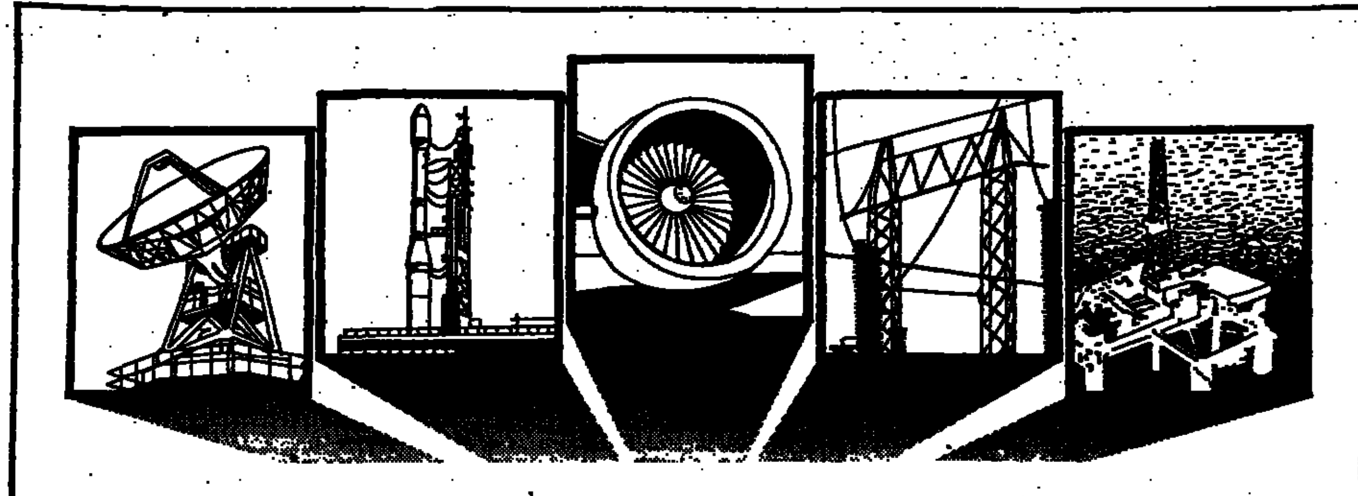


FILIALE DU GROUPE PUBLICIS

Concepteur rédacteur

JUNIOR

2 ans d'expérience en agence de préférence.
Adresser CV et prétentions à Régie-Presse Le Monde
7 rue Montessuy 75007 Paris sous réf. 302 544.



Les carrières à choix multiples : le choix RAYCHEM

Votre engagement consistera a prendre votre dimension vraie. Par étapes successives, vous inventerez votre carrière au travers de fonctions et de secteurs différents,Raychem vous y aidera.
Raychem est une société internationale d'origine américaine, présente dans 73 pays, qui génère une croissance annuelle moyenne de 20%. Nous disposons de 2000 brevets déposés et avons créé un nombre important de produits nouveaux en 1984.
Notre technologie de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire apporte des solutions originales dans des secteurs tels que l'aéronautique, l'offshore, l'énergie, la chimie, la pétrochimie, la construction, les télécommunications.
Les hommes et les femmes que nous recherchons sont des ingénieurs, de véritables entrepreneurs, curieux et enthousiastes.

Nous leur donnerons les moyens de leurs ambitions : aujourd'hui vendre ou chercher, demain exploiter ou coordonner.

Si ce message répond a votre attente, envoyez votre C.V. sous référence 593 M à :
Raychem - Direction du personnel - B.P. 738 - 95004 Cergy Pontoise Cédex.

Raychem

Vendre

— Ingénieurs Généralistes (AM; INSA, ESME,...) bilingues anglais.
Marchés : electronique, aéronautique, 4 ans d'expérience commerciale environ.

Raychem

Exploiter

— Ingénieurs généralistes débutants, bilingues anglais. Coordination et assistance techniques aux ventes.
Etudes et projets Européens.

Raychem

Chercher

— Ingénieurs electricité SUP'ELEC ou équivalent, bilingues anglais
Domaine : Aéronautique, expérience developpement souhaitée.

Raychem

Coordonner

— Ingénieurs généralistes.
Chefs de produits Européens.
4 ans d'expérience commerciale ou marketing.

Raychem



GTIE

7.000 personnes,
un chiffre d'affaires HT de 2,6 Milliards
dans l'entreprise électrique, recherche
pour son siège social implanté à
MONTESSON (Yvelines)

Chef Comptable

30 ans minimum

- Diplômé DECS ou équivalent.
- 5 ans expérience professionnelle et connaissance si possible comptabilité informatisée.
- Disponible rapidement.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

Compagnie Générale de Travaux et d'Installations Electriques
G.T.I.E. Direction Financière et Comptable
280, rue du 8 Mai 1945 - 78360 MONTESSON

BLEU



Auditeurs

Les **ASSURANCES GENERALES DE FRANCE** recherchent pour leur **Direction Générale 2 auditeurs.**

Jeune diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous maîtrisez parfaitement l'**anglais** et vous avez déjà de bonnes connaissances des outils informatiques. De plus, vous êtes prêt à faire preuve de dynamisme, de rigueur et de savoir-faire relationnel. Vous avez, bien entendu, une capacité d'autonomie et de réalisation.

Nous vous proposons la mission suivante : vous serez chargé de déterminer la qualité d'exécution des opérations financières, comptables, administratives et commerciales des unités de gestion, filiales et succursales à l'étranger, puis de porter un diagnostic. En outre, vous assurerez des missions de prévision et de prospections pour les filiales.

Ces postes, basés à Paris-9e, nécessitent de fréquents déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 5M, aux A.G.F. - Département Gestion de l'Emploi - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.

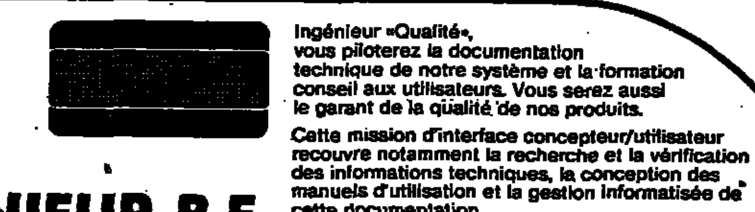
AGF ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

Jeune Ingénieur HF

Filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, notre société conçoit et fabrique des produits hautement spécialisés, de renommée mondiale.
Pour faire face à l'accroissement de ses activités, la Direction des Etudes et du Développement recrute un Ingénieur diplômé ECP, ECL, ENSTA, ENSAM, ESE, ENSERG, débutant ou possédant quelques années d'expérience.
Electronicien de formation, il a néanmoins le sens de la mécanique, une excellente culture générale scientifique et technique ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais. Lieu de travail, PARIS NORD ou PROVINCE, à convenir.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 212 à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion



ACSOR 47, rue Richer 75009 PARIS.



INGENIEUR B.E.

VOUS REFUSEZ L'INERTIE : DES MISSIONS NOUVELLES VONT MOBILISER VOTRE ENERGIE

Filiale d'un grand groupe leader du BTP, spécialisée dans le développement de process, nous avons mis au point un système de CAO original, que nous commercialisons sur le marché international.

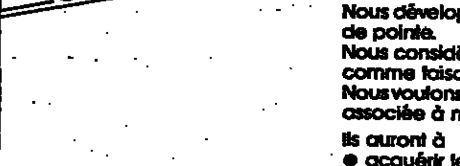
Ingénieur «Qualité»,
vous piloterez la documentation technique de notre système et la formation conseil aux utilisateurs. Vous serez aussi le garant de la qualité de nos produits.

Cette mission d'interface concepteur/utilisateur recouvre notamment la recherche et la vérification des informations techniques, la conception des manuels d'utilisation et la gestion informatisée de cette documentation.

Vous avez une excellente expérience en Bureau d'Etudes (calcul et conception de structures) ainsi que de réelles qualités pédagogiques. Alliées à votre goût pour l'informatique, elles vous permettent de donner une orientation nouvelle à votre carrière.

Lieu de travail : proche banlieue sud de Paris.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 449 à notre Conseil en Carrières



UNILOG Ethnos *9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS.*

MEMBRE DE SYNTEC Informatique

DESSEIN

Informer et Communiquer

Constructeur Informatique

Nous développons, industrialisons et assurons la maintenance de produits de pointe.
Nous considérons la documentation relative à l'utilisation de nos produits comme faisant partie intégrante de ceux-ci.
Nous voulons confier la phase conception et réalisation de documentation associée à nos produits bureautiques à des **INGENIEURS HF.**

Ils auront à
- acquérir les connaissances techniques sur nos produits futurs,
- concevoir leur manuel d'utilisation ou de maintenance, y associant toutes nouvelles technologies de communication
- adapter cette documentation au profil et aux besoins des utilisateurs,
- établir le planning de réalisation du document final,
- assurer la disponibilité et garantir la fiabilité des informations.

De bonnes connaissances techniques informatiques sont demandées. Une expérience de la programmation ou de l'électronique est vivement souhaitée. Nous recherchons des candidats désireux de faire évoluer leurs connaissances techniques dans un contexte scientifique stimulant, motivés par la communication et le partage des connaissances.
L'anglais au moins lu est indispensable.

Adressez votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 4775 à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris, qui transmettra. Précisez le cas échéant le nom des sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas soumettre votre dossier.

DESSEIN

un poste d'avenir : responsable qualité

ELECTRONIQUE — **BANLIEUE SUD**

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Dans un environnement de **HAUTE TECHNOLOGIE**, nous donnons à notre **RESPONSABLE CONTROLE QUALITE** les moyens de réussir et la **possibilité d'évoluer.**
Dans notre usine de création récente, nous étudions, développons et fabriquons pour le marché mondial des produits de **technologie de pointe.** Nous appartenons à un Groupe Multinational de premier plan spécialisé dans l'**ELECTRONIQUE.**
Nos points forts : une politique innovatrice, un secteur de pointe et surtout un potentiel humain de haute compétence. A cela s'ajoute un rythme de croissance élevé de notre CA : + 25 %, à 30 % par an !
Directement rattaché à notre Directeur Général, notre Responsable Contrôle Qualité collaborera avec l'ensemble des services concernés de la Société (Production, Etudes, Marketing...).
Aux procédures de contrôle que vous aurez la charge d'élaborer et de faire appliquer, viendront s'adjoindre à ce titre des responsabilités liées à nos **nouveaux projets.**
Votre sens aigu de la gestion fera de vous un homme clé dans notre organisation orientée vers le service à fournir à nos clients.
De formation **INGENIEUR en ELECTRONIQUE**, votre expérience, votre goût pour l'innovation, vos connaissances technologiques et votre sens des contacts humains vous désignent pour réussir dans cette fonction et pour évoluer au sein de notre Groupe.
Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence CQ 11 à notre Conseil, qui traitera les candidatures confidentiellement

Organisation et Publicité

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS



AGF ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

L'Inspection Générale de Paris crée un poste de

Chargé d'Etudes HF

Sa mission :
- Constituer une banque de données.
- Elaborer des supports d'information internes.
- Prendre en charge les relations extérieures, de l'organisation à l'animation.
- Assister les Directeurs de Régions dans la mise en œuvre des actions marketing.

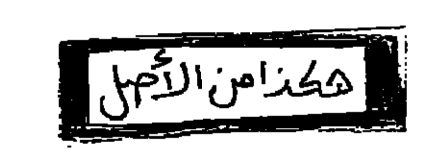
Son profil :
- Licence Sciences Economiques et/ou Marketing.
- 2 à 3 ans d'expérience marketing.

Si vous êtes méthodique, capable de faire rapidement une synthèse, aimez et sachez communiquer, ce poste vous offre tout à la fois une opportunité immédiate pour prouver vos capacités, vous permettre ensuite d'évoluer dans notre groupe.

Merci d'envoyer rapidement lettre manuscrite et C.V à Madame Claude FAVEREAU sous référence 85 521 M.

EMPLOIS **centor** 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS Tél. : 285.15.53 AFCOREM





La Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles en pleine expansion recrute pour son agence de **PARIS BOURSE** (40 personnes) un

FONDÉ DE POUVOIRS

Grandes entreprises classe V-VI

Mission : • assurer le suivi et le développement de portefeuilles d'entreprises importantes • animer et coordonner l'activité d'une équipe commerciale performante.

Profil : Ce cadre, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences Éco, ITB), aura une expérience de 5 ans minimum à un niveau de responsabilités équivalent. De plus, il possédera impérativement une excellente maîtrise de l'analyse financière et un sens affirmé du risque. Nos objectifs d'extension du réseau permettent à un candidat à fort potentiel commercial d'espérer à terme un réel développement de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. M/B2, au service du Personnel. 12, place de la Bourse, 75002 PARIS, qui vous garantit toute confidentialité.

bccm banque centrale des coopératives et des mutuelles

Nutrition Thérapeutique

Notre filiale SOPHARGA, un des leaders dans le domaine de la Nutrition thérapeutique, souhaite intégrer au sein de son Département Médical

un pédiatre

Vous effectuez la mise en place et le suivi des essais cliniques (Phase IV) sur le plan national et international.
Vous assurez la liaison avec le corps médical, le réseau de vente et vous êtes l'interlocuteur privilégié du Département Marketing.
Enfin, vous participez à différents congrès et séminaires en France et à l'étranger.

Pédiatre de formation et spécialiste de la nutrition, vous avez une première expérience acquise de préférence dans l'industrie pharmaceutique ou éventuellement dans un hôpital ou dans un cabinet.
Vous pratiquez couramment l'Anglais et vous êtes disponible pour de courts déplacements.

Merci d'adresser votre candidature (lettre - CV - rémunération actuelle) sous référence 113 M à Jacqueline JOIN-DIETERLE - Service de Gestion des Cadres - 35, Boulevard des Invalides - 75007 PARIS -

ROUSSEL UCLAF

Cyrriculum



LA PASSION ET L'ACTION

Pour gagner demain, nous voulons nous attacher les meilleurs.

Professionnels de la fabrication et de la distribution de produits de décoration, notre groupe à capitaux privés (500 MF, 700 pers.) a créé, en 10 ans, pour sa division distribution, 40 implantations régionales.

Si vous êtes un professionnel de la comptabilité qui a su évoluer en prenant la responsabilité d'un service administratif et financier, si vous souhaitez vous impliquer dans toutes les missions importantes de notre centre de profit autonome, et si vous avez par dessus tout le goût de la gestion, nous vous offrons l'opportunité d'une expérience exceptionnelle de :

responsable administratif et comptable

Vous dirigerez les services administratifs et serez responsable de la comptabilité, de la paie, du reporting à la maison-mère, de la trésorerie, de l'organisation et de l'informatique.

Ce poste est à pourvoir dans deux de nos filiales en **région Parisienne et à Nice.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous réf. **4558/MS** à : **A.M.P.**
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS *(qui transmettra)*

amp





Nous sommes un important groupe d'ingénierie à vocation internationale.

Nous offrons dans notre département Electricité-Énergie, trois postes de haut niveau :

ingénieur thermicien
(ECP, MINES...)

Sera chargé des études et réalisations de chaufferies, de réseaux de chaleur, de génie climatique, d'économies d'énergie.

ingénieur électricien
(SUPELEC, ENSIEG...)

Ayant solide expérience des réseaux électriques et de distribution dans le domaine industriel.

ingénieur électro-thermo-mécanicien
(ECP, MINES, SUPELEC...)

Responsable, au sein du Département Énergie, des projets de centrales thermo et hydro-électriques, depuis l'étude de factibilité jusqu'à la mise en service.

Ces trois postes basés à GIF-SUR-YVETTE impliquent la connaissance de l'anglais et une disponibilité pour de courts déplacements à l'étranger.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature à INTER G - Direction du Personnel B.P. 26 - 91190 GIF-SUR-YVETTE.

CONTESSE TELEMATIQUE ! UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.65

ENS PTT

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT

Diplômés des grandes écoles ou des universités

Vous êtes titulaires d'un des diplômes requis pour l'accès à la haute fonction publique, vous pouvez présenter le concours d'entrée à l'école supérieure des PTT.

A l'issue d'une formation rémunérée de 3 ans, des fonctions de haute responsabilité vous seront confiées au Ministère des PTT ou dans ses services territoriaux.

12 postes de cadres dirigeants dans le secteur des communications

La prochaine sélection aura lieu les 24-25 et 26 avril 1985
Les inscriptions seront closes le 25 mars 1985

Pour tous renseignements sur les conditions de candidature et sur la scolarité à l'ENS-PTT, contactez le (1) 580.71.21
ou écrivez à :
ENS-PTT
46, rue Barrault
75634 PARIS CEDEX 13



Nous sommes leader sur le marché européen des TELEPHONES. Notre diversification nous a permis d'être présent dans tous les domaines de la Communication (SYSTEMES et RESEAUX, AUTOCOMMUTATEURS, TERMINAUX ASC II/VIDEOTEX, RADIO-TELEPHONIE).

Notre CA, plus d'un Milliard de Francs, est réalisé par 2500 personnes réparties en 5 établissements.

Nous renforçons nos équipes chargées de concevoir et développer des systèmes en temps Réel dans le domaine de la COMMUTATION et recherchons pour *BOIS D'ARCY*

Ingénieurs Logiciel HF

A des ingénieurs disposant d'une expérience de 1 à 5 ans dans le domaine du développement de logiciels sur micro-processeurs ou en systèmes de commutation, nous proposons de rejoindre nos équipes où ils pourront confirmer leurs compétences.

Adresser C.V., prétentions, photo et date de disponibilité sous référence P.H.D. 187/M à MATRA COMMUNICATION au Service du Personnel de BOIS D'ARCY – rue J.P. Timbaud – B.P. 26 – 78390 BOIS D'ARCY

MATRA COMMUNICATION

PARFRANCE ANNONCES

UNE FORMATION SUPÉRIEURE
H.E.C., SCIENCES PO SCIENCES ÉCO

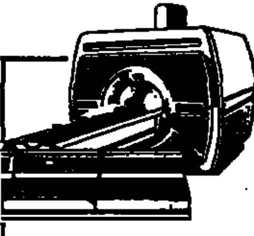
(ou équivalent) option financière de préférence, la volonté de participer au développement d'une petite société de conseil en investissements boursiers en étant une

ASSISTANTE OPÉRATIONNELLE

Polyvalente, à fort potentiel, capable de faire preuve de vivacité dans les travaux concrets et de réflexion pour les fonctions d'études. La pratique de la dactylo sera un atout. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.
Excellente présentation exigée. Env. C.V. + lettre manuscrite + photo + prét. salaire à A.I.R., 132, av. de Villiers, 75017 PARIS sous réf. 305.

SATEM ETT 951-08-72
INGÉNIEURS DÉBUTANTS
ÉLECTRONIQUE rédaction technique.

SATEM ETT 951-08-72
AGTS TECHNIQUES
BTS ÉLECTRONIQUE pour rédaction technique.



THOMSON-CGR
AVEC NOUS, CONSOLIDER NOTRE AVANCE TECHNOLOGIQUE !

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**Imagerie médicale.** Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des Equipements de haute technologie au service de la santé.

Nos projets de salles à intelligences réparties, offrent à des

INGÉNIEURS AUTOMATICIENS CONFIRMÉS

l'opportunité de donner une nouvelle impulsion à leur carrière.

Votre formation : ESE – TELECOM – INPG – N7 – AM + ESE...

Votre expérience : de plusieurs années en AUTOMATISME à commande numérique *et*/ou *micro-informatique temps réel*, sont vos *atouts*, pour **dynamiser** une équipe et **conduire** avec *elle nos projets d'automatismes de commandes.*

Pour l'étude de votre candidature, nous vous remercions d'adresser un dossier (C.V., photo et rémunération actuelle), à Yves KULIG – THOMSON-CGR, 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

UN IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION EN FORTE EXPANSION

recherche pour 2 postes de

CONTROLEURS DE GESTION ADJOINTS

DÉBUTANTS
Formation ESCP ou ESCAE exigée

Chaque poste comprendra de nombreux contacts, tant à l'intérieur de la division qu'avec la Holding, et certaines missions d'audit interne.

Possibilité d'évolution au sein du groupe.

Position cadre.

Lieu de travail : Paris
Possibilités de déplacements de courte durée en province ou en Allemagne.

Adresser C.V. détaillé et photo sous réf. 85598 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - O.T.

Banlieue Ouest

Pour participer au développement du réseau associé à son centre interactif (700 terminaux, 50 processeurs de réseau, 30 systèmes centraux), dans un contexte matériel et logiciel particulièrement performant et évolutif, un important constructeur informatique recherche un

Ingénieur Réseau
pragmatique et de haut niveau

Responsable du support réseau, vous animez une équipe de spécialistes, en assurant la gestion technique des matériels et logiciels mis en oeuvre, ainsi que la planification des évolutions et des extensions du réseau. Vous êtes en relation permanente avec les utilisateurs.

De formation Grande Ecole, vous avez une expérience d'au moins trois ans, vous ayant permis d'acquérir une connaissance du monde des réseaux (SNA, DSA) et des procédures de transmissions (X25). Vous maîtrisez les techniques informatiques sans être nécessairement un homme système.

Par votre compétence, votre goût des contacts à tous les niveaux, vous vous imposez à votre équipe et évoluez dans une unité performante.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2962, à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann - 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

AFCOREM HH

OFFRES D'EMPLOIS



DMC®

– C.A. : 6 milliards de francs : 14.000 personnes dans le monde – recherche pour un important

GROUPE TEXTILE en AFRIQUE

dont il assure la GESTION, un

contrôleur de gestion

TRÈS EXPÉRIMENTÉ POUR UNE MISSION DE 3 À 5 ANS

Membre du Comité de DIRECTION et directement rattaché à la DIRECTION GÉNÉRALE, il aura pour mission de mettre en œuvre et d'améliorer le contrôle budgétaire à partir des données en provenance des usines. Il en extraira les éléments objectifs de Conseil en vue de proposer des actions de progrès dont il assurera le suivi.

Ce poste – basé dans une grande métropole d'un pays stable d'AFRIQUE FRANCOPHONE – exigeant de réelles qualités d'animation et de pédagogie et une grande rigueur conviendrait à un candidat DIPLÔMÉ de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (HEC, ESSEC, ESCP...), justifiant d'une expérience similaire de plusieurs années acquise en milieu industriel. Rémunération attractive – Logement de fonction – Voiture – Avantages Expatriés complets.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2940 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC.

DMC®

L'un des PREMIERS GROUPES TEXTILES EUROPÉENS composé de plus de 50 Sociétés réparties dans le monde (principalement RFA, USA, Amérique Latine, Afrique) – C.A. supérieur à 6 milliards de francs dont plus de la moitié à l'étranger – crée au sein de sa DIRECTION JURIDIQUE et FISCALE une nouvelle fonction d'

ingénierie juridique

Le titulaire du poste sera chargé d'apporter initiatives et recommandations dans les missions d'ingénierie, soit au niveau d'opérations de restructurations juridiques du Groupe, soit au niveau de montages à caractère financier et commercial. Il sera en outre chargé d'assurer la gestion juridique courante du Groupe (contrats commerciaux ou de franchise, litiges et contentieux...). Ce double rôle implique la tenue à jour permanente de la documentation juridique du Groupe à l'échelon international.

Ce poste qui s'adresse à une nouvelle "race de juristes" à la fois créatifs et sûrs, conviendrait à DOCTEUR DROIT PRIVÉ INTERNATIONAL (ou DESS) + IAE ou DAUPHINE, parfaitement bilingue ANGLAIS. La connaissance de l'ALLEMAND est un plus. Il aura acquis au sein d'un CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL, ou d'AVOCAT ou dans une BANQUE D'AFFAIRES une expérience d'au moins 5 ans lui ayant permis de participer activement à des montages juridiques complexes. Il saura travailler en équipe et négocier ; il possédera une bonne pratique de la rédaction juridique.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2963 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



ÉTABLISSEMENT FINANCIER A PARIS

LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche pour son département
ENGAGEMENTS

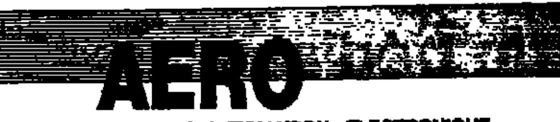
DEUX CRÉDIT-MEN

Les intéressés(ées) doivent avoir une formation de type universitaire ou grande école ainsi qu'une expérience professionnelle de 18 mois à 2 ans.

Leur rôle consistera à :
- Evaluer et diagnostiquer les entreprises d'un secteur économique ;
- Assurer la gestion et le suivi du risque d'un portefeuille constitué desdites entreprises.

Un esprit d'équipe ainsi que le goût prononcé des contacts sont impératifs.

Adresser c.v., photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE sous n° 302.569 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.





AERO

SOCIETE D'ETUDES ET CONSEILS (AUTOMATION - ELECTRONIQUE - RECHERCHE OPERATIONNELLE) recherche

2 INGENIEURS Grande Ecole ou 3ème cycle, ayant si possible quelques années de pratique, pour :
- développement de nouvelles méthodes de mesure en acoustique sous-marine.
- analyse et interprétation de résultats d'expérimentation en acoustique sous-marine.

Connaissances requises en traitement du signal, théorie de l'information, méthodes numériques, analyse statistique, acoustique.

INGENIEUR expérimenté en sonar et en acoustique sous-marine pour :
- développement de systèmes d'intelligence artificielle.

Solides connaissances en informatique exigées.

INGENIEUR physicien Grande Ecole ou 3ème cycle pour :
- élaboration et évaluation de nouvelles méthodes de détection sous-marines.

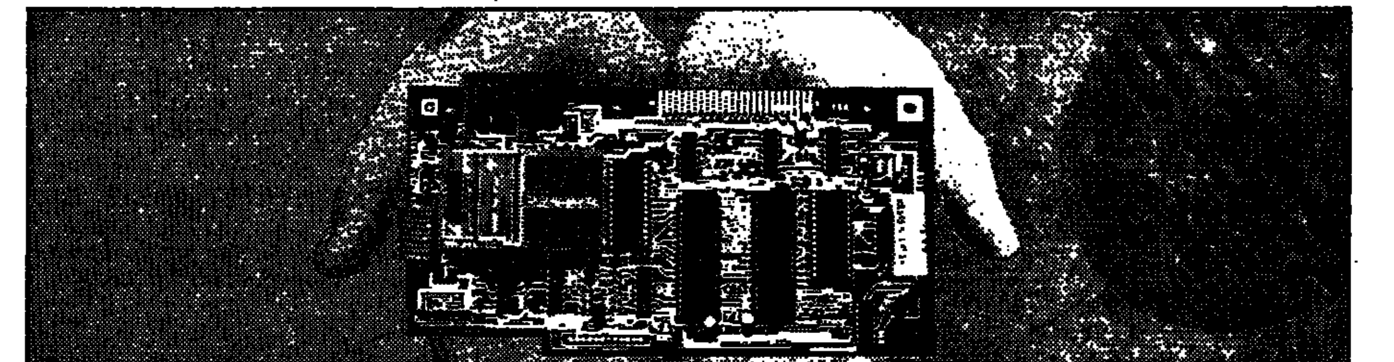
Connaissances approfondies de plusieurs domaines de la physique et qualités d'imagination requises.

ANALYSTE programmeur scientifique ou programmeur d'études (débutant à 3 ans d'expérience) pour développement de logiciels scientifiques :
- connaissance du Fortran 77 indispensable,
- anglais lu,
- expérience en logiciels graphiques et OS Prime ou VAX appréciée.

Son esprit d'initiative et sa capacité d'adaptation seront des atouts majeurs pour l'évolution du poste.

Lieux de travail pour ces différents postes : Paris ou Région Toulonnaise.

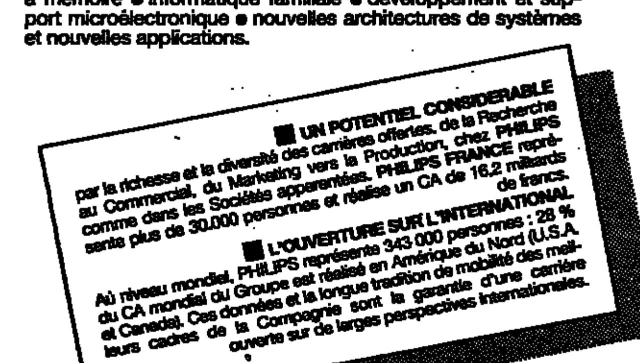
Adresser C.V. détaillé, 3, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.



L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

LE CENTRE DE TECHNOLOGIES INFORMATIQUES

Entre le Centre d'Etudes et de Développement de Fontenay aux Roses et l'unité de production située à Rambouillet, 460 personnes dont 180 ingénieurs et techniciens de haut niveau assurent la conception, le développement puis la fabrication des produits • mini ordinateurs temps réel et contrôleurs de terminaux, réseaux de communications • terminaux et cartes à mémoire • informatique familiale • développement et support microélectronique • nouvelles architectures de systèmes et nouvelles applications.



Votre rôle : • identifier les besoins utilisateurs en liaison avec les chefs de produits • assurer les contacts avec nos organisations internationales • suivre les développements de projet et animer les compétences techniques • coordonner les actions jusqu'à la phase de production • garantir la qualité pour la satisfaction des utilisateurs.

Vos atouts : Vous êtes INGENIEUR GRANDE ECOLE, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans les domaines réseaux de communication ou terminaux informatiques, vous avez la volonté d'entreprendre, le goût de la négociation internationale et la maîtrise de l'anglais.

Envoyer C.V. et photo au Service du Personnel, C.T.I., 4 à 16, avenue du Général Leclerc, 92260 FONTENAY AUX ROSES.

PHILIPS



CONTESSE

PLUS FORMATION

Spécialiste de la formation bureautique
filiale d'un groupe de services recherche pour faire face à son expansion

formateur micro H/F

- Vous avez 25 minimum,
une formation supérieure (minimum Bac + 2),
une expérience de 2 ou 3 ans dans la formation continue dans le domaine de la bureautique,
la connaissance d'un progiciel intégré pour IBM PC (Lotus 1-2-3-Symphony -Framework).
- Nous vous proposons de rejoindre notre équipe pour assumer l'animation et la conception de cours.

Lieu de travail : SAINT LAZARE.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous référence PFO à Madame CHOPIN HAGUET 60, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

CONTESSE



HOPITAL PRIVE
parisien
300 personnes
recherche

L'Adjoint du directeur

Notre hôpital se modernise. Pour rejoindre notre jeune équipe de direction, nous recherchons un candidat âgé de 32 ans minimum, de formation supérieure, possédant une expérience de 5 à 10 ans polyvalente et une démarche « audit ».

Il assurera la gestion du personnel et participera à toutes les activités de la direction de l'hôpital.

Cette fonction très autonome nécessite de très bonnes qualités de communication, un esprit rigoureux et une réelle habitude des responsabilités.

Le poste est à pourvoir rapidement et la rémunération de 210 000 F.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous la réf. CG, à notre Conseil IPAGE - 51, rue Vivienne - 75002 PARIS.

MEDIA 84

DE NOUVEAUX INGENIEURS POUR CONCEVOIR NOS PRODUITS DE DEMAIN

Notre expansion spectaculaire traduit nos performances techniques industrielles et commerciales. Nous voulons soutenir notre effort et notre progression (en sollicitant votre concours). Accompagnez-nous dans notre développement.

Nous recherchons

DES INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT TELECOMMUNICATIONS-RESEAUX

Vous avez de solides compétences en logiciel de base, en système temps réel et si possible en hardware. Ces connaissances vont vous permettre de prendre la responsabilité complète de projets de télécommunications et de réseaux. Quelques années d'expérience dans le domaine des transmissions de données alliées à une bonne sensibilité au terrain et de la clientèle sont des atouts importants. (réf. 685 M)

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Votre formation en électronique (Grande Ecole ou Université) et l'expérience que vous avez acquise vous permettent de prendre en charge la conception et le développement de produits nouveaux à base de micro-processeurs. Vous étudiez tous les aspects de l'utilisation des composants dans l'élaboration d'un produit et vous êtes au fait des techniques et méthodologies nouvelles (Gate Away, semi-custom et CAO). (réf. 691 M)

DES INGENIEURS LOGICIELS DE BASE

Vous avez une formation supérieure en informatique, de solides notions d'organisation des systèmes d'exploitation et l'expérience de systèmes connus en micro-informatique (MS-DOS, UNIX). Nous vous confierons le développement et la mise en oeuvre de logiciels de base sur nos produits à base de micro-processeurs. (réf. 692 M)

L'anglais courant est un atout supplémentaire pour chacun de ces postes.

Adressez votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence du poste choisi à notre Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI

---

ingénieur de projets

PARIS



LEADER FRANÇAIS DU FROID INDUSTRIEL APPLIQUE A L'AGRO-ALIMENTAIRE

Notre département TCE recherche un Ingénieur pour prendre la responsabilité de projets clé-en-main et approfondir les process agro-alimentaires.
Nous vous demandons une formation **ECOLE SUPERIEURE AGRO-ALIMENTAIRE** avec, si possible, un perfectionnement à l'Institut Français du Froid Industriel, un bon potentiel et la conviction que la réussite de votre entreprise passe par votre motivation et votre implication personnelle.
Votre poste, basé à PARIS, comporte des déplacements à l'étranger. Anglais indispensable.

Adressez-nous C.V., lettre man., prét. : ASSOCIATION MATAL FORMATION B.P. 7 - Les Sorinières - 44400 REZE

ENERTEC

Filiale Mesure et Régulation du groupe Schlumberger recherche un

Chef de produit

MARKETING INDUSTRIEL

De formation Ingénieur Grandes Ecoles, vous serez le responsable marketing de la ligne de produits enregistreurs péri-informatique. A ce titre, vous assurerez :
- l'analyse du marché et de la concurrence,
- l'analyse de la technologie et de ses évolutions,
- la définition des produits futurs,
- *l'interface avec les études et le commercial.*

Une première expérience dans le domaine des systèmes et des périphériques informatiques est indispensable.
Vos atouts prépondérants : le sens de la négociation et des contacts humains, le dynamisme, la créativité, l'anglais courant.

Ce poste très motivant vous donnera des possibilités d'évolution multiples au sein de notre groupe.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 3822 au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport 78140 Vélizy.

ENERTEC
Schlumberger

GRACE

recherche
pour son siège administratif et financier européen, son

INGENIEUR INFORMATICIEN

Il sera chargé de :
- l'exploitation de l'ordinateur du siège,
- la maintenance des systèmes informatiques existants,
- *la formation et l'assistance technique auprès des utilisateurs* du siège et des filiales,
- la réalisation de nouveaux projets informatiques du siège.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (MST, MSG, MIAGE, DESS ou DEA en informatique), il est débutant ou a acquis une expérience d'un an ou deux dans une fonction similaire.
Il est parfaitement bilingue (Anglais-Français).
Il possède de bonnes capacités d'adaptation et d'assimilation.
Le poste est basé à Suresnes (92).

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 02503 M à Catherine DUBIN.

bac **Personnel conseil**
86, rue de Lille 75007 PARIS
(CSNCR)

2 INGENIEURS CHIMISTES débutants

EUROPE + USA

Leaders dans le domaine de la peinture, notre force est de créer et de fabriquer nos produits pour le client et en fonction du client.
Nous recherchons deux ingénieurs chimistes débutants qui désirent adhérer à notre credo : "Client - Qualité - Service".
Rattachés au laboratoire Recherche et Développement, et en relation fréquente avec nos clients, vous devrez posséder un excellent niveau scientifique et le sens du dialogue. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais (et peut être aussi, l'allemand). Vous aimez les défis, vous êtes disponibles pour de fréquents voyages en Europe et aux USA.
PPG/Corona investit dans votre matière grise et vous propose une année de formation active et pratique dans sa Division Industrielle de Saultain (59), ses laboratoires aux USA et, bien sûr, chez ses clients.
A vous de prouver ce dont vous êtes capables et de tailler votre poste à vos dimensions.
Catherine HELIOT étudiera la candidature (C.V., lettre man., photo et prétentions) que vous lui adresserez à CORONA - 168, avenue Paul Vaillant-Couturier 93120 LA COURNEUVE



Leader parmi les fabricants de peintures

INGENIEUR ELECTRONICIEN

allez au bout de nos projets

Pour accroître notre avance technologique et notre pénétration du marché international, nous recherchons un ingénieur électronicien capable d'aller au bout de nos projets au sein du service Recherche et Développement.

Notre société leader dans le domaine du télécontrôle (automatisme et télétransmissions) et en télésécurité (des biens et des personnes) vous propose de développer une nouvelle ligne de produits.

Votre activité ira de la participation à l'établissement du cahier des charges jusqu'à l'élaboration des produits finis.

Pour réussir dans la fonction il vous faut 2 à 3 ans d'expérience en micro-informatique industrielle (INTEL *8048 - 8051 - 8044*), *une bonne connaissance* de l'anglais et si possible des capteurs. Nous vous offrons, en plus d'un cadre de travail agréable, des outils très performants (DAO...) et un challenge réel.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV, photo et prétentions) à
D. Martinet, Directeur Général de FLUTEC
86 Av. Lénine - 94250 Gentilly

FLUTEC

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le groupe D2C a besoin de jeunes DYNAMIQUES ET CRÉATIFS.
Pour renforcer l'équipe commerciale, nous recrutons :

• UN COMMERCIAL

(HEC, ESSEC ou ESCP option marketing)

Et, pour notre filiale Organisation et Conseil financier,

• UN INGÉNIEUR-CONSEIL

(Ecole de Commerce, option finances. Contrôle de gestion, DEA Gestion)

Nous recherchons des candidats ayant une première expérience professionnelle.

Envoyer c.v. + prétentions à :

d2c
DYNAMIC AND CREATIVE COMPUTING
Service du Personnel
57, rue Sainte-Anne
75002 PARIS.

Notre société — siège Ouest parisien — commercialise des **COMPOSANTS ELECTRONIQUES** de grande *notoriété.*

Dans le cadre de son développement (+ 60 % de 83 à 84), elle renforce son équipe de vente en recrutant

2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

COMPOSANTS ACTIFS
COMPOSANTS PASSIFS

Profil : BTS/DUT *électronique* ou formation équivalente obtenue, par exemple, en laboratoire.

Les candidatures de **DEBUTANTS** à fort potentiel commercial seront examinées avec intérêt.

Mission : promotion et vente de nos produits à une clientèle industrielle diversifiée.

Nous offrons : une rémunération motivante (fixe + intéressement) + frais remboursés. Evolution possible de carrière pour tout candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. + prétentions, sous la réf. RN/LM2, à notre Conseil

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA BA

DIASONICS SONOTRON

recherche
pour son unité de production

UN INGENIEUR METHODES/ PREPARATEUR DE METHODES

- avec connaissances exigées du câblage de circuits imprimés et de câblage électronique, petite mécanique et tôlerie peinture.
- 3 ans expérience usine minimum exigés.

Poste à pourvoir immédiatement.
Contacter Mme Dominique SERON
pour rendez-vous au : (6) 446.56.56

Société d'Ingénierie Economique
recherche

JEUNE INGENIEUR ECONOMISTE

Ingénieur grandes écoles + formation économique, 2 à 3 ans d'expérience pour études et conseil dans le domaine reconversion industrielle, action économique des collectivités territoriales, ingénierie financière.

Envoyer lettre manuscrite avec c.v. et photo sous référence PH 4/9241 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Importante Société d'Ingénierie
située en proche banlieue Ouest de Paris
Filiale de l'un des premiers groupes industriels français
recherche

Analyste Programmeur

ayant 2 a 3 ans de pratique en SSII maitrisant COBOL pour participer au developpement d'applications de gestion sur materiel PRIME. Le candidat devra etre diplome IUT ou MIAGE La connaissance de PRIMOS et de ses outils sera un atout supplementaire.
La diversite de nos applications (*bureautique*, CAO, calcul scientifique, gestion) nous place a la pointe du progres.

Si vous souhaitez progresser avec nous, envoyez CV, photo, pretentions sous ref. 6174 a Levi-Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

LEVI TOURNAY/ASSCOM

Important Organisme de Prévoyance - Paris -
recherche pour assister son directeur administratif et informatique, un

Jeune Cadre

capable de le seconder, en particulier sur le plan coordination et animation de plusieurs services de gestion et sur le plan des études et réalisations *Organisation et Informatique.*

Ce poste évolutif ne peut s'adresser qu'à un cadre de formation supérieure (HEC, ESSEC...) ayant une expérience minimum de 5 ans et le désir de prendre des responsabilités opérationnelles.

Salaire de l'ordre de 250.000 Frs/an.

Veuillez écrire en précisant expérience *sous référence 1074 à*

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder - 75009 Paris

Groupe Leader dans le domaine de la distribution recherche

CHEF COMPTABLE

Excellentes connaissances comptables et fiscales, expérience réussie à un poste similaire.
Il animera une équipe importante.
Il organisera et suivra l'évolution du planning de travail et sera garant des délais de la rigueur comptable des documents transmis à la direction.

Perspectives de Carrière motivantes pour HEC ou Sup de Co Paris + DECS 30 ans environ.

Merci d'adresser candidature manuscrite, CV photos récentes et prétentions à notre Conseil MARCEL GARCIA.

ORSEG 153, rue Saint-Martin 75003 PARIS

GROUPE BANCAIRE
recherche

Jeunes Diplômés

enseignement supérieur commercial ou gestion H/F

Après formation, les candidats retenus seront rattachés à la Direction d'une agence et chargés du développement des activités du groupe auprès des clientèles «privée» et «entreprises».
Le goût des **affaires** et de la **finance**, la volonté de réussir, leur ouvriront d'intéressantes perspectives de carrière au sein du réseau commercial (80 agences).
Mobilité géographique indispensable.

Ecrire avec CV + photo, sous réf. 10707 (à mentionner sur l'enveloppe), à *Média-System*, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.
Réponse assurée.

BANQUE PRIVÉE FRANÇAISE GROUPE INTERNATIONAL

recherche

SON RESPONSABLE DU SERVICE ETRANGER

Agé environ de 35 ans, minimum classe V.
Le candidat aura une bonne expérience de l'ensemble des opérations avec l'étranger. Il aura également le sens du commandement et de l'organisation et sera capable d'entretenir des relations tant avec les correspondants qu'avec la clientèle. Il parlera l'anglais couramment. Une maîtrise des procédures comptables est nécessaire et des connaissances en informatique constitueront un atout supplémentaire.
Les candidats adresseront leurs C.V. et prétentions à :
OFFICE SPÉCIAL DE PUBLICITÉ
Service « D »
64, rue La Boétie, Paris 8e,
qui transmettra.

LES 2 PARCS-M.P.T. RECHERCHE : Régisseur pour MOIS MAI & JUIN. Il aura la responsabilité de l'organisation technique d'une manifestation *importante. Envoyer c.v. et* prétentions à MPT 2 PARCS, allée du Bois, 77420 NOISIEL.

Lycée privé
sous contrat
(Vincennes)
cherche

PROFESSEUR DE SECRÉTARIAT

Pour remplacement jusqu'à fin année scolaire.
BTS secrétariat mini.
Exp. profess. appréciée.

Téléphoner pour R.-V. au 859-17-86.

Association de formation (93)
recherche
pour contrat
à durée déterminée
(8 *mois*)

FORMATEUR (TRICE) TECHNIQUE

pour stage 16-18 ans de secrétariat bureautique (connaissance PC-IBM et IBM vidéotexte indispensable).

Envoyer C.V. + lettre manuscrite à l'ATEP 93, 164, route de Villemonble, 93140 BONDY.

---

1) INGÉNIEURS LOGICIEL qques années d'expérience.
2) ATP ÉLECTRONICIENS logique analogique.
3) AT ÉLECTRONICIENS variateurs de vitesse ou S.A.V. Radiologie

LATAC Interim, 285-17-15.

Sté d'expertise comptable
Paris-17e, recherche

RESPONSABLE DE DOSSIERS

2 à 3 ans d'expér. en cab. Ecr. avec C.V. et prét. s/réf. 11.898 à P. LICHAU P.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

La Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France *recherche pour son district de* SENLIS (60300)

1 CHEF VIABILITÉ

CADRE ADJOINT
AU CHEF DE DISTRICT

CHARGÉ :
- de la gestion des chaussées, ouvrages d'art, matériel viabilité ;
- de la surveillace des opérations d'entretien ;
- de la direction d'une quarantaine de personnes dont quatre agents de maîtrise.

FORMATION :
- niveau conducteur principal ou chef de section des T.P.E. des services de l'Equipement ;
- bonne connaissance en travaux routiers et ouvrages d'art.

Rémunération annuelle environ 135.000 F.

Adresser C.V. et photo à
M. le Directeur
de l'Exploitation,
B.P. 73, 60304 SENLIS.

EDITEUR D'ANNUAIRES ATTRACTIFS, recherche COMMERCIAL(E) ayant expér. prouvée. Adres. C.V. et prét. PROMOPLAN, n° 7.204, 8, rue Blanche, 75009 PARIS.

URGENT
ENSEIGNANTS

ELECTRONIQUE INFORMATIQUE

Temps plein et vacation.
Tél. pour R.D.V. — 530-08-30.

Ville de Saint-Denis
(93)
recrute

UNE PUÉRICULTRICE D.E.

pour remplacement
6 mois directrice
de crèche collective.

Adresser candidature et curriculum vitae à
M. le Maire,
2, place Victor-Hugo,
93200 SAINT-DENIS.

Société en expansion
recherche

2 INGÉNIEURS

COMMERCIAUX

Ecole de commerce.
1 à 3 ans d'expérience de la MICRO-INFORMATIQUE pour la promotion de logiciels.

Envoyer *curriculum* vitae à

LOGIPROMO

115, Bureau de la Colline,
92213 SAINT-CLOUD.

PAIN JACQUET

recherche

ANALYSTE PROGRAM.

- niveau D.U.T.,
- *2 ans d'expérience,*
- connaiss. DOS/VSE, VSAM COBOL,
- matériel 4343.

Env. C.V. + photo + prét. à Mme QUEYRAT - 44, rue de Pontoise - 95870 BEZONS.

SYSTELEC

Recherche
pour son groupe R.D.

1 INGÉNIEUR LOGICIEL

EXPÉRIMENTÉ

Connaissant le 8086 pour participer à l'évolution d'un produit effectuant de la RECONNAISSANCE DE CARACTÈRES

- Une expérience dans ce domaine est souhaitable,
- une formation d'électronicien serait appréciée,
- la connaissance du microprocesseur 6100 serait un atout.

Env. C.V. + prétentions à :
SYSTELEC Z.A.E. 4, rue Léon-Blum - 91120 PALAISEAU.

LE COMITÉ D'ACCUEIL
Ligue de l'enseignement
recherche

PROFESSEURS ANIMATEURS

pour centres internationaux, langue et culture française.

ÉTÉ 85

Expérience pédagogique indispensable.
Peuvent postuler :
- agrégés, certifiés de langues, lettres, hist./géo., sc. éco ;
- professeurs de F.L.E. diplômés.

Exerçant de préférence dans académies région parisienne et limitrophes.

STAGE DE RECRUTEMENT ET D'INFORMATION
26 AU 28 AVRIL.
Pour obtenir dossier candidature écrire ou tél. :
Comité d'accueil,
21, rue Saint-Fargeau,
B.P.313 - 75989 PARIS
Cedex 20.
Tél. : 358-95-39.

ORGANISME BANCAIRE
recrute
pour sa division traitement du document des :

INGÉNIEURS

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

PROGRAMMEURS

Connaissant BURROUGHS.
Séries des : S 3000-S 6000 et BXX.
COBOL-EPL-GIPSI-LINC.

Ces postes sont à pourvoir immédiatement.
Rémunération et évolution de carrière très intéress.

Adresser C.V. à N° 4472,
Publicités Réunies,
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

---

conseils en carrière

DIRIGEANTS A LA RECHERCHE D'UN 2e SOUFFLE

Vous êtes prêts à agir mais vous trouvez, comme beaucoup de dirigeants et cadres supérieurs qui ont atteint les niveaux élevés de la hiérarchie, que les techniques de prospection traditionnelles ne sont plus efficaces.

Nous sommes des spécialistes conseillant nos clients dans leur stratégie de recherche professionnelle - en particulier à travers une prospection de la face cachée du marché, soit plus de 2/3 des opportunités.

Votre premier pas ? Prenez un rendez-vous par téléphone ou par lettre pour un premier Bilan confidentiel et sans engagement. L'un de nos consultants vous communiquera, après cette analyse, nos possibilités d'intervention.

Forgeot Weeks
Conseil en Stratégie de Carrière
58, rue St Ferdinand - 75017 PARIS
Tél. : (1) 574.24.24
Meeting in English welcomed

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

propositions diverses

VOUS ÊTES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI ; SAVEZ-VOUS QUE LA GRAPHO-PSYCHOLOGIE PEUT VOUS AIDER ?

Une bonne analyse grapho-psychologique vous aidera à vous présenter plus facilement chez un employeur potentiel – ou vous permettra de vous orienter vers des domaines plus en rapport avec votre profil.

Demandez sans engagement notre formulaire d'analyse. La confidentialité la plus totale vous est garantie.

Ecrivez ou téléphonez en vous référant à cette annonce.

GRAPHOLOGIE ET COMMUNICATION
9, place des Ternes, 75017 PARIS.
Téléphone : (1) 763-63-32.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C16) B.P. 402 – 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'Etranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon – 75429 PARIS CEDEX 09.

formation professionnelle

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

informe les lecteurs du Monde qu'il organise DES COURS DU SOIR BASIC conçus pour les prép. à utiliser et maîtriser dans leur entreprise LA PROGRAMMATION BASIC Tél. 205-24-63 – 241-83-83.

travail à domicile

J'effectue travaux dactylographie, traitement de texte, correction, rédaction, rewriting. Tél. : 258-49-47.

J.F. cherche travaux de dactylo., toutes frappes. Etudie toutes propositions. Téléphone le soir 263-18-21.

capitaux propositions commerciales

Transporteur italien examinerait propos. de collab. avec TRANSPORTEUR FRANÇAIS intér. par services de camions sur Paris et princip. villes franç. Ecr. à : Casella Postale 453 – 50100 FIRENZE (Italie).

cours et leçons

Enseignant donne cours math., phys., première terminale. Téléphone : 558-33-04.

représentation offres

On recherche agent pour un pensionnat anglais très connu en vue recrutement et sélection d'élèves. Nombre de places limité. Pour plus de renseignements s'adresser à :
Mrs Amanda IBBERSON
Clymping College
Littlehampton
West Sussex BN 17 5 RN
ENGLAND.

DEMAIN

Le Monde

Emplois Cadres

L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMP

CHAQUE MERCREDI PRIX 6 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro : ____

Nom ____ Prénom ____

Adresse ____

Code postal ____ Ville ____

Nombre d'exemplaires ____ × 7 F (frais de port inclus) ____

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

DEMANDES D'EMPLOIS

JURISTE généraliste
DROIT PRIVE - DROIT PUBLIC
offre son savoir et son expérience de plus de dix années à un établissement ou à un cabinet exclusivement parisien.
Ecrire sous réf. 4290 à Contesse Publicité 20, av. Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nurse, infirmière, dame de compagnie, ch. emploi auprès de dame, monsieur ou enfants. Ecr. à Mme DUBOIS, 1463 Chavannes-le-Chêne (Suisse).

Secrétaire parfaitement bilingue (français, anglais), espagnol courant, ayant sens de l'initiative et des responsabilités, cherche poste motivant. Tél. : 336-51-04.

F. Attachée direction, 43 ans, expér. assurances, immobilier, marketing, comptabilité et secrétariat. Relations publiques. Ecr. s/nº 6.711 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Couple – F. 46 ans, H. 56 ans. Cherche gardiennage. Tél. : 543-58-62.

Etudiant chargé T.P. Droit préparant thèse, ch. emploi, étud. ttes propos. T. 278-34-14.

J.H. 22 ans, Bac + 2, 18 mois d'exp. en librairie. Cherche emploi librairie ou édition – Tél. : 305-01-40.

JOURNALISTE POLYVALENT
Exp. secrétariat de rédaction P.Q.R. Recherche poste presse écrite à PARIS.
Ecrire sous le nº 69.875 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE COMMERCIAL INTERNATIONAL TUNISIEN, 44 ans formation supérieure, Tunisie, U.S.A., langue arabe, française, anglaise, 14 ans d'expérience vente directe, produits industriels de grande consommation. Supervision des réseaux dans plusieurs pays. Offre service à l'entreprise désirant développer marché du Moyen-Orient et Afrique. Veuillez écrire à M.R.S. Imprimerie, 108, avenue Gallieni – 93130 Noisy-le-Sec.

DOCUMENTALISTE
DUT + INTD, 7 ans d'expérience, libre de suite, étudie toutes propositions, Paris et province (si travail motivant). Téléphone : 750-81-11.

JEUNE FEMME 28 ANS
paysagiste DPLG
marketing
licence de géographie
Expérience chargée d'études marketing et publicité aéroport. Cabinet conseil marketing et recrutement Bureau d'études paysage et architecture CETE. Etudierait toutes propositions d'emplois. Tél. : (6) 016-15-13.

COMMERCIAL, 52 a., édit. grande distribution, déplac. poss. véhicule Sté souhaité. Etud. toutes propositions. M. Noël, 19, rue A.-Renoir, 93220 GAGNY. T. 332-30-96.

Secrétaire, sténodactylo, niveau secrétariat de direction, connaissances comptables, niveau CAP-BEP, fin de stage pratique comptabilité informatisée, saisie des écritures sur écran, notions traitement de texte, cherche emploi stable avec responsabilités, méthodique, disponible. Tél. : 506-64-50 le matin 8 h 30/13 h.

COMMUNIQUER DANS L'ENTREPRISE
UN HOMME, UNE VOCATION UN SAVOIR-FAIRE.
TÉL. : 255-37-25.

Secrétaire commerciale, anglais, 29 ans, bonne présentation, exp., sens initiatives et responsabilités. Recherche emploi sérieux et motivant. Ecr. s/nº 2.046 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ce qui est désolant, c'est de ne pas trouver du travail, alors que ceux qui travaillent sont surchargés. Gradé banque 44 ans, expérience négoce international, grande expérience commerce extérieur, anglais, allemand. Accepterait moindre rémunération plutôt que de ne rien faire. Tél. : 16 (37) 22-66-44.

J.F. 19 ans, niv. bac + exp. en inform., dactylo, gestion, compt., ét. ttes prop. Tél. : 347-48-29 h. repas.

DIRECTEUR SOCIÉTÉ
40 a., exp. 15 a. Afrique, direct. soc., biens équip. : autom., aéronaut., pilote prof. avion, ch. situat. en rapp. G. FAU, 15, r. Duban, 75016 PARIS.

JOURNALISTE
Vingt ans expér. reportage, enquête, secr. de rédact. (quot., mensuel), ch. poste ou piges en région parisienne. Connaiss. anglais, italien, espagnol. Ecr. s/nº 2036 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANCIEN DIRIGEANT ENTREPRISE ayant assumé très hautes responsabilités dans divers établissements bancaires, expérience et personnalité exceptionnelles, cherche poste conseiller ou chargé relations publiques, préférence établissement arabe ou franco-arabe. Ecr. s/nº 2.029 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dame retraitée XVe, références longue durée, organisation, documentation, rédaction, désire entrer relation sociétés assurances, immobilier, permettant emploi partiel durable, bon sens, travailleuse, accepterais essai. Ecr. s/nº 7.026 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Directeur société 40 a., exp. 15 a. Afrique direction Sté biens éq., automobile, aéronautique, pilote prof. avion, ch. situation en rapport. G. Fau, 15, rue Duban, 75016 PARIS.

CADRE LOGISTIQUE
Achats, stocks, entrepôt, animat. réseaux, production, distribution, fortes capacités conceptuelles, 17 ans prat. et 6 ans consultant, recherche responsabilités ou direction. Anglais courant, disponible. Ecr. s/nº 8.980 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

MAITRISE DE GESTION
PARIS-IX-DAUPHINE
J.F., 28 ans, recherche poste à responsabilités dans la COMMUNICATION, L'INFORMATION et la FORMATION. Quittera son emploi actuel pour une entreprise dynamique et motivée. Ecrire nº 6.269 Contesse, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

36 a., prof. math, info public et privé supér., pédag. effic., créateur, didacticiel, cherche emploi dans une SSCI. Ecr. s/nº 8.999 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE, HOMME 45 ANS
Ecole d'ingénieur + gestion administr. et ciale, bil. all., ch. emploi correspond. ts secteurs. Ecrire sous le nº 69.657 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

4 L, F 4, décembre 82, mod. 83, 34 000 km, excellent état, cotée, 19.000 F, vendue 16.000 F. Montaigu. 548-00-86.

de 8 à 11 C.V.

A VENDRE
Renault 18 turbo, rouge – 33 000 km – Prix 42.000 F. Tél. : 996-19-21.

divers

LANCIA 14e AUTOBIANCHI
2 MAGASINS
229 Bd Raspail
(1) 320-82-22
70, Av. Jean-Moulin
(1) 539-57-33

BMW SÉRIE 3-5-V
84 et 85, peu roulé, garantie. Auto Paris XVe – 533-69-95. 63, r. Desnouettes, Paris 15e.

OCCASIONS BMW
exceptionnelles très récentes
voitures de direction et ex T.T.
320 i - 323 i
2 ou 4 portes (modèles 84 et 85).
518-524 td-
525 e-528 i-
728 i-735 i-745 iA
G.A.P. WAGRAM
CONCESSIONNAIRE
25, RUE CARDINET
75017 PARIS
267.31.00

boxes - parking

MARAIS
Angle r. Francs-Bourgeois rue Vieille-du-Temple
PARKINGS en construction
Renseignements – 255-80-23

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

MARCHÉ ST-HONORÉ 2 p., cuis., bns, w.-c., 6e ét. sans asc. Prix 325.000 F. IMMO BALZAC - 296-14-38.

3e arrdt

ARCHIVES, dans bel imm. 18e 3 pièces, allure, soleil, parking. 1.100.000 F – T. 274-23-23.

5e arrdt

MOUFFETARD. Beau living + ch. tt équipée. 580.000 F. Ds bel imm. rén. 296-63-33.

6e arrdt

SEINE BONAPARTE
Dupl. 100 m² 6 P. 703-32-31.

8e arrdt

ST-AUGUSTIN, BEAU 6 P., 180 m², 2.180.000 F. 307-31-62 matin.

13e arrdt

GOBELINS
Pptaire vend plusieurs beaux 2 pièces, cuis., bns, refait neuf. Imm. pierre, ravalement et travaux en cours à notre charge. A partir de 380.000 F. Tél. 267-37-37.

BOBILLOT, Imm. standing, 2-3 P., 60 m², balcon, soleil. IMPECCABLE. 589-48-34.

ARAGO récent studio tout confort, calme. Prix 215.000 F. 326-97-16.

14e arrdt

MONTPARNASSE VAVIN, 150 m², pierre de t., 1er ét., séj., 3 chbres, s. à manger, service. Tél. : 633-38-94.

15e arrdt

CAMBRONNE
150 m², GRAND STANDING double réception, 3 chambres, 2 bains, 8e ét. imm. récent, park. – GARBI – 567-22-88.

CAMBRONNE
BEAU LOFT EN DUPLEIX, 100 m² A RÉNOVER
GARBI – 567-22-88.

16e arrdt

NEUF STANDING SOLEIL GD 3 P + TERRASSE. Dernier lot – 504-81-47.

92 Hauts-de-Seine

BD DU CHATEAU
NEUILLY - PLEIN SUD. Très bel appt. de réception + 2 chbres, 2 bains, 200 m². EXCLUSIVITÉ EMBASSY - Tél. 562-16-40.

NEUILLY ST-JAMES
Très beau 72 m², grand liv. + chambre, merveilleux jardin privé 200 m² sans vis-à-vis, park. DORESSAY 624-93-33.

SÈVRES (gare)
SPLENDIDE APPART, 160 m² vaste séjour, 4 chbres, 2 bains + terrasse 60 m², 3 parkings. GARBI - Tél. : 567-22-88.

94 Val-de-Marne

VINCENNES MAIRIE
(près) Imm. en cours de ravalement intér./extér.
4 pièces en DUPLEX
Tout confort, avec ou sans travaux de finitions
Le propriétaire - 285-11-67.

Province

38 - ALPE D'HUEZ
Propriétaire vend dans ravissant chalet rénové
SUD AU PIED DES PISTES STUDIOS tout cft à partir de 175.000 F. Téléphone : (1) 828-92-89 ou bureau de ventes (76) 80-61-20.

appartements achats

AGENCE LITTRÉ
Rech. pour clientèle française et étrangère, apparts et hôtels part. dans quartier résidentiel. Paiement compt. chez notaire Tél. : 544-44-45

Recherche 2 à 4 pièces PARIS. Préfère 5e, 6e, 12e, 14e, 15e, et 16e avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. 873-20-67 même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet-15e, 566-00-75 rech. pour client sérieux APPTS 200 m², 15e, 7e arrdts.

Gérant de société recherche 3/4 pièces 140 m², 5e 6e 7e 8e 16e et Neuilly. Tél. 359-82-81.

locations non meublées offres

Paris

LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers
Paris-banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES.
43, r. Claude-Bernard, PARIS-5e.
Métro CENSIER.

locations non meublées demandes

Paris

Pour DIRIGEANTS CADRES, EMPLOYÉS IMPORT, STÉ FRANÇAISE INFORMATIQUE, rech. Appts 2 à 8 p., studios, villas, Paris, banlieue. Libre suite ou 2 à 3 mois. 504-48-21, Référ. J.M.

AUTEUIL - BOULOGNE
Particul. rech. 3-4 p. tt cft. 508-97-40 h.b. Mme Renaut.

Région parisienne

Étude cherche pour CADRES villas ttes banl. loyer garanti. (1) 889-89-66 – 283-57-02.

Jeune couple 1 enfant, cherche appart. ou pavillon 3 à 4 pièces 2.500 F loyer maxi. c.c., banlieue proche de Paris. Tél. après 20 h, 270-20-36.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux apparts de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

pavillons

PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER,
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. T. 227-44-44.

maisons de campagne

Particulier à amateur
BELLE MAISON XVIe s.
BEAUCE. 85 km de Paris.
Pierres sculp., four à pain, gros œuvre, parfait état.
Intérieur à aménager.
150 m² habitables, bien située dans beau village. 135.000 F.
Tél. 783-29-84.

villas

TOULON. Splendide villa : 2 appart. 400 m² habitables + piscine, jardin paysager, garage auto/bateau. Total : 1.500 m². Prix : 2 millions à débattre. (16-94) 27-25-26.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

Siège social RUE ST-HONORÉ Constitution Stés, tous serv. PARIS-ILE-DE-FRANCE INITIATIVES – 260-91-63.

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés, Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
Tél. : 355-17-50.

Siège social ou bureau avec secrétariat partagé : BUSINESS Burot (1) 346-00-55.

VOTRE SIÈGE A PARIS 17e
Domiciliation - RM - RC - SARL
Constitution Sté : 763-47-14

fonds de commerce

Ventes

A vendre raison famil., 20 mn sud Bordeaux, sur 2 ha, terr. clôt., mais. bourg. 10 p., 1 ét., caves voûtées, avec partie commerce, hôtellerie, 10 ch., bns, 2 s. rest. + dép., parc, étang, ter. et bât., 90 F le m². Ecr. s/nº 8.993 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VENDS HOTEL-RESTAURANT ★★ NN, murs et fonds, neuf (4 ans), pleine station Hte-Savoie (20 km Genève), 15 ch., s. de bains, appt privé, park., 7.800 m² terrain boisé. Conv. à comités entreprises, collectivités ou studios. 2.500.000 F à débattre. Tél. M. RIFF - (16) 50-43-85-23.

Cause retraite, je cède magasin Articles Sports, rue connue 75017. Tél. : 387-66-03.

économie

Aux Etats-Unis

LES FRÈRES HUNT SONT CONTRAINTS DE FERMER LEURS TREIZE SUCRERIES

Les banques créditrices ont décidé d'interrompre le financement des pertes des entreprises sucrières appartenant aux frères Hunt, famille texane qui avait accumulé une fortune dans le pétrole et qui défraya la chronique en 1980 par une spéculation manquée sur l'argent-métal. Le holding Hunt International Ressources, qui fut à travers ses trois filiales (Great Western Sugar, Nothern Ohio Sugar et Godchaux-Henderson Sugar), l'un des quatre principaux raffineurs aux Etats-Unis, connaît des difficultés depuis plus de deux ans.

Les pertes du quatrième trimestre de l'exercice 1983-1984 se sont élevées à 83,7 millions de dollars (840 millions de francs). Au 30 septembre 1984, le passif net dépassait les avoirs de plus de 112 millions de dollars.

La décision des banques a conduit le groupe à fermer ses treize raffineries et devrait accélérer les pourparlers pour une reprise avec des acheteurs éventuels (*le Monde* du 28 décembre 1984).

La vente pourrait rapporter aux banques de 70 à 80 millions de dollars, dont 26 millions devront être reversés aux producteurs de betteraves. La perte des créanciers pourrait atteindre de 150 à 200 millions de dollars, dont environ 60 millions pour la seule First National Bank of Chicago. — *(AFP.)*

AVEC LA LEVÉE DES LIMITATIONS VOLONTAIRES D'EXPORTATIONS D'AUTOMOBILES

Les constructeurs japonais s'apprêtent à conquérir l'Amérique

De notre correspondant

Tokyo. — C'est en appelant les constructeurs nippons à la *« modération volontaire »* que le ministre japonais du commerce et de l'industrie (MITI), M. Keijiro Murata, a répondu, samedi 3 mars, à la décision américaine de ne pas exiger le renouvellement des « limitations volontaires » d'exportations automobiles en direction des Etats-Unis.

D'abord soucieux de rassurer, M. Murata a déclaré : *« De prétendues exportations torrentielles ne sont pas souhaitables. J'estime qu'il est important pour tous les constructeurs automobiles de faire preuve de modération dans leurs exportations, de leur propre initiative et avec bon sens. »* Le ministre a paru répondre ainsi aux partisans et aux adversaires américains de la mesure qui semblent unanimes à prévoir l'imminence d'un nouveau raz de marée automobile japonais.

En effet, le département du commerce prédit, dans un rapport, qu'en deux ans la part des automobiles japonaises importées passerait de 18 % à 28 % du marché américain, ou encore d'environ 1,9 à 3 millions de voitures. Le négociateur du président Reagan pour ces questions, M. William Brock, estime que les ventes japonaises dépasseront rapidement les deux millions et demi par an.

Pour sa part, le président de l'Association des constructeurs automobiles nippons, M. Takaski Ishihara (président de Nissan), a estimé que la levée des restrictions entraînerait une *« poussée temporaire »* des exportations vers le marché américain, et il semble bien que les membres de l'Association s'y soient préparés. M. Ishihara, qui n'a pas cité de chiffres, a cependant ajouté : *« Vu l'importance du marché américain, tous les constructeurs japonais agiront avec prudence. »* La presse rapporte, par ailleurs, un propos du président de Fuji Heavy Industries (fournisseur de l'industrie automobile) qui estime l'augmentation des exportations japonaises pour les prochains douze mois sur le marché américain à six cent cinquante mille véhicules.

Pour une autre discipline

On note ici que ce sont surtout les deux grands constructeurs (Toyota et Nissan) qui ont eu la part la plus belle depuis quatre ans. Dans le partage du marché américain (fait sous l'égide du MITI), ce sont eux qui s'étaient taillé la part du lion, empochant des bénéfices considérables. En effet, les restrictions — imposées pour permettre à l'industrie américaine de se rénover — avaient notamment permis aux constructeurs de faire très fortement monter les prix et d'imposer des modèles haut de gamme à plus forte valeur ajoutée. Entre 1982 et 1984 le prix de vente des voitures américaines a augmenté aux Etats-Unis de 19 % et celui des japonaises de 27 %. Il paraît donc probable que les petits et moyens constructeurs nippons, qui rongent leur frein depuis 1981, vont être plus agressifs sur le marché américain dans les mois à venir. Concurrence acharnée oblige, les gros ne pourraient alors que suivre.

Un journal faisait état à ce sujet du raisonnement suivant : *« Les constructeurs japonais sont décidés à augmenter leurs exportations. Persuadés que de nouvelles restrictions seront imposées d'ici quelques années, et qu'elles seront basées sur les positions acquises par chaque producteur, il leur faut, dès à présent, augmenter leurs ventes. »*

Seule, semble-t-il, une politique d'exportations ordonnées, sous l'égide du gouvernement japonais, pourrait atténuer ces perspectives parfois qualifiées de « prédatrices », et éviter les retours de barrières douanières. Pareille politique ne saurait, *a priori*, être exclue. Sa seule différence avec la situation précédente serait que les Japonais fixeraient eux-mêmes leurs quotas d'exportation. Le MITI, qui régente étroitement les activités économiques et commerciales du Japon (notamment par le biais de « consignes administratives » impératives) poursuit actuellement ses entretiens avec les constructeurs afin de donner, en pratique, un contenu à l'expression *« modération des exportations »*. Mais, en l'absence de pressions politiques directes et d'exigences précises de Washington, comme en 1981, il sera sans doute difficile d'imposer des quotas satisfaisants à tous ses constructeurs alors que chacun d'entre eux attend le 31 mars pour donner un grand coup d'accélérateur.

Enfin, si la décision américaine en elle-même satisfait Tokyo, l'évocation par le président Reagan d'une contrepartie nécessaire en matière d'ouverture du marché japonais ne laisse pas d'inquiéter. Le geste de Washington ne doit pas masquer une montée de l'exaspération commerciale américaine particulièrement forte ces derniers temps.

R.-P. PARINGAUX.

REPÈRES

Commerce : Harrods repris par un riche Egyptien

La richissime famille égyptienne Al Fayed se propose d'ajouter la principale chaîne britannique de grands magasins House of Fraser, propriétaire du prestigieux Harrods de Londres, à son vaste « empire », qui comprend déjà, entre autres, l'hôtel Ritz de Paris, une grosse participation dans une banque du Texas et divers intérêts dans les transports maritimes, le pétrole et l'immobilier. A l'ouverture de la Bourse de Londres, le 4 mars, elle a lancé une offre publique d'achat (OPA) de 615 millions de livres sterling (6,7 milliards de francs) sur cette société, dans laquelle elle avait déjà acquis, en novembre dernier, une participation de 29,9 %. La direction de House of Fraser, qui possède cent deux grands magasins, a accepté cette offre. — *(AFP.)*

Energie : le coût du froid

La consommation d'énergie primaire en France a augmenté de 18,4 % en janvier 1985 par rapport à janvier 1984, avec 23,3 millions de tonnes équivalent pétrole, du fait principalement de la vague de froid de la première quinzaine du mois.

Impôts : IBM premier contribuable de France

Dans un article intitulé « Le palmarès du profit », l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* publie, dans son numéro du 4 mars, la liste des cent cinquante entreprises qui sont les plus gros contribuables de l'industrie et du commerce. En prenant la moyenne des exercices 1981, 1982 et 1983, c'est IBM France qui arrive en tête et de très loin, ayant payé 1 307 millions de francs d'impôts sur les bénéfices. Il est suivi par L'Air liquide (780 millions), BSN (521), la Compagnie générale des eaux (465), L'Oréal (400), Alsthom-Atlantique (378), Moët-Hennessy (351), Esso (350), Carrefour (341) et Pernod-Ricard (334). Parmi les groupes nationalisés, la CGE aura versé 725 millions d'impôts sur les bénéfices et Pechiney-Ugine-Kuhlmann 382 millions.

Pétrole : production de l'OPEP en hausse

La production de pétrole brut de l'OPEP est remontée à 16,3 millions de barils par jour en février, contre 15,4 millions en janvier, précise l'Agence internationale de l'énergie, le 5 mars. En revanche, ce niveau est inférieur à ce qu'il était en février 1984 (17,2 millions de barils quotidiens). L'Iran est le principal responsable de l'augmentation de la production de l'OPEP entre janvier et février, mais l'Arabie saoudite, le Nigéria et les Émirats arabes unis ont aussi relevé leur extraction.

Phillips Petroleum momentanément sauvé

M. Carl Icahn, l'un de ces *raiders* de la finance américaine qui multiplient les tentatives de prises de contrôle d'entreprises mal gérées ou sous-cotées à Wall Street, va toucher 25 millions de dollars de Phillips Petroleum. C'est à ce prix qu'il a renoncé à son offre publique d'achat sur la société pétrolière. Son gain réel sera bien supérieur du fait de la revalorisation des actions qu'il possède. Dans le même temps, en effet, la compagnie a dû annoncer un plan de restructuration financière avec rachat par la société d'une partie de ses actions ordinaires à 62 dollars le titre, émission d'obligations, relèvement du dividende, etc. En revanche, Phillips Petroleum a renoncé à céder une partie importante de son capital à ses employés.

Cette société a dû dépenser des fortunes — et devra vendre une partie de ses actifs — pour se défendre d'une série d'OPA ouverte par M. T. Boone Pickens, chef de file incontesté de ces *raiders* d'entreprises dignes d'un autre siècle (*le Monde* du 19 février).

Cette évolution des mœurs financières outre-Atlantique inquiète assez les milieux d'affaires pour que nombre de magazines, spécialisés ou non, y consacrent de longs dégagements et pour que le Congrès décide d'auditions publiques *(hearings)* la semaine passée sur la question.

« Personne n'est à l'abri », note la revue *Forbes* tandis que l'hebdomadaire *Business Week* qualifie de *« gredins respectables »* les deux douzaines de financiers qui tentent ainsi des *« raids »* contre des entreprises.

« De nombreuses sociétés sont fortement sous-évaluées et j'en attribue l'entière responsabilité à leur direction », clame M. T. Boone Pickens qui, au nom de la défense des *« petits actionnaires »*, gagne avec ses *« amis »* plus de 700 millions de dollars dans l'absorption de Gulf Oil par Chevron. Mais il avoue avoir fait gagner aussi 13 milliards de dollars à sept cent cinquante mille détenteurs de titres.

Il ne reste plus pour les entreprises menacées — Tenneco ou Mobil — qu'à préparer des contre-feux, des barrières qu'elles appellent *« antirequins »*.

CONJONCTURE

Diminution du nombre des logements mis en chantier

On aura mis en chantier environ 293 000 logements en 1984, environ, car on a réintégré dans ce total un retard de 10 000 mille logements non recensés en Provence - Alpes - Côte d'Azur et dans le Nord - Pas-de-Calais.

En fait, Siroco, le système statistique ou la Direction des affaires économiques et internationales (DAEI) du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, n'a enregistré que 283 302 logements mis en chantier contre 334 226 en 1983, soit une baisse de 15,2 %.

En logements « autorisés » (permis de construire accordés), la baisse n'est que de 7,8 % (342 904 logements contre 371 835 en 1983, soit une baisse de 6,8 % en maisons individuelles et de 9,6 % en immeubles collectifs). Le dernier trimestre de 1984, avec 94 590 logements autorisés marque cependant une progression de 2,9 % sur le quatrième trimestre de 1983.

BANQUES

● **La Caisse des dépôts et la carte à mémoire.** — La Caisse des dépôts et consignations a décidé d'utiliser la carte à mémoire pour ses besoins internes afin d'automatiser et de renforcer la sécurité sur ses opérations de paiements urgents. Cette expérience, mise en place par l'intermédiaire de trois filiales de la Caisse, G-Cam (télématique), CAM et Sinord (sociétés de services informatiques), permettra de développer de futures utilisations dans le réseau des caisses d'épargne pour la monétique, la sécurité et le télépaiement, précise la Caisse.

TRANSPORTS

● **Grève des hôtesses et des stewards d'Air France.** — Le syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), qui regroupe soixante-dix des hôtesses et stewards des compagnies aériennes françaises, *« maintient contrairement à certaines informations, son ordre de grève pour les 15, 16 et 17 mars à la compagnie Air France »*. Il entend ainsi s'opposer à la suppression de deux issues de secours sur certains types de Boeing-747.

ÉTATS-UNIS

● **Le constructeur américain d'hélicoptères Bell en vente.** — La compagnie Textron a décidé de vendre sa division Bell hélicoptères pour réduire la charge de ses dettes financières. Acquise en 1960 pax Textron, Bell est une société qui emploie 7 200 personnes et qui a construit, à ce jour, 26 000 hélicoptères civils et militaires. Avec 672 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1984 et un bénéfice de 30,3 millions de dollars, Bell est, au sein du groupe Textron, la division qui a rapporté le plus de profits. Textron a précisé qu'il était prématuré d'indiquer un prix de vente de Bell.

● **Coastal Corp. lance une OPA sur American Natural Resources.** — Coastal, dont le siège social est à Houston (Texas) et dont l'activité est liée au pétrole et au gaz, a lancé, le 4 mars, une offre d'achat « inamicale » sur American Natural Resources. La direction de cette société, spécialisée, elle aussi, dans les hydrocarbures, est hostile à cette OPA. Les chiffres d'affaires respectifs des deux sociétés sont de 4,7 milliards et 3,5 milliards de dollars avec des bénéfices de 84,1 millions de dollars et 196,1 millions de dollars en 1984. — *(AFP.)*

FRANCE

● **Les encres Nazdar rachetées par Burmah Oil.** — Le groupe pétrolier britannique Burmah Oil vient d'annoncer la reprise, par son département chimique, de la fabrique française d'encres d'imprimerie Nazdar Europe de Melun. Nazdar réalise 20 millions de francs de chiffre d'affaires.

● **Une filiale espagnole pour FRAMATOME.** — FRAMATOME vient de créer une filiale en Espagne avec la société Gines Navarro Construcciones (GC). Cette filiale, appelée Tecnusa, dont le capital est réparti à raison de 30 % pour FRAMATOME et 70 % pour GN, a son siège à Madrid. Son but est la commercialisation de produits et services nucléaires français en Espagne. GN fait partie de l'ensemble March, qui est le premier groupe industriel privé espagnol (banques, services nucléaires, production d'électricité, mines de charbon, génie civil, agro-alimentaire).

RFA

● **La fusion Krupp-Kloeckner approuvée.** — L'Office ouest-allemand des cartels a donné son accord le 4 mars au projet de fusion des groupes Krupp-Kloeckner, les numéros deux et trois de la sidérurgie en RFA. Le Bundeskartelamt estime que la part du marché de l'acier issue de ce regroupement sera inférieure à 20 %, et ainsi que la fusion ne portera pas atteinte aux règles de la concurrence. Le projet prévoit une société commune au capital de 1,5 milliard de deutschemarks (4,5 milliards de francs), partagé à 35 % pour Krupp, 35 % pour Kloeckner et 30 % pour le groupe australien CRA.

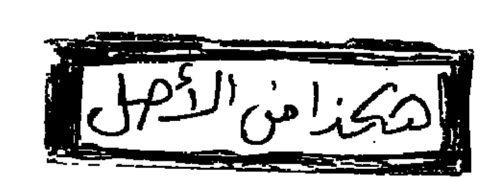
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	10,3700	10,3750	+ 130	+ 140	+ 185	+ 210	+ 95	+ 195
$ can.	7,4289	7,4357	− 45	− 22	− 128	− 94	− 764	− 642
Yen (100)	3,9773	3,9807	+ 143	+ 153	+ 277	+ 294	+ 802	+ 850
DM	3,0558	3,0582	+ 120	+ 127	+ 222	+ 234	+ 611	+ 651
Florin	2,6967	2,6987	+ 80	+ 86	+ 145	+ 156	+ 415	+ 449
F.B. (100)	15,1897	15,2015	− 15	+ 21	− 40	+ 40	− 416	− 181
F.S.	3,5660	3,5702	+ 160	+ 172	+ 287	+ 304	+ 840	+ 889
L. (1 000)	4,9182	4,9252	− 203	− 187	− 369	− 341	−1 223	−1 146
£	11,8337	11,8494	− 391	− 360	− 655	− 598	−1 477	−1 320

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 9/16	8 11/16	9 1/8	9 1/4	9 1/26	9 5/8	10 7/16	10 9/16
DM	6 1/16	6 5/16	6	6 1/8	16 1/16	16 3/16	6 7/16	6 9/16
Florin	7 1/8	7 3/8	7 1/16	7 3/16	7 3/16	7 5/16	7 5/16	7 7/16
F.B. (100)	10	10 1/2	10 9/16	10 7/8	10 5/8	10 15/16	11 1/16	11 5/16
F.S.	3 1/4	3 3/4	5 1/2	5 5/8	5 3/4	5 7/8	5 15/16	6 1/16
L. (1 000)	14	15	14 5/8	15	14 3/4	15 1/8	15 5/8	15 7/8
£	14 1/8	14 3/8	14 3/16	14 5/16	14 1/16	14 3/16	13 3/8	13 1/2
F. franç.	10 3/8	10 5/8	10 9/16	10 13/16	10 13/16	11 1/16	11 5/8	11 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



SOCIAL

Pour survivre, l'Etat-providence doit être économe

estime l'OCDE

L'Etat-providence n'est pas condamné, du moins à moyen terme : contrairement aux pronostics catastrophistes fréquemment entendus, les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) estiment que, d'ici à 1990, l'essentiel des systèmes de protection sociale mis en place dans les grands pays industrialisés, notamment pour la santé, les retraites ou l'indemnisation du chômage, pourra être maintenu.

Malgré l'accroissement prévisible du chômage au cours des prochaines années, sauf au Japon et aux Etats-Unis, et une croissance réduite du produit intérieur brut (PIB) – 2,1 % en moyenne par an entre 1981 et 1990 contre 3 % entre 1975 et 1981, – le rapport que vient de publier l'OCDE stime possible à la fois une stabilisation de la part des dépenses sociales (enseignement compris) dans le PIB pour les sept principaux pays membres de l'Organisation (Canada, Etats-Unis, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) et le maintien des améliorations obtenues au cours des deux décennies précédentes (1).

Cette conclusion repose d'abord sur l'examen de l'évolution au cours des années récentes. En effet, après une période de très forte expansion de 1960 à 1975, on a constaté un net ralentissement de la croissance des dépenses sociales : entre 1975 et 1981 celle-ci a pratiquement diminué de moitié, passant de 8,3 % par an en volume à 4,3 %. Une réduction nettement plus forte que celle de la croissance annuelle du PIB, passée de 4,7 % à 3 %. Dans plusieurs pays – le Canada et surtout les Etats-Unis et la RFA – les dépenses sociales se sont accrues moins vite que le PIB entre 1975 et 1981.

Ce sont les secteurs de la santé et surtout de la formation qui ont été les plus touchés par les restrictions. Les retraites, où les engagements se font sentir à long terme, ont augmenté plus vite que l'indemnisation du chômage. Cette évolution devrait se poursuivre dans les annés 80, la part des dépenses de santé déclinant à son tour au profit des retraites et surtout de l'indemnisation du chômage. Le taux de croissance annuelle en volume serait de 1 % seulement pour la santé (au lieu de 3,4 %), de 2,1 % pour les retraites (au lieu de 6,8 %) et de 4,6 % (au lieu de 5 %) pour l'indemnisation du chômage.

Résister aux pressions

Le pronostic est relativement réconfortant, mais le rapport ne dissimule pas que la marge de manœuvre est étroite : si les gouvernements veulent conserver les acquis de la protection sociale, ils doivent renoncer à les étendre, comme ils l'ont fait dans la décennie précédente.

Selon l'OCDE, en effet, malgré un faible accroissement des coûts des services sociaux et une hausse réduite des prix à la consommation, le maintien de la protection collective implique que les gouvernements ne cherchent pas à élargir les conditions d'accès aux prestations (et de façon générale la couverture sociale de la population) ni à en augmenter sensiblement le pouvoir d'achat. La hausse annuelle des dépenses sociales prévues pour les années 80 correspond seulement à un relèvement de 0,7 % l'an des prestations, contre 2,6 % entre 1975 et 1981.

Pour les experts de l'OCDE, la convergence des tendances démographiques (notamment le vieillissement de la population) économiques (ralentissement de la croissance et nécessité de limiter les déficits publics et d'encourager le secteur productif) et sociales tend à réduire la diversité des situations, jadis très forte entre les différents pays de l'Organisation. Le pronostic est corroboré par les observations faites en matière de protection socialespar les rapports du Centre national d'études supérieures de sécurité sociale (CNESSS) pour 1983 et 1984 : la plupart des pays industrialisés, quelle que soit l'orientation de leur gouvernement, cherchent à freiner l'augmentation des prestations.

Mais une stabilisation des dépenses sociales implique, dans certains pays, des restrictions plus sévères, plus délicates en tout cas à mettre en œuvre. Au vu des chiffres, c'est notamment le cas de la France : pendant les années 1975-1981, ces dépenses ont continué à augmenter à un rythme assez soutenu : 5,9 % l'an en volume contre 3,9 % en moyenne pour les principaux pays de l'OCDE. Et cette politique a été poursuivie au cours des dix-huit premiers mois du gouvernement socialiste.

Partout, les pouvoirs publics vont affronter une double pression : celle des besoins nouveaux (nés du chômage et des nécessités du recyclage par exemple), celle en faveur d'un accroissement continu des dépenses de santé ou du pouvoir d'achat des retraités. Ces pressions financières peuvent, toutefois, être contrebalancées par plusieurs facteurs. D'abord, par les contraintes économiques elles-mêmes : ainsi maintenir au rythme antérieur la progression des prestations dans des pays comme l'Italie et la France exigerait que l'on porte la part des dépenses sociales respectivement à 40 % et 30 % du PIB. Ensuite par le fait que les usagers eux-mêmes commencent à souhaiter une efficacité plus grande des institutions et des programmes sociaux.

A l'enjeu financier s'ajoute, pour les auteurs du rapport, un second défi : la nécessité pour maintenir la protection sociale de prévoir déjà pour l'avenir des systèmes non seulement plus efficaces mais plus souples. Il s'agit de ne plus faire reposer les programmes sociaux sur de grands appareils administratifs. Cela ne signifie pas que le secteur public doive abandonner ses responsabilités et s'en remettre au privé, mais qu'il faut mobiliser aussi les collectivités locales et le privé.

GUY HERZLICH.

(1) *Dépenses sociales 1960-1990, problèmes de croissance et de maîtrise.*

ACCORD SUR LA FORMATION DANS L'ARTISANAT

Après dix-huit mois de négociations, les organisations syndicales et l'UPA (*Union professionnelle artisanale*) devaient signer, le 5 mars, un accord original sur la formation professionnelle des salariés de l'artisanat.

Ce texte prévoit l'organisation de la formation et adapte ses conditions aux entreprises de moins de dix salariés. Il permet ainsi d'aller au-delà de la possibilité, plus symbolique que réelle, offerte par la réforme de la loi sur la formation continue depuis février 1985.

Un fonds de financement de la formation sera créé, grâce à une contribution volontaire des entreprises s'élevant à 0,10 % de la masse salariale, qui pourrait être alimenté par des aides d'Etat. Un comité national permanent et paritaire sera mis en place.

Il est ensuite prévu que les branches professionnelles représentées dans l'artisanat poursuivent leurs discussions. Elles définiront à leur tour les structures paritaires, les fonds de formation et les moyens de leur collecte.

C'est la première fois qu'un tel accord est conclu et que l'artisanat envisage la formation. FO, CFDT, CFTC et CGT devraient le signer.

REMISE EN ACTIVITÉ DE LA QUASI-TOTALITÉ DU PUITS SIMON A FORBACH

Le travail a repris le 5 mars au matin au puits Simon de Forbach, une semaine après la catastrophe, à l'exception du quartier de creusement de la veine 18, où s'est produit l'accident, à l'entrée duquel des scellés demeurent posés. Dans la soirée de lundi, les deux experts nommés par le juge d'instruction, MM. Bellin et Benthaus, ont accompagné les enquêteurs, guidés par le délégué mineur du puits, pour relever des indices à une distance de 2 kilomètres du lieu de l'explosion. Le 5 mars au matin, 750 mineurs avaient repris le travail au puits Simon sur un peu plus de 900.

La grève déclenchée le 4 mars par la CFDT, la CFTC et la CGT pour protester contre les conditions de sécurité à l'intérieur des mines dans le bassin de Lorraine a été très suivie. Débutée avec plus de 66 % de participation, elle s'est intensifiée dans l'après-midi : 88,5 % des 11 340 mineurs ne s'étaient pas présentés à leur travail.

LA REPRISE DES ENTRETIENS SUR L'EMPLOI

Le CNPF s'entoure de précautions

A l'issue de son conseil exécutif, réuni le 4 mars, le CNPF a répondu positivement à la demande de quatre organisations syndicales (FO, CFDT, CGC et CFTC) qui, depuis une semaine, avaient fait connaître leur souhait de reprendre contact.

Toujours intéressé par « *toute initiative pouvant favoriser le dialogue social* », a rappelé M. Yvon Gattaz dans une courte déclaration, le CNPF recevra « *au cours des prochaines semaines* », et « *séparément* », les quatre organisations. Chaque rendez-vous donnera lieu à un examen des différentes propositions avancées et « *c'est seulement au terme de ces rencontres qu'il sera possible d'identifier les thèmes communs* ». Ensuite, et si des éléments « *positifs* » pour la flexibilité et l'emploi paraissent se dégager, le CNPF envisage « *l'ouverture d'une discussion avec l'ensemble des organisations syndicales* ».

Avec prudence, donc, l'organisation patronale accepte de renouer les fils d'une négociation qui avait échoué en décembre dernier avec le rejet du protocole d'accord sur la flexibilité. Mais elle prend aussi son temps : compte tenu du calendrier du président du CNPF, M. Gattaz, qui doit se rendre aux Etats-Unis, la première entrevue ne pourra avoir lieu avant le 18 mars, c'est-à-dire une fois connus les résultats des élections cantonales.

Soumis à une avalanche de propositions diverses et parfois divergentes de la part des organisations syndicales (les contrats de formation recherche d'emploi, la flexibilité, l'indemnisation des chômeurs en fin de droits, la situation des cadres), le CNPF paraît également ne pas vouloir dissocier un seul de ces points ou établir un calendrier en fonction de priorités. Même les CFR, dont le gouvernement attend beaucoup pour lutter contre le chômage, ne seront pas abordés à part.

Ainsi que l'a souligné M. Gattaz, la réponse patronale sera déterminée par les efforts que pourront faire les organisations syndicales en matière de flexibilité. Aux yeux du CNPF, en effet, c'est le seul sujet qui importe actuellement, et d'autant plus que les négociateurs patronaux ont très vivement ressenti le précédent refus. Il s'agit, cette fois, de prendre toutes les précautions pour ne pas renouveler pareille mésaventure, sachant qu'il ne s'agit pas d'une négociation mais d'une discussion.

A. Le.

FO ne participera pas à une réunion des « quatre »

Les réunions « secrètes » de ce que la CGT appelle « *la bande des quatre* » sont-elles terminées ? Lors de leur dernière rencontre, le 22 février, la CFDT, la CFTC, la CGC et FO n'avaient pu se mettre d'accord sur une démarche commune vis-à-vis du CNPF. Le jour même, la CFDT avait annoncé ses propres initiatives pour renouer la négociation, et M. Marchelli lui avait reproché de faire « *cavalier seul* ». Les « quatre » devaient se rencontrer de nouveau le 18 mars, à l'issue d'une réunion dans un organisme paritaire. Mais FO, qui n'a pas apprécié la sortie du président de la CGC, n'y participera pas. « *Il ne peut y avoir deux règles en même temps,* souligne M. Faesch (FO) : *la publicité et la discrétion.* »

AGRICULTURE

AU SALON DE LA PORTE DE VERSAILLES

SELON LE PCF L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE PEUT ENCORE ÊTRE EMPÊCHÉ

On peut encore empêcher l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal, *ont affirmé, lundi* 4 mars, les membres de la délégation du Parti communiste, en visite au Salon de l'agriculture. M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, député de l'Allier, qui dirigeait cette délégation, a notamment déclaré : *« Les communistes ont déjà retardé de cinq ans l'adhésion de ces pays, prévue en 1980. »*

M. Emmanuel Maffre-Baugé, parlementaire européen apparenté au PCF, a jugé que l'élargissement condamnerait la viticulture méridionale. L'Espagne peut, selon lui, produire du vin de qualité en grande quantité et à des prix très inférieurs à ceux de la France. La politique viticole actuellement mise en place favorise, toujours selon M. Maffre-Baugé, les hauts rendements au détriment de la qualité.

M. Lajoinie a dénoncé le sort réservé à l'agriculture qui se traduira par de nouvelles pertes d'emplois. Il a rappelé que la Commission agricole de l'Assemblée européenne avait adopté le rapport de M. Pranchère (PCF) réclamant une hausse de 7 % (en France) des prix agricoles pour la campagne 1985-1986.

UN MARCHÉ PROMETTEUR POUR LES PRODUITS BIOLOGIQUES

La part de l'agriculture biologique dans la production européenne globale pourrait passer de 1 % à 8 % d'ici à cinq ans si les agriculteurs veulent bien l'adopter, indique une étude d'une filiale suisse de l'agence américaine Frost and Sullivan, rendue publique dans le cadre du Salon de l'agriculture à Paris. Le marché des produits biologiques pourrait progresser de 30 % en Europe de l'Ouest (France, Suisse, RFA, Benelux, Grande-Bretagne). Ces chiffres sont corroborés par les premiers résultats d'une enquête menée par le Centre français du commerce extérieur. Toutefois, si les consommateurs ont été séduits dès la fin des années 70 par le concept de l'agriculture biologique (n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse ni hormones industrielles), les agriculteurs se sont montrés plus réticents.

Pourtant, selon les défenseurs des produits biologiques, la rentabilité de ce type de culture est nettement supérieure à celle de l'agriculture conventionnelle. Si les rendements, en production végétale, peuvent être moins élevés, la différence provient des économies réalisées sur les apports extérieurs.

En élevage, la productivité est meilleure et l'état sanitaire des troupeaux est plus satisfaisant, si l'on en juge par les exemples donnés sur le stand de l'agriculture biologique du Salon. En France, ce type de production a été officialisé en 1980. La dénomination « agriculture biologique » a été définie par une commission nationale d'homologation en 1983.

TOURISME

LE MICHELIN 85

Un nouveau trois étoiles à Talloires

Un nouveau trois étoiles au Michelin 85 : L'Auberge du père Bise à Talloires, en Haute-Savoie. Cette vieille et merveilleuse maison retrouve ainsi une place qui eût réjoui le brave monsieur Bise et montre que ses successeurs n'ont point démérité.

Douze deux étoiles nouveaux, notamment, à Paris, Le Relais Louis XIII, Guy Savoy et Le Petit Bedon. En province, notamment Jean Bardet à Châteauroux, Le Bretagne à Questembert et Chabran à Pont-de-l'Isère.

Etoile nouvelle, Le Villars palace rue Descartes, Le Jules Verne, le nouveau restaurant de la Tour Eiffel, Paul et France avenue Niel, Le Manoir de Paris, rue Pierre-Demours, et Apicus avenue de Villiers, un trio de plus pour le dix-septième arrondissement qui se révèle l'arrondissement gourmand par excellence. Une étoile pour une bonne adresse à Saint-Cloud, Le Florian 14, rue de l'Eglise, où la bonne Mme Carini abandonne un peu sa cuisine italienne.

En province, des étoiles pour Lou Marques en Arles, La Rôtisserie de la paix à Beaune, Le Miramar à Biarritz, Le Frère Jacques à Brest, Le Château de Divonne, Le Caveau à Eguisheim, Le Mas des Harbes Blanches à Joucas (84), Dominique Le Stanc à Monte-Carlo, le Bistrot de la Promenade à Nice, La Maison du bœuf de l'hôtel Hilton à Strasbourg, Darroze à Villeneuve-de-Marsan. Et, à Genève enfin, le Jardin rive-gauche et L'Arlequin.

Ces promotions exigeaient en contrepartie des sanctions. Bien entendu, le Michelin a supprimé Lucas Carton en attendant que Senderens s'y installe. Egalement sont tombées les deux étoiles de Pangaud à *Boulogne-Billancourt* (en perdition), l'Hôtellerie de la poste à Avallon, La Bonne Étape, à Château-Arnoux, qui conserve une étoile, et cette suppression me paraît assez méchante, l'Hôtel de Paris, à Moulins, Le Chapon fin, à Thoissey, Barrier, à Tours, qui du reste n'est plus Barrier. A Paris perdent une étoile, et là on peut s'étonner tout de même de voir Michelin s'attaquer à des maisons, qui pour n'être pas « grandes » poursuivent leur bonhomme de chemin, je veux parler de La Diavolle, rue du Colisée, et de Chez Albert, avenue du Maine. En province Le Coq hardi, Le Grand Monarque à Chartres, La Table des cordeliers à Condom, La Couletta à Eze, la Ferme Saint-Siméon à Honfleur, Chez Mélanie, à Riec-sur-Belon, Le Lièvre amoureux à Saint-Lattier, Lei Mouscardin à Saint-Tropez, Guerguy à Théoule, perdent également leur étoile.

Voilà à peu près toutes les nouveautés du Michelin 85, ce Michelin que nos ancêtres appelaient l'« œuf de Pâques de l'automobiliste ». Tout augmente. Il vaut 78 F au lieu de 73 F l'an dernier, mais au lieu de 1 239 pages il nous en offre 1 279.

LA REYNIÈRE.

ÉTRANGER

La reprise du travail dans les mines britanniques

Londres. — A l'aube, ce mardi 5 mars, les grévistes se sont présentés à l'entrée de la plupart des puits en grand cortège, derrière leurs bannières. Parfois accompagnés de la fanfare de la section, sous les regards de représentants d'autres organisations ouvrières ou du Parti travailliste, mais surtout en présence de leur famille, ils ont défilé en chantant les refrains militants nés du folklore de cette grève et des précédentes. Souvent, ils ont entonné une sorte d'hymne — maintenant connu de tous les Britanniques — à la gloire de Scargill.

***« Le combat continue », ont crié ceux qui revenaient « en bon ordre ». Mais les dirigeants syndicaux en Ecosse et dans le Kent ont* décidé au dernier moment de prolonger encore la grève pour tenter d'obtenir *« au moins »* la réintégration de leurs camarades licenciés à la suite des différents incidents de la grève. La résistance de ce dernier carré a peu de chances d'aboutir. La moitié des douze mille mineurs écossais ont déjà repris le travail et une bonne partie de l'autre moitié ont fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de subir cette prolongation. Quant au Kent, il s'agit d'une région marginale qui ne compte que deux mille mineurs.**

Cependant, le gouvernement et la direction des charbonnages (NCB) ont durci leur attitude notamment sur la question de l'amnistie de quelque sept cents mesures disciplinaires. Le ministre de l'énergie, M. Peter Walker, a soudain déclaré lundi que même les personnes *acquittées par les tribunaux avaient peu de chances de retrouver leur* emploi. Pour sa part, la direction des charbonnages a laissé entendre que le syndicat des mineurs ne pourrait pas participer à la nouvelle procédure destinée à examiner les projets de fermeture de puits.

Le « prix » de la grève valait d'être payé

déclare le ministre de l'énergie

De notre correspondant

Le gouvernement de Mme Thatcher s'était préparé soigneusement et de longue date à une épreuve de force avec le syndicat des mineurs. De multiples dispositions avaient été prises de nombreux mois avant le début du conflit (*le Monde* daté 3-4 mars), comme pour soutenir un état de siège.

On a accumulé des montagnes de charbon aux abords des centrales thermiques (25 millions de tonnes dont il reste encore la moitié, un an après), précaution indispensable dans un pays où ce combustible fournit 75 % du courant électrique (en 1983, le nucléaire et le pétrole ne comptaient respectivement que pour 17 % et 7 %). De surcroît, la compagnie d'électricité, le CEGB, avait constitué un important stock de réserve à Rotterdam et prévu l'acheminement vers différents ports non contrôlés par les syndicats, si bien que lors de la grève des dockers, l'été dernier, l'approvisionnement n'a guère été perturbé.

Le boycottage décidé par les organisations de cheminots, solidaires des mineurs, n'a pas eu non plus beaucoup d'effet, puisqu'un plan de transport du charbon par la route avait été établi, avec la réquisition de chauffeurs non syndiqués dont les services ont été également utilisés pour convoyer le minerai de fer vers les aciéries quand celles-ci ont été soumises à un blocus par les mineurs. En outre, le CEGB a accéléré la conversion de plusieurs de ses centrales au charbon afin qu'elles puissent, en cas de besoin, brûler du fuel, dont la consommation est passée de 85 000 à 400 000 barils par jour durant la grève, ce qui a contraint la Grande-Bretagne, pays exportateur, à importer du pétrole en grande quantité.

La grève n'en aura pas moins été fort coûteuse. La croissance, de 2,3 % au cours des douze derniers mois, aurait dû être supérieure d'un point. La balance des paiements, qui aurait dû faire apparaître un excédent de 2 milliards de livres l'an dernier, s'est trouvée tout juste en équilibre. Selon le ministre des finances, les dépenses supplémentaires dues à la grève s'élevaient à 1,5 milliard de livres en novembre ; mais les experts de la City parlent aujourd'hui du double *du fait de la substitution* du pétrole au charbon dans les centrales et des pertes enregistrées par les autres entreprises nationalisées dans la sidérurgie (175 millions) et les chemins de fer (250 millions). D'une manière ou d'une autre, le contribuable devra payer la note.

Autre conséquence, pour le moins paradoxale ; la livre sterling, dernièrement très malmenée, risque de l'être bien davantage maintenant que la grève est terminée. Après l'annonce du retour des mineurs au travail, la monnaie britannique a nettement baissé, perdant, le 4 mars, deux cents sur le marché de Londres par rapport au dollar. La livre en tant que pétro-monnaie est de nouveau visée parce que, avec la reprise de l'extraction du charbon, la réduction prochaine des importations de fuel pourrait avoir pour effet de provoquer une chute des cours.

Le ministre de l'énergie, M. Peter Walker, a affirmé devant la Chambre des communes, le 4 mars, que le *« prix »* de la grève « *valait* » d'être payé. Bien sûr, il se plaçait surtout d'un point de vue politique pour souligner que le gouvernement avait eu raison de ne pas céder aux exigences et au comportement *« inacceptables »* du syndicat des mineurs. Mais il n'empêchera pas l'opposition et une partie de la majorité de considérer que ce prix paraît bien lourd par rapport aux économies que le cabinet de Mme Thatcher entendait faire grâce au plan de restructuration des charbonnages.

Le 6 mars 1984, en révélant les objectifs de la restructuration, le président des charbonnages (National Coal Board), M. Ian MacGregor, indiquait qu'il fallait réduire de 4 millions de tonnes la production, qui avait été de 100 millions en 1983. Aujourd'hui, il est pratiquement certain que ce chiffre, ainsi corrigé, n'a plus du tout cours. Selon une étude publiée par *l'Observer*, le NCB, pour atteindre le seuil de rentabilité, ne devrait pas produire plus de 80 à 85 millions de tonnes et limiter ses effectifs à 150 000 personnes (au lieu de 200 000 actuellement). Et encore cette estimation est-elle faite dans le cadre d'un marché protégé, car, si le NCB devait jouer pleinement le jeu de la concurrence internationale, il faudrait tabler sur 60 à 70 millions de tonnes et pas plus de 100 000 employés.

Un porte-parole du NCB a confirmé, le 5 mars, les craintes des grévistes en déclarant que le plan de rigueur annoncé il y a un an (il portait sur la fermeture de 20 puits et la suppression de 21 000 emplois) devait être désormais *« renforcé »* et son application *« accélérée »*. Il a en outre précisé qu'une vingtaine de puits — *sur* un total de 174 — devraient de toute façon être abandonnés parce que, faute d'entretien durant la grève, ils sont devenus inexploitables ou dangereux, des galeries s'étant effondrées ou ayant été inondées, voire incendiées.

M. Scargill devra inévitablement ajouter ces répercussions au chapitre des dommages subis par son syndicat, qui, par ailleurs, s'est vu privé du contrôle d'une partie de ses fonds (6,8 millions de livres), saisis par la justice en raison des poursuites engagées, parce que la décision de la grève n'avait pas fait l'objet d'une consultation générale de la base. En fin de compte, on ne saurait oublier que les grévistes ont perdu en moyenne près de 10 000 livres de revenus et que ce manque à gagner s'est fait ressentir durement dans l'économie de régions entières déjà appauvries par le chômage.

FRANCIS CORNU.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

ITALIE

● **Adoption d'un plan quinquennal pour le nucléaire.** — Le gouvernement italien a approuvé le 1er mars un plan de développement du nucléaire de 5 400 milliards de lires (27 milliards de francs). Le financement principal (8 milliards de francs) sera destiné au développement de la filière européenne à neutrons rapides et à celui du réacteur expérimental « Pec ». — *(AFP)*.

Transports

● **Les courtiers de fret fluviaux en colère contre la SNCF.** — M. Bernard Migeot, président de la chambre syndicale nationale des courtiers de fret fluviaux, a déclaré, le 4 mars, que le transport fluvial risquait de disparaître en France en raison de la concurrence *« déloyale et malhonnête »* de la SNCF. Celle-ci pratique des prix systématiquement en dessous de ceux de la voie d'eau, selon M. Migeot, qui demande qu'une commission paritaire SNCF-voie d'eau soit créée pour résoudre les litiges entre les deux modes de transport.

● **Une usine de montage de poids lourds Saab-Scania en Iran.** — Le groupe suédois Saab-Scania a annoncé qu'il va construire une usine de montage de poids lourds en Iran. *Saab-Scania* a déjà exporté deux mille véhicules en Iran l'année dernière.

● **Nouvelles rames pour le RER A.** — La RATP a mis en service, le 5 mars, sur la ligne A du RER (Boissy-Saint-Léger, Marne-la-Vallée, Saint-Germain-en-Laye) un nouveau modèle de train, le MI 84. De couleur bleu-blanc-rouge, il ressemble au matériel en service sur la ligne B (Saint - Rémy - lès-Chevreuse - Sceaux). Ce nouveau matériel vient renforcer le parc de la ligne A, qui connaît de graves défaillances mécaniques en raison d'une usure prématurée des moteurs des motrices. La RATP escompte recevoir d'ici à l'été 1987, soixante-trois éléments de quatre voitures de ce type.

Affaires

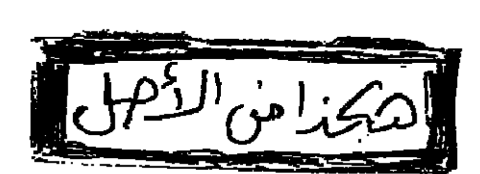
● **Les premières écoles de créateurs d'entreprises.** — M. Bernard Tapie, qui préside un groupe composé d'une quarantaine de sociétés, a annoncé, le 3 mars à Nevers (Nièvre), l'ouverture en septembre prochain de la première école française de créateurs d'entreprises. Des ateliers de formation destinés aux jeunes qui veulent créer des entreprises seront établis à Nevers et à Annemasse (Haute-Savoie), a précisé M. Tapie, ajoutant que *« ce projet, mené en collaboration avec M. Gilbert Trigano, délégué auprès du premier ministre, chargé des nouvelles formations, était très avancé »*. A cette occasion, il a indiqué, au cours d'une conférence de presse donnée en présence de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et maire de Nevers, qu'il allait créer dans le courant de l'année une fabrique de chaussures de ski de fond et de cyclisme dans cette ville, où se trouvent les installations de Look (fixations de skis), reprises en juillet 1983 par M. Tapie.

● ***Le Carnet du Nouvel Economiste*, édition 1985.** — *Le Nouvel Economiste* vient de publier son *Carnet*, instrument de travail indispensable aux milieux d'affaires. 4 500 entreprises, des plus importantes dans chaque branche d'activité, sont répertoriées avec le nom de leurs 20 000 dirigeants, et un index qui permet de retrouver facilement sigles, téléphone, télex, adresse, noms, prénoms et titres des dirigeants de ces sociétés. A noter qu'en France 3,9 % seulement des dirigeants d'entreprises sont des femmes et que 0,5 % d'entre elles accèdent à la présidence de ces sociétés.

* *Le Carnet*, édition 1985, *le Nouvel Economiste*, 22, rue de La Tremoïlle, 75008 Paris, 750 F.

Social

● **Actions CGT dans la fonction publique.** — La CGT a annoncé le 4 mars une *« période de convergence des luttes dans la fonction publique d'Etat, des collectivités territoriales et de santé »*, les 20, 21 et 22 mars. Il s'agira d'*« initiatives coordonnées en direction des pouvoirs publics »* sur le pouvoir d'achat, l'emploi, les garanties statutaires et les libertés.





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

5 mars

Résistant

Pendant la majeure partie de la séance de mardi, l'indicateur instantané a « flirté » avec la barre d'équilibre et, à l'approche de la clôture, les valeurs françaises, qui avaient gagné 0,78 % la veille, reflétaient une hausse symbolique de 0,10 %.

Classée lundi parmi les valeurs les plus actives de la séance (les échanges ont porté sur près de 100 000 titres), la SCOA a perdu plus de 4 %. Le ton était également au repli sur CFAO (moins 1,5 %). Cette autre société spécialisée dans le négoce international, notamment avec les pays africains fait, elle aussi, l'objet de demandes importantes au fil des jours.

Avions Dassault a perdu 2,8 % de son côté, la firme voyant sérieusement amenuisés les espoirs placés dans l'éventuel achat, par l'Arabie saoudite, d'une vingtaine de Mirage-2000 destinés à l'Egypte, une commande qui aurait représenté, au bas mot, une trentaine de milliards de francs.

Parmi les autres reculs (1 % à 2 %) figurent CFDE, La Hénin, Moteurs Leroy-Somer, Bongrain, Pernod, Guyenne-Gascogne, Promodès, Mumm, BSN, Club Méditerranée. A l'inverse, Roussel-Uclaf (CNI), Beghin, UCB, CFP, Navigation Mixte, Olida, Crédit National, GTM Entrepose, Maisons Phénix et Primagaz gagnent 2 % à 4 %.

Sur le marché de l'or international, le métal fin s'est traité à 288,85 dollars l'once (288,30 la veille) à Londres. A Paris, le lingot a gagné 650 F, à 96 600 F, le napoléon cédant 6 F, à 583 F de son côté.

Introduite le 5 mars sur le second marché de la Bourse de Paris, la société Navale Delmas-Vieljeux, précédemment inscrite au hors-cote, a été cotée à 420 F, demande réduite, le prix d'offre unitaire minimal étant de 325 F.

NEW-YORK

Prises de bénéfices

En réaction aux fortes hausses de la séance du vendredi précédent, le marché new-yorkais a fait marche arrière lundi, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est éloigné du seuil des 1 300 points pour s'établir, en clôture, à 1 289,53, en baisse de 9,83 points d'un jour à l'autre. Le volume des échanges a été ramené à 102 millions d'actions (contre 139 millions vendredi), avec des échanges dépassant le million de titres sur Sperry Corp, ITT, American Telephone, American Natural Resources, Texaco et, surtout, Phillips Petroleum.

En hausse de 1/2 point, à 49 7/8, cette valeur réagit au nouveau plan de restructuration financière annoncé par la société et qui comporte, notamment, le rachat par la compagnie de la moitié de son capital pour la somme globale de 4,5 milliards de dollars (soit 62 dollars par action). *(Voir par ailleurs.)* De même, l'animation constatée sur American Natural Resources est motivée par l'offre de rachat formulée par Coastal Corp.

D'autre part, une légère tension était constatée sur les taux d'intérêt, au vu de la dernière adjudication de bons du Trésor. Les effets à trois mois (7 milliards de dollars) se sont adjugés à 8,73 %, contre 8,36 % à la précédente mise en vente, tandis que les bons à six mois étaient négociés à 8,98 %, contre 8,53 %.

VALEURS	Cours du 1er mars	Cours du 4 mars
Alcoa	37 1/8	36
A.T.T.	21 7/8	21 1/2
Boeing	66 5/8	65 3/8
Chase Manhattan Bank	53 1/8	52 5/8
Du Pont de Nemours	53 1/8	53
Eastman Kodak	69 7/8	69 1/2
Exxon	48 1/4	48 5/8
Ford	45 3/8	45 1/8
General Electric	64 1/8	63 5/8
General Foods	59 3/4	60 1/8
General Motors	79 7/8	79 1/4
Goodyear	28 3/8	28
I.B.M.	135 7/8	135
I.T.T.	30 1/8	32 1/8
Mobil Oil	30	29 7/8
Pfizer	41 7/8	41 1/2
Schlumberger	41 7/8	42
Texaco	35 1/2	35 5/8
U.A.L. Inc.	48 7/8	47 7/8
Union Carbide	39 5/8	39 1/4
U.S. Steel	28 1/4	28 1/4
Westinghouse	32 1/4	31 1/2
Xerox Corp.	45 7/8	46 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ACCOR-LENOTRE. — Le groupe Accor, numéro un français de l'hôtellerie et neuvième sur le plan international, devrait prendre, au cours des prochains jours, une participation minoritaire (dont le pourcentage n'est pas précisé) dans le capital du traiteur-pâtissier de luxe Lenôtre.

En octobre dernier, Suez Développement Industriel (SDI), filiale commune de Suez et de l'Institut de développement industriel (IDI), avait pris une participation de 40 % dans Lenôtre, dont le reste du capital est détenu, jusqu'à présent, par la famille (à hauteur de 51 %) et par le personnel, ainsi que plusieurs personnalités (pour 9 % du capital), dont M. Christian Pellerin, président de la SARI (promotion immobilière).

Cette prise de participation doit permettre à Accor, dont le chiffre d'affaires consolidé a atteint 9,86 milliards de francs en 1984, soit une progression de 21 % sur l'année précédente, d'élargir la gamme de ses activités. Outre l'hôtellerie, ces dernières englobent les restaurations publique, rapide et collective, le titre restaurant, la thalassothérapie et l'organisation des voyages. De son côté, Lenôtre, qui a réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires de 200 millions de francs avec des effectifs de six cent trente personnes, pourrait bénéficier de l'expérience internationale d'Accor, notamment aux Etats-Unis, où son activité de traiteur n'a pas connu le succès escompté en dépit d'un investissement évalué à 5 millions de dollars.

UBS. — L'Union de banques suisses (UBS), première banque helvétique, a réalisée, en 1984, un bénéfice net record de 583 millions de francs suisses, en hausse de 15,3 % sur 1983, a annoncé, à Zurich, M. Nikolaus Senn, membre de la direction générale de l'UBS. La marge brute d'autofinancement de l'UBS a progressé de 17,6 % en 1984, à 1,117 milliard de francs suisses, a précisé M. Senn, au cours d'une conférence de presse. Le bilan s'est accru de 19,9 milliards de francs suisses (+ 13,8 %), pour atteindre 131 milliards de francs suisses.

« L'évolution du dollar et de l'or ont contribué pour 5,5 milliards à cette progression », a commenté M. Senn.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	1er mars	4 mars
Valeurs françaises	108,8	109,4
Valeurs étrangères	111,7	113,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	1er mars	4 mars
Indice général	203	204,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 5 mars .... 10 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	4 mars	5 mars
1 dollar (en yens)	260,05	260,50

BOURSE DE PARIS — Comptant — 5 MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	28 25	1 282
5 %	44	0 452
3 % amort. 45-54	71	1 784
Emp. 7 % 1973	7700	..
Emp. 8,80 % 77	117 10	6 919
9,80 % 78/93	95 60	6 383
8,80 % 78/86	97 20	2 025
10,80 % 79/94	98 35	5 415
13,25 % 80/90	104 20	10 019
13,80 % 80/87	106 60	5 331
13,80 % 81/89	108 59	1 890
16,75 % 81/87	112 27	8 123
16,20 % 82/90	116 41	2 306
16 % juin 82	116 30	11 836
E.D.F. 7,8 % 61	143 50	1 699
E.D.F. 14,5 % 80-92	105 35	10 047
Ch. France 3 %	141 50	..
CNB Bques janv. 82	102 58	2 102
CNB Paribas	102 80	2 102
CNB Suez	102 80	2 102
CNI janv. 82	102 45	2 102

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Epargne de France	310	....
Escaut-Meuse	836	836
Eurocom	900	900
Europ. Accumul.	40 25	41 85
Eternit	640	665
Exotr	1700	1700
Ferm. Vichy (Ly)	113	115 d
Finalens	160	157
FIPP	134 80	130 70 o
Fnac	395	375 c
Focep (Chât. eau)	940	950
Foncière (Cie)	328	326
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	1820	1800
Foncina	276	274
Forges Strasbourg	266 50	267
Forinter	1251	1251
Fougerolle	55	56
France I.A.R.D.	190	190
France (La)	1170	1169
Frankel	260	265
Fromageries Bel	1046	1060
From. Paul Renard	879	844 o
GAN	2475	2376
Gaumont	605	646
Gaz et Eaux	1450	1430
Genty S.A.	480	480
Gér. Arm. Hold.	72 70	69 80 o
Gerland (Ly)	655	655
Gévelot	274 50	266 50
Gr. Fin. Constr.	287 50	285
Gds Moul. Corbeil	94 70	98 50
Gds Moul. Paris	409	405

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Savoie Maubeuge	335	332 80
S.E.P. (M)	195	200
Serv. Equip. Véh.	32 60	33
Sicli	54 10	....
Sicotel	340	338
Sintra-Alcatel	543	555
Slavim	166	162 20
Siph (Plant. Hévéas)	255	258
SMAC Acieroïd	125	128
Sté Générale (c. inv.)	574	572
Sofal financière	515	523
Soffo	245 50	245
Soficomi	659	659
S.O.F.I.P. (M)	90 10	90 10
Sofragi	887	887
Soudure Autog.	144	142
Sovabail	650	660
Speichim	134 40	130
S.P.I.	418	432 80
Spie Batignolles	199 80	199
Stemi	434	445
Taittinger	1250	1259
Testut-Aequitas	510	510
Tour Eiffel	366	369
Ufiner S.M.D.	83 10	....
Ugimo	313	313
Ugine Gueugnon	44 30	44 40
Unibail	745	775
Unidel	132	135
U.A.P.	3100	3000
Union Brasseries	72 30	75 20
Union Habit.	....	....
Un. Imm. France	376	370

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1900	....
Calberson	340	339
C.D.M.E.	740	715
C. Equip. Elect.	301	300
Dafsa	284 80	283 10
Dauphin O.T.A.	2000	2000
Filipacchi	560	570
Guy Degrenne	727	735
Marlin Immobilier	339 50	339 50
Métallurg. Minière	221	220
M.M.B.	389	389
Navale-Delmas	430	420
Om. Gest. Fin.	295	295
Petit Bateau	329	325
Petrofigaz	739	739
Pochet	1585	1608
Poron	335	345
S.C.G.P.M.	307	305
Sofibus	229	228
Sovac	785	785

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alsar	221	....
Borie	295	....
Cellulose du Pin	86	86
C.G.M.	10	....
Cochery	28	....
C. Sabl. Seine	110 50	....
Coparex	520	520
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	60	....
Mic	203	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	120	....
Ripolin	....	....
Rorento N.V.	123	121 10
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.P.R.	174	....
Thann et Mulhouse	100	92 20
Total C.F.N.	43	35
Ufinex	335	350

SICAV 4/3

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	284 01	271 13 ♦	Japacic	124 87	119 02
Actions-Investiss.	290 47	277 30	Laffitte-crt-terme	122334 31	122334 31
Actions sélectives	414 82	396 01 ♦	Laffitte-Expansion	701 33	669 53
Aedificandi	429 41	409 94 ♦	Laffitte-France	232 81	222 23
A.G.F. 5000	288 02	274 96	Laffitte-Japon	230 86	220 39

♦ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1641	4,5 % 1973	1635 20	1636	1635 50	+ 0 01
4076	C.N.E. 3 %	4062	4062	4062	....
1430	Electricité T.P.	1475	1478	1480	+ 0 33
535	Esso S.A.F.	558	560	560	+ 0 35
1340	Eurafrance	1260	1248	1248	− 0 95
900	Euromarché	902	904	904	+ 0 22
295	Gén. Belgique	302 50	304 50	305	+ 0 82
685	Gén. Electr.	695	698	699	+ 0 57
865	Gen. Motors	859	860	860	+ 0 11
61	Goldfields	58 05	57 40	57 40	− 1 11
37	Gd Metropolitain	34 30	33 45	33 45	− 2 47
147	Harmony	135 20	138	137 90	+ 1 99
38	Hitachi	36 60	36 65	36 65	+ 0 13
645	Hoechst Akt.	673	667	667	− 0 89
102	Imp. Chemical	99 20	99 50	99 50	+ 0 30
148	Inco. Limited	145	144 50	145	....
1450	IBM	1465	1461	1460	− 0 34
1820	Siemens A.G.	1808	1755	1761	+ 2 09
181	Sony	203 80	199 90	200	− 1 86
285	T.D.K.	267	262	264	− 1 12
17 50	Toshiba Corp.	17 50	17 60	17 60	+ 0 57
985	Unilever	956	966	964	+ 0 83
475	Unit. Techn.	470	479	479	+ 1 91
975	Vaal Reefs	918	920	918	....
400	West Deep	382	388	388	+ 1 57
320	West Hold.	285	290	290	+ 1 75
495	Xerox Corp.	497	493	493	− 0 80
2 09	Zambia Corp.	2 08	2 16	2 16	+ 3 84

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	10 312	10 457	10 130	10 690
ECU	6 792	6 800	....	....
Allemagne (100 DM)	305 700	305 600	294	314
Belgique (100 F)	15 202	15 196	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	269 940	269 970	260	280
Danemark (100 krd)	85 440	85 460	80	88
Norvège (100 k)	106 700	106 960	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 027	11 085	10 650	11 400
Grèce (100 drachmes)	7 342	7 337	6 400	7 900
Italie (1 000 lires)	4 914	4 912	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	356 500	358 700	3 480	3 660
Suède (100 krs)	108 080	108 180	105	112
Autriche (100 sch)	43 570	43 525	42 600	44 800
Espagne (100 pes.)	5 536	5 541	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 560	5 585	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 405	7 480	7 200	7 500
Japon (100 yens)	3 963	4 007	3 890	4 040

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/3
Or fin (kilo en barre)	95800	96850
Or fin (en lingot)	95950	96600
Pièce française (20 fr)	589	583
Pièce française (10 fr)	425	.....
Pièce suisse (20 fr)	560	565
Pièce latine (20 fr)	553	557
Souverain	687	696
Pièce de 20 dollars	3965	3965
Pièce de 10 dollars	2050	2050
Pièce de 5 dollars	1325	.....
Pièce de 50 pesos	3615	3605
Pièce de 10 florins	580	580

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 5 mars 1985 a été tiré à 483 186 exemplaires

APRÈS LE REPORT « SINE DIE » DE LA RÉUNION ANNUELLE

Washington rend la Nouvelle-Zélande responsable de la « mise en veilleuse » de l'ANZUS

La réunion annuelle du conseil de l'ANZUS, prévue pour le mois de juillet prochain, a été reporté *sine die* à la suite du refus de la Nouvelle-Zélande de recevoir dans ses ports des navires américains équipés d'armes nucléaires (*le Monde* du 5 février), a annoncé, le lundi 4 mars, le premier ministre australien, M. Bob Hawke.

L'ANZUS, pacte qui lie l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis depuis trente-quatre ans, tient chaque été une réunion avec la participation des chefs de la diplomatie des trois pays. M. Hawke a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que lors de sa visite à Washington le mois dernier, il avait appris que les Etats-Unis considéraient cette réunion comme impossible dans les circonstances actuelles.

Selon le quotidien *The Australian,* les Etats-Unis désirent voir l'Australie abandonner la position de neutralité qu'elle observe dans le différend entre Washington et Wellington. Washington, affirme encore *The Australian,* a clairement indiqué à Canberra son désir de voir annoncer la tenue de discussions sur la défense impliquant uniquement l'Australie et les Etats-Unis.

A Washington, M. Michael Armacost, sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires politiques, a rendu, lundi, la Nouvelle-Zélande responsable de la *« mise en veilleuse »* du pacte de l'ANZUS. Selon M. Armacost, les Néo-Zélandais *« ont interprété unilatéralement leurs obligations ». « C'est une décision qui a des conséquences pour l'alliance,* a-t-il dit, *et nous en avons simplement tiré les conclusions. »*

A Londres, où il se trouve actuellement, le premier ministre néo-zélandais, M. Lange, a néanmoins déclaré, lundi, que son pays était résolu à préserver l'ANZUS, en dépit de l'ajournement *sine die* de la réunion de juillet. *« L'alliance doit continuer,* a-t-il dit, *parce que les trois partenaires sont résolus à ce qu'elle continue. Personne ne le croit plus fermement que la Nouvelle-Zélande. »* – *(AFP, AP.)*

L'AFFAIRE DU TRANSALL FRANÇAIS EN ÉTHIOPIE

Enlevés par erreur ?

Les maquisards responsables du bref « enlèvement », le dimanche 3 mars, des cinq membres de l'équipage d'un avion militaire français Transall (*le Monde* du 5 mars) appartenaient au Mouvement démocratique populaire éthiopien (MDPE), organisation qui est proche du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), ont affirmé, lundi, à Addis-Abeba, les pilotes français.

Le MDPE, qui est né d'une scission de l'ancien parti révolutionnaire populaire éthiopien, est une organisation d'extrême gauche qui mène depuis des années une lutte armée contre le régime du président Menguistu. Il avait déjà opéré, avec le FPLT, des enlèvements de membres de missions humanitaires, dans le but d'attirer l'attention de l'opinion internationale.

Ainsi, le 19 octobre dernier, le MDPE avait occupé Lalibela (*c'est sur la piste d'atterrissage de cette localité que l'avion français a été arraisonné*), et emmené les étrangers qui s'y trouvaient, avant de les relâcher au Soudan. Le MDPE et le FPLT ont tous deux des représentations à Khartoum.

Toutefois, selon le commandant de bord du Transall, le capitaine Constantin, un responsable des maquisards a expliqué qu'il y avait eu *« confusion »* lors de l'enlèvement et avait immédiatement annoncé à l'équipage sa libération pour le lendemain lundi. *« Le chef,* a raconté le capitaine Constantin, *nous a précisé être en lutte contre le régime éthiopien, contre les déportations massives de populations* (du Nord touché par la famine vers le Sud, plus fertile), *et contre le détournement, à Lalibela, de l'aide internationale, qui profite en premier lieu aux forces éthiopiennes ».*

M. Christian Nucci, ministre délégué chargé du développement et de la coopération, a, d'autre part, souligné, lundi, qu'entre 1984 et 1985 *« l'aide humanitaire alimentaire que la france alloue à l'Ethiopie a plus que doublé »,* passant de 35 500 à 79 000 tonnes.

Enfin, deux pilotes français et un mécanicien hollandais composent l'équipage d'un hélicoptère Puma appartenant à la société hollandaise Schreiner Airways sont retenus à Asmara (nord de l'Ethiopie, à soixante kilomètres des côtes de la mer Rouge) par les autorités éthiopiennes, depuis le 21 février dernier, a-t-on appris, lundi 4 mars, à Addis-Abeba.

Contraints pour des raisons techniques de se poser à Asmara, les trois hommes ont été assignés à résidence dans un hôtel de la ville, les autorités leur reprochant de ne pas être en possession de visas. – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

En Angola

L'UNITA AFFIRME AVOIR ABATTU UN BOEING-737 DE LA COMPAGNIE NATIONALE

L'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), organisation dirigée par M. Jonas Savimbi qui lutte contre le régime de Luanda, a affirmé, le lundi 4 mars, avoir abattu, le 27 février dernier, un Boeing-737 angolais à Lubango, dans le sud-ouest du pays, provoquant la mort de tous les membres de l'équipage et des passagers, parmi lesquels, *« des officiers des forces armées angolaises, des représentants de la sécurité d'Etat et d'autres personnalités gouvernementales ».*

La délégation à Lisbonne de la compagnie Transports aériens angolais (TAAG) a démenti lundi cette information. Elle a cependant admis qu'un Boeing-737 avait été *« accidenté »* le 1er mars dernier, à Lubango, à la suite d'une *« avarie »* d'un réacteur au moment du décollage. Cet accident, a affirmé le directeur de l'exploitation de TAAG, n'a *« fait aucune victime »,* et seul le train d'atterrissage a été endommagé.

Le 8 novembre 1983, un Boeing-737 de la TAAG avait été détruit sur ce même aéroport de Lubango et cent vingt-six personnes avaient trouvé la mort. L'UNITA avait revendiqué la destruction de cet avion, et le gouvernement de Luanda avait assuré que l'accident était dû à *« des défaillances techniques ».* – *(AFP, Reuter).*



La guerre du Golfe

L'IRAN ANNONCE UN « BOMBARDEMENT DE REPRÉSAILLES » SUR BASSORAH

Téhéran *(AFP, AP).* – L'état-major iranien a donné, ce mardi matin 5 mars, douze heures à la population de Bassorah, le grand port du sud de l'Irak, pour évacuer la ville, avant de commencer à 20 heures (17 heures, heure française) à bombarder à l'artillerie des *« cibles précises dans la cité »,* a annoncé l'agence iranienne Irna.

Un communiqué de l'état-major présente cette décision comme des représailles au bombardement aérien, lundi, par l'Irak, d'une usine dans la banlieue d'Ahwaz, capitale du Khouzistan (sud de l'Iran), qui a fait onze morts et trente blessés parmi les civils. L'aviation irakienne a utilisé des missiles français Exocet.

Le 8 février dernier, le président iranien Ali Khamenei annonçait que, désormais, l'Iran riposterait en bombardant les villes frontalières irakiennes après toute violation par l'Irak de la trêve des attaques d'objectifs civils conclue en juin 1984 par les deux pays, sous l'égide des Nations unies.

D'autre part, on apprend de New-York que les deux belligérants avaient demandé séparément lundi aux Nations unies d'organiser l'échange de tous leurs prisonniers de guerre, soit quarante-six mille deux cents Irakiens et neuf mille deux cents Iraniens. L'Irak s'est directement adressé au Conseil de sécurité, réuni à sa demande, tandis que l'Iran a laissé entendre, dans une lettre adressée au secrétaire général, que cet échange pourrait être organisé sans l'intervention du Conseil de sécurité, dont Téhéran conteste l'impartialité. Le représentant iranien a indiqué que, en dehors des prisonniers de guerre, Téhéran avait demandé à M. Perez de Cuellar d'organiser le rapatriement des soixante-quinze mille civils iraniens qui, selon la République islamique, seraient détenus en Irak.

Ancien responsable de Solidarité en France

M. BLUMSZTAJN VEUT POUVOIR REPONDRE A VARSOVIE DES ACCUSATIONS PORTEES CONTRE LUI

M. Seweryn Blumsztajn, ancien responsable du comité de coordination de Solidarité en France, a rendu publique lundi 4 mars à Paris une lettre ouverte au gouvernement polonais dans laquelle il s'élève contre *« la campagne calomnieuse »* organisée en Pologne contre lui-même et d'autres militants de Solidarité en Occident et demande que lui soit donnée la possibilité de répondre de ces accusations, y compris devant des juges.

M. Blumsztajn avait tenté de regagner son pays le 5 février dernier, mais avait été immédiatement expulsé. Dans sa lettre ouverte, il évoque en particulier les déclarations selon lesquelles une procédure pour « trahison » a été engagée contre les représentants de Solidarité à l'étranger et les propos, dignes *« de la presse des années 50 »,* tenus à ce propos par le porte-parole du gouvernement. Selon M. Blumsztajn, la presse de Varsovie et les représentants du pouvoir *« mènent cette campagne avec un sentiment d'impunité totale »,* certains que les personnes diffamées n'auront jamais le droit de répondre publiquement.

M. Blumsztajn, rappelle qu'après son retour forcé de Varsovie, il a déposé au Consulat de Pologne à Paris une demande pour obtenir un *« document quelconque »* lui permettant de regagner son pays et qu'il n'a toujours pas eu de réponse. Il ajoute : *« Je suis prêt à répondre à tous les griefs qui me sont faits, même si le seul lieu où l'on me permettrait de prendre la parole devait être le banc des accusés. »*





Les sommaires de mars

• LE MONDE DIPLOMATIQUE : L'Europe, les Grands et le tiers-monde

Nouvelles contributions au débat sur le néolibéralisme : une enquête de Maurice Lemoine sur les syndicats et les illusions de la flexibilité de l'emploi en ces temps de modernisation ; un article de Gilbert Comte à propos des récents écrits de Zeev Sternhell, qui ose accuser de *« fascisme »* Emmanuel Mounier, fondateur d'*Esprit,* et tous ceux qui, avant-guerre, osaient critiquer l'ordre libéral ; l'éditorial de Claude Julien, intitulé « Reaganisme » ; une éclairante étude de Philippe Morel sur les efforts déployés par les banques pour protéger leurs créances sur le tiers-monde.

L'Europe, aux prises avec l'offensive libérale, assiste non sans inquiétude à la reprise des négociations américano-soviétiques sur les différents types d'armements : pendant que Janet Finkelstein décortique ce dossier complexe, G. Guerassimov présente le point de vue officiel de Moscou. Complétant ce tableau, Jean-Marie Chauvier scrute le *« temps des contradictions »* dans la société soviétique des années 80.

Dans le même numéro, des articles sur le rôle du tiers-monde dans la production d'armements (Geoffrey Aronson), la coopération militaire entre Israël et la Chine (Ignacio Klich), les enjeux stratégiques de la crise en Nouvelle-Calédonie (Philippe Leymarie), l'Inde (Eqbal Ahmad), le cinéma albanais, et deux importants dossiers : l'Espagne aux portes de la CEE, la renaissance de l'Uruguay.

★ Le numéro : 11,50 F.

• LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Élever seul son enfant – Le palmarès 1984 des « prépas »

Femmes seules, divorcées, séparées ou abandonnées, veuves, mères célibataires : aujourd'hui, 820 000 femmes assument seules l'éducation de 1,6 million d'enfants. Deux mères seules sur trois sont des femmes divorcées, séparées ou en rupture d'union libre. Première conséquence de la solitude soudaine : une baisse importante du niveau de vie et son corollaire, pour celles qui n'ont pas d'emploi, la recherche d'un travail. Pas facile, lorsqu'il faut en même temps s'occuper des enfants et lorsqu'on n'a encore jamais eu d'activité professionnelle. Pas facile non plus lorsqu'on est une femme : le marché du travail ne vous accueille guère à bras ouverts. La tentation du repliement sur soi est grande : les familles « normales » se font moins accueillantes, les rapports avec les gens changent, comme s'ils craignaient la « femme indépendante ». Les rapports avec les enfants changent aussi. Comment préserver l'image du père, et leur laisser vivre l'insouciance de leur âge ? Une grande enquête du *Monde de l'éducation,* avec de nombreux témoignages.

Aussi au sommaire de ce numéro, le palmarès 1984 des classes préparatoires aux grandes écoles. Qu'est-ce qu'une bonne « prépa » ? Comment la choisir ? Avec les résultats aux écoles normales supérieures littéraires, aux écoles commerciales, à Véto, Agro, et Arts et métiers. Ainsi qu'à toutes les écoles d'ingénieurs. Avec, pour la première fois, et en exclusivité, les résultats à Polytechnique.

★ Le numéro : 11,50 F.

• DOSSIERS ET DOCUMENTS : Les racines de la crise calédonienne – La « reaganomie »

La tourmente politique qui secoue la Nouvelle-Calédonie a des racines anciennes et profondes. L'histoire de l'île montre que les Canaques, farouchement attachés à leur terre et à leur civilisation, n'ont jamais vraiment admis le joug colonial. Un dossier rassemblé par Alain Duret, professeur d'histoire au lycée Voltaire à Paris et présenté par Jean-Marie Colombani.

Témoignages, portraits des acteurs, chronologies, reportages, cartes, permettent de cerner les composantes humaines, sociales, religieuses, économiques et stratégiques d'une crise dont les retombées sur le débat politique interne français sont importantes.

∴

L'action de M. Reagan en matière économique est présentée par les champions du libéralisme comme un modèle d'efficacité et de réussite. Les succès remportés par la Maison Blanche depuis cinq ans sur les terrains de l'inflation et du chômage ne sont pas niables. Mais le prix en est fort lourd, et le tableau doit être nuancé.

François Chatagner, professeur de sciences économiques et sociales au lycée Pasteur de Neuilly, s'emploie, dans un dossier présenté par Manuel Lucbert, à mettre en lumière les réussites mais aussi les limites de l'*« économie reaganienne ».* Il montre les dangers d'une relance financée par un énorme déficit budgétaire et la fragilité d'une économie caractérisée par de très importants déséquilibres.

★ Le numéro (10 pages) : 5,80 F.

• LE MONDE DE LA MUSIQUE : Les cent disques qui ont fait l'histoire

Ce n'est pas le test de l'île déserte, mais cela y ressemble : si vous ne possédiez que cent disques et que vous ne deviez rien ignorer des grands événements discographiques des cinquante années écoulées, voilà, impérativement, ceux que vous seriez amené à choisir. Florilège inaccessible ? *Pas du tout.* Les cent enregistrements retenus par *le Monde de la musique* dans un supplément détachable sont disponibles chez tous les disquaires. Témoins de l'âge d'or de la musique enregistrée ou fruits d'une production récente, ils disent l'énorme effort accompli par l'édition phonographique depuis que le disque noir existe. Cent « must » pour une discothèque idéale.

Dans ce même numéro, des textes, des documents photographiques inédits, racontent l'étrange destin de Kathleen Ferrier ; cinquante ans après sa création à Broadway, *Porgy and Bess,* de Gershwin, reçoit à New-York les honneurs du Met ; Enrique Barenboïm, le père, croise Daniel Barenboïm, le fils ; Harry Halbreich trace le portrait de Giacento Scelsi, le plus secret des compositeurs italiens vivants...

★ Le numéro : 20 F.

M. FABIUS EN CORÉE DU SUD DU 7 AU 9 AVRIL

M. Laurent Fabius, se rendra en visite officielle en Corée du Sud du 7 au 9 avril, a annoncé, mardi matin 5 mars, un communiqué de l'Hôtel Matignon, qui précise que le premier ministre se rend à Séoul *« à l'invitation de M. Lho Shinyong, premier ministre de la République de Corée. Lors de son séjour, le premier ministre français s'entretiendra avec son homologue coréen et sera reçu en audience par Son Excellence Chung Doo Hwan, président de la République de Corée ».*

● *En Corée du Sud : assignation à résidence levée pour M. Kim Dae-jung ?* – L'assignation à résidence contre l'ancien candidat présidentiel sud-coréen Kim Dae-jung serait levée mercredi 6 mars, apprend-on de source diplomatique à Séoul.

M. Kim ne pourra cependant pas adhérer à un parti, ou influencer directement la vie politique, en raison d'une condamnation avec sursis à vingt ans de prison pour sédition. Il a déclaré : *« Dans ces conditions, la levée de l'interdiction de se livrer à des activités politiques perd toute signification. »* – *(Reuter.)*

A B C D F G H

